

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA SERBIE
DANS L'OPINION ALLEMANDE
CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

M. T. SELESKOVIĆ

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA SERBIE

DANS L'OPINION ALLEMANDE CONTEMPORAINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

M. T. SELESKOVIĆ



PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA MÈRE

Qui pendant trois ans a subi l'occupation autrichienne

INTRODUCTION

I

Avant la guerre, la Serbie était — en dehors des spécialistes — très mal connue du public allemand. L'idée que l'on s'en faisait était, ou bien abstraite, ou bien formée par l'intermédiaire de l'Autriche. On savait que la Serbie possédait une poésie nationale digne d'attention : Goethe s'en était occupé. Quant à la connaissance pratique de la Serbie, elle était réduite à ce que l'Autriche trouvait bon de dire.

C'est la guerre qui a obligé le public allemand à s'occuper activement de la Serbie, à renoncer à répéter des jugements tout faits, et l'a forcé à se les créer lui-même. Le peuple allemand tout entier — et non seulement comme avant la guerre, des individus : quelques savants, quelques politiciens, quelques marchands — est entré en contact plus étroit avec le peuple serbe. Un grand nombre d'Allemands ont séjourné comme soldats

en Serbie. Tout naturellement l'opinion allemande sur la Serbie a été, pendant la guerre, beaucoup plus variée et plus riche qu'elle ne l'était auparavant. Voici ce que Wendel, député socialiste à l'ancien Reichstag, qui vient d'être nommé ministre de la République allemande à Belgrade, dit de ce changement dans son livre d'une clarté d'exposition et d'une objectivité de jugement toutes classiques (1). « Les Serbes étaient, chez nous, le peuple le plus calomnié de toute l'Europe. Malgré tous leurs efforts, ils n'avaient pas échappé au ridicule, jusqu'au moment où, fin juillet 1914, l'incendie mondial éclatât, provoqué par une affaire serbe, et que tout le monde cessât de rire... La guerre nous donna une opinion nouvelle des efforts militaires de la Serbie. Le grand quartier général découvrit chez le Serbe un adversaire d'une énergie indomptable et d'une ténacité inlassable. Et nos soldats virent, avec étonnement, un pays où le plus petit village possédait une école, ordinairement superbe et un peuple chez lequel, sous forme, selon le cas, de politesse pleine de bonne volonté ou de dignité pleine de tact, se manifestait une délicatesse innée » (p. 180 s.).

1. *Südosteuropäische Fragen* (Berlin, 1918). Ce livre dont la publication coïncide avec la rédaction de notre travail résume, sans modifications importantes, les articles que nous citons.

II

On peut consulter l'opinion allemande sur deux questions : a) *quel problème la Serbie représente-t-elle ?* et b) *comment résoudre ce problème ?* De la position adoptée dépend la méthode avec laquelle on exploitera l'opinion allemande.

A la première question, on répond par ce qu'on en sait, par ce qu'on en a entendu dire, par ce qu'on en a lu. C'est la réponse même qui montrera si on connaît ou non la question. La réponse, dans ce cas, n'est autre qu'une impression, *une opinion*.

Au contraire, la *solution* qu'on donne à une question suppose une conception personnelle de cette question. Il importe peu que cette conception soit large ou étroite, subjective ou objective, qu'elle ait ou non de la valeur. La réponse dans ce cas ne sera pas une impression, mais *l'expression d'une conception personnelle*.

Cela étant posé, la méthode est donnée, elle aussi. Dans le premier cas, il s'agit de réunir, de synthétiser, de former un tout d'impressions disséminées. Dans le second cas, il s'agit, tout au contraire, de déduire la solution de la conception générale de l'individu en question. C'est-à-dire que la première partie représente une coupe de l'opinion de tout un peuple : la valeur de son résultat est de rendre l'opinion générale. La valeur du

résultat de la seconde partie est identique à la valeur de la conception particulière étudiée.

Pratiquement, les conceptions des Allemands tendent toutes, en général, au même but : celui de la domination allemande. Par conséquent, le politicien n'est pas obligé de tenir compte des différences que la recherche théorique devra distinguer entre les doctrines politiques. Celle-ci ne peut se contenter de baptiser les théories de Harden et de Naumann par exemple, d'un même nom d'Impérialisme ou de Pangermanisme, etc. Elle doit, au contraire, s'efforcer de trouver le caractère spécifique de chaque conception, celui par lequel elle se différencie des autres.

Nous avons essayé d'accomplir ces différentes tâches dans la première et dans la seconde partie du travail présent.

III

On peut se demander si le moment est opportun pour publier un tel travail ? Ne faut-il pas attendre que les problèmes soulevés par la guerre soient résolus pour faire entendre l'opinion de notre ennemi d'hier ?

Ce serait, en principe déjà, une mauvaise politique que celle qui voudrait être couronnée de succès en cachant l'avis qui lui est contraire. Mauvaise à deux points de vue :

Mauvaise par rapport à nos amis, et mauvaise pour nous-mêmes.

La cause pour laquelle nous luttons n'est pas un mensonge qui redoute la confrontation. Il faut donner à ceux qui s'intéressent à elle la possibilité d'en être persuadés. Regardez le pour et le contre et jugez (1).

D'autre part, nous agirions contre notre propre intérêt, si nous fermions les oreilles à l'avis de celui qui, jusqu'à hier, était notre adversaire. Si nous ignorons ce que pense notre voisin, ne sommes-nous pas mal préparés à lui tenir tête ?

IV

La première tâche que nous ayons à remplir sera donc d'être objectifs. Que signifie cela ? N'est-ce pas longtemps seulement après la guerre, c'est-à-dire lorsqu'on aura le recul nécessaire, qu'on pourra juger objectivement l'histoire contemporaine ? Ce que, dès aujourd'hui, on peut donner d'une façon durable, c'est,

1. Pour ceux qui ne savent pas le Serbe, nous mentionnons les ouvrages suivants dans lesquels ils trouveront toutes les indications nécessaires à leur orientation.

R.-J. Odavic, Bibliographie française sur les Serbes, Croates et Slovénes (paru chez l'auteur, 42, rue Denfert-Rochereau).

Le Bulletin Yougoslave, édité par le comité Yougoslave (Paris, 17, rue Cadet).

Les publications de la Société *Yougoslavia* (Paris, 118, rue d'Assas).

La Serbie, journal hebdomadaire (Genève).

La Patrie Serbe, revue mensuelle (Paris).

L'Almanach pour 1918 paru à Genève, édité par *Slepcevic*. On y trouvera les bibliographies française, anglaise et italienne.

J. Cvijic, la Péninsule Balkanique (Paris, 1918).

Nous-mêmes, donnons à la fin de notre travail la bibliographie allemande dont nous nous sommes servis.

sinon un jugement définitif, du moins une constatation des faits.

La tâche, ainsi définie, peut encore être conçue à un double point de vue : *a)* Au point de vue du fait, dans le sens d'un événement ; *b)* au point de vue du fait, dans le sens d'un état d'esprit.

L'étude présente ne vise pas à être une étude sur l'histoire extérieure ; elle veut tâcher de fixer un état d'esprit : ce n'est pas des événements qu'il s'agit ici, mais de leur reflet. Les jugements allemands ne sont, par conséquent, pas cités parce que, eux, ils seraient objectifs. Le but est, au contraire, de voir comment les Allemands conçoivent la question, d'entendre leur opinion, de les laisser parler eux-mêmes.

L'objectivité du travail consistera donc à rendre les jugements allemands tels qu'ils sont, c'est-à-dire dans leur subjectivité. Nous nous efforcerons de saisir l'opinion d'un peuple sur un certain sujet et de contribuer ainsi, si peu que ce soit, à la connaissance de la psychologie de ce peuple.

V

Le résultat ainsi obtenu, peut avoir une double valeur :

1° Ou bien, il représente la caractéristique des Allemands, telle qu'eux-mêmes nous la fournissent indirectement.

tement ; car n'est-ce pas en caractérisant les autres qu'on se caractérise le mieux soi-même ?

2° Ou bien il sert à éclairer ceux qui y sont caractérisés, c'est à-dire les Serbes. Et dans ce cas, il peut leur servir d'orientation dans deux directions :

a) Ou bien comme orientation envers les Allemands. Sachant leur opinion, les Serbes peuvent en déduire leur attitude future envers eux.

b) Ou bien comme orientation envers eux-mêmes. La critique la plus haineuse et la plus négative peut avoir des conséquences positives.

Le point de vue a) représente le côté pratique. Toutes relations futures supposent la connaissance pratique et spéciale des diverses questions. Ainsi l'opinion générale des Allemands ne servira ici que comme orientation générale.

Le point de vue b) représente le côté théorique. Il s'agit de savoir quelle est la cause de l'opinion négative des Allemands sur les Serbes ? (Car, ainsi que nous le verrons, elle est essentiellement négative). Comment a-t-elle pu se former ? Les Serbes n'ont-ils pas voulu exactement la même chose que les autres peuples : exister ? La seule différence vient de ce que les obstacles que les Serbes avaient à franchir étaient plus grands que ceux des autres peuples. Mais, s'ils savent triompher de ces obstacles, leur mérite n'en est-il pas d'autant plus grand ? Ne prouvent-ils pas, justement par leur opposition tenace à celui qui les opprime, que ce

soit le Turc ou l'Autrichien, leur droit d'exister ? Leur volonté de vivre n'est-elle pas une manifestation de leurs capacités et, par conséquent, une promesse pour l'avenir ! Comment, alors, est-il possible qu'avec l'opinion négative de tout un peuple, ils aient obtenu, par le maximum d'effort, le minimum d'effet ? Après les Turcs, qui nous ont appris la résistance matérielle, les Austro-Allemands nous imposent la résistance rationnelle. La question n'est plus seulement d'exister, mais d'exister d'une certaine manière, à l'exclusion de toute autre, d'être seulement ce que nous sommes : Yougoslaves.

VI

Il est évident qu'un travail qui veut décrire l'opinion allemande ne s'occupera de l'opinion des Yougoslaves qu'à titre d'illustration, même s'ils s'expriment en allemand.

Notre travail concerne l'histoire des idées, non l'histoire des faits : nous éviterons donc de parler de la politique proprement dite. La correspondance diplomatique (les livres blancs, bleus, etc.) aussi bien que les événements politiques et historiques, ne nous serviront qu'à documenter les jugements allemands tels qu'ils sont. Nous avons tenu compte de toutes les opinions allemandes indépendantes et individuelles, au sens d'inofficielles qui étaient à notre portée, qu'elles se

soient manifestées sous une forme scientifique, ou bien sous une forme spontanée, soit de mémoire, soit de considération isolée.

Comparée à la littérature qui existe sur la Bulgarie, et, à plus forte raison, à celle qui régarde la Belgique, la littérature allemande contemporaine sur la Serbie, bien qu'elle s'étende au fur et à mesure que la question yougoslave gagne de l'intérêt, est encore restreinte. Pour justifier le titre de notre travail, il nous a fallu chercher aussi des documents dans les livres qui n'étaient pas consacrés spécialement à la Serbie, mais qui en parlent accidentellement; ensuite, dans les revues et enfin dans les quotidiens qui, naturellement, ne sont utilisés ici que lorsqu'ils expriment une opinion.

VII

C'est précisément pour cette dernière raison que notre travail ne peut pas prétendre à être complet. Après de longues recherches, il a fallu souvent se contenter d'un résultat minime. Peut-être regrettera-t-on surtout l'absence d'une consultation de l'opinion allemande d'avant-guerre. Mais seule, une étude prolongée dans ce sens pourra peu à peu accomplir toute la tâche. Du moins trouvera-t-on ici le premier essai d'un aperçu systématique de l'opinion allemande contemporaine sur la Serbie, jusqu'à la Révolution allemande.

LA SERBIE

DANS L'OPINION ALLEMANDE CONTEMPORAINE

PREMIÈRE PARTIE

LES OPINIONS

I. — Généralités

« Ecoutez l'ennemi. Prêtez l'oreille même aux reproches. Par l'odorat et le goût il vous faut deviner ce qui bout dans la chaudière des sorcières de l'autre côté du mur. Celui qui, pendant cette guerre, ne s'est pas encore déshabitué de la peur de voir et du dégoût d'entendre n'est pas digne des héros de son pays. » (Maximilian Harden : *Krieg und Friede*, vol. I., p. 130.)

Le plus grand tort des Allemands, ce n'est pas leur injustice envers les Serbes, c'est plutôt leur ignorance : celle-ci est la cause de celle-là. Voilà la première, la plus grande et la plus nette des impressions qu'on éprouve en lisant les livres et les articles de revues et de journaux qu'ils ont consacrés à ce sujet.

Il n'y a que peu de gens qui se soient donné la peine

de connaître les faits au lieu d'exprimer leurs sentiments. Et parmi ce petit nombre, il y en a peu à qui leur connaissance des faits ait servi comme moyen d'une orientation nouvelle, et non pas comme soutien d'une théorie préconçue. Dans la plupart des cas, la Serbie est jugée d'un point de vue qui lui est étranger. On applique ordinairement les notions allemandes aux circonstances serbes. L'injustice, qui en est la conséquence nécessaire, n'est donc qu'une contradiction des Allemands avec eux-mêmes : elle est simplement un manque de méthode.

En Autriche même, où pourtant la question Yougoslave représente une valeur pratique et actuelle, on ne s'intéresse et on ne connaît que médiocrement la situation. En 1918, encore, le comte de Barbo-Waxenstein peut dire dans un article de la « Neue Freie Presse » (du 20 mars, intitulé « Die südslavische Frage ») que la question yougoslave est tout à fait nouvelle pour le grand public et que par conséquent celui-ci n'a aucune idée nette à son sujet.

Si l'on fait abstraction des Yougoslaves autrichiens et des individus que leur profession ou toute autre cause a obligés à s'occuper de notre question et qui représentent donc une exception, ce sont les socialistes qui nous ont témoigné le plus d'intérêt et qui se sont montrés le moins intolérants. La revue socialiste « Die Neue Zeit » (du 16 novembre 1917) traduit même un article (« Serbiens Drang nach dem Meere ») du socialiste serbe

Tucovic, tombé dans la guerre contre l'Autriche et que Victor Adler, comme le dit la « Neue Zeit », appelle « un des hommes les plus capables et les plus intelligents de la Social-Démocratie internationale. »

On peut ramener l'opinion allemande sur les Serbes à deux jugements principaux : *a*) que les Serbes sont un peuple de meurtriers de rois ; *b*) que le soldat serbe est excellent. Si banaux que ces jugements paraissent être, ils sont répétés tant de fois qu'ils provoquent pourtant la réflexion. Comment est-il possible que l'opinion de tout un peuple sur un autre se laisse réduire à des jugements aussi banaux et aussi superficiels ?

De toute la conduite des Serbes, les Allemands ont simplement retenu qu'ils ont tué des princes couronnés. Sans pénétrer plus avant, ils ont fait de ces faits historiques une caractéristique du peuple même. Le fait, en lui-même, suffisait pour être condamné sans jugement. Cette attitude des Allemands n'exprime-t-elle pas négativement la notion du souverain, tel qu'ils le conçoivent, eux ? Est-ce bien l'Allemand, n'est-ce pas plutôt le sentiment de l'État qui lui est propre, et que son évolution précédente a déterminé, qui a condamné les Serbes ?

Il fallait que le soldat apparût, il fallait que l'Allemand sentît la force physique pour que son jugement négatif devînt positif, pour qu'il comprît que les Serbes avaient des qualités qu'on peut apprécier plutôt que condamner. La vérité est-elle toujours un paradoxe ?

Est-ce seulement par la destruction mutuelle que la compréhension mutuelle peut se développer ? La conduite des Allemands envers les Serbes, exprimée par leur opinion n'est-elle pas malheureusement symbolique ?

Si maigre que soit le résultat, si l'on considère l'opinion allemande d'après son contenu, elle peut être intéressante si l'on se place à un autre point de vue. Une opinion isolée peut avoir peu de valeur : elle prend un sens par rapport aux autres opinions. En les comparant l'une à l'autre, on s'aperçoit qu'elles peuvent être classées ; en constatant leur parenté mutuelle, on peut les placer dans des groupes différents. Et ainsi on obtiendra, au lieu d'opinions insignifiantes et qui ne disent rien, une image.

II. — Les Serbes

Harden, interrogé sur le sort des prisonniers en Serbie, répond (« Zukunft » du 16 octobre 1915) : « Je n'ai jamais été en relation avec aucun Serbe. » Et pour pouvoir répondre, il est obligé de se reporter aux comptes rendus de Mlle Sturzenegger et de M. du Bochet qui, dit-il, dans leur essentiel disent la même chose.

Les autres ne se contentent pas d'avouer leur ignorance. Et alors, non seulement on arrive à un jugement arbitraire, mais on trouve des inexactitudes citées

comme étant des faits historiques. C'est ainsi que, par exemple, Dammert (« Der serbische Feldzug », Leipsig, 1916, p. 15) parle de onze partis politiques en Serbie, et qu'un certain Dr. W. L., dans « Das grössere Deutschland » (du 8 juillet 1916), traite M. Spalaikovic, ministre de Serbie en Russie, de président du Conseil.

a) **Le peuple d'assassins.** — L'attentat de Sarajevo, non seulement est le point de départ des considérations allemandes sur les Serbes, mais c'est encore en lui que les Allemands trouvent l'explication dernière du caractère serbe. « La Serbie est pour le grand public (der Allgemeinheit) le pays des meurtriers de rois. On sait que c'est une nation maladivement ambitieuse, mégalomane, guerrière », constate Dammert (« Der serbische Feldzug », p. 7) et il ajoute (p. 67): « On a entendu dire beaucoup de mal du pays serbe, de sa pauvreté, de sa sauvagerie, du peuple serbe et de sa passion pour les amputations d'oreilles et de nez, de la part prise au combat par les femmes et les enfants. » Voilà le jugement habituel. Il est donc naturel que les Serbes soient des « pourceaux serbes » (Gomoll : « Im Kampf gegen Russland und Serbien », p. 363), que leur cause soit « la cause qui sent mauvais » (die stinkende Sache der Serben), comme le dit Meinecke, professeur à l'Université de Fribourg (« Nationalismus und nationale Idee », dans « Die deutsche Erhebung » von 1914, p. 97), et qu'il y ait des poèmes qui commencent par les mots : « De la Serbie vient le meurtre »... (Meuchelmord)

(« Oberländer Bote » de Lörrach, voir E. Rosen : « Der grosse Krieg », t. I, p. 201).

Aussi la politique serbe ne peut-elle être qu'un « travail souterrain », un « crime sans scrupules des politiciens des cafés de Belgrade », un « désir de devenir une grande puissance (Grossmachtsgelüste) qui essaya de se réaliser par la conspiration et le meurtre ». La cause serbe est donc « la cause des lâches meurtriers de rois », la Serbie n'est « pour la paix de l'Europe que, à un degré cent fois plus grand, ce que le Mexique est pour la paix de l'Amérique », car ce sont ces « politiciens des cafés qui ont fait naître la guerre », ce sont leurs « conspirations criminelles qui ont causé ce malheur ». C'est le député du Reichstag Georg Gothein qui le dit et tout cela dans un seul article (« Das Schicksal Serbiens », dans la « Hilfe » du 30 novembre 1916). Que reste-t-il à dire aux autres ? C'est toujours le même leit motiv, avec quelques variantes. Une fois c'est simplement « la politique serbe de conspiration et de meurtre ». (Le professeur Schiemann : « Die letzten Etappen zum Weltkrieg », p. 235) et une autre fois c'est « le travail souterrain serbe dont les méthodes dénotent trop clairement qu'il est originaire des frontières de la civilisation européenne ». (Le professeur Küntzel : « Österreich-Ungarn in Vergangenheit und Gegenwart », dans « Zum geschichtlichen Verständnis des grossen Krieges », p. 116.)

De pareilles phrases peuvent choquer quand on les entend pour la première fois, mais si elles se répètent

en quantité, elles perdent leur sens et deviennent des clichés. Sans être soutenues par une explication, elles restent des injures.

Des explications ? L'histoire ne donne-t-elle pas mieux que cela : des confirmations ? « Du sang et des larmes. Y a-t-il beaucoup d'autres choses dans l'histoire serbe ? » « Le souverain qui ne fut pas tué, fut renversé du trône... Voilà ce qu'est la Serbie ». « Ce petit Etat mineur et inapprivoisé, a mis le feu au globe ». « Belgrade est un nid de meurtriers ». Et la Serbie, c'est « l'ennui de l'existence, adouci par le nouvel espoir du sang et du meurtre » (Stratz : « Serbien » dans la « Woche » du 23 octobre 1915). Et Schiemann, dans l'ouvrage déjà cité (p. 197) résume toute l'histoire serbe par cette phrase : « L'histoire de la Serbie, c'est l'histoire des meurtres de princes et des attentats à l'intérieur et à l'extérieur du pays même ». Car, explique Schiemann (198 s.), dans ces Etats (Gemeinwesen) yougoslaves l'idée monarchique ne peut pas prendre racine ; une histoire de cinq cents ans les sépare des princes qui étaient à leur tête et avec lesquels le peuple se sentait un. L'idéal de liberté de celui-ci a un caractère démocratique et républicain. C'est naturellement un grand malheur pour les Serbes, aussi bien que pour les autres. « Le sang répandu à Sarajevo et les ombres des tués accusent la Serbie, et le meurtre du roi Alexandre et de son épouse, qui n'est pas encore vengé, est sorti du passé dans lequel on a essayé de l'enterrer. Il est inimaginable que la cons-

science morale offensée de l'Occident ne reçoive pas la satisfaction qu'elle demande (1) (p. 210 s.).

C'est donc en dernier lieu cette infériorité morale des Serbes qui explique tout. « Il ne faut pas oublier que dans les Balkans les actions politiques sanglantes ont encore un tout autre cours que chez nous. Ceci s'applique particulièrement à la Serbie ». « Il n'est pas étonnant qu'un peuple ayant des traditions aussi sanglantes envers ses propres dynasties, agisse aussi avec des balles et des bombes envers les princes étrangers. Dans les Balkans... on n'applique pas encore de jugements moraux au meurtre politique » (Rohrbach, docent à l'école commerciale de Berlin : « Die serbische Untat und die politische Lage », dans « Das grössere Deutschland » du 11 juillet 1914). « Mais l'histoire est le jugement (Die Weltgeschichte ist das Weltgericht) », écrit un soldat à ses

1. Pour connaître un peu cette curieuse conscience morale qui demande satisfaction, il faut connaître l'idéal même de Schiemann. « L'empereur et l'impératrice envoient tous leurs fils à la guerre, le kronprinz et ses cinq frères, chacun dans la position qui lui est prescrite, comme à chaque autre officier, à son rang (Rangliste). Et, tous les princes allemands ont agi comme eux. Ou bien ils vont eux-mêmes à la guerre, ou bien ils y envoient leurs fils, et leur adhésion à la solidarité de la patrie est réconfortante (herzerquickend).

C'est avec admiration qu'on entend relater la conduite héroïque de la mère impériale par ceux qui la voient et qui la connaissent. Elle a appelé à son côté, pour l'aider dans les œuvres de charité, sa fille « notre princesse », comme les Berlinoïses disent avec fierté, la duchesse de Braunschweig, qui comme des millions d'autres femmes a vu partir à la guerre son mari bien-aimé (heissgeliebten). La kronprinzessin Cecilie nous montre le même modèle de devoir féminin; elle aussi est chérie de notre peuple. Vraiment celui qui veut chercher un modèle dans ce temps-ci, n'a qu'à lever les yeux sur notre maison impériale. » (p. 248 s.).

parents (« Briefe aus dem Felde », 1914-1915, édité par le professeur Dr. O. Pniower, etc., p. 782). « Sur ce pays infâme des centaines de batteries allemandes font tomber maintenant leur grêle de fer ».

Tel peuple, tel roi : le peuple de meurtriers a sur son trône une « bande de meurtriers » (Professeur Engel : « Ein Tagebuch », t. III, p. 889). L'allure royale y fait défaut, car tout y est seulement un essai d'imiter les vrais rois avec des moyens médiocres : voilà ce qu'est le Konak de Belgrade. (Nowak : « Hoetzendorfs Lager », p. 67 et 69). Le roi lui-même est paresseux (Dammert : « Der serbische Feldzug », p. 11), et non seulement il est arrivé au trône par le crime, mais il a aussi, dans sa robe tachée de sang (blutbefleckt, p. 13)-apporté des larmes et du sang sur la Serbie (Ganghofer, romancier : « Bei den Heeresgruppen Hindenburg und Mackensen », p. 110). Il faut même faire une différence entre le peuple serbe d'un côté, et de l'autre les officiers (Offiziersmeute), le gouvernement corrompu et le roi qui tient de Richard III et de Malvolio (p. 175).

Car chez les Serbes, il ne s'agit pas du tout au fond de l'unification du peuple, comme on pourrait le croire à première vue. C'est presque dans le contraire que la vérité se trouve. Voici de quoi il s'agit véritablement. La dynastie n'a pas de racine dans le peuple, elle est haïe par la population. Cette constatation a fait une impression profonde sur les officiers allemands et autrichiens qui depuis l'occupation de la Serbie ont pu s'en

persuader. Pour pouvoir rester sur le trône les Karadjordjevic se virent obligés de tourner vers le dehors des passions facilement inflammables. C'est ainsi qu'au moment de l'annexion de la Bosnie Herzégovine, une agitation sans borne fut provoquée. Ce mouvement n'a rien à voir avec un véritable mouvement populaire. Il est au contraire guidé par la cour et les ministères, parsemé de crimes, alimenté par de l'argent étranger. Bref, c'est un immense jeu d'intrigues qui sert les buts d'une politique de conquête. Le principe de nationalité n'était qu'une réclame. Un parvenu, enivré par ses succès inespérés, le roi, croyait pouvoir tendre la main vers les lauriers des plus grandes victoires : hier il avait gagné la Macédoine, demain il voulait détruire l'Autriche. (Le professeur Davidsohn : « Uberspannung und Niedergang des Nationalitätsprinzips », dans « Europæische Staats- und Wirtschaftszeitung » du 11 mai 1916). On est un peu déçu d'apprendre d'un Suisse que ce monstre royal n'est qu'un caractère loyal, droit et un peu faible, un homme pauvre, économe et qui entend mal, plutôt un bon père qu'un souverain (Hofer : « Die Keime der grossen Kriege », p. 144).

b) **Le peuple romantique.** — L'histoire de la Serbie est une succession terrible (grauenvoll) de conspirations, insurrections, bannissements, attentats meurtriers, menaces, expéditions de pillage. Mais Demmert nous en donne l'explication. « C'est le sort d'un peuple qui est intelligent, ambitieux, mobile, mais sans caractère,

sans discipline de soi-même, sans compréhension (Augenmass) de la politique dans le sens de Bismarck, de l'art du possible. Ce peuple ne manque pas de capacités, de sens artistique, de compréhension des tâches sociales, économiques et civilisatrices des temps modernes, mais l'esprit mobile, facilement influencé, oscillant du paysan serbe a servi le jeu des démagogues avides de pouvoir et d'argent.

L'intelligence naturelle, le patriotisme passionné, l'ambition auraient rendu le peuple serbe capable de créer au pays une position sûre et puissante en Europe et de prospérer jusqu'à une grande richesse. Il y a peu de régions en Europe qui peuvent rivaliser avec la Serbie quant à la beauté et la fertilité du pays » (p. 14). La terre est riche. Et cela a été la perte du pays. Le paysan n'étant pas forcé de travailler, s'est perdu dans la politique ; il rêvait. Qu'aurait-on pu faire de la Serbie ! Mais quand l'homme n'a pas de soucis, il s'en crée lui-même. Courageux, noble et hospitalier, le paysan serbe est en même temps crédule et surtout vain et il s'est laissé convaincre par les séducteurs qui embrumaient sa conscience. Ainsi, par de grandes phrases, la réalité a été changée en sens contraire (Hegeler : « Der Siegeszug durch Serbien », p. 145). Voilà un spécimen d'une autre sorte de caractéristique. Il ne s'agit plus des sentiments évoqués immédiatement par les événements du moment. Un élément nouveau intervient, peut-être une réminiscence littéraire. On a déjà entendu parler quelque part

des Serbes. Où ? En Serbie « vivait sur un terrain éruptif l'ardente passion nationale, dont la poésie força notre maître Goethe lui-même à l'admiration » (Dammert, p. 43). Donc la conclusion suivante n'était que naturelle : « Un peuple qui sacrifie tous les biens du monde à ses idéals nationaux, si chimériques qu'ils soient, mérite au fond notre estime, bien que nous soyons obligés par le souci de notre propre conservation de marcher contre un tel ennemi » (p. 53). Le romantisme serbe peut prendre différentes formes. Tantôt il se manifeste comme de la mégalomanie (Nüse : « Das grössere Bulgarien », dans « Das grössere Deutschland » du 15 septembre 1917), tantôt comme « un rêve fantastique » (car le principe des nationalités qui fut appliqué en Allemagne et en Italie, manquait en Serbie de « continuité dans son développement intérieur », Woinovich : « Osterreich-Ungarn und seine Gegner », dans la « Osterreichische Rundschau » du 15 juillet 1917), tantôt comme la nature de l'homme primitif : « Les habitants des Balkans sont en général des gaillards. Ce sont des gars (Kerle) dont la force est inutilisée, doués de nerfs solides, qui ne s'embarrassent pas de doutes et de scrupules, des gens d'une volonté tenace et d'une force brute, sains de corps et d'âme ». (Wirth, privat-docent à Munich, « Albanien », dans « Das grössere Deutschland » du 10 juin 1916). Reste seulement cette question : l'épithète de romantique ne s'applique-t-elle pas à une telle caractéristique plutôt qu'à ceux même qu'elle veut caractériser ? Harden, lui-

même, n'a pas pu se débarrasser de ce ton quand (dans la « Zukunft », n° 2 du 8 décembre 1917, p. 42), il parle des Serbes après leur retraite d'Albanie. Il décrit une jeune fille serbe devenue à moitié folle à la suite de ces événements tragiques et saisie brusquement du don de prophétie. Ce récit cesse d'être de l'histoire. C'est déjà un mythe.

c) **Caractéristique étrangère.** — Si l'on connaît un peu ces jugements des Allemands, on ne sera pas étonné de les retrouver chez les étrangers écrivant en allemand. Nous pourrions passer sous silence ce petit chapitre, mais il est amusant, sinon déplorable, de voir comment les jugements se ressemblent mot pour mot. On peut constater une fois de plus combien il est facile de se faire une idée de ce que l'on ne connaît pas : l'expérience est remplacée par ce que l'on a entendu dire. Pour M. Burgess, ancien professeur à l'Université de Columbia, la Serbie n'est pas un Etat, mais une collectivité (Gemeindewesen) dont les actions et les buts ont été suggérés par des insurgés, des conspirateurs et des meurtriers de rois (« Der europäische Krieg », p. 7). Quant à l'ennemie déclarée de la Serbie, la Bulgarie officielle, il est naturel que pour elle la Serbie soit « un danger pour l'humanité » et « qu'aucun homme civilisé ne puisse désirer son développement (« Frankfurter Zeitung » du 8 octobre 1915 ou Müller-Meiningen, député du Landtag bavarois : « Diplomatie und Weltkrieg », t. IV, p. 789). On se demande seulement pourquoi on

avait besoin des clichés allemands pour attaquer la Serbie. Pour le professeur de philosophie, à l'Université de Sofia, M. Gheorgov, du moins, les Serbes ont « une imagination active qui leur a complètement troublé le sens de la réalité », il emploie les expressions ordinaires des Allemands « fluchwürdige Ermordung » de François Ferdinand, et « travail souterrain » (Wühlarbeit) serbe contre l'Autriche. Il est curieux de constater que, dans le même article, il décrit avec fierté à ce qu'il semble, le mouvement révolutionnaire bulgare en Macédoine contre la Turquie (« Mazedonien und der Weltriag », dans « Europäische Staats-und Wirtschaftszeitung » du 31 juillet 1916). — De même que les amis des Allemands cherchent à diminuer les Serbes, les Allemands cherchent à diminuer les amis des Serbes. En parlant de « La grande Serbie » de M. Denis, Bretholz, professeur à l'Ecole technique de Brünn, dit de l'auteur que même ses meilleurs amis avouent que ses livres ne sont que de jolies compilations de la littérature monographique. (« Serbiens Zukunft in französischer Beleuchtung », dans « Das grössere Deutschland » du 18 février 1916).

d) **Les Serbes vus de près.** — L'opinion de ceux qui sont venus dans le pays même est différente. Les préjugés ne disparaissent naturellement pas d'un seul coup, mais des rapports plus intimes avec le peuple serbe ont fait naître une nouvelle manière de voir. Dammert qui caractérisait l'opinion du grand public alle-

mand par ce qu'elle prenait les Serbes pour des meurtriers, Dammert qui, lui-même, était d'avis que les Serbes n'étaient que des romantiques erronés, ce même Dammert, après avoir voyagé en Serbie, est contraint d'exprimer un jugement contraire.

Les Serbes ne sont plus, d'après lui, un peuple que son imagination entraîne au delà de la réalité, mais ils possèdent, au contraire, bien qu'ils soient des romantiques, ce que Dammert appelle une intelligence naturelle. Ils se soumettent librement à l'homme qui a la plus grande valeur (dem Begabteren), à celui qui intellectuellement est supérieur et à qui, ici (en Serbie), toute carrière est ouverte. Le peuple serbe a le sens critique de la justice. Son sens de l'indépendance qui est directement maladif ne lui permet pas d'organiser l'Etat solidement. « Mais ceux qui sont arrivés à connaître ce peuple par une observation de plusieurs années le décrivent comme bon (gutmütig). Les internés autrichiens m'ont aussi affirmé cela » (p. 921). Pistor, le secrétaire de la Chambre de commerce de Vienne, est du même avis. « Les Croates, et peut-être encore plus les Serbes, sont doués non seulement politiquement, mais aussi économiquement » (« Die Volkswirtschaft Oesterreich-Ungarns », p. 34). « Il est étrange, ce pays-là », dit un autre. Et bien qu'il trouve que l'entrée des Allemands en Serbie ressemble à la marche victorieuse des blancs à travers les villages nègres de l'Afrique (p. 37), on voit par ce qu'il dit ensuite, que cette impression n'est pas

une impression, mais un cliché, importé d'Allemagne. « Depuis le général jusqu'au dernier pourvoyeur, tout étonne en Serbie. Les villages donnent une impression d'ordre. On trouve des écoles d'une taille qui n'est pas toujours fréquente en Europe occidentale. Et les hommes sont ce qui frappe le plus. Ils sont avenants (*entgegenkommend*), paisibles, disposés à prêter toute l'aide qu'on peut attendre d'eux ; peu expansifs et froids quand le tact national l'ordonne. Celui qui connaît la France occupée a l'occasion de faire des comparaisons étranges. » (*Köster*, privat-docent à l'Ecole technique de Munich : « *Mit den Bulgaren* », p. 38). Un officier (*Rittmeister*) fait une remarque semblable. Il dit que les maisons de paysans « dans la plupart des cas sont très nettes en dehors et dans beaucoup de cas aussi, au dedans » ; quant aux maisons des paysans plus riches, elles peuvent être comparées aux fermes des paysans français (G. : « *Als Ordonnanzoffizier in Belgien, Frankreich und Serbien* », p. 47). Dammert constate que la propreté est de règle et que parfois on trouve une installation extraordinairement et minutieusement bien aménagée : assez souvent aussi des livres allemands. Et, il s'exclame alors : « On fait trop peu de cas de ce peuple ! » En général, constate-t-il, on trouve partout le goût de la propreté et le sens de l'intérieur. Cet intérêt pour la propreté paraît amusant, mais il devient compréhensible si l'on se souvient de l'opinion du grand public allemand sur la Serbie avant la guerre, exprimée par

exemple dans le « *Simplicissimus* » et qui consistait simplement à unir la Serbie, par une étrange association d'idées, aux poux et aux puces. Dammert trouve que surtout pour les écoles on a fait beaucoup : on en trouve de superbes (*stattlich*) et ne manquant de rien même dans les petits villages (p. 15). Dans les plus petits même, rectifie Hegeler, et il ajoute qu'il faut dire cela à la louange de la Serbie (« *Der Siegeszug durch Serbien* », p. 146). Ganghofer, lui aussi, trouve que les Serbes sont des hommes agréables (*nett*) et paisibles. Et c'est comme s'il avait fait une grande découverte qu'il s'écrie : « Le peuple en Serbie semble être essentiellement différent de l'idée que nous nous en faisons habituellement chez nous ». (« *Bei den Heeresgruppen Hindenburg und Mackensen* », p. 128). N'oublions pas non plus que, si le peuple allemand en général aime à accuser tout le peuple serbe, Mackensen lui-même dit dans sa proclamation aux Serbes : « ... nous tâcherons de vous dédommager des pertes que vous avez subies sans être coupables ».

III. — Serbes et Bulgares

a) **Le Problème de la nationalité.** — Les Serbes et les Bulgares n'ayant pu s'entendre et prenant les armes pour trancher le différend, peuvent-ils s'attendre à trouver une solution chez l'étranger qui, comme tel est forcément moins intéressé qu'eux-mêmes à leur problème ? Ou bien pour cette raison même, l'étranger

aura-t-il une conception plus objective ? Dans l'opinion allemande on peut constater plusieurs points de vue auxquels la question serbo-bulgare peut être placée. Du fait même que le grand public commence à s'intéresser à la question, il s'est formé plusieurs courants d'opinion.

A quoi ramener les nationalités serbe et bulgare. Voilà la première question :

2) Ce sont d'abord des raisons physiologiques qu'on prend comme critérium. (Il est intéressant de constater que ces raisons échappent à la vérification de ceux qui les emploient, étant donné qu'ils ne sont pas des physiologistes ; ils n'ont aucune connaissance de la physiologie, et pourtant, ils s'en servent comme d'une preuve).

Les Bulgares parlent bien une langue slave, mais ils appartiennent par le sang à une tribu mongole. (Philipp : « Das Balkanproblem », dans « Das grössere Deutschland » du 20 octobre 1917 ; Harden : « Adler und Löwe », dans la « Zukunft » du 16 septembre 1916 ; Wilamowitz-Möllendorff, professeur à l'Université de Berlin : « Die Balkanvölker », dans la « Neue Rundschau » du mois de janvier 1918, p. 97). Les Bulgares eux-mêmes contribuent à affermir cette opinion. Dans une brochure, éditée en allemand en 1916 et intitulée « La Bulgarie, ce qu'elle est et ce qu'elle deviendra », p. 21 (voir Brückner, professeur à l'Université de Berlin : « Die Slawen und der Weltkrieg », p. 163) on dit : « Les raisons politiques ont fait ordinairement considérer les Bulgares comme étant

des Slaves, et les Russes, surtout, les déclarent tels. Il est vrai qu'ils parlent une langue slave, mais leur origine en fait un peuple mixte dans la composition duquel il entre un élément slave ». Cette considération provoque l'étonnement « pas petit » du professeur Brückner qui affirme : « Les Bulgares sont de vrais Slaves. Cela doit être souligné énergiquement. En vérité ils sont des Slaves aussi bien que les Serbes, qui, immigrants comme eux, rencontrèrent aussi des indigènes étrangers et se les assimilèrent. Combien minime est l'élément turco-tartare dont les Bulgares firent leur nom, c'est ce qui est prouvé par le fait que, dans leur langue, il n'y a que quelques anciens mots turco tartares (pour les dieux, les fonctionnaires, etc.). »

β) Ne pouvant donc pas résoudre la question de ce point de vue physiologico-naturaliste, on s'adresse à l'histoire, tout en gardant le point de vue naturaliste ; c'est-à-dire qu'on conçoit l'histoire, non pas comme expression de la conscience humaine, mais comme manifestation, si je puis dire, de l'inconscience physiologique.

Voici comment Brückner marque la différence entre les Serbes et les Bulgares (p. 171) : « Le Serbe dont l'histoire finit plus tard et plus brillamment (que celle des Bulgares) et qui dans son pays montagnard renonça moins complètement à l'indépendance de sa vie de berger... a gardé une mobilité, une franchise, une fantaisie, — qu'on compare seulement la richesse et la lar-

geur épique de sa poésie nationale à la sécheresse froide (nüchtern) de la plupart des chansons bulgares, — qui lui joua d'ailleurs maint mauvais tour. Le Bulgare... patient paysan et jardinier, appliqué, toujours actif, tenace (unverdrossen) et laborieux, sensé (nüchtern) et économe, renfermé et inaccessible, — on le comparerait à l'Allemand, mais il est naturellement plus près encore du Tchèque, — a amassé, sous le joug turc, qui a duré des siècles, une quantité étonnante d'énergie. » C'est aussi l'impression de Hegeler qui croit que dans les livres les Serbes ont été décrits comme trop sérieux et trop lourds. En comparaison avec les Bulgares qui ont l'air sévère et renfermé, les Serbes donnent plutôt une impression de mobilité et d'insouciance (« Der Siegeszug durch Serbien », p. 132).

Cela explique aussi que les Bulgares, parents des Turcs et des Maggyars, ont le don de construire des Etats (staatsbildende Kraft) avec une tendance formellement centralisatrice, tandis que les Serbes se partagent en plusieurs tribus, séparées l'une de l'autre, et ont une tendance démocratique (Le docent à l'université de Leipzig, Dietrich : « Die mittelalterlichen und die modernen Balkanstaaten », dans : « Internationale Monatschrift » du 1^{er} novembre 1915).

Tel est le niveau où flotte l'opinion générale. De pareils jugements ont-ils une valeur scientifique ? Ne sont-ils pas plutôt des impressions vagues et qui demandent seulement un soutien scientifique ? Si la notion de bul-

gare est identique à celle de travailleur et la notion de serbe à celle d'homme d'imagination, comme on résoud ordinairement la question, n'est-ce pas dire que tout travailleur est Bulgare et tout homme doué d'imagination Serbe ? On voit combien cette sorte de caractéristique est peu consistante et combien elle est loin de saisir les traits qui sont uniques et propres au seul objet caractérisé. Mais supposé même qu'elle soit juste, que prouverait-elle ? Que les Serbes et les Bulgares sont deux peuples ? Pourquoi ne prouverait-elle pas aussi bien qu'ils sont deux parties d'un peuple qui se complètent l'une l'autre ?

γ) Kranold exprime un avis semblable (« Das Selbststimmungsrecht der Nationen », dans « Sozialistische Monatshefte » du 29 août 1917). « On n'est pas encore parvenu à résoudre la question en caractérisant les races. Les ethnologistes se sont efforcés d'établir, en recueillant des observations individuelles, sur des cadavres trouvés comme sur les hommes vivants, de certaines caractéristiques constantes, aptes à servir à la distinction des races humaines, et n'y ont pas réussi ». Les Serbes, dit-il, sont divisés confessionnellement et économiquement, leur langue n'est pas encore fixée, ils possèdent deux écritures et n'ont pas un caractère populaire unique. Ne serions-nous donc pas logiques, en concluant qu'il n'y a pas de nationalité serbe ? Ne pourrions-nous pas être content « d'avoir une fois de plus écarté les faits par des notions ? »

Et Naumann adhère aussi, en théorie du moins, à ce troisième point de vue. Pour lui la question des nationalités dans les Balkans n'est ni une question physiologique et naturelle, ni une question historico-ethnographique. Mais, il s'agit ici, au contraire, de trouver d'abord en quoi elle consiste. C'est-à-dire que la nationalité représente ici un problème de la connaissance. Kranold (« Selbstbestimmungsrecht ») définit ainsi ce nouveau problème des nationalités : « Une nation existe là où elle veut exister ».

Naumann lui-même ne dit pas encore cela. Il se contente simplement de constater que la notion occidentale de la nationalité ne peut être appliquée aux Balkans. « Les Balkans (libérés des Turcs), débutent sans traditions nationales définies. La nationalité y est encore sentiment plutôt que qualités régionales, mais c'est par elle que les différents pays veulent et doivent acquérir la souveraineté nationale (Landesherrschaft), puisque c'est justement au nom des nationalités que la ceinture de guerre de l'ancienne suzeraineté turque fut brisée. Donc il faut créer à tout prix « des frontières nationales »... Ce que la nation est en réalité, personne ne peut le dire exactement, car toutes les caractéristiques changent. Le Bulgare veut être, d'après sa propre déclaration, Turanien... mais il parle le slave le plus ancien, et le plus vénérable. On ne se doute pas non plus de ce que sur ce terrain de migrations des peuples la pureté du sang, tel que la définit l'histoire des races, ne se ren-

contre guère que dans les régions montagneuses et dans quelques vallées particulières... On s'adresse donc, pour compléter les renseignements fournis par le sang, à l'histoire qui doit fixer le caractère national. Mais l'histoire a le défaut d'avoir changé ; par exemple, les Serbes, les Grecs et les Bulgares peuvent prétendre à la même montagne, parce que tous l'ont déjà possédée. Bref les fondements de la vie nouvelle (*Lebensgestaltung*) sont discutables en eux-mêmes... L'Italie et l'Espagne sont unifiées bien que, après l'arrêt des grands courants de migration les éléments de leurs peuples n'aient pas été moins mêlés que dans les Balkans. Mais là, la simplicité plus grande des époques primitives a permis à l'œuvre d'unification de s'achever, tandis qu'ici la longue domination turque a endurci les caractères et rendue permanente l'obstination nécessaire à la défense. C'est ce qui pèse sur le sort des quatre nations ».

b) **Le problème pratique.** — Cet état de choses étant donné, il n'est pas étonnant que Naumann s'exclame : « Qui est-ce qui s'y (dans les Balkans) retrouve encore ? C'est avec raison qu'on en revient à la parole de feu Kinderlen-Wächter : « Si l'on regarde plus longtemps la carte des Balkans, on devient fou » (*« Kriegs- und Heimatchronik »*, t. I, p. 328). Et une autre fois (*« Bulgarien und Mitteleuropa »*, dans la *« Hilfe »* du 3 août 1916) il se demande : « La question balkanique ? Qu'est-ce que c'est ? Est-ce que ce sont 100 questions ou bien 5 ou 1 seulement ? Est-ce que ce sont des questions

qu'on peut résoudre. Où sont-ce des revenants éternels ? »

D'abord les moyens dont on dispose ne sont pas suffisants. Comment on travaille dans les Balkans, disent les Allemands, on le voit d'après le fait suivant : une statistique serbe fixe le nombre des Serbes en Macédoine à plus d'un million et demi, celui des Bulgares, au contraire, à 50.000 seulement, et inversement, d'après une statistique bulgare, le nombre des Bulgares est évalué à environ 125.000 tandis que les Serbes n'existeraient pas du tout en Macédoine (Dietrich : « Die mittelalterlichen und modernen Balkanstaaten ».) Conclusion : de pareils nombres expriment plus fortement que tous les combats, la haine aveugle entre les Bulgares et les Serbes.

Le problème pratique de la nationalité entre les Serbes et les Bulgares s'appelle en effet : La Macédoine. Comment le résoudre pratiquement, si théoriquement même il n'a pu être résolu ? L'opinion des Allemands est partagée :

α). Pour ceux qui tiennent compte de l'état des choses il n'y a qu'une seule solution possible : l'entente serbo-bulgare. Pourquoi ? D'abord parce que « la population elle-même n'est pas à même de répondre à cette question. » (Heinrich Geltzer, cité par Wendel, dans le « Vorwaerts » du 26 juillet 1917). Wisamowitz-Moellendorff lui-même, qui pourtant n'est pas pour cette solution, est obligé d'avouer (« Die Balkanvölker ») que les Macédo-

niens vivaient sans se demander s'ils étaient Serbes ou Bulgares. Si cela a été changé, dit-il, ce n'est que grâce à la propagande bulgare, menée au moyen de l'église et de l'école, « mais aussi par tous les autres moyens sans exception, pourvu qu'ils aboutissent à leur fin » (p. 97).

En second lieu le caractère de la Macédoine n'est ni purement serbe, ni purement bulgare. Wendel, dans le « Vorwärts » du 26 juillet 1917, cite Niederle disant que la langue des Slaves macédoniens représente un dialecte moyen entre la langue serbe et la véritable langue bulgare, et Jagic disant que le dialecte macédonien représente la transition de la langue serbo-croate à la langue bulgare. De même Brückner (« Die Slawen und der Weltkrieg », p. 167) parle des différences — indéniables qui ne sont pas seulement de qualité linguistique — qui existent entre les Bulgares et les Macédoniens. Voilà pourquoi Wendel (« Vorwärts » du 2 juillet 1917) approuve « l'opinion exprimée il y a un quart de siècle pour la première fois à notre connaissance par Theobald-Fischer et confirmée dès lors par toute une série de savants que « la majorité de la population macédonienne n'est ni serbe ni bulgare, mais formée seulement de Slaves du Sud macédoniens sans distinction plus ou moins marquée de sentiment national. » De cette conception « de la science objective » d'après laquelle les Slaves macédoniens « par influence et éducation, habitude et milieu peuvent par développement devenir bons Serbes aussi facilement que bons Bulgares », il tire cette conséquence

politique que « la question macédonienne est faite pour être résolue par une entente entre Serbes et Bulgares », affirmant que sa conception n'a pas été ébranlée d'une ligne depuis, par aucune objection aussi polie qu'elle fut. (« Arbeiter Zeitung » du 3 mars 1918 : « Bulgarische Desannexionen »). Wendel se défend contre le reproche de partager le point de vue des Serbes qui « déclinent très poliment une solution telle que celle que je propose ». Mais l'opposition entre son point de vue et celui des Bulgares est irréductible, parce que « le Ministre bulgare (Rizoff) est un ferme partisan d'une paix violente, alors que nous socialdemocrates allemands, sommes de fermes partisans d'une paix d'entente ». (« Vorwärts » du 4 sept. 1917) ».

§). Mais « les gouttes creusent la pierre, en tombant constamment et si on le répète 24 fois par jour, non seulement les peuples des puissances centrales, mais aussi ceux des Etats neutres finiront par croire que tout ce que les Bulgares demandent est depuis longtemps et de droit territoire bulgare ». (Wendel dans la « Arbeiter Ztg. » du 3 mars). Soit qu'ils le fassent consciemment et expressément, soit qu'ils le fassent par ignorance, une autre partie des Allemands se place, quant à la question de Macédoine, au point de vue bulgare. A la première classe appartiennent par exemple Naumann et Möllendorff. Le premier dit dans un article intitulé comme par ironie « Selbstbestimmungsrecht der Völker » (« Die Hilfe » du 24 janvier 1918). « La Macédoine, le

pays sanglant des expériences de nationalités, ne sera pacifiée que lorsqu'elle sera soumise à une règle sous un régime bulgare. Chaque village doit-il décider par le vote de sa propre volonté d'être serbe ou bulgare ou grec ? » Logique curieuse qui, faute de motifs, s'adresse à la force. Möllendorff donne une raison peut-être plus curieuse encore (« Balkanvölker ») : « ... la guerre a éclaté à cause de la Serbie et c'est un de nos buts de guerre, que l'Européen central le plus prêt au renoncement et appartenant au parlement le plus opposé aux annexions ne peut nier, que les Bulgares doivent garder les territoires occidentaux, qui sont aux mains des armées alliées, et Monastir... de plus, donc, tout ce que l'on... appelle maintenant la Macédoine. » A ce groupe appartient aussi Brückner. Et les raisons qu'il donne en faveur des Bulgares ne sont pas moins curieuses que celle de Naumann et de Möllendorff. Dans un petit exposé historique (« Die Slawen und der Weltkrieg », p. 164) il constate que tout le territoire à l'est de la Morava et de l'Ibar, que Belgrade et Nis ont toujours été dits bulgares. Au moyen âge encore Belgrade s'appelait Alba Bulgarica et au xviii^e siècle la Morava fut considérée comme rivière frontière, et Nis comme ville bulgare. « A ces conditions ethnographiques l'évolution postérieure ne changea rien, moins encore la domination éphémère des Serbes en Macédoine au xiv^e siècle. » On s'attend alors à la conclusion logique et, il semble, seule possible que Belgrade soit aujourd'hui encore une ville bulgare. Mais Brückner

continue à la même page : « Nulle part dans les Balkans le souvenir de la puissance et de la splendeur ancienne ne fut détruit aussi complètement (gründlich) que chez les Bulgares ». « Ce fut la Russie qui conquit aux Bulgares l'indépendance politique » (p. 165). Les Serbes « qui jamais n'ont livré et oublié aussi complètement leur passé et leur indépendance » ont acquis bien longtemps avant les Bulgares et par leurs propres forces l'autonomie et plus tard l'indépendance (p. 166).

Le deuxième groupe partage le point de vue bulgare assez inconsciemment. Le problème des nationalités n'existe pas en tant que problème. On admet d'avance que tout ce que les Bulgares demandent est bulgare. Le professeur Schiemann parle simplement des territoires de population bulgare annexés par les Serbes (« Die letzten Etappen zum Weltkrieg », p. 130). Pour Nüse (« Das grössere Deutschland » du 15 septembre 1917) les environs de Nis même sont « habités par une population purement bulgare ». Et Gomoll (In Kampf gegen Russland und Serbien », p. 325) a même pu voir à Nis des « paysans et des paysannes macédoniens ». Etant donné cette conduite de ses propres compatriotes, Wendel proteste en vain contre le programme officiel bulgare, publié par le ministre bulgare à Berne, Passaroff, et contenant « toutes sortes d'exagérations comme cell du rattachement de la vallée purement serbe de la Morava à la Bulgarie » (« Serbien und Mitteleuropa », dans la « Glocke » du 12 mai 1917).

γ) Le troisième point de vue consiste à résoudre la question, non pas en tâchant de trouver une solution objective, ni en la résolvant *a priori*, c'est-à-dire en approuvant d'avance les prétentions bulgares, mais en concevant la question balkanique et, par conséquent, aussi celle de Macédoine, comme une question allemande, c'est-à-dire en soumettant directement la solution à l'intérêt allemand. Puisque « la péninsule balkanique est le territoire classique du mélange des peuples et de leur émiettement » (Herre, professeur à l'Université de Leipzig : « Geschichtliche Schlaglichter auf den Weltkrieg : V. Der nationale Charakter der Balkanfrage », p. 9), « et puisque, par conséquent, il semble impossible que dans les Balkans on trouve jamais une limite nationale qu'on puisse désigner comme juste » (p. 153), il est nécessaire que la question balkanique, dans le futur, devienne la question de l'accroissement... d'un grand Etat danubien dans le... territoire balkanique ; les relations étroites avec l'Allemagne y joueront un rôle essentiel » (p. 105). Cette conception des Balkans, comme ayant pour rôle de servir les intérêts d'autres puissances, est partagé par Theodor Wolff, rédacteur du « Berliner Tageblatt » : « Ici (dans le « Berliner Tageblatt »), on s'est toujours placé à ce point de vue que nous pouvons très bien nous passer de la Roumanie et que le concours d'une Bulgarie forte et amie est plus efficace pour la création de la route libre (à Constantinople). Cette vérité est aussi comprise main-

tenant des diplomates de l'Entente, mais heureusement un peu trop tard. Avec une soudaineté brutale, et parce que, après le malheur russe, le danger était trop pressant, les Messieurs Delcassé, Sazonow, Grey et Sonino ont demandé à la Serbie l'abandon de la Macédoine ». (« Vollendete Tatsachen », p. 65). Comme illustration de ce nouvel intérêt des Allemands pour les Balkans, on peut rappeler ici que le Kaiser, pendant son séjour à Nis, a désiré voir les anciens révolutionnaires macédoniens (comitadjis), « dont il avait souvent entendu parler » (Gheorgov : « Makedoniens Helden », dans la « Zukunft » du 14 octobre 1916).

IV. — La Serbie et l'Autriche

a) **Origine du conflit.** — Il est tout naturel que, dans le conflit serbo-autrichien, l'opinion allemande donne tort à la Serbie. On peut cependant distinguer quelques manières différentes dans cette accusation. a) C'est d'abord l'accusation *a priori* : La Serbie comme telle est l'incarnation du mal. On ne se demande ni comment, ni pourquoi, mais on constate simplement que le mot Serbie est synonyme de destruction. b) Ensuite on lui reproche de n'être qu'un moyen de la politique russe : on dérive le mal de cette dépendance morale serbe à l'endroit de la Russie. c) Puis, on peut distinguer une certaine partie de l'opinion qui cherche à se

rendre compte de ce qui est en cause, et, tout en niant tout droit à la Serbie, tâche au moins de saisir les questions qui viennent de surgir, c'est-à-dire qu'elle admet qu'il y a des problèmes à résoudre. La Serbie apparaît ici comme un petit corps placé entre deux grands corps : la Russie et l'Autriche, attiré puis repoussé, tantôt par l'un, tantôt par l'autre. Les torts qu'on lui donne ne viennent donc pas de l'infériorité morale, mais de l'infériorité physique : de sa petitesse comme Etat. *d*) En quatrième lieu on peut réunir les jugements ayant trait à la tendance yougoslave (1). *e*) L'opinion devenant ainsi de plus en plus nette et concrète, s'occupe ensuite de la Bosnie, dont l'annexion par l'Autriche en 1908 donna pour la première fois au grand public un sentiment de l'antagonisme serbo-autrichien, et enfin spécialement de l'attentat de Sarajevo, qui fut d'ailleurs le point de départ de toutes ces considérations.

α) LA SERBIE PROVOCATRICE. — Le premier et le plus grand tort de la Serbie, c'est d'exister. Voilà comment on pourrait résumer une partie de l'opinion allemande. Les raisons sur lesquelles reposent de pareils jugements ou bien ne sont pas données du tout, ou bien ne sont qu'une interprétation subjective des faits et ne sont par

1. C'est-à-dire qu'on reconnaît alors que le problème posé, n'est pas seulement un problème pour l'Autriche, mais aussi pour la Serbie. Donc la Serbie est conçue ici comme portant en soi, une valeur non seulement purement négative, mais encore positive. L'attitude envers elle n'est plus offensive, mais défensive : on ne se contente plus de la nier, mais on combat les raisons qu'elle fait valoir.

conséquent qu'arbitraires. Haller du moins, bien que professeur d'histoire à Tübingen, ne semble pas avoir su grand' chose de la Serbie, (pourtant il donne son jugement), car après avoir lu la partie que Ubersberger lui a consacrée dans son livre (« Deutschland und der Weltkrieg »), il s'exclame : « Le rôle que les Serbes ont joué depuis toujours, — en 1904 déjà, un homme d'Etat russe a désigné les Serbes comme le moyen de la destruction de l'Autriche, — se dresse devant nous dans une nudité cynique, de sorte qu'on se demande comment cela a jamais pu être ignoré » (« Süddeutsche Monatshefte », du mois de novembre 1915). Ce rôle néfaste et négatif de la Serbie est prouvé par des chiffres et des noms. Le 31 mai 1909, la Serbie renonce officiellement et publiquement à la Bosnie et à l'Herzégovine. Mais déjà le 15 juin 1910, un certain Bogdan Zerajic tire sur le gouverneur de la Bosnie à Sarajevo. Le 8 juin 1912 se produit un attentat à Agram contre le commissaire royal Cuvaj. Le 18 août 1913, un autre attentat contre le commissaire royal hongrois, le baron Skerlecz, qui est manqué ; l'attentat se répète le 20 mai 1914 au théâtre d'Agram. Enfin, le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand est tué à Sarajevo. (Davidsohn, « Europäische Staats-und Wirtschaftszeitung », du 11 mai 1916). On le voit donc clairement et nettement : il n'y a qu'une seule chaîne d'attentats et de meurtres. Voilà pourquoi le professeur Meinecke parle, « des instincts nationaux élémentaires des Serbes qui, n'étant pas encore refrénés

par la civilisation et la morale, menacent les territoires (Länderbestand) et la cohérence intérieure de la monarchie austro-hongroise ». (« Politik und Kultur », p. 41, dans « Die deutsche Erhebung », v. 1914, Cotta 1914 ; voir « Süddeutsche Monatshefte » du mois de septembre 1914). En quoi consiste donc ce nationalisme serbe qui « n'est pas encore refréné par la civilisation et la morale » ? Il n'est autre, répond Meinecke, qu'une politique manifestée d'une manière fausse et brutale. Il ne part pas des intérêts vitaux et réels de l'Etat, mais de postulats doctrinaires et souvent aussi d'une aventureuse avidité de conquête. Car, continue Meinecke en donnant son motif suprême, le Kaiser dans son discours du trône du 4 août, dit avec raison « que cette guerre est l'œuvre d'un nationalisme inassouvi. L'idée de la Grande Serbie et l'idée panslaviste l'ont déchainée (« Staatsgedanke und Nationalismus », p. 77, s. dans « Die deutsche Erhebung », voir aussi la « Hilfe » du 15 octobre 1914). C'est aussi l'avis de Veltzé, colonel autrichien, qui parle des « aspirations nationales nébuleuses » des Serbes, et qui caractérise ainsi leur politique : « Une idéologie chimérique, — à laquelle le peuple rêveur yougoslave adhérerait par malheur trop facilement, — devait soutenir un gouvernement chancelant de conspirateurs. L'Empire serbe depuis les Carpathes jusqu'à la Macédoine, devait après six siècles, s'élever de nouveau sur les débris de Kosovo. » Les moyens que la Serbie emploie sont indignes. C'est surtout la dangereuse propagande de la

Narodna Odbrana qui mine les Yougoslaves de la Monarchie (Veltzé et Stefan : « Wie es unser Krieg geworden ist », dans l'« Österreichische Rundschau » du 15 octobre 1916).

L'histoire des origines de cette Narodna Odbrana, ce nid de conspirateurs, nous est donnée par Wichte. (« Kramarsch, der wahre Anstifter des Weltkrieges », dans « Das grössere Deutschland » du 12 mai 1917). Le 3 octobre 1908, l'Autriche proclama l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Le 25 mai 1909, eut lieu à Pétrograd la seconde assemblée panslaviste. L'annexion formait un point essentiel de la discussion. Sous la présidence de Kramarsch les Serbes parvinrent à faire adopter et publier une déclaration dans laquelle il est dit que la Bosnie et l'Herzégovine sont des terres serbes, et que par conséquent le peuple serbe avait tout intérêt à être en relations intimes avec ces pays. La réalisation de ces relations, on la confiait aux délégués serbes. Pour que la tâche fût accomplie le mieux possible, on résolut de fonder un comité spécial. Ce fut la Narodna Odbrana (défense nationale), qui naquit dès l'année suivante (1910), Kramarsch étant pour ainsi dire son parrain. Les membres avaient, au cas d'une guerre, à provoquer une révolution en Autriche. Ils avaient tous des armes. Il y avait aussi un entraînement systématique à jeter des bombes, à tirer le revolver, etc. Les membres n'étaient pas des individus qui n'avaient rien à perdre et tout à gagner ; tout au contraire c'étaient justement les person-

nalités en vue dans les pays occupés, les avocats, les médecins, les juges, les hauts fonctionnaires, qui s'étaient mis au service de la chose. Il n'est pas nécessaire de mentionner que la jeunesse surtout fut empoisonnée systématiquement. Et Davidsohn sait que la Narodna Odbrana se complétait « de 762 sociétés de tir et de nombreuses sociétés de sport, de chasse et d'enseignement » (« Europ. Staats-und Wirtschaftsztg », du 11 mai 1916).

β) LA SERBIE VASSALE RUSSE. — Ubersberger (« Russland and der grosse Krieg », dans « Zum geschichtlichen Verständnis des grossen Krieges », Berlin 1916, p. 55) cite les mots de Kuropatkine : « Si la Russie ne cesse de se mêler d'une chose qui lui est étrangère et qui en même temps forme l'intérêt vital de l'Autriche, on peut s'attendre au *xx*^e siècle à ce qu'une guerre éclate à cause de la question Serbe ». C'est donc un Russe lui-même, un russe de l'importance de Kuropatkine, qui, en accusant la Russie, accuse en même temps la Serbie. Pourquoi les Allemands ne le croiraient-ils pas ? D'ailleurs l'histoire ne confirme-t-elle pas les mots de Kuropatkine ? Rodofinikine déjà, le premier représentant de la Russie en Serbie, conseilla à son empereur d'avoir, lui seul, l'influence en Serbie, pour pouvoir toujours menacer l'Autriche en cas de guerre, par une menace militaire directe, aussi bien que par un travail souterrain serbe dans les territoires yougoslavés de la Monarchie. Ce programme fut maintenu depuis Rodofinikine jusqu'à Hartwig. (Ubersberger : « Russland und der Krieg », p. 52).

La preuve ? « C'est depuis toujours la coutume des autocrates (Machthaber) russes, de faire disparaître par un acte de violence... les personnes gênantes. Dans ce sens le parti belliqueux de Saint-Pétersbourg lança en été 1914, comme messager du meurtre en masse prémédité, ce trabant gonflé de haine et avide de terre, la Serbie, contre l'Autriche. » (Gätcke : « Der grosse Raubkrieg und die Interessen der neutralen Mächte », p. 41). D'ailleurs une preuve est-elle vraiment nécessaire ? Pflugk-Hartung, conseiller aux Archives d'Etat, parle simplement de « l'enfant gâté mégalomane (grossmäulige Gernegross), du mercenaire et de l'écuyer de la Russie », du « dangereux Etat vassal russe ». (« Die Mittelmächte und der Vierverband », p. 56) et Adolf Harnack, professeur à l'Université de Berlin, se contente de cette constatation : « La Serbie n'est autre chose qu'une satrapie russe... La Serbie n'est qu'un poste avancé de la Russie... Sa « souveraineté » est moins qu'une ombre... puisqu'en vérité elle n'existe pas ». (« Internationale Monatsschrift » du 1^{er} octobre 1914). Le nom de Harnack ne vaut-il pas toutes les preuves ?

γ) LA SERBIE ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME. — Gopcevic raconte l'histoire suivante. (« Serbien und Osterreich vor einem Jahrhundert », dans les « Grenzboten » du 22 décembre 1915) : Le général russe Sumarow passant par Vienne pour se rendre à Belgrade où il devait représenter le tsar qui avait accepté d'être parrain du fils nouveau-né du souverain serbe (Milan), profita de l'occasion

pour se rencontrer avec Andrassy et pour lui proposer, au nom du tsar, de partager les Balkans, de sorte que la partie est devint russe, la partie ouest, avec la Serbie, autrichienne. Cet événement est caractéristique, trouve-t-il, de la conduite de la Russie envers la Serbie. En 1812 au traité de Bucarest, elle sacrifie la Serbie et lui interdit même de se défendre contre la Turquie. De même au traité de San-Stéfano. En 1915, elle empêche, soutenue par l'Angleterre, que la Serbie ne signe la paix avec l'Autriche et de plus cause sa chute en ne lui permettant pas de désarmer la Bulgarie, qui venait de proclamer sa mobilisation, avant qu'il ne fût trop tard. Ce n'est pas seulement l'opinion de Gopcevic. Ubersberger conçoit le rôle de la Russie envers la Serbie d'une façon identique. La Serbie est sans cesse trahie par la Russie : comme Karadjordje fut sacrifié au traité de Bucarest, la Serbie, en 1915, est trahie par Sazonow au profit de l'Italie. (« Russland und der Krieg », dans « Zum geschichtlichen Verständnis des grossen Kriegs », p. 52, « Die Rolle Serbiens », dans « Deutschland und der Weltkrieg », p. 491).

Comment donc cette attraction exercée par la Russie sur la Serbie, comment cette « vassalité », peut-elle s'expliquer ? La Serbie au contraire ne demande-t-elle pas à l'Autriche, dès le commencement de son histoire moderne, non seulement d'être secourue, mais même d'être incorporée à son Etat ? Karadjordje s'adresse huit fois à l'Autriche : le 25 mai 1804, le 6 juin 1805, le

6 février 1806, le 5 avril 1808, le 2 avril 1809, le 17 décembre 1809, le 4 mars 1810, et le 13 septembre 1813 (Gopcevic) ; huit fois il est repoussé. Tantôt l'Autriche exprime son regret, tantôt elle conseille aux Serbes la persévérance, une autre fois l'empereur considère l'occupation de Belgrade comme étant contraire au but poursuivi, ou bien l'Autriche elle-même est préoccupée par ses guerres avec Napoléon. (Le général Gerba : « Serbiens Verlangen nach Vereinigung mit Osterreich », dans « la Osterreichische Rundschau » du 1^{er} février 1918). C'est toujours le même spectacle : l'inertie ou l'impuissance complète de la part de l'Autriche piquée de temps en temps par la jalousie contre la Russie. Et quand Karadjordje, pour la dernière fois, demande secours à l'Autriche, il est déjà trop tard : sa lutte contre la Turquie n'a plus de succès. Neuf ans la Serbie a lutté seule contre un grand empire, ses forces se sont épuisées, Karadjordje s'enfuit en Autriche. « Aucun savant général de l'Occident n'aurait pu faire mieux que cet ancien sous-officier (Feldwebel) impérial et royal qui ne savait ni lire ni écrire » : (Le général Zach, cité par Gopcevic).

Mais la conduite de l'Autriche envers la Serbie ne resta pas toujours aussi détachée. Napoléon I^{er}, lui-même ne voulant pas que la Serbie fût sous l'influence russe, n'avait-il pas dit à Metternich (été 1810) qu'elle devait appartenir un jour à l'Autriche ? Et Radetzky ne dit-il pas que la perte de la Serbie ou sa prise de possession par la Russie ne serait sentie que quand elle serait un

fait accompli, et cette perte ne lui sembla-t-elle pas plus importante que celle des Pays-Bas ? A-t-on besoin d'autres témoignages pour prouver que la Serbie devait appartenir à l'Autriche ? (Gerba : « Serbiens Verlangen »).

En effet l'état de choses était changé. L'empereur François-Joseph conclut « avec une sagesse pleine de renoncement », l'alliance de Gastein et la triple alliance. « Avec les ennemis (les Prussiens), devenus amis, qui avaient rejeté son empire hors de ses bornes à l'Ouest, il voulut lutter pour le maintenir à l'Est, pour la position danubienne et pour la suprématie des Balkans, pour le rétablissement des marches orientales de la monarchie de Charlemagne ». (Le professeur de l'Université Kretschmayr : « Kaiser Franz-Joseph », dans la « Oesterreichische Rundschau », 1^{er} décembre 1916). Etant donné cette nouvelle situation, l'ancien kronprinz autrichien Rudolf put dire : « si un jour, le drapeau des Habsbourg flotte à Salonique »... « Cette parole annonce implicitement l'annexion coûte que coûte de la Serbie, dans notre marche en avant ». (Rohrbach : « Die serbische Untat und die politische Lage »). Et que fait l'Autriche pour atteindre ce but ? Elle crée l'Albanie. Certes, c'est déjà quelque chose, mais cette conduite met hors de question le « but grandiose et positif » tel que Bismarck et le Kronprinz Rudolf le concevaient. Qu'aurait-elle dû faire ? Elle aurait dû avoir assez de « résolution et de force... pour marcher contre la Serbie et pour déclarer au gouvernement serbe : nous ne voyons d'autre moyen

pour nous protéger que de placer le royaume sous notre administration. Qui aurait eu le droit de protester contre cela ? On comprend probablement maintenant en Autriche que ce fut une faute de ne pas en finir avec la Serbie pendant que la Russie, après la guerre avec le Japon, était incapable d'agir ». (Rohrbach). Et Rohrbach s'écrie indigné (p. 404) : « les journaux russes osent encore dire que la politique autrichienne... avait « opprimé » les Serbes. On appelle donc oppression ce qui, au point de vue autrichien, était la chose la plus nécessaire au maintien de l'Etat ! »

Si pathétique et ridicule que soit la forme dans laquelle Rohrbach enveloppe son opinion, il a pourtant, au fond, parfaitement raison. Chassé d'abord de l'Italie, ensuite de l'Allemagne, la seule chose qui restât encore à l'Autriche, c'était de se tourner vers les Balkans, c'est-à-dire en premier lieu vers la Serbie. Mais Rohrbach avait oublié, que, en Serbie aussi, les choses avaient changé. Ayant demandé secours à l'Autriche et ayant été repoussée par elle, la Serbie finit par conquérir sa liberté elle-même. Aussi néfaste qu'avait autrefois été pour elle la passivité de l'Autriche, aussi dangereuse était maintenant son activité pour la Serbie ; elle n'était rien autre qu'une menace pour sa liberté nouvellement conquise. Donc une seule solution était possible pour l'Autriche, aussi bien que pour la Serbie : vaincre ou mourir. Cette question, l'Autriche la conçoit depuis longtemps. « N'a-t-il pas fallu ériger partout

des échafauds et des poteaux d'exécution pour que l'Autriche pût réaliser sa mission, sa volonté d'être le mur contre l'Orient, la volonté du contrat social en vue de créer un Etat ? Ils se dressaient sur le Pò, la Hongrie les a vus, la Bosnie, la Serbie. » (Nowak : « Hölzendorfs Lager », p. 46 s.). Nowak, s'il ne veut pas reconnaître le bon droit des adversaires de l'Autriche, reconnaît du moins qu'il y a « partout de la haine contre l'œuvre séculaire (de l'Autriche), qui par les hommes de Vienne a été voulu tantôt maladroitement, tantôt patriarcalement, mais toujours avec conviction ». L'horizon de Schiemann est plus étroit. Il oublie la conduite autrichienne d'autrefois envers les pays allemands et l'Italie. Il ne voit que ce qui est maintenant. Et il se moque des journaux russes lorsqu'ils disent que la responsabilité de la mort de l'archiduc retombe sur l'Autriche qui « a créé systématiquement une atmosphère de haine et d'amertume ». Tout en niant cela, il continue (« Deutschland und die grosse Politik » anno 1914, p. 210) : « Il ne serait pas du tout étonnant que la politique autrichienne songeât aux mesures qui mureraient la Serbie du voisinage direct de la Bosnie et de l'Herzégovine », et il donne ainsi la preuve de ce qu'il nie.

Rares et timides sont les essais où l'on cherche sincèrement à trouver ce qui cause l'antagonisme entre la Serbie et l'Autriche. Vient-il seulement de la politique ou bien de la vie économique, ou bien ces deux facteurs dépendent-ils l'un de l'autre, se demande Wen-

del, sans répondre (« Serbien und Mitteleuropa »). Fischer, qui a « peur d'être vaincu par le sentiment de la masse », se dit que « les Serbes sont un peuple réveillé de l'inconscience à la conscience, plein du sentiment débordant de la vie » et que « le gouvernement autrichien, tout en ayant fait des choses excellentes dans la colonisation de la Bosnie et de l'Herzégovine, a causé lui-même l'état (Stimmung) révolutionnaire des jeunes Serbes ». (« Bei Kriesausbruch in Serajevo », p. 47). On peut même faire un pas de plus en disant que « cette méfiance (des gouvernements austro-hongrois envers la Serbie) qui, en 1908-1910, et à nouveau en 1912, eut pour conséquence la suppression de la constitution du pays, dépassait le but et soupçonnait la généralité où il ne s'agissait que d'individus ». (Küntzel: « Österreich Ungarn in Vergangenheit und Gegenwart », p. 116). « Mais soyons sincères avant tout et avouons-le franchement et ouvertement », dit un publiciste hongrois, « est-ce que de notre côté nous avons fait ou entrepris quelque chose pour apprendre à connaître le pays et les gens de la Croatie-Slavonie, pour les approcher ou pour obtenir leur affection et leur sympathie ? Non. Et encore une fois non ! ». (Anonyme : « Zur Verständigung Ungars mit Kroatien », p. 5). Et Cleinow, directeur de la revue « Die Grenzboten », croit pouvoir résoudre ainsi la question : « Les éléments allemands de l'Autriche ont fait la même chose que celle-ci reproche aux Tchèques, aux Yougoslaves, aux Italiens et aux Roumains :

ils ont cherché à prendre contact avec les Allemands en dehors de la Monarchie ; mais il est vrai que c'était sans la conséquence intransigeante des Slaves, puisque en eux la fidélité (Mannentreue) allemande envers leur prince vainquit toujours le mécontentement causé par la bureaucratie ». (« Österreich-ungarische Kriegszielpolitik »).

δ) LA YUGOSLAVIE. — C'est de la position du problème que dépend sa solution. La question yougoslave, ignorée jusqu'à présent, apparaît tout d'un coup. Le public allemand est placé devant un fait qui ne peut être nié, mais qui demande à être compris.

Pour pouvoir être résolu, il faut savoir en quoi il consiste. Que désigne-t-on par les mots « question yougoslave » ? Voilà comment le problème se pose pour les Allemands ; il ne s'agit pas de trouver la réponse, mais de formuler d'abord la question. C'est-à-dire que les Allemands, ignorant la question, ne donnent pas par leur réponse une solution définitive ; il n'y faut chercher que ce qui s'y trouve : l'attitude des Allemands envers la question.

Avant la guerre, on n'a pas prêté attention à la question yougoslave, mais il suffit de se rappeler le commencement de la guerre mondiale pour se rendre compte de sa signification pour la politique européenne. Elle ne date ni d'hier ni d'aujourd'hui. C'est pendant la guerre que ceux mêmes, qui ne s'en étaient pas occupés, comprirent que le « jeu des désirs était plus varié,

que la ramification des courants était plus riche. Des voix que, autrefois, on entendit faiblement dans le lointain, sonnent maintenant plus fortement... La question yougoslave s'impose dans toute son abondance (Gehaltfülle) chaotique ». (Charmatz : « Die südslavische Frage », dans « Mittel-Europa » du 2 avril 1918). Il est regrettable qu'en Autriche, on ne l'ait jusqu'à présent jamais traitée qu'en passant ; il a fallu l'exemple de l'Italie, ennemie de l'Autriche, pour ouvrir les yeux à celle-ci sur la signification véritable de la question yougoslave. (Chlumecsky, directeur de la revue *Oesterreichische Rundschau* : « Jugoslavische Probleme », dans la « *Oesterreichische Rundschau* » du 15 septembre 1917 ; Milobar : « Das südslawische Problem, ein kroatisches Problem », dans la « *Ostr. Rdsch.* » du 1^{er} novembre 1917). « Pourtant elle est plus importante et... de plus de conséquence pour la Monarchie que la question tchèque qui... pendant des dizaines d'années a dominé la politique intérieure autrichienne. » (Barbo-Waxenstein, c. I.).

De quoi s'agit-il au fond ?

On a d'abord ce fait essentiel que les Yougoslaves sont, comme le dit Krek, (« *Die Habsburger Monarchie und die südslavische Frage* », dans les « *Süddeutsche Montashefte* » du mois de mai 1917), « dispersés plus qu'aucune autre nation de la terre. Ils n'ont jamais formé un État commun ; partiellement et temporairement, ils ont été indépendants (Pannonie, Bulgarie, Serbie, Croatie, Monténégro), mais l'évolution historique poursuit son

propre chemin : Byzance et les Turcs entremêlèrent de leurs Etats les territoires yougoslaves et les séparèrent par la force de leur épée; la Hongrie, Venise et l'Empire habsbourgeois en prirent des parties, et ainsi le sentiment de l'unité fut effacé et toute occasion d'unification manquée. Avant les guerres balkaniques, les Yougoslaves avaient trois Etats indépendants : la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro. Ils habitaient encore en Turquie, en Italie, où, au point de vue national, ils sont privés de tout droit et dans la monarchie habsbourgeoise ; ici deux Etats : la Hongrie : et l'Autriche. En Autriche dans des provinces dont chacune a son Landtag propre : Styrie, Carniole, Carinthie... Görz-Gradisca, Triest, Istrie, Dalmatie. En Hongrie, en Croatie, Slavonie (avec un Landtag indépendant pour ce qui regarde l'administration politique, la justice, le culte et l'enseignement) et dans la Hongrie proprement dite ; enfin, en Bosnie et en Herzégovine encore, avec une autonomie apparente seulement, puisque toutes les décisions importantes pour le pays y dépendent de l'approbation du gouvernement austro-hongrois. De plus, les Yougoslaves ont trois langues écrites, deux écritures (latine et cyrillique), trois religions (catholique, orthodoxe, mahométane). » Mais la division n'est pas seulement politique et religieuse. Le Serbe, dans son royaume, est paysan-propriétaire, en Autriche-Hongrie il est métayer et journalier. (Kranold. « Sozialistische Monatsbeft » du 29 août 1917). De plus, l'affirmation que

les Croates et les Slovènes sont une seule nation est absurde, car leurs langues sont tout à fait différentes ; elles ne sont rien moins que des dialectes différents, car dans toute leur évolution, leurs langues parlées comme leurs langues écrites sont indépendantes l'une de l'autre (Barbo-Waxenstein, c. l.). Il est plus important encore que les Yougoslaves eux-mêmes ne sachent pas comment régler la question. Est-ce que la Yougoslavie future trouvera sa solution dans le programme de Pasic-Trumbic (du 7/20 juillet 1917, Corfou) ou bien dans celui de la délégation yougoslave au Reichsrat (du 30 mai 1917), c'est-à-dire la Yougoslavie se fera-t-elle contre ou par l'Autriche ? Dans le dernier cas, se fera-t-elle dans le cadre du dualisme ou sur la base du trialisme ? Se fera-t-elle comme Yougoslavie ou comme Grande Serbie ou comme Grande Croatie ? (Milobar, c. l.) Les divisions fondamentales ne prouvent-elles pas que tout ce mouvement yougoslave est artificiel ? Davidsohn (c. l.) en donne une « preuve ». La Bosnie et l'Herzégovine ont 1.898.000 habitants. Un tiers (612.137) sont des mahométans « qui haïssent profondément les Serbes ». Les deux autres tiers, sont des Croates et des Serbes. La propagande serbe les dit un. En vérité, ils sont deux d'après la religion, l'histoire, la langue. La langue littéraire, seule, est la même pour tous, mais elle n'est connue que d'une petite élite. (L'ignorance de Davidshon est parfaite : il ne fait que transplanter les conditions linguistiques allemandes dans un terrain

étranger ; il ne sait pas que les Yougoslaves n'ont pas même une langue littéraire unique, que, par conséquent, le problème de leur nationalité est posé juste à l'inverse de celui des Allemands.) Si pourtant on parle d'un mouvement yougoslave, c'est que partout et toujours on peut trouver des fanatiques et des espions qui font ce qu'on leur dit. — Mais la division suprême, c'est que les Yougoslaves se battent, dans cette guerre, les uns contre les autres. Voilà pourquoi Brückner (« Der Krieg und die Slawen », dans la « Internationale Monatsschrift » du 15 décembre 1914) croit que, aujourd'hui, on est plus loin que jamais de la fraternité yougoslave.

Mais il y a un autre fait qui pas plus que les divisions des Yougoslaves ne peut être nié ; c'est leur volonté de s'unir. Mandl, journaliste autrichien, ennemi déclaré des Serbes, et dont le « manque de critique et d'esprit » « font vomir » Wendel (« Arbeiter-Zeitung » du 12 février 1918) ; est obligé de reconnaître que : « la couronne serbe, le corps d'officiers, le gouvernement et toute la société politique gardent avec une passion qui ressemble à de la folie, l'espoir que malgré les maux terribles que la guerre, voulue par les Serbes, a répandus sur tous les Yougoslaves, l'idée de la Grande Serbie, de l'unification de tous les Yougoslaves, sera réalisée par la guerre européenne, en dépit des défaites de la Russie et de la faillite de l'Entente. C'est... un fait d'une grande importance. » (« Serbien im Jahre » 1915, dans la « Osterreichische Rundschau » du 1^{er} septembre 1915). Et Krek,

affirme (c. 1.) que « ce ne sont pas seulement les intellectuels, mais aussi le peuple, qui comprend clairement que la partie slovène du peuple, aussi bien que sa partie croate, se perdraient s'ils n'arrivaient pas à leur unification nationale ».

« L'origine de ce mouvement d'unification est dans ce que l'on appelle l'illyrisme. Vers 1830 commença à se développer en Croatie une conscience nationale yougoslave, dont un des créateurs les plus importants est Gaj. Elle avait son origine dans la nécessité de se défendre contre le nationalisme magyarisant des Hongrois... La découverte scientifique que, au fond, les langues serbes et croates ne sont qu'une seule, créa une base pour la conscience d'une civilisation générale des Yougoslaves, qui dans son exubérance juvénile ne voulut pas seulement se libérer des Hongrois, mais encore rêva d'arriver par l'union avec l'Autriche, à une grande Illyrie, comprenant la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie, la Bosnie... La haine contre les Magyars, la philologie et le mouvement révolutionnaire qui existait en Europe occidentale (1830) furent pour ainsi dire les parrains de l'illyrisme... La conscience d'une civilisation yougoslave apolitique et intellectuelle, nullement hostile au gouvernement de la maison des Habsbourg, caractérisa ce degré de l'évolution yougoslave... Mais bientôt des heurts se produisirent. La politique magyarisante de la Hongrie se développa malheureusement de plus en plus et commença à piétiner des droits natio-

naux donnés aux Croates, par le compromis croato-hongrois de 1868. Ainsi se formèrent trois partis : le parti droit de Ante Starcevic qui nie la valeur juridique de ce compromis, celui du docteur Joseph Franck, radical démocrate et qui est opposé à la fois aux Hongrois et aux Serbes, et enfin le parti d'unification serbo-croate qui se manifesta, en 1905, avec la résolution de Rijeka (Fiume). Ce parti veut la réunion de tous les Yougoslaves... C'est une organisation politique à l'intérieur de la Double Monarchie, mais par sa foi à la communauté intellectuelle de tout le yougoslavisme, il dépasse de beaucoup les frontières politiques de l'Autriche-Hongrie... N'était-il pas très facile dans de telles conditions que l'idée naquit de donner aussi à cette communauté de civilisation de tous les Yougoslaves une forme politique dans un Etat yougoslave indépendant, p. e. en se rattachant à la Serbie qui, sous la protection de la Russie, se remplissait de plus en plus nettement de l'idée folle d'être le Piémont des Balkans? » (Küntzel : « Osterreich-Ungarn in Vergangenheit und Gegenwart », dans « Zum geschichtlichen Verständnis des grossen Krieges », p. 113 s.)

La division des Yougoslaves et leur volonté de s'unir n'est, au fond, qu'un seul fait. « Pour le politicien allemand, il est aussi important que difficile de se faire une image nette de la profondeur des mouvements passionnés (ungestümm)... des Yougoslaves... pour leur unification ». (Sieger, professeur à l'université de Graz :

« Der Umfang der slawischen Bewegung in Österreich », dans la « Deutsche Politik » du 11 janvier 1918). Et Wendel est d'avis que la marche de celle-ci ne pourra pas plus être entravée que celle des Allemands et des Italiens ; un jour elle se fera d'une manière ou d'une autre. (« Serbien und Mitteleuropa », dans la « Glocke » du 12 mai 1917).

Même ceux qui, diamétralement opposés à Wendel, ne voient dans la question yougoslave qu'un excès de certains individus et de certains journaux, d'un groupe qui « tâchait de prendre terrain principalement en France » (!) (Kosch, professeur à l'université de Czernowitz : « Die innere Bedrohung des österreichischen Staates und ihre Abwehr », dans « Deutschlands Erneuerung » du mois de juin 1917), ne peuvent nier l'importance du mouvement. Kosch lui-même affirme que l'opinion générale, qu'il n'y a des irrédentistes que parmi les Slovènes et les Serbes orthodoxes, n'est pas juste, mais qu'il y en a aussi parmi les Croates catholiques. L'irrédentisme est développé au plus haut point en Bosnie et Herzégovine où le procès de Banjaluka finit (le 22 iv 1916) par la condamnation à mort de 16 des Yougoslaves les plus connus et de 82 autres à la prison. L'empereur, il est vrai, fit grâce aux plus grands traitres, mais « leur crime n'en est pas moins grand. »

Mais peu importe que l'on conçoive la question yougoslave comme mouvement national ou simplement comme haute trahison, l'essentiel est qu'on prenne position en face d'elle. Dans ce dernier cas la conduite est claire :

on la condamnera et la combattrà par tous les moyens. Mais ne peut-on pas justement tirer avantage de cette position équivoque de la question yougoslave ? Dans le mouvement yougoslave il y a un certain groupe croate qui ne veut pas avoir affaire aux Serbes. Le but est ici le croatisme pur qui ne veut pas se perdre dans le serbisme. « C'est justement pour cette raison... que l'unité des Yougoslaves fut troublée. » Les Allemands ont donc la possibilité de mettre dans la balance le poids de leur force en faveur des Hongrois (contre lesquels les Croates se dressent en même temps que contre les Serbes), si ceux-ci leur garantissent le respect de leurs droits nationaux dans le pays yougoslave, et la route de Trieste, que l'Autriche et l'Europe Centrale ne peuvent pas laisser à un Etat yougoslave tendant à la séparation, c'est-à-dire... si les Croates renoncent à leur unification avec les Slovènes... Si on veut les rendre inoffensives, pour l'Etat, les masses slaves devront être élevées à l'idée d'Etat avec une prudence ménagée, mais quand cela est nécessaire, avec une sévérité implacable. (Sieger: « Deutsche Politik » du 11 janvier 1918).

Si l'on abandonne ce point de vue purement opportuniste, on peut encore chercher dans deux sens une solution à la question yougoslave: on part ou bien de la notion de nationalité ou bien des faits concrets. Kranold (« Sozialistische Monatshefte » du 29 août 1917) prend la première voie et trouve que, si l'on appliquait intégralement le principe des nationalités aux Serbes, on

ferait du tort à d'autres nationalités, dont les éléments se trouvent placés comme des îles au milieu de la population serbe. Cela étant donné, Kranold voit théoriquement quatre solutions possibles : a) On établit sous le contrôle international un Etat de la Grande Serbie où les droits des minorités non-serbes sont assurés ; b) Division du terrain où il y a une population mixte en petits Etats nationaux que l'on pourrait rassembler en des fédérations ; c) Séparation d'un Etat serbe fermé, et à côté rattachement des territoires de population mélangée p. e. à l'Autriche qui leur donnerait l'autonomie intellectuelle ; d) Le réalisme. Wendel (« Glocke » du 12 mai 1917), au contraire part des faits concrets. « La solution la plus parfaite serait probablement la plus radicale : l'unification de tous les Serbocroates en un Etat... Mais l'histoire ne se prête pas toujours aux solutions idéales, et pour le moment... le fait que la politique est l'art du possible est ce qui importe ». La question yougoslave pour lui est une question de pratique. Pour la solution idéale, il faudrait que la guerre continue encore, et « la Serbie qui de tous les belligérants à souffert le plus cruellement et qui a perdu un quart de sa population, la Serbie surtout se saignerait complètement ». Peut être y aurait-il alors une Grande Serbie, mais pas de Serbes. Les Serbes doivent renoncer pour le moment à ce qui n'est pas réalisable... La Serbie peut exister sans l'écrasement de l'Autriche, pourvu qu'elle possède un port. Wendel n'est pas pour l'Eu-

rope Centrale qui pour lui est l'expression de l'impérialisme ; il est tout simplement pour l'Europe. Mais le rapprochement de la Serbie avec ses voisins, qui lui sont ennemis aujourd'hui, se fera de lui-même : le Danube a une importance croissante comme route de commerce... Ce rapprochement pour Wendel non seulement est inévitable, mais aussi portera de bons fruits. La vie intellectuelle serbe a été influencée par l'Allemagne plus que par l'Angleterre, la France et l'Italie ensemble. Inversement l'Allemagne peut apprendre beaucoup de la Serbie, avant tout la conscience démocratique qui « n'est pas seulement dans la peau, mais dans le sang et la chair de ce peuple ». Et Wendel ajoute, comme pour soutenir sa thèse : « La chose la plus belle, la plus intime et la plus brillante qu'on puisse dire sur le patriotisme particulier à notre siècle n'a pas été dite par un Allemand, mais par un Serbe, l'historien littéraire Skerlic, qu'il cite.

La solution de Wendel est donc le compromis. Mais cette solution, n'est que temporaire, comme il le dit lui-même. C'est une solution pratique, adaptée au moment. Elle sous-entend consciemment que, un jour, la Yougoslavie se fera, tôt ou tard. La question centrale et essentielle est donc : la Yougoslavie se fera-t-elle par ou contre l'Autriche ? (Anonyme : « Jugoslavische Probleme », dans « Osterreichische Rundschau » du 15 octobre 1917 ; Chlumecky dans la « Ost. Rundschau » du 15 septembre 1917).

En dehors de l'Autriche, deux puissances encore sont intéressées à la question yougoslave : l'Italie et la Russie. L'Italie sous prétexte de délivrer les Italiens de l'Autriche veut s'emparer de la côte adriatique. Pour cacher son impérialisme, elle parle des frontières stratégiques contre le Drang germanique, et quant aux 700.000 Yougoslaves de la Dalmatie qu'elle veut annexer, elle cherche à se défendre par ce prétexte que la population des villes dalmates est constituée d'Italiens qui à l'aide de quelques exaltés croates furent slavisés, partiellement de force, par l'Autriche, tandis que la population rurale est une masse amorphe et dénuée de toute conscience nationale. (Waldmann : « Die Einschränkung der italienischen Kriegsziele der Südslaven », dans « Mittel-Europa » du 16 mai 1918). C'est l'Italie aussi qui a compris avant l'Autriche où était le point décisif de la question yougoslave. L'Italie est pour la formation d'une Grande Serbie et contre celle de la Yougoslavie, parce que la première resterait toujours ennemie de l'Autriche, tandis que l'autre risquerait de devenir austrophile à cause du grand nombre de Croates qu'elle comprendrait. L'Autriche donc en ne donnant pas tous les droits à ceux-ci, en ne faisant pas la différence entre les Serbes et les Croates, éloigne ceux-ci d'elle, c'est-à-dire, favorise en quelque sorte la propagande de la Grande Serbie aussi bien que celle de l'Italie. (Milobar : c. l.) Quant à la Russie, le danger qui vient de son côté n'est pas moins grand qu'avant la révo-

lution : la Russie attirera par le prestige de la liberté. Il faut donc que l'Autriche avise. La question demande catégoriquement une solution. (Kreck : c. 1.)

Mais l'Autriche peut-elle vraiment avoir pour but de créer une Yougoslavie sous n'importe qu'elle forme, sans courir elle-même de danger ? « Toutes les aspirations à un Etat des députés yougoslaves se heurteront au refus résolu des Allemands ». (Czedik : « Zur Geschichte der K. K. öster. Ministerien », t. I, p. 24 s). Pourquoi ? « L'Autriche-Hongrie couperait dans sa propre chair, si elle voulait favoriser le projet d'unification des Serbo-Croates (sous les Habsbourg bien entendu) et livrer ainsi les éléments fidèles à l'Etat, qu'elle peut utiliser dans leur division... comme soutien de sa souveraineté, aux Serbes qui sont tout à fait ennemis de l'Etat autrichien, mais qui en même temps sont supérieurs intellectuellement et économiquement aux Croates et aux Mahométans ». (Professeur Samassa dans Schæfer : « Der Krieg », seconde partie, p. 60). L'avis contraire, s'il n'est pas populaire, trouve pourtant aussi ses avocats. « Les Yougoslaves ne sont pas plus opprimés qu'un autre peuple en Autriche-Hongrie... Sur un point cependant les Serbo-Croates ont le droit de se plaindre : ils sont cruellement morcelés... Il est tout à fait compréhensible que ce peuple, désirant s'élever et richement doué, sente le besoin de l'unification. » Ce sera ou bien dans la Grande Serbie ou sous le sceptre habsbourgeois. Non seulement l'intérêt autrichien, mais

aussi celui des Serbes, est d'adopter la dernière solution, car que serait la Grande Serbie, alors même qu'elle réunirait tous les éléments serbes, sans industrie, sans frontières naturelles, avec moins de 11 millions d'habitants ! (Danzner, directeur de la *Danzers Armeezeitung* : « Das österreichische Problem », dans les « *Süddeutsche Monatshefte* » du mois de mai 1917).

Pourtant, a-t-on vraiment touché par toutes ces différentes positions de la question yougoslave à son fond intérieur ? Sieger se place à un point de vue qui a échappé aux autres. Son article (« Die südslavische Frage in Österreich-Ungarn », dans les « *Grenzboten* » du 19 avril 1918) est important, non pas par ses conclusions qui n'ont rien d'extraordinaire, mais parce qu'il s'y trouve en germe une solution qui n'applique pas à l'objet présent une solution préconçue. Inversement la notion se forme ici par la connaissance de l'objet. Avant de pouvoir résoudre la question de l'Etat yougoslave ne faut-il pas savoir ce qu'on entend, dans ce cas, par le mot d'Etat ? « La Yougoslavie... autant qu'elle touche l'Etat serbe et monténégrin est une question de politique extérieure pour l'Autriche. Mais elle fait aussi partie du territoire de la Monarchie. La conception matérialiste de l'histoire dit que la politique intérieure d'un Etat détermine sa politique extérieure. Sans doute des raisons, surtout économiques, mais aussi nationales le prouvent. Mais le géographe ne pourra jamais oublier que la question extérieure d'un Etat, déterminée par sa

position, l'espace et l'évolution organique, doit... être souvent déterminante pour sa formation intérieure. C'est justement l'Autriche Hongrie, elle-même, qui a dû fixer l'orientation de sa politique intérieure d'après les buts qu'elle envisageait au delà de ses frontières. C'est ce que montre son ancienne politique qui l'amena en tant que puissance allemande et italienne, à donner à son Etat la couleur allemande et à lutter contre l'unification italienne, aussi bien que sa politique postérieure, qui l'amena comme antipode de la Russie dans le Sud-Est et en Pologne, à favoriser les Slaves... et celle qui l'amena comme membre de la triple-alliance à avoir égard jusque dans les plus petits détails au petit reste de son peuple italien et l'obligea à la faiblesse envers les irrédentistes... Il y avait donc réciprocité d'action (Wechselwirkung) entre la politique extérieure et intérieure... Dans la question yougoslave cette influence mutuelle se montre à nous tout à fait clairement... Un fait qu'on ne peut nier, c'est que la plupart des intellectuels yougoslaves sont saisis par l'idée de l'illyrisme basé sur la culture qui dans les trois nations ne voient qu'une seule et qui veut vaincre la différence des mœurs et des religions, de l'histoire et de la tradition, de l'écriture et du calendrier... Donc la base de l'entente est trouvée et il dépendra de la sagesse des Magyars et des Croates, aussi bien que de celle des Allemands autrichiens et du gouvernement autrichien, qu'ils se rencontrent dans la solution de la question yougoslave qui rap-

portera des avantages à tous et ne causera de préjudice à personne... et qui contentera peu à peu les éléments radicaux. Puisqu'une solution erronée du problème risque de fermer aux puissances de l'Europe centrale la route du Sud-Est, et puisque les Tchèques et les Yougoslaves menacent justement d'une telle fermeture, cette « affaire intérieure de la monarchie austro-hongroise » n'est pas indifférente à l'Empire allemand et la phrase ordinaire, « rester en dehors de la question », est déplacée dans ce cas ». La conclusion est donc le compromis que « l'Européen central » Sieger, par opposition au socialiste Wendel, conseille aux Serbes comme aux Autrichiens. Mais sous cette forme extérieure du compromis se cache ici une chose toute différente : une conception de l'Etat. En parlant de l'« interdépendance » de la politique extérieure et intérieure qui, d'après lui, est la seule base possible de la solution de la question yougoslave, Sieger exprime, bien qu'inconsciemment et malgré lui, que celle-ci ne peut être résolue que si l'on conçoit l'Etat, non pas comme mécanisme, mais comme organisme, non pas comme système immuable et fixé une fois pour toutes, mais comme institution dont, au contraire, le seul but d'exprimer fidèlement des données et qui, se développe ainsi, en changeant.

c) SARAJEVO. — « La main mise territoriale de la maison des Habsbourg sur la péninsule de l'Europe du Sud-Est, est une des causes, et même le prétexte direct de la guerre mondiale. Ce n'était pas un attentat acciden-

tel... Le désir ardent de nos ennemis serbo-monténegrins... obligent même les milieux les plus indifférents de notre Monarchie danubienne... à réfléchir sur les faits et événements qui ont amené le rattachement et l'annexion... de la Bosnie et de l'Herzégovine... » (Lukas : « Österreich-Ungarns Anteil an der Balkanhalbinsel », dans la « Europäische Staats-und Witschaftszeitung » du 8 juillet 1916). Le professeur Lukas voit les raisons de l'occupation (été 1878, par les généraux Philipovic et Jovanovic) d'abord dans la nécessité de supprimer le foyer d'insurrections que la Bosnie et l'Herzégovine formaient sous la domination turque. Pour se défendre on avait créé une frontière militaire croato-slovène, mais celle-ci ne suffisait plus ; 2° c'étaient des raisons commerciales ; 3° la valeur du pays lui-même qui n'est pas riche, mais pourtant digne d'attention ; 4° des raisons de civilisation. La Bosnie et l'Herzégovine représentent en quelque sorte pour l'Autriche une colonie. La tâche de l'Autriche est de porter la civilisation en Orient. Voilà pourquoi, même au prix d'une guerre sanglante, elle ne s'en ira plus de Bosnie.

Pourtant, l'Autriche a hésité longtemps. Ce qui s'appelle aujourd'hui la question yougoslave date déjà de deux siècles : après la paix de Pozaravac (1712) se pose la question : qui héritera des possessions balkaniques turques ? Mais en Europe personne, sauf la Russie, ne lui donne l'importance nécessaire. Quand les Serbes s'étaient adressés à l'Autriche pour demander son se-

cours, celle-ci les avait repoussés (Slavicus : « Österreich-Ungarn und die südslavische Frage »). Ce n'est que par des expéditions répressives en Bosnie que l'Autriche, pour se défendre, commence à résoudre cette question. Radetzky demande dès le 30 août 1866 l'annexion de ces territoires (p. 13 s.). C'est déjà le point de vue national qui l'exige : l'illyrisme des Yougoslaves. Mais c'est aussi l'opinion des étrangers, du publiciste italien Cesare Balbo, de Napoléon III (p. 15). Cependant l'Autriche hésite, ce n'est qu'après 1866 qu'elle tourne son attention vers les Balkans. A l'étranger régnait l'opinion que l'Autriche, et non pas la Serbie, était l'héritière des Turcs. Bismarck pensa ainsi, de même que l'Angleterre et la Russie. Même Nicolas de Monténégro invite l'Autriche à annexer l'Herzégovine. Mais Andrassy hésite (p. 16 s.). Le 8 juillet 1876 a lieu l'entrevue de Reichstadt. Les Serbes battus, la Russie invite l'Autriche à marcher contre la Turquie. Mais Andrassy refuse. Et la Russie marche seule (p. 16 s.). Pour que l'Autriche ne la gêne pas, un nouveau traité est conclu à Budapest, en accord avec la convention de Reichstadt, d'après lequel l'Autriche doit posséder, et non seulement occuper, la Bosnie et l'Herzégovine et étendre son influence jusqu'au Timok et au Vardar, c'est-à-dire sur toute la Serbie. Mais la Russie, victorieuse, se conduit comme si elle ne se souvenait plus de ses promesses. Ce n'est qu'alors qu'Andrassy sort de sa réserve. Le Congrès de Berlin donne à l'Autriche la Bosnie et l'Her-

zégovine. Andrassy, pour ne pas offenser la Turquie et pour ne pas donner lieu à des complications, n'emploie pas le terme d'annexion, mais d'occupation, bien que Bismarck, Salisbury, Chuvaloff lui aient conseillé la première. Celle-ci se fait en 1908. Aehrenthal ne fait ainsi que déclarer définitif un état vieux de trente ans. Les cris de rage et la conduite folle de la Serbie indiquaient seulement qu'il fallait résoudre toute la question yougoslave : annexer non seulement la Bosnie et l'Herzégovine, mais aussi la Serbie et le Monténégro (p. 20 s.).

Mais en Autriche on continue la politique traditionnelle d'abstention de Cobenzl et de Metternich. Ce n'est qu'après l'attentat de Sarajevo, attaque directe de la Serbie, que l'Autriche se décide à agir. Mais même à ce moment, elle ne voulut pas conquérir de territoire. Pourtant les circonstances sont plus fortes que la volonté de paix. La guerre éclate, la Serbie est écrasée contre la volonté de l'Autriche et cela doit rester la solution définitive de toute la question yougoslave (p. 24 s.).

Personne ne conteste le droit de l'Autriche à la Bosnie et l'Herzégovine, que les impérialistes serbes qui ne tardent pas à accuser l'Autriche devant l'Europe d'opprimer ses sujets serbo-croates. La vérité est tout le contraire : depuis le Prince Eugène l'Autriche a défendu la Serbie contre les Turcs et a refusé son incorporation à l'Etat autrichien (Veltzé : « Oesterreichische Rundschau »

du 15 octobre 1916). La Serbie n'a aucun droit historique ni sur la Croatie, ni sur la Bosnie, ni sur l'Herzégovine. Les prétentions serbes sont basées sur le principe moderne des nationalités. Mais les Serbes de l'Autriche ne sont pas autochtones, ils vinrent s'installer là au cours des derniers siècles seulement. Les prétentions de la Serbie sont aussi dénuées de raison que si elle voulait faire valoir ses droits en Amérique où il y a aussi des Serbes. En Bosnie et en Herzégovine ils sont, il est vrai, en majorité quant à la nationalité, mais leur importance sociale est paralysée par le grand nombre de mahométans. (Woinovich : « Österreichische Rundsch », du 15 juillet 1917).

La proclamation d'annexion par l'Autriche au mois d'octobre 1908 parle des liens des souverains hongrois avec la Bosnie et l'Herzégovine. Quels étaient ces liens ? « Ce n'est que maintenant que peu à peu une histoire de la Bosnie érigée sur des témoignages sûrs, peut être établie d'après les archives de Rome, de Venise, de Hongrie, de Raguse ». Les papes appelèrent les Hongrois à la lutte contre les Bosniaques irréligieux, les bogomiles, secte qui, en Serbie, où l'église fut mise sur une base nationale par saint Sava, furent supprimés par les Nemanjides, mais qui, en Bosnie, ne disparut qu'après la conquête de celle-ci par les Turcs. Ce fut la principale raison pour la Hongrie de se mêler aux affaires de la Bosnie. (Baernreither : « Bosnien und die Herzegovina in der vorottomanischen Zeit », dans la « Österreichische

Rundschau » du 18 janvier 1918). Ainsi l'Autriche peut faire valoir tous les droits possibles sur la Bosnie et l'Herzégovine : le mandat qui lui fut confié par les autres puissances, les sacrifices matériels et d'autre nature qu'elle a accomplis pour la réalisation de ce mandat. « La Serbie peut faire valoir un droit plus ancien, mais qui n'est qu'un droit moral. » (Hofer : « Die Keime des grossen Kriegs », p. 146).

C'est pour régler les conditions agraires que l'Autriche en 1878 a réalisé l'occupation. Écoutons ce que dit un pasteur protestant qui comme tel n'a pas de raisons d'être pour les Serbes. (Oehler : « Bosnien im Krieg », dans Das neue Deutschland du 1^{er} octobre 1917) « Presque quarante ans se sont écoulés depuis ce temps-là et la plus grande partie de la population serbo-orthodoxe paysanne se compose de Kmets, c'est-à-dire de métayers héréditaires et qui sont obligés de payer tribut. Une deuxième douleur, ce sont les écoles. C'est un fait, que d'après la statistique de 1911 on a dépensé la même somme pour la gendarmerie que pour l'instruction publique. Le troisième point c'est la politique des chemins de fer hongrois. Celle-ci a empêché toute évolution pour ne pas subir elle-même de pertes... Où il y a tant de grandes douleurs, les petites ne manqueront pas. » Les Serbes de la Bosnie et ceux de la Serbie ne sont séparés que par un trait rouge sur la carte, mais « ni par la race, ni par la langue, ni par la confession, aussi on comprendra la tentation continuelle... de jeter des regards

sur la Serbie, où, depuis la réforme agraire, le libre petit paysan se développe bien et trouve un soutien précieux dans sa corporation qui est en train de s'organiser. La politique du gouvernement autrichien est caractérisée par le désir de séparer... par des flatteries et des expériences les Serbes extrêmes des modérés. Tel était l'état de choses quand l'attentat se produisit... Alors commencèrent des poursuites contre les Serbes qui découvrirent, il est vrai, maintes choses révélatrices, qui dans la plupart des cas n'étaient rien de nouveau, mais des choses qu'on ne prenait pas ou qu'on ne voulait pas prendre au sérieux sous le ministère de Bilinski... De longs emprisonnements et de nombreuses condamnations à mort furent prononcées. Une quantité de jugements furent exécutés. On dit que dans la forteresse d'Arad 4.000 Serbes de Bosnie furent emprisonnés... Je ne peux me figurer qu'une seule chose capable d'unifier la Bosnie : l'idée yougoslave (Autrement elle se perdra dans les divisions nationales et confessionnelles)... Peut-être le gouvernement regrettera-t-il un jour d'avoir renforcé ces divisions par le scrutin confessionnel, car un pays où la confession est l'étiquette de la nationalité et inversement, on devrait éviter par tous les moyens de créer, par l'accentuation des divisions confessionnelles, des divisions nationales qui originairement n'existaient pas du tout : les Turcs, les Serbes, les Croates sont tous des Bosniaques. »

Toutes ces considérations, si subjectives qu'elles soient

dans beaucoup de cas, restent étrangères au grand public allemand. Celui-ci ne s'intéresse qu'à un seul fait : l'attentat. C'est-à-dire qu'il ne tâche pas de comprendre l'attentat à la lumière des circonstances, mais qu'il juge, au contraire, celles-ci d'après l'attentat. Ne sachant rien d'autre que le fait lui-même, le grand public ne peut le voir que sous la forme dans laquelle on le lui présente et qui, pour lui, devient nécessairement un dogme.

Le 22 juillet 1914 le comte Berchtold s'adresse au baron Giesl-Gieslingen dans les termes suivants : « Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le crime de Serajevo a été tramé à Belgrade, que les armes et explosifs, dont les meurtriers se trouvaient être munis, leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes faisant partie de la Narodna Odbrana et enfin que le passage en Bosnie des criminels et de leurs armes a été organisé et effectué par des chefs du service-frontière serbe ». (« Le livre rouge », n° 7).

Voilà la formule, définitive dans son fond, qui détermine l'opinion allemande. Tout ce qui suit du côté officiel, aussi bien que du côté du public, ne sont que des variations plus ou moins ingénieuses des paroles de Berchtold. Pourtant on n'aurait pas compris l'opinion allemande, si on la croyait seulement imposée. Elle adhère unanimement à l'avis officiel, — si unanimement que cette harmonie devient monotonie, — parce qu'elle le croit justifié. Et elle le croit juste, non

seulement parce qu'il est prouvé, comme on le lui disait, par l'enquête judiciaire, mais surtout parce que, dans l'attentat, l'opinion allemande voit, non pas un fait nouveau, auquel il faut qu'elle s'adapte, mais un fait qui vient à l'appui de son opinion antérieure. Le public allemand n'est pas le seul à n'avoir connu la Serbie avant la guerre que par le meurtre du roi Alexandre. L'opinion allemande donc ne représente qu'une construction basée sur ces deux données : l'attentat contre le roi serbe et l'attentat contre le prince héritier autrichien. Elle consiste dans l'accusation du gouvernement et du peuple serbe.

Veltzé (« Österreichische Rundschau » du 15 octobre 1916) parle seulement de la complicité morale du gouvernement serbe : il est prouvé que le plan vient de Belgrade. Pour Harnack (« Internationale Monatschrift » du 1^{er} octobre 1914) il est prouvé de plus que la Serbie, depuis des années, cherche, avec l'aide russe, à soulever par des moyens les plus indignes les Yougoslaves autrichiens. Mais les détails deviennent de plus en plus précis. Gätcke (« Der grosse Raubkrieg », p. 42), raconte comme des faits historiques que les Serbes auraient (entblödeten sich nicht) soudoyé de très jeunes gens et les auraient munis de bombes et d'armes. Le prince héritier aurait même eu quelques entretiens avec les meurtriers avant le départ de ceux-ci. Woinovich (« Österreichische Rundschau » du 15 juillet 1917), est du même avis. Il ajoute encore qu'on a été en rapports avec la

Russie, l'Angleterre, l'Italie et que tout cela a été l'œuvre avant tout d'un Comité national ayant des formes extérieures innocentes, la Narodna Odbrana.

Le jugement des accusés fut prononcé au mois d'octobre 1914. Mais l'opinion allemande était déjà fixée bien avant, sans attendre la fin du procès, ainsi que le pense Meinecke. (« Der Krieg und die grosse Politik », t. I, p. 17). Car le jugement qui en d'autres temps aurait provoqué beaucoup de commentaires, fut accueilli comme un détail secondaire, quand il fut prononcé. (« Ein Tagebuch », t. II, p. 465).

On voit toujours les choses comme on veut les voir, la réponse dépend toujours de la question. L'opinion allemande soutient les faits extérieurs plutôt qu'elle n'est soutenue par eux. Elle ne cherche que, ce qu'elle veut trouver. Nulle part on ne voit un essai de vérifier les résultats présentés ; on les reçoit tout faits, c'est-à-dire qu'on prend les mots pour des faits. C'est ainsi que Schrepfer (« Weltgeschichte », p. 264), dit : « D'après les archives trouvées à Nis en octobre 1915 par les Bulgares, la complicité du gouvernement serbe et de l'ambassadeur russe Hartwig à l'attentat est prouvée clairement, et même on ne se tromperait pas en accusant Sazanow ». Quels sont ces archives, Schrepfer n'en dit rien, et quant à son accusation contre Sazanow il déclare « que c'est le journal bulgare Kambana du 21 juillet 1916 qui annonce le fait comme tout à fait certain ».

On va encore plus loin. Tout en parlant de l'attentat on s'éloigne de lui. Le jugement est ici identique au manque de jugement, car le fait de l'attentat ne sert que de prétexte à des considérations abstraites. Voilà ce que trois professeurs d'université allemands bien connus disent : « Le tort de la Serbie ne peut être nié. Celui qui prend son parti se charge d'une partie de sa faute et s'attribue un pouvoir de juge politique analogue à celui auquel on a prétendu aux jours de la Sainte-Alliance. (Schiemann : « Die letzten Etappen zum Weltkrieg », p. 233). Bizarre sorte de jugement qui ne veut pas être celui de « la Sainte-Alliance » et qui pourtant accuse celui qui oserait défendre l'adversaire, avant même qu'il ne soit prononcé. La même contradiction se retrouve chez Harnack (« Internationale Monatschrift » du 1^{er} oct. 1914). La Serbie, pour lui, « s'est rayée par le meurtre le plus lâche que l'histoire universelle connaisse, de la liste des Etats avec lesquels, on peut avoir des relations d'égalité. » Pourtant il déclare dans le même article qu'il ne peut pas partager le jugement du chancelier qui a déclaré « avec la conscience scrupuleuse qui lui est propre » qu'un « certain tort » est du côté des Allemands dans leur conduite envers la Belgique. « Car nous étions dans une situation où les formalités cessent d'exister et où seuls subsistent les devoirs moraux. Quand David s'empara, dans sa plus grande misère, des pains de la table du Seigneur, il avait tout à fait raison, car la lettre de la loi, à ce moment

n'existait plus. » La seule conclusion qu'on puisse tirer de là, c'est qu'il est défendu de tuer un homme, (probablement parce qu'il est prince), mais qu'il est permis de tuer beaucoup d'hommes, (probablement parce qu'ils sont des soldats). La même conclusion nous est imposée par les considérations de Meinecke qui provoque une comparaison entre Bismarck et Princip : l'un veut consciemment une guerre, l'autre tue un homme; là réflexion, ici spontanéité, là raison d'Etat, ici crime, là sagesse politique, ici attentat. Dans un des cas le crime est plus petit parce qu'il est plus grand, dans l'autre il est plus grand parce qu'il est plus petit. Voici ce que dit Meinecke, lui-même : (« Die deutsche Erhebung von 1914 », p. 86). « Pendant les journées d'Ems en 1870... la passion teutonique éclata de nouveau, et de nouveau il ne manqua pas de laideurs qui choquent le sentiment national purifié... Les esprits les plus grossiers se manifestent toujours... quand toutes les mains du peuple doivent prendre part aux faits décisifs. Cela est vrai de toute nation moderne. Aucune ne doit jeter la pierre à l'autre... Si dans une grande guerre nationale un peu de sauvagerie (Unkultur) et de haine éclatent en même temps entre les peuples, ce n'est que quand la nation ne peut plus maîtriser ses esprits ignobles, quand la vie intellectuelle de la nation est gâtée par la haine contre la nation voisine... que l'heure de la responsabilité sonne. Nous détournons les yeux avec horreur des excès du nationalisme dont les membres du peuple serbe se sont

rendus coupables ; le peuple allemand n'a jamais sali l'histoire de sa conscience nationale par des actions d'une bestialité aussi violentes et cyniquement brutales que celles de ces Slaves du Sud. » Car ces paroles de Meinecke sur les Serbes ne doivent probablement pas être classées dans la catégorie qu'il désigne lui-même par « un peu de sauvagerie ».

Toute cette indignation, si réelle et indiscutable qu'elle soit en tant que sentiment, n'est qu'un artifice grossier, en tant que forme que l'on donne à ses sentiments. On hait la Serbie, mais la raison qu'on en donne est trop répétée pour qu'elle puisse être vraie. On ne connaît pas la Serbie. Pourquoi alors la haïr ? Ou bien ne la hait-on pas pour cette raison même ! On sait qu'un Serbe a tué l'archiduc. En tous cas celui-ci n'est pas la raison ou n'est pas la seule raison de cette haine. A l'anniversaire de sa mort, les journaux viennois parlaient bien de l'événement de Serajevo, mais « ils ne s'occupaient pas autrement de la personne de l'homme sur le cercueil duquel la guerre mondiale a éclaté. Il a été oublié étrangement vite. » (Naumann : « Kriegs-und Heimatchronik », t. I, p. 316) Et Bahr constate : « Pendant toute sa vie il n'a pas été aimé. Il nous était presque inquiétant. » (« Mobilmachung in Osterreich », dans « Der grosse Krieg de Jæckh », p. 41).

Sous les regrets de la mort de l'archiduc, se cache une chose toute différente. « Toutes les humiliations d'une dizaine d'années se réveillent. Deux fois près de

la guerre à cause de la Serbie ; des milliards ont été perdus, le commerce et l'industrie de l'Autriche sont arrêtés, nombre de riches d'autrefois sont ruinés... Et maintenant la victime de la patience : un des membres les plus forts, des plus intelligents que les Habsbourg aient jamais compté... Tout le monde sait qui l'abattit et où on en donna le plan. Au fond une enquête n'aurait pas été nécessaire » (Nowak, « Hœtzendorfs Lager », p. 18 s.) François Ferdinand n'est pas regretté comme personne, mais comme symbole. Toutes les indignations morales n'étaient donc que des mensonges conscients ou inconscients. Lui, qui voulut le trialisme représentait ainsi un danger pour la Grande Serbie. « La balle... a atteint non seulement son but humain, mais aussi son but politique... Voilà comment s'explique l'attentat sur l'archiduc ». (Rohrbach, « Das grössere Deutschland » du 11 juillet 1914).

Seulement est-ce que cet attentat fut l'œuvre de certains individus indépendants ou bien du gouvernement serbe ou bien de tout le peuple serbe représenté par le meurtrier ? « La Serbie... n'eut pas du tout honte de l'attentat... Une joie qu'il était difficile de cacher s'empara du peuple serbe après la nouvelle du meurtre. » (Woinowich : « Osterreichische Rundschau » du 15 juillet 1917).

Mais ne vaut-il pas mieux donner, avant de juger, des constatations plus précises des faits ? 1° Le 28 juin est le jour du deuil national le plus profond (bataille de Ko-

sovo). 2° Le 28 juin 1914 n'était plus le Vendredi Saint, mais après cinq cents années les premières Pâques de la foi nationale. Ce jour-là fut choisi par l'archiduc pour visiter Sarajevo ; 3° Dans un pays occupé et puis annexé, près de la frontière serbe, on n'avait pas préparé une protection suffisante pour la personne de l'archiduc. Retour par la rue encore encombrée, dans laquelle une demi-heure avant une bombe avait été jetée. « C'est sans précédent dans l'histoire moderne des Princes ». 3° Cabrinovic, un des meurtriers, sujet autrichien, a dû être exilé de la Serbie, mais il apporta un certificat de sa préfecture natale si bon que les Serbes le laissèrent tranquille. 5° Les relations serbo-autrichiennes n'étaient pas du tout mauvaises à ce moment : on discutait sur les droits des chemins de fer macédoniens ; 6° L'ultimatum qui arrive comme un coup de foudre. Etonnement de la Serbie d'être mêlée à l'attentat. Quel avantage les Serbes en auraient-ils tiré ? La femme de l'archiduc aimait les Slaves, et lui ne croyait pas aux Hongrois. Rien n'est prouvé par le fait que des bombes serbes ont été employées pour l'attentat : des centaines d'hommes en ont rapporté des guerres balkaniques. Les Serbes ont besoin de repos. (Harden : « Nach 2 Jahren, Zukunft » du 5 août 1916). Et la « Post » de Berlin demande : « Sur quoi l'Autriche base-t-elle ses graves accusations ?... La Serbie ne peut admettre tout cela, si elle ne veut pas se rendre méprisable devant toute l'Europe » (Engel : « Ein Tagbuch », t. I, p. 7).

Pourtant même la « Post » partage la « bona fides » du gouvernement autrichien que l'attentat est à rattacher aux « travaux souterrains serbes. »

Ainsi ce petit essai pour obtenir une notion des faits objective redevient indignation subjective. L'Autriche ne veut pas être « l'objet des railleries » (Brentano, professeur à l'Université de Munich : « Internationale Monatschrift » du 15 novembre 1914). C'est pourquoi elle doit « par toutes les raisons de la politique, du droit et de la morale, faire rendre des comptes à la conspiration serbe. » (Jæckh, secrétaire général du Comité d'Orient : « Der europæische Krieg », dans « Das grössere Deutschland » du 8 août) : « On sentait que le vieil empereur François-Joseph qui, si longtemps, avait montré une patience surhumaine était au bout de cette patience. » (Egelhaaf, recteur du Karls-gymnasium à Stuttgart : « Historisch-politische Jahresübersicht für » 1914, p. 95).

C'est en vain que Fried, directeur de la Friedenswarte, proteste de Zurich : « L'opinion publique, étranglée par les écrits dit : « Justice a été faite aux meurtriers de princes... Ainsi parlent... les dames... dans les salons de thé et... les petits messieurs dans les chemins de fer... Les censeurs apprennent à leurs contemporains que de pauvres paysannes et des enfants nouveaux-nés sont coupables du meurtre de Sarajevo ». (« Aus meinem Kriegstagebuch », dans la « Friedenswarte » du mois de février 1916). Mais l'aveu d'un Hongrois est plus important que de si pathétiques protestations. « Princip n'avait

rien dit les deux premiers jours ; après on réussit à le faire parler par le plus grand art de persuasion, mais plus encore par la faim. » (Herczeg : « Von Sarajevo bis Lodz », p. 20). Voilà en dernier lieu à quoi l'opinion allemande se laisse réduire.

b) Les Jugements.

« Que les Serbes, Croates et Slovène s'unissent comme les Allemands le firent, eux dont la séparation était encore plus profonde. »

(L'accusé Lazar Gjukić à la séance du 14 oct. 1911).

α) LES ACCUSATIONS A PRIORI. — « Il semblait étrange, dit le professeur à l'Université de Belgrade, Markovic, (« Die deutschen Professoren gegen Serbien », dans la « Freie Zeitung » du 3 juillet 1918) que le procès fut jugé dans une petite chambre misérable de la kommandantur de Sarajevo, tandis que la Monarchie avait évidemment le plus grand intérêt à accabler la Serbie. La Monarchie habsbourgeoise avait entrepris une véritable exécution de tout un peuple — en s'appuyant sur des preuves soi-disant terribles... mais la publication de ces preuves ne fut pas faite... L'énigme semblait insondable, Le gouvernement autrichien vient seulement de se décider à faire publier... une partie du procès... Dès les premières audiences... il fut tout de suite évident que l'attentat avait été commis exclusivement par des serbes de Bosnie, qu'il fut conçu et exécuté par des sujets austro-hongrois en manière de protestation contre l'oppression

de tout un peuple. Si, par conséquent, on avait rendu public le procès, on aurait provoqué un nouveau scandale pour la Monarchie. On voit dans le livre de Pharos-Kohler que les jeunes accusés ne craignaient pas de dire, les portes fermées et dans la caserne, des vérités amères sur l'Autriche-Hongrie. Que n'auraient-ils pas dit en séance publique.

En effet, on ne publia le compte rendu du procès de Sarajevo qu'en 1918 dans un livre intitulé : « le Procès des auteurs de l'attentat de Sarajevo » rédigé par le professeur Pharos, avec une introduction du professeur Kohler. De plus Pharos lui-même constate dans son avant-propos (p. 1) : « Malgré l'impression formidable que la tragédie de Sarajevo a produite, on a ignoré jusqu'à ce jour la plupart des détails... L'initiative privée n'a pu tirer au clair tous les secrets du crime et les cercles officiels avaient à faire des choses plus importantes que de les publier ». Et un peu plus loin, il ajoute : « Les intéressants procès de Banjaluka et de Sarajevo, celui-là contre des coupables de haute trahison, celui-ci contre les auteurs de l'attentat, ne furent pas même suivis par la presse allemande. »

Pourtant l'opinion était fixée, comme nous l'avons vu. Nous allons vérifier dans cette partie-ci la justesse de ces jugements. Il ne nous reste ici qu'un fait à constater, à savoir que, sans fournir la moindre preuve, on a provoqué un mouvement d'opinion chez des millions et des millions d'hommes. Nous nous abstenons de qualifier ce

procédé qui se qualifie de lui-même. Nous ajouterons simplement que ce sont les Serbes que les Allemands ont accusés d'avoir empoisonné l'opinion publique.

Ce ne furent pas seulement, comme nous l'avons vu, les gens du peuple, mais aussi les hommes de science qui se montrèrent d'une naïveté étrange. « Les circonstances dans lesquelles le meurtre fut commis et l'enquête ouverte aussitôt après », dit le professeur d'histoire à l'Université de Leipzig, Paul Herre (dans « Weltpolitik und Weltkatastrophe », p. 175. Berlin, 1916), donnant ainsi la forme typique de l'accusation, « montrèrent clairement que le meurtre était l'œuvre d'une large conspiration qui se basait sur le mouvement pan-serbe ». C'est par cette formule « montrèrent clairement » qu'on remplaça toutes les preuves manquantes.

β) LES ACCUSATIONS CONCRÈTES. — Toutes les accusations a priori peuvent donc être repoussées comme telles, étant construites sur des prémisses insuffisantes.

On n'a donc à tenir compte que des accusations des gens au courant du procès, c'est-à-dire des professeurs Kohler et Pharos eux-mêmes. Le « public » qui a assisté au procès et qui se compose de cinq personnes dont Pharos donne les noms (p. 2) « et de fonctionnaires, de policiers et d'officiers », ne s'est pas prononcé à ce sujet. Notre tâche consiste à comparer les jugements de Pharos et de Kohler au procès lui-même.

N'oublions pas que ce sont des Allemands, ou des agents allemands qui ont fait et publié le procès et que,

par conséquent, sa forme actuelle est encore des plus favorables aux Allemands.

Les accusations visent quatre objets : les cercles officiels serbes, le peuple serbe, la Russie, et le Grand Orient, la loge franc-maçonnique française. Donc la Serbie toute entière et sans exception est accusée d'avoir été le prétexte immédiat et la provocatrice de la guerre mondiale. La Russie y a été mêlée sans doute, dit Kohler, « mais les pièces officielles ne disent rien là-dessus. Par contre, ils projettent la lumière dans une autre direction. Nous savons maintenant que des organisations internationales ont agi ici, des forces qui ailleurs aussi ont joué dans cette guerre un rôle des plus néfastes et qui ont fait monter jusqu'à l'ébullition les menées pour l'Alsace-Lorraine en France, de même qu'elles ont semé la haine contre l'Allemagne dans les cantons français de Suisse, et qui enfin ont entraîné l'Italie à manquer honteusement à sa parole... Ce fut le Grand Orient... Ce fut la loge maçonnique qui excita encore la maudite agitation serbe. » (p. 6). Nous nous bornons à nous occuper de l'accusation contre la Serbie, et laissons volontiers le Grand Orient libre de répondre, ou mieux encore, de ne pas répondre à l'accusation portée contre lui.

« A première vue, dit le professeur Kohler, ce sont quelques individus misérables qui ont amené les peuples aux luttes les plus terribles et qui ont causé le carnage et la destruction. C'est inouï dans l'histoire du

monde! Et pourtant ce ne furent pas seulement ces tristes individus, ce fut toute l'atmosphère de conspiration d'un peuple parmi lequel ils vivaient et respiraient, ce furent les terribles germes de destruction qui furent répandus pendant des années par toute une nation, ce furent les menées inouïes, ce fut l'empoisonnement politique opposé à toute œuvre civilisatrice qui s'était emparé de toute la société et qui pénétra jusqu'à la sphère des élèves de lycée... Les plus dignes de malédiction furent les harangueurs politiques qui guidèrent tous ces mauvais ferments, qui répandirent les germes de destruction dans le peuple et qui enfin, quand tout fut gâté, essayèrent de rompre le front pour provoquer l'événement terrible, dont on attendait une refonte politique... A côté de cela, il y avait, il est vrai, quelques traits positifs, comme par exemple, l'idée de l'unification du peuple serbo-croate, mais ces idées étaient tellement confuses et indistinctes qu'elles devenaient négatives et finirent par aboutir à la haine contre l'Autriche ayant pour but la destruction de celle-ci. » (p. 5). Voilà comment le célèbre professeur représente la chose. « Tous les traits des caractères byzantino-slaves se montraient ici : l'excitabilité violente et momentanée, l'horreur du travail régulier, la tendance à une existence dissipée, la folie de destruction formidable. L'empoisonnement moral pouvait avoir chez de telles gens des conséquences qui seraient inimaginables chez des germains ou des latins. Chez des

germain, jamais ! » (p. V). Kohler lui-même est la preuve vivante de ce qu'il avance. « Partout, dit-il, s'étaient formées des assemblées de jeunes gens dont l'idole était la libération des Serbes et qui représentaient l'Autriche comme l'oppresseur des peuples; les mots de liberté et d'oppression étaient dans toutes les bouches : Maintenant que ce procès m'a montré comment la jeunesse a été systématiquement empoisonnée, je comprends quel était le principal grief contre l'Autriche : le nationalisme n'était qu'excitations contre une puissance civilisatrice et implantation de haine et de mépris pour elle. » (p. XI s.). Ces mots de Kohler ne sont pas du poison : il les considère probablement comme scientifiques.

Les termes dans lesquels le professeur Pharos, s'exprime dans son court avant-propos sont presque les mêmes : « Il fut tout de suite évident qu'il ne s'agissait pas de l'acte d'un fou ou de quelques jeunes gens exaltés... Ce fut l'explosion d'une haine contre l'Autriche et sa dynastie qui fut attisée par la Serbie au cours d'un long travail, conscient de sa fin et organisé... Ce fut l'explosion d'une mine dont on pouvait suivre les fils jusqu'aux ministères de Belgrade et jusqu'au trône sur lequel était assis le meurtrier de roi, de l'autre côté de la Drina. » (p. 1).

Quelles sont les données qui justifient ces conclusions ? Il ne peut s'agir ici de défendre les accusés, car la première tâche est d'examiner l'accusation en elle-même.

Les deux professeurs n'auront certainement pas supprimé les détails qui seraient à l'appui de leur thèse.

γ) LE COMPTE RENDU DES FAITS. — Les auteurs de l'attentat ont accepté consciemment toutes les conséquences de leur acte ; ils se sont donc jugés eux-mêmes. Il est parfaitement superflu, par conséquent, de prendre parti pour ou contre ; chacun le fera selon sa nature et son niveau intellectuel. Le fait est là et tout ce qu'on peut faire pour le comprendre objectivement, c'est, à l'exemple de Pharos et Kohler, de le réduire à ses motifs. Voyons si, après avoir écouté les accusés eux-mêmes, le résultat ainsi obtenu sera conforme au jugement que nous venons d'entendre.

A) *Les mobiles nationaux.* — « J'ai été guidé, en premier lieu, par le désir de tirer vengeance de l'oppression que les Serbes de Bosnie-Herzégovine avaient à supporter, et surtout des mesures d'exception qui l'année passée (1913), avaient duré deux mois entiers », dit Cabrinovic, un des accusés (p. 13). « Je croyais cette vengeance le devoir sacré d'un homme civilisé et moral... Toutes les injustices que j'ai constatées dans les journaux, tout cela s'était accumulé en moi, jusqu'à me soulever de révolte le jour de Saint-Veit. » (p. 14). Selon moi, ajoute Princip, tout Serbe, Croate ou Slovène, doit en vouloir à la Monarchie. » (p. 24). « L'attentat exprimait l'opinion de toute la Bosnie-Herzégovine. » (p. 29). « J'ai assisté à la ruine progressive de tout notre peuple. Je suis le fils d'un paysan, et j'ai pu

ainsi me convaincre de la misère de nos gens. Je l'ai tué (l'archiduc) et cela ne me fait pas de peine. » (p. 31).

« Nous (CabrinoVIC et lui) étions d'accord sur le choix des moyens pour aider les Yougoslaves. » A la demande du juge sur la nature de ces moyens, il répond : « Tuer, faire disparaître tous ceux qui s'opposent à la réalisation de l'idée yougoslave et qui font du tort à notre peuple » (p. 35). « Pour l'unification, il fallait sacrifier beaucoup de vies, et c'est pour elle aussi que l'archiduc François-Ferdinand devait tomber. Mais le motif principal... était : de venger par ma main le peuple serbe. » (p. 56). « Nous savions », complète un autre accusé Grabez, « tout le mal que l'Autriche et lui ont fait à notre peuple. Il devait expier le tout pour l'Autriche... Il était le mauvais génie des Slaves, un homme résolu et un adversaire de la grande idée du Yougoslavisme. » (p. 45). Ilic confirme tout cela. « Nous étions d'accord quant au projet d'attentat. Je le considérais comme un moyen de protester contre les mesures de violence... Nous considérions les cercles gouvernants de la Monarchie comme les adversaires de nos idées et c'est pourquoi nous étions aussi contre le prince héritier en qui nous voyions le représentant de ces cercles » (p. 60). Le juge demandant pourquoi les accusés ont voulu réaliser par des attentats l'union des Yougoslaves. Cubrilovic répond : « Par des attentats, à cause de l'oppression à laquelle notre peuple était soumis par des mesures d'exception » (p. 69). « Vous n'ignorez pas, dit le juge, que

la foi défend de tuer ? » Cubrilovic (violemment) : « Et celui qui tue des millions d'hommes sur les théâtres d'opérations européens ? » Le président : « La faute en est à vous ! » Cubrilovic (sursautant) : « Pas à nous, mais à des gens tels que le prince héritier. Je peux le regretter comme homme, mais pas comme prince héritier autrichien... Il m'est indifférent que la Bosnie soit soumise à l'Autriche ou à la Serbie ; ce que je veux, c'est que notre peuple aille bien, qu'on traite bien notre peuple » (p. 74).

C'est l'accusé Cvjetko Popovic qui sait exprimer son idée le plus clairement. « J'ai lutté, dit-il, pour l'unification des Serbes et des Croates... parce qu'il fallait se défendre contre l'oppression. » « Contre quelle oppression ? » demande le président. « Contre l'oppression à laquelle nous autres, en Bosnie-Herzégovine, sommes exposés. » Le président : « Ne faites pas de phrases, mais expliquez-nous de quelle oppression il s'agit selon vous. » « Les mesures d'exception, le commissariat, la protection des Allemands. » Le président : « Vous vous croyiez donc autorisés à en tirer vengeance ? » « Oui. » Le président : « N'avez-vous pas aussi travaillé à unir la Serbie et la Croatie ? » « Je suis convaincu qu'un jour cela se fera, mais je sais aussi que cela sera dans un avenir lointain. » Le président : « Pourquoi vouliez-vous vous venger précisément de l'archiduc ? » « J'étais convaincu qu'il était plus attaché à nous autres Slaves qu'aux Hongrois... » Le président : « Vous auriez dû,

par conséquent, travailler à lui conserver la vie... »
« J'ai dit tout de suite que je n'avais pas d'intention sur sa personne, mais que je croyais frapper en lui tous les cercles qui oppriment les Slaves » (p. 75 s.). « C'est en Bosnie que l'influence allemande vous opprime ? » demande le président. Et l'accusé Kranjcevic répond : « Pas seulement en Bosnie, mais en Croatie, en Slavonie, à Lemberg » (p. 115 s.).

Il y a deux éléments dans les motifs des accusés. Ils étaient poussés avant tout par la volonté d'unir le peuple yougoslave. Ils réalisèrent cette volonté par l'attentat. Si le désir d'unification est un crime, alors les Allemands, qui traitent le peuple serbe comme un coupable, ont raison, car tout le peuple, en effet, était animé de ce désir. Mais il s'agit de savoir si ce sont les accusés ou si c'est la Serbie qui croyait faire de l'attentat le moyen de l'unification nationale. Les accusés qui l'ont commis étaient tous des sujets autrichiens et ont déclaré avoir voulu ainsi protester contre l'oppression des gouvernants. D'après cela, l'attentat en lui-même ne serait qu'une affaire intérieure de l'Autriche : une protestation de ses sujets. Mais l'Autriche en a fait le « casus belli » contre le royaume de Serbie : et le conflit n'ayant pu être localisé, l'attentat est devenu le prétexte d'un bouleversement international. Quel est donc le « corpus delicti » qui prouve que l'attentat fut l'œuvre de la Serbie, c'est-à-dire de ceux qui la représentaient. En effet, tous les Allemands sont bien d'accord sur l'évi-

dence de cette complicité. Le seul document qui ait été publié à l'appui est justement le livre de Pharos et Kohler. Rien ne permet de croire que les Allemands aient caché des preuves plus sûres. Voyons donc ce qui s'y trouve.

B) *La complicité de la Serbie. — Les cercles officiels Serbes.* — On voit dès le début comment a été faite la preuve de complicité serbe que les Allemands prétendaient avoir entre les mains. Cabrinovic dit : « Les cercles officiels (serbes) n'y furent pas mêlés. » Et le professeur Pharos ajoute dans une note : « On voit ici et partout l'intention des accusés de voiler ou de nier complètement la participation de la Serbie officielle à l'attentat » (p. 13). Cette méthode est évidemment commode. On répond à un « non » par un « si » et la preuve est faite. Comme Pharos, le juge avait répondu, lui aussi : « Si ; des majors, des fonctionnaires, des maîtres d'école y étaient mêlés. » « Je ne les ai même pas connus », réplique Cabrinovic. Le président : « Mais comment expliquez-vous alors qu'ils vous aient aidé tout de même ? » « Expliquez-le comme vous voulez ; je n'ai pas même connu Tankosic (un officier serbe)... Je n'ai reçu de personne l'ordre de commettre l'attentat » (p. 14). Le président : « Qui a été le premier à vous donner l'idée de commettre l'attentat ? » « Nous-mêmes » (p. 20). Le président essaie sans cesse de provoquer un aveu quelconque défavorable à la Serbie, mais il n'y réussit pas. Il demande : « Avez-vous vu en Serbie

certaines images ou représentations allégoriques ? Ont-elles eu sur vous une influence quelconque ? » Princip le nie (p. 58). Et il ajoute clairement : « Toute notre entreprise était de nature parfaitement privée, et non officielle comme l'accusation le dit. La Serbie n'a rien à y faire et ne peut pas être rendue responsable de notre œuvre. Personne n'en sait rien en Serbie, excepté Ciganovic et nous ; comment voulez-vous donc qu'elle soit responsable » (p. 42) ? Les autres disent absolument la même chose. « Aviez-vous des relations quelconques avec la Serbie ? » demande le président. Cubrilovic répond laconiquement : « Non » (p. 73). Les accusés disent-ils la vérité ? En tous cas, la moindre preuve au contraire fait défaut. Mais il y a mieux encore : c'est l'impression irrésistible que les accusés sont sincères et qu'ils ne cachent rien. « Ciganovic nous dit même », dit expressément Cabrinovic, « de prendre garde que (en Serbie) personne des pouvoirs publics ne sache rien de notre voyage et de son but. Si on en apprenait quelque chose, le ministère de l'Intérieur nous ferait arrêter sur-le-champ. En même temps, Ciganovic nous dit, quelque temps avant notre départ, que, en allant en Bosnie, nous passerions chez un député de la Skupstina » (p. 805). Cubrilovic n'aurait certainement pas mentionné le député serbe, s'il avait voulu cacher quelque chose concernant la Serbie. Il est seulement regrettable que les accusés n'aient pas été chez ce député et que, par conséquent, il ne soit plus question de lui dans la

suite. Car la seule mention qu'on en fait peut provoquer un soupçon, d'ailleurs vain, puisqu'il n'est fondé sur rien.

La Narodna Odbrana (La défense nationale). — Si l'on passe des cercles officiels serbes en général, à la question concrète du comité serbe de la défense nationale qui, lui, a été représenté par les Allemands comme un nid de conspirateurs, on devra constater absolument le même résultat : l'accusation, là non plus, ne peut être justifiée par rien. « Connaissez-vous la Narodna Odbrana? » demande le président. « En étiez-vous membre? » Cabrinovic : « La Narodna Odbrana est une assemblée altruiste. Elle a un but politique qui n'est que la libération et l'unification du peuple serbe » : Le professeur Pharos ajoute là encore : « Les accusés cherchent, d'un commun accord, à représenter la Narodna Odbrana comme une assemblée aussi inoffensive que possible » (p. 15). N'est-ce pas avouer qu'on n'a pu trouver dans les expressions des accusés une seule preuve contre le comité en question? « Nous ne savions pas, dit Cabrinovic, qu'en cas de guerre, il y avait une organisation prévue en Bosnie. » Mais le professeur Pharos le sait mieux que lui. « Ils le savaient fort bien, ajoute-t-il, c'était le comité si répandu de la Narodna Odbrana ». — « Nous nous disions, continue Cabrinovic, qu'il fallait organiser les Serbes, qu'il fallait leur procurer, par la dynamite et par les bombes, le moyen de faire une révolution » (p. 11). Pour arriver à cela, ils avaient eu

l'intention, dit franchement Cabrinovic (p. 21), de s'adresser à la Narodna Odbrana pour les armes, croyant que celle-ci était une organisation révolutionnaire. « Du moins, nous le supposions ». Mais Princip affirme que c'est une association éducative, dont le but principal est de répandre dans le peuple serbe l'instruction et la conscience nationale. « Ce que l'avocat général dit de l'action de cette assemblée, qui se serait étendue jusqu'en Bosnie, n'est pas vrai » (p. 34). Le point essentiel, c'est que les accusés n'ont pas reçu d'armes de la Narodna Odbrana. Grabez le nie formellement. On peut trouver des armes dans des magasins, on peut les recevoir des comitadjis qui en ont gardé depuis les guerres balkaniques. « Ce n'est pas la peine d'y mêler tout de suite la Narodna Odbrana ». Celle-ci est « une assemblée qui s'est efforcée de répandre dans le peuple serbe la culture et le progrès. Pendant la guerre turco-balkanique, elle a envoyé beaucoup de comitadjis en Turquie. Mais elle ne leur donnait pas d'armes. Elle ne fit que recruter des hommes que l'Etat armait ensuite » (p. 541 s.). L'avocat général constate que des personnalités militaires, qui étaient en même temps membres de la Narodna Odbrana, avaient facilité le voyage des accusés en Bosnie. « Comment expliquez-vous cela, demande-t-il, si vous dites que la Narodna Odbrana ne vous a pas envoyés ? » — Cabrinovic répond : « La Narodna Odbrana n'avait rien à voir à cela. Le hasard a voulu que nous prenions la même direction que celle

déjà suivie par elle et maintenant, c'est la Narodna Odbrana qui doit avoir tout arrangé » (p. 81 s.). Les accusés sont tous d'avis que celle-ci a un but civilisateur. L'un d'eux, Misko Yovanovic, raconte l'histoire suivante. Il a été à Berlin : « Là j'ai eu l'occasion de voir comment les Allemands travaillaient sur le terrain de la culture. J'ai vu avec quelle ténacité ils fondaient différentes associations d'éducation populaire, comment ils se soutenaient l'un l'autre dans les pays éloignés, comment ils fondaient et soutenaient partout leurs colonies. Lorsque Veljko me demanda si je voulais être commissaire de la Narodna Odbrana, je me souvins tout de suite de tout ce que j'avais vu en Allemagne et je pensais à la façon dont les Allemands aident leurs gens. J'avais honte de ne rien faire pour mon peuple. J'allais plus tard à Sabac (Serbie) .. et j'exprimai mon désir de devenir membre de la Narodna Odbrana » (p. 100) Il est tragique que les mêmes Allemands, qui ont donné aux peuples l'exemple du travail, condamnent chez d'autres ce même travail. Le professeur Kohler appelle la Narodna Odbrana une des institutions les plus dignes de malédiction qui aient jamais existé, parce qu'elle « prêchait l'unification des Yougoslaves en un tout politique » (p. 11). Voilà donc le crime de la Narodna Odbrana aux yeux des Allemands ! Jamais elle n'a caché ses buts qui étaient ceux de tout Yougoslave : l'unité nationale dont les conditions furent fixées et publiées dans ses statuts. Ces statuts furent

confisqués en Bosnie (p. 159). En vain s'est-on efforcé d'y découvrir un secret louche. Le professeur Pharos, lui-même, est obligé d'avouer que, dans les paroles des accusés, on n'a rien pu trouver de compromettant pour la Narodna Odbrana, lorsqu'il dit que ceux-ci « ou bien veulent la représenter comme une Société inoffensive ayant pour but l'éducation nationale, ou bien veulent l'ignorer complètement » (p. 159). Mais la meilleure preuve que toute cette accusation contre la Narodna Odbrana n'est pas le résultat d'une enquête, mais tout simplement un préjugé, c'est que, tout de suite après l'attentat, c'est-à-dire sans se baser sur aucune vérification, l'« Arbeiter Zeitung » avait jugé la Narodna Odbrana en disant que les armes de l'attentat venaient d'elle (p. 108).

Les Personnalités. — Les accusations allemandes contre la Serbie sont ordinairement très imprécises parce qu'elles sont trop générales. On accuse la Serbie toute entière, les milieux officiels serbes en général, les institutions serbes telle que la Narodna Odbrana, sans pouvoir donner le détail concret qui fait son crime. L'accusation n'est pas moins vague quand Pharos dit que la conspiration s'est étendue jusqu'au trône serbe (p. 1). Où est la preuve de cette déclaration ? Au cours du procès, le nom d'Alexandre Karadjordjevic a été mentionné une fois. On demande à l'accusé Cabrinovic, quand il lui a été présenté, et il répond : « C'était dans l'Imprimerie Nationale. Il vint la visiter et parla à cette

occasion à chacun de nous. A tous les autres il avait demandé s'ils avaient fait la campagne, s'ils avaient été blessés, etc. Lorsqu'on lui dit que j'étais de Bosnie, il demanda si je désirais rester ici, et je répondis : « Oui » (p. 14).

« La seule chose », dit le professeur Markovic, à l'endroit cité, « qu'on puisse reprocher, non pas à la Serbie, mais à un sujet serbe, est la conduite d'un officier serbe Tankosic à l'égard des conspirateurs ». Quelle fut cette conduite ? Le compte rendu du procès ne nous en dit pas grand'chose. Princip n'a même pas connu Tankosic (p. 33) ; l'accusé Popovic non plus : « Je ne le connais pas, et ne sais rien de lui » (p. 78). Celui qui le connaît, Grabez, dit que l'impression qu'il en avait personnellement était mauvaise (p. 24). Peut-on supposer dans de telles conditions, que Tankosic ait eu une influence quelconque sur les accusés ? Etant donné la mauvaise opinion que les accusés avaient de lui, n'est-ce pas tout simplement une contradiction et une construction chimérique que d'assurer qu'ils aient pu subir son influence en tant que représentant des cercles officiels serbes ? « Il est même le plus grand ennemi de la Narodna Odbrana », dit Grabez « et vit avec elle en désaccord perpétuel » (p. 55).

δ) LES JUGES ET LES ACCUSÉS. — Mais la meilleure preuve que la Serbie n'a pas été mêlée à l'attentat, est le procédé même des juges. Il n'y a nulle part, comme nous venons de le voir, de prétexte à une accusation

contre la Serbie. Cette accusation ne fut pas portée en se basant sur les résultats du procès, mais elle existait déjà a priori dans la tête des juges. Pour eux, la Serbie est d'avance un pays d'assassin. Grabez dit qu'il crut Cubrilovic plus apte à un attentat que les autres. Et le président répond : « Vous valiez mieux, n'est-ce pas ? Peut-être parce que vous étiez de Serbie » (p. 55). Objectivité du juge ? Il ne peut se passer d'insulter la Serbie. Là peut-être on se sert de bombes, « mais pas chez nous » (p. 113). Il avait déjà exprimé son regret en disant, peu avant, à Cubrilovic : « Si vous êtes ennemi de toute monarchie et si vous vouliez commettre un attentat contre qui que ce soit, vous pouviez aussi bien le commettre à Belgrade,... pourquoi vous êtes-vous décidé à tuer justement François-Ferdinand ? » (p. 15).

Le professeur Pharos fait preuve de préjugés encore plus grands : ses commentaires ne sont pas des renseignements, mais des excitations à la haine. De tels hommes sont-ils qualifiés pour être juges ? Pharos explique que la Slava (1) est une habitude qui prouve plus de paresse et de tendance à l'ivrognerie que de dévotion. Quand Princip dit qu'il prenait soin du tombeau de Zerajic (qui avait tiré sur le chef de la Bosnie, le feldmaréchal Varesanin), Pharos ajoute : « en volant des couronnes et des fleurs aux autres tombes » (p. 41).

1. La Slava est la plus grande fête des Serbes. Chaque famille a sa Slava, c'est-à-dire fête à une certaine date, chaque année, l'anniversaire du jour où les ancêtres de la famille se sont faits chrétiens.

Et à la page 81, il publie comme document sur le crime de la Serbie, une lettre que le Hrvatski Dnevnik du 12 mai 1916 avait déjà publiée. Cette lettre est adressée au ministre de l'Intérieur serbe. Celui-ci y est avisé que trois individus sont venus de la part du major Tankosic chez le rédacteur du journal « Balkan, » pour lui recommander de ne rien publier qui ait trait aux relations des auteurs de l'attentat avec les personnalités de Belgrade. Au lieu de la signature, « le préfet de Belgrade » se trouve la remarque : « signature illisible ». Document fort curieux. Ne savait-on pas qui était alors le préfet de Belgrade ? Et si on le savait, comment est-il possible que la signature soit illisible ? Pharos dit que la lettre fut prise par les Autrichiens, lors de leur occupation de la Serbie. Il aurait pu dire : fut fabriquée.

Dès le début, l'attentat fut jugé partiellement. Ceux qui jugeaient au nom de l'Autriche ne pouvaient naturellement pas reconnaître comme justes les revendications nationales du peuple serbe. C'est avec intention que ces revendications furent ou bien déniées, ou bien défigurées. « Partout s'étaient formées des assemblées de jeunes gens », dit le professeur Kohler, « dont l'idole était la libération des Serbes et qui représentaient l'Autriche comme l'oppresseur des peuples. Si la jeunesse inexpérimentée fait de la politique, c'est de la folie » (p. 81). L'attentat ne pouvait par conséquent être autre chose qu'un simple crime, et les accusés, la lie de la société. En parlant des accusés, Kohler ne cesse de

citer son livre « Les types criminels dans les drames de Shakespeare ». Pour lui, les accusés ne sont que des criminels et cela d'abord d'après leur nature. Il est évident que, ainsi, l'image toute entière est faussée. Nous avons vu quels étaient les motifs extérieurs qui les avaient poussés à l'attentat. Quant à leur nature, on n'a qu'à lire le compte rendu même de Kohler et Pharos pour comprendre ce qu'elle était. « Quand la voiture de l'archiduc s'approcha, dit Cubrilovic, je m'éloignais autant que possible des autres pour ne blesser personne » (p. 18). Et quand on demande à Princip, après la lecture de la déposition du comte Harrach, où celui-ci décrit la mort de l'archiduc et de sa femme, si cela n'a pas fait d'impression sur lui, Princip répond : « Croyez-vous que je sois un animal, et que je n'ai pas de sentiments ? » (p. 157). Est-ce ainsi que parle un criminel ? Ce n'était pas leur nature qui les prédisposait au crime. Celui-ci avait sa cause ailleurs. « Pendant le temps que j'ai passé, auparavant, à Sarajevo, j'avais déjà pris la résolution de commettre l'attentat », dit Princip, « la nuit j'avais l'habitude d'aller souvent au tombeau de Zerajic. Là, j'ai passé des nuits entières, en songeant à nos conditions d'existence, à notre situation misérable et à lui (Zerajic). Et je pris la résolution de commettre l'attentat. Sur son tombeau, je me le jurai à moi-même de le commettre n'importe quand » (p. 40). Voilà pourquoi il dit qu'il ne regrette pas son acte : « J'ai supprimé une cause de mal. Il (François-Ferdinand) était un ennemi des

Yougoslaves. Il les a opprimés » (p. 30). Cubrilovic dit la même chose : « Lui ? (François-Ferdinand). Non, je ne le regrette pas. (Décidé et d'un ton de défi). Pas lui, mais elle » (p. 72). Et Popovic : « Je regrette la duchesse » — Le président : » Et l'archiduc, le regrettez-vous ? » Popovic se tait un moment, puis dit froidement : « Lui, je ne le regrette pas » (p. 77). Voilà ce que Kohler n'a pas vu. Il a traité les accusés comme des criminels, mais il n'a pas compris qu'ils étaient des martyrs nationaux.

Ils avaient renoncé à tout. Ils savaient qu'en commettant l'attentat, ils se condamnaient eux-mêmes. Et ils acceptèrent la mort. « Je m'étais muni de cyanure », dit Princip, « et quand on m'arrêta, je réussis à le tirer de ma poche et à l'avaler. Mais cela n'agit pas, et me fit seulement mal à l'estomac, plus tard, je le vomis » (p. 53). Cubrilovic affirme : « si j'avais su que je ne pourrais pas me tuer, je n'aurais pas commis l'attentat » (p. 17).

La fermeté de l'accusé est d'autant plus étonnante qu'ils ont été maltraités avant le jugement. Tout de suite après l'attentat, on se jeta sur Princip dans la rue. Et « dans le bureau de police, on me battit aussi » (p. 30). Grabez déclare qu'on l'a martyrisé à la police « de toutes manières » (p. 54). On laissa Milanovic sans manger pendant quatre jours et on le battit jusqu'au sang (p. 129). Enfin, on sait que Princip et Cubrilovic n'ayant pas vingt ans au moment où ils avaient commis

l'attentat, n'ont pu être condamnés à mort, mais sont morts en prison « de la tuberculose. »

ε). L'Apologie. — Si l'on ne peut nier le patriotisme des accusés, l'attentat n'en reste pas moins politiquement un acte condamnable, d'une part au point de vue moral, d'autre part au point de vue pratique et au point de vue de la Serbie elle-même. Le journal de Belgrade « Odjek » écrit, tout de suite après l'attentat : « Personne n'en souffrira autant que le Serbe, car la situation difficile de notre peuple dans la pauvre Bosnie-Herzégovine était claire pour tout le monde. Après ce malheureux événement, la pression y sera plus grande encore et plus insupportable que jusqu'à présent et les champions nationaux seront suspectés et persécutés » (cité dans « Der europäische Krieg », p. 25, dans « Deutscher Geschichts Kalender », édité par M. F. Purlitz, 1^{re} livraison).

Pourtant, se demande Harden (« Krieg und Friede », p. 245, t. I), cette manière de vouloir libérer un peuple est-elle tellement nouvelle ? Les Yougoslaves sont-ils les seuls à l'avoir appliquée ? « L'enfant Otto von Bismarck, en qui coulait le sang des vieux chevaliers et des fonctionnaires prussiens, prit Harmodios et Aristogliton, Brutus et Tell pour des criminels, des rebelles, des assassins, bien qu'il crût la République la forme d'Etat la plus raisonnable. Son compatriote qui appartenait à la même classe sociale, Heinrich von Kleist, le créateur d'Hermann, de Thusnelda, de Ventidius et qui a

craché, du fond brûlant de son cœur des vers ardents contre Bonaparte, en aurait jugé autrement. Et Schiller, l'homme saint qui bénissait encore quand on le condamnait, n'avait-il pas glorifié Verrina et Tell?... « Libres sont les chaumières, l'innocence ne craint plus rien de toi, tu ne nuiras plus au pays ». Pour des milliers et des milliers de jeunes gens allemands et même de jeunes filles, ces mots étaient des paroles sacrées. Ils acclamaient le brigand, l'assassin Moor, le meurtrier du comte, du ministre, du prêtre, et regardaient l'acier meurtrier de Brutus, de Verrina, de Judith comme l'arme d'un dieu vengeur. Ils auraient été prêts à louer les deux amis Hermodios et Aristogiton avec la même ardeur que les Athéniens le firent, lorsqu'ils placèrent sur le chemin de l'Acropole les statues de ces deux hommes qui avaient frappé par derrière le tyran Hipparchos. Des Allemands ont tiré sur l'empereur allemand Guillaume, ce calme vieillard, et avant lui, sur le forgeron de sa couronne. Notre temps a vu mourir par le poignard, les balles, les bombes, l'empereur Alexandre et l'impératrice Elisabeth, les rois Humbert et Georges, les présidents Mc Kinley et Carnot, de grands princes et des hommes d'Etat. Est-il nécessaire de rendre responsables, sans aucune preuve, le peuple et le gouvernement de la Serbie du crime de Cubrilovic (qui jeta la bombe dans la voiture de l'archiduc) et de Gabriel Princip (dont le nom monte de la foule en malédictions et dont une auréole de héros nimbe le front)?

Est-ce digne ? Est-ce seulement prudent ? Laissez tranquilles la tribu et la race à laquelle l'assassin appartient, tant que la complicité du peuple n'est pas prouvée. Du moins dans l'Empire allemand, où les balles de Princip n'ont pas ouvert les veines du sentiment national et monarchique et où, par conséquent, un excès de zèle ne saurait être excusé par des circonstances atténuantes. C'est une tache honteuse sur l'habit de la presse allemande... que les plus grands journaux... aient exposé à la haine vulgaire de la foule Pierre et Pasic, Nicolas et Isvolsky, les Slaves du Nord et ceux du Sud, comme étant des complices, des initiateurs ou du moins comme ayant favorisé l'assassinat du prince ».

Harden est le seul homme en Allemagne qui ait compris que l'attentat de Sarajevo ne peut être expliqué comme l'acte d'un fou, voire d'un criminel, mais comme un phénomène historique. Il se moque des « ovations cordiales » dont les journaux viennois ont parlé lors de la visite de l'archiduc à Sarajevo, et il montre que le véritable état d'esprit de la population bosniaque était justement le contraire et qu'elle avait des raisons pour être ainsi (p. 22 s. s.). Et il n'est pas loin de comprendre que ce n'est pas la Serbie qui menaçait constamment la paix de l'Europe, mais que c'était la politique de l'Europe qui menaçait constamment la Serbie en appelant paix ce qui n'était que la négation des droits de la Serbie et des autres nations opprimées. Rendre la Serbie responsable de la guerre ? Elle se défendait, bien entendu;

aussi bien qu'elle le pouvait. Mais le plus souvent, elle ne pouvait rien. Pourquoi? La réponse est facile : est-il imaginable que le coup d'un seul homme ait pu faire exploser toute l'Europe, si celle-ci n'avait pas été minée? La Serbie avait beau insister sur ses justes revendications, la grande politique « minée » était plus forte qu'elle.

Maintenant seulement, on commence à découvrir les documents. Parmi les premiers de ces documents, on trouve les paroles du comte Karolyi. Il avait, dit-il, appris du directeur des usines Krupp, Mühlton, que les diplomates autrichiens ayant discuté le texte de l'ultimatum à la Serbie en présence du Kaiser, celui-ci avait déclaré vouloir prouver au monde qu'il n'était pas un pantin, et qu'il remplirait le monde de terreur. La proposition anglaise d'une conférence fut rejetée. « C'est une preuve frappante que nous voulions la guerre » (« Frankfurter Zeitung » du 19 octobre 1918).

Il est intéressant de noter ici la récente publication par l'ancien confesseur de la duchesse de Hohenberg, le prêtre Ziebert, d'un ouvrage où il accuse nettement Tisza et le gouvernement hongrois d'avoir voulu et préparé le meurtre de l'archiduc (« Daily Telegraph » du 20 mars 1919).

c) **La campagne serbo-autrichienne.** — Il ne s'agit pas ici de donner une histoire technique des opérations militaires. On en trouvera une quantité. Nous voulons tâcher de saisir les effets que la cam-

pagne produisit sur les Allemands : nous ferons la campagne serbe, non pas en Serbie, mais en Allemagne.

(2) *Prélude*. — « Ni la fière et opulente Angleterre, ni la Russie avec ses foules innombrables, ni la France crachant la haine, n'ont excité la fureur de l'Allemagne autant que la petite Serbie avec sa mégalomanie sans borne. Une fureur, il faut l'avouer, à laquelle ne manquait pas la connaissance de sa vaillance. Et c'était là la raison de régler les comptes avec elle. L'honneur était ici en jeu » (Hegeler : « Der Siegeszug durch Serbien », p. 7). Car au fond, la Serbie ne joue qu'un rôle secondaire, c'est l'Angleterre qui est la vraie coupable. Elle se sert du chauvinisme français et du panslavisme russe. (Blume : « die Weltgeschichte bis Ende 1916 », dans les « Schützengrabenbücher », n° 50). Si l'Autriche laissait le meurtre impuni, la foi dans la cohérence de la monarchie serait détruite pour toujours et l'Autriche devrait renoncer à sa situation de grande puissance (Oncken, professeur à l'Université de Heidelberg : « Deutschland vor dem Ausbruch des Kriegs », dans « der grosse Krieg de Jäckh », p. 5 ; Weber, professeur à l'université de Prague : « Vor dem Kriege », dans « der grosse Krieg », p. 15 s.). Mais si l'Autriche se décidait à trancher énergiquement la question, le danger d'une guerre mondiale était inévitable. « Dans un cas comme dans l'autre la grande épreuve d'une politique d'une dizaine d'années devrait être faite : elle devait montrer sa vraie figure (Oncken : c. 1.). Voilà pourquoi on peut bien parler

de la sévérité de l'Autriche envers la Serbie, mais pas de sa brutalité. L'Autriche n'attaque pas l'indépendance serbe. Le concours des organes de la Monarchie est demandé seulement pour l'enquête, non pas pour le procès contre les coupables. La Russie ne contrôle-t-elle pas les mesures de la police française contre les révolutionnaires russo-polonais en France ? « Seules la Russie et la France ont voulu voir une offense à l'indépendance de la Serbie » dans la démarche de l'Autriche (Veltzé et Stefan : « Osterreichische Rundschau » du 15 octobre 1916). Est-ce vrai ? L'ultimatum autrichien est-il vraiment seulement une question d'honneur ? « La certitude de la sécurité sur la route qui nous joint à Constantinople est pour nous, pendant la guerre présente, comme pendant la paix future une nécessité, de sorte que tout doit être mis en œuvre pour atteindre ce but » (Th. Wolff : « Vollendete Tatsachen », p. 65). Pourtant Wolff dit (dans l'avant-propos) : que l'opinion publique allemande fut mise en présence de faits accomplis par l'ultimatum et par tout ce qui suivit.

(β) *La première phase.* — Deux fois l'Autriche fut repoussée par les Serbes. De décembre 1914 à novembre 1915, les grandes opérations se calmèrent. C'est alors que l'Autriche, aidée par les Allemands et par les Bulgares, renouvela pour la troisième fois son attaque et parvint à occuper la Serbie. Il est naturel que l'opinion allemande ne s'occupe pas beaucoup de la première période de la guerre serbo-autrichienne :

d'une part c'était l'Autriche qui était battue, d'autre part l'attention était occupée par les événements de Belgique, de France et de Russie.

Quand l'ultimatum fut publié on se dit à Vienne : « Enfin une démarche énergique contre ce peuple qui dans les dernières années a traité l'Autriche d'une manière si provocatrice qu'on en est devenu rouge de colère » (Biziste : « Wiener Stimmungen aus der Kriegszeit », p. 1). Mais quand la guerre fut déclarée, le sentiment devint tout à fait abattu (p. 6). Le 4 août on apprend que les Autrichiens sont déjà à Nis, « ce qui me semble invraisemblable, il est vrai » (p. 7). Et quand le 5 août on apprend que Sabac est pris, on est content. « Enfin voici du moins quelque chose !... La nouvelle d'une victoire décisive, nous la sentons comme l'allègement d'un lourd fardeau et notre foi demeure intacte » (p. 8). Mais la nouvelle suivante, annoncée par le communiqué officiel, est que l'offensive en Serbie a dû être arrêtée momentanément, parce qu'on a besoin du gros des forces en Russie. « Je comprends cela très bien, seulement on aurait dû éviter de dire... que cette longue attente servait à la préparation d'un coup accablant sur la Serbie... (p. 10). Tous ces innombrables sacrifices d'hommes en Serbie faits en vain ! » (p. 35) Le premier coup autrichien était manqué, et voilà ce qu'en apprend le public. Moraht explique (« Tage des Krieger », tome I, p. 39) : « Tout de suite après le commencement de la mobilisation autrichienne,

nous avons fait voir les difficultés qui s'opposent à une avance sur la frontière est de l'empire. Le caractère des pays frontières a en effet influencé temporairement les opérations ». Et Naumann (« Kriegs-und Heimatchronik », p. 18) « traduit » la déclaration officielle « confuse » : « Les sacrifices pour la victoire étaient si grands qu'ils ne valaient pas la peine de continuer l'attaque du nord. Objectivement cela peut être d'autant plus juste que l'on fait entrer en ligne de compte la possibilité d'une attaque bulgare contre la Serbie ». Naumann dit : « encore », bien que ce ne soit que le 22 août 1914. Et puis silence. Injustement, on les oublie « les chers Serbes » (Engel : « Ein Tagebuch », tome I, p. 168).

Enfin vers la moitié du mois de septembre, on apprend un succès autrichien, mais malheureusement sur le territoire autrichien (Naumann, p. 41). Il expose que les Serbes qui avaient passé la frontière ont été repoussés. Engel (p. 271) parle de la chute serbe, mais Naumann se demande pourquoi les Serbes furent seulement repoussés, comment il se fait qu'un seul soldat serbe ait pu traverser le Danube et la Save. « Les Autrichiens, bien qu'ils soient nos amis, nous sont tout à fait incompréhensibles quant à leurs opérations aux frontières serbes. L'Autriche aurait dû tenir ses canons prêts dès avant l'ultimatum. On ne nie pas qu'ils aient eu besoin du dernier homme pour... la libération de la Hongrie et de la Galicie,... pourtant il devrait y avoir encore assez de forces au Sud pour rendre possible la navigation sur le

Danube » (p. 48 et 80). Et il se moque du communiqué officiel quand, parlant de la libération de la Bosnie, il met entre guillemets les mots « fait de bons progrès » (p. 85).

En commençant sa seconde offensive le général Potiorek lance une proclamation à ses soldats où il dit que, eux, ils sont fortifiés dans leur corps et dans leur âme et que l'ennemi est tout à fait épuisé (Engel. c. 1, p. 545). Le commencement semble justifier ces paroles. La nouvelle se répand à l'improviste que les Autrichiens ont pris de nouveau Sabac. Le Viennois Biziste est hors de lui de joie. « Avec une fierté joyeuse, j'écris : vous, glorieux héros autrichiens... êtes dignes de vos alliés allemands » (p. 47). Naumann est plus sceptique. Ce qui se passe à la frontière serbe n'est pas très clair parce qu'on avait caché les insuccès passés (p. 93). Mais ses doutes sont bientôt dissipés. La guerre commence enfin sérieusement en Serbie. Obrenovac, est pris, le gouvernement et la Cour se sont enfuis à Nis. On s'attend à la chute de Belgrade (p. 106). Les opérations du général Potiorek sont brillantes et les exploits de ses soldats peuvent être mis au même rang que les exploits les plus remarquables de l'armée (Biziste : p. 48). On dit même que la Serbie veut entamer des négociations en vue de la paix. « C'est bien possible, seulement les Autrichiens auront peu d'envie de négocier avec la dynastie des meurtriers de rois » (Naumann : p. 112). Le 2 décembre c'est « un jour de joie ». Belgrade est

pris. Cette nouvelle s'était déjà répandue vers 4 heures de l'après-midi, mais ce n'est qu'à 6 h. 1/2 que la confirmation officielle arriva. Le maire de Vienne ordonna le pavoisement de la ville. Dans beaucoup de villes de province on hissa les drapeaux spontanément (Biziste : p. 51, s.). Toute l'Autriche attendait ce jour avec impatience. Belgrade est le nid de la haine et du meurtre. Longtemps l'Autriche a dû attendre sa vengeance. La Serbie est devant la chute, ses jours sont comptés (Morah : p. 187). A Vienne on vend des images représentant la Serbie morte (Biziste : p. 53). Belgrade est le nid des conspirateurs. C'est là qu'ont jailli les sources de la guerre imposée à l'Autriche (Hoetzsch, professeur d'histoire, Berlin : « Der Krieg und die grosse Politik », p. 18). Mais peu de jours après on reçoit la nouvelle que les troupes autrichiennes, tout en avançant au sud de Belgrade, ont dû faire un changement de front aux environs de Mila-novac. On est déçu, mais, malgré soi, on ne peut presque pas le croire. « Il n'y a pas du tout de raisons pour être découragé... seulement cette nouvelle signifie que la lutte qu'on croyait déjà finie va se prolonger » (Biziste, p. 53). On avait bien des raisons pour ne pas parler plus précisément des opérations en Serbie jusqu'à présent. Pourtant il faut noter maintenant que Valjevo est encore une fois serbe. La Serbie reçoit des félicitations de la France et de l'Angleterre et annonce beaucoup de prisonniers. L'Autriche dit que tout cela n'est qu'une exagération sans borne. Espérons qu'elle a raison. Mais

après la guerre le quartier général autrichien sera obligé de traiter la campagne serbe dans un volume à part (Naumann : p. 129). Dans la matinée du 14 décembre la nouvelle se répand à Vienne que les troupes autrichiennes se sont retirées dans une fuite panique : ce n'est qu'ainsi qu'elles ont pu se sauver. Mais le communiqué de l'après-midi ne parle que d'un vaste mouvement de retraite des troupes autrichiennes qui combattent brillamment, mais avec beaucoup de pertes ; la ville de Belgrade est encore aux mains des Autrichiens et elle sera la base des nouvelles opérations (Biziste : p. 55 ; Engel : p. 679). D'ailleurs cela veut dire seulement que la punition de la Serbie n'est pas encore accomplie. Ce n'est que cette malheureuse guerre dans le Sud qui explique que les Bulgares ne marchent pas encore. (Naumann : p. 129). Le lendemain les journaux du soir de Vienne donnent le communiqué officiel qui produit l'effet d'un coup de foudre. Belgrade est abandonnée et pourtant, hier on annonçait pour contrebalancer les autres mauvaises nouvelles, qu'on le tenait. « Notre cause doit marcher désespérément mal. Quels chants de victoire en Serbie, et dans les Etats balkaniques qui sympathisent avec elle. C'est simplement à devenir fou. Notre plus grande fierté était d'avoir fait quelque chose seuls, par nos propres forces, d'avoir eu au moins un succès dans cette guerre terrible... maintenant tout cela est au diable. De nouveau nous, les grandes puissances, serons bafouées par les petits Etats balkaniques...

L'Autriche ne doit-elle pas avoir de chance du tout dans cette guerre ?... L'effet moral d'avoir dû quitter Belgrade après treize jours à peine est terrible » (Biziste, p. 64). Naumann est moins déçu, mais plus sévère : la nouvelle est triste, mais elle ne surprend plus. « Cet insuccès complet de notre alliée sur un théâtre d'opérations où des succès immédiats auraient été nécessaires, est l'expérience la plus pénible que nous ayons faite jusqu'à présent dans cette guerre » (p. 129 s.).

A Vienne, on critique sévèrement la défaite. On a honte devant les Allemands. L'« Arbeiter Zeitung » accuse les journaux bourgeois qui, par leur exagération, ont empêché l'opinion publique de se rendre compte des difficultés de la guerre avec la Serbie (Biziste : p. 64 et 66). De nouveau l'Autriche a dû prendre la grave résolution d'abandonner ce qui avait été conquis. La première fois déjà, elle ne le fit que le cœur serré. « D'où les Serbes après des défaites sensibles ont tiré de nouvelles forces, c'est une question importante, mais qui ne peut pas être résolue ici. » (Moraht, p. 203). Le général-major Hoen, directeur des archives impériales et royales de la guerre (« Österreich-Ungarns Kraftleistung im Weltkriege », dans les « Süddeutsche Monatshafte » du mois de mai 1917), dit que les Autrichiens ont fait de leur mieux. Si pourtant ils ont échoué, c'est que de la situation des Serbes naquit une résolution désespérée. On ramassa tout ce qui était capable de porter les armes et on se jeta sur l'aile du Sud, affaiblie par les pertes

et les maladies et qui n'avait encore que peu de munitions. Au fond il ne s'agit pas du tout d'une défaite, annonce le colonel Veltzé. Les troupes autrichiennes n'étaient pas seulement épuisées par la lutte avec un adversaire courageux et tenace, mais aussi par l'avance rapide (atemlos). Souvent les unités n'avaient qu'un tiers de leurs hommes. Et puis la Russie menaçait. Dans ces conditions il ne restait qu'à abandonner le territoire serbe, ce qui ne pouvait pas être fait sans pertes. « Les Serbes naturellement se targuent d'une victoire immense ». (Veltzé et Stefan : « Unter Habsburgs Banner », p. 84). S'il y a quelque chose à reprocher à l'armée autrichienne, il faut s'adresser aux Tchèques ; leurs régiments étaient infidèles et se rendirent aux Serbes. (Schrepfer : « Weltgeschichte », p. 292). Et Nowak nous confie tout bas que les victoires des Autrichiens furent changées en défaite par un drame intime du général qui était leur chef : Potiorek était devenu fou. (« Hötendorfs Lager », p. 59). Mais les Allemands d'Allemagne n'ont pas l'air de croire cela. Le recteur d'un gymnase à Stuttgart, le professeur Egelhaaf, parle simplement de l'avance autrichienne qui n'a pas été faite avec la prévoyance nécessaire et, pour lui, le résultat est déplorable, plus encore politiquement que militairement (« Historisch-politische Jahresübersicht für 1914 », p. 136). Pourquoi les sacrifices sont-ils si grands, pourquoi n'avons-nous avancé que de quelques kilomètres après des semaines ? se demande un lieutenant, ayant

pris part lui-même à la campagne serbe. Il résoud la question tout simplement : « Tout ne va pas aussi facilement et aussi bien que le cher lecteur se l'imagine dans sa chambre bien chauffée, quand, le matin, il prend son café. » (Winkler : « Wir von der Südfront », p. 3). Mais, continue-t-il, nous pouvons envisager la réussite de notre retraite avec autant de fierté que notre avance victorieuse. Nous nous reposons maintenant et nous sommes bien, pourtant quelque chose nous ronge le cœur. Nous n'avons qu'un seul désir : en finir définitivement avec la Serbie (p. 25). Et le professeur Hoetzsch assure que la presse russe représente l'état de la Serbie, malgré l'abandon de Belgrade par les Autrichiens, comme étant très critique (« Der Krieg und die grosse Politik », p. 31).

(7) *La Trêve.* — La Serbie est plongée dans l'oubli. Comme après la première défaite, on évite, à plus forte raison, d'en parler après la seconde. La Serbie est un souvenir désagréable et l'on se détourne d'elle. D'ailleurs l'opinion est préoccupée par les opérations sur les autres champs de bataille. Ainsi le silence sur la Serbie est à moitié volontaire, à moitié imposé. Seules des nouvelles isolées apparaissant de temps en temps par ci par là et empêchent l'oubli complet.

On apprend d'abord vers la moitié du mois de février 1915, que les Albanais ont fait une incursion en Serbie, mais on n'indique pas, si ce sont des Albanais catholiques ou mahométans, ni qui a préparé cette atta-

que. Tout de même la nouvelle se confirme après quelques jours. On sait qu'il s'agit d'une quantité considérable d'Albanais ; mais rien de plus. « La Serbie est un chapitre difficile pour les Hongrois et les Autrichiens », soupire Naumann (p. 197 et 200). La preuve en est que les Serbes bombardent les villes autrichiennes. Mais on leur répondra chaque fois maintenant par un bombardement de Belgrade. Seulement quand les rendra-t-on complètement inoffensifs ? (p. 200).

Le mois suivant on apprend qu'en Serbie règne une épidémie de typhus. On tire ces nouvelles de sources étrangères. Naumann s'en rapporte au « Daily Chronicle » quand il parle des ravages terribles causés par la maladie. Quant aux opérations militaires entre la Serbie et l'Autriche, c'est avec une certaine amertume qu'il dit qu'elles ont cessé tout à fait (p. 226). Dans sa « Historisch-politische Jahresübersicht für 1913 », Egelhanf, cite Sir Thomas Lipton disant que la Serbie court le danger de perdre par le typhus la moitié de ses habitants et le « Secolo » affirmant que rien que dans l'armée 30.000 hommes en sont morts, un tiers de tous les médecins, et autant de la population civile dans beaucoup d'endroits. « Pourtant l'Entente demande la reprise de la guerre contre l'Autriche et l'abandon d'une partie de la Macédoine à la Bulgarie » (p. 53). Que se passe-t-il donc en Serbie ? Longtemps on n'entend rien dire d'elle. Extérieurement l'état de choses ne change pas ; les Serbes tirent sur les villes autrichiennes et les Autri-

chiens répondent par le bombardement de Belgrade ; et ce qui est l'essentiel, « la navigation sur le Danube n'est toujours pas libre » (Naumann p. 242).

Mais peut-être se cache-t-il autre chose sous ce calme extérieur ? La Serbie, victorieuse extérieurement, n'a-t-elle pas de soucis intérieurs ? Que la maladie la ravage, tout le monde le sait déjà. N'y a-t-il pas encore d'autres maux ? Mandl nous donne, sur la foi des journaux et des brochures serbes, comme il dit, une description fidèle des conditions serbes actuelles. D'après cette description, d'abord, le bombardement de Belgrade ne dépend pas des Autrichiens, mais du commandant de la ville qui s'est opposé à l'ordre du grand quartier général serbe, qui avait décidé de ne pas défendre Belgrade, mais de le laisser aux Autrichiens. Mandl dit avoir tiré cette version du journal serbe « *Politika* ». Pour ses autres affirmations il ne donne pas de source. Il dresse l'image suivante : La plus grande partie du corps des officiers de réserve désire la prolongation de la guerre : Nis, où se trouve le gouvernement de Pasic, n'est qu'une dépendance du Comité secret des officiers, dit la « Main noire », auquel adhère aussi le prince héritier. La création d'une nouvelle décoration (l'Etoile avec les épées) ne sert qu'à calmer le mécontentement des soldats pas encore décorés, et à exciter le paysan à la lutte. La profession d'assassin et de brigand se répand en Serbie. Les femmes et les jeunes filles se jettent dans les bras du vice par misère. La

chute de la Serbie est tout à fait visible et la vaillance du soldat serbe n'y peut plus rien changer (« Serbien im Jahre 1915 », dans la « Oesterreichische Rundschau » du 1^{er} septembre 1915).

Extérieurement cependant rien ne change, on apprend seulement l'occupation de Scutari par « Monsieur Nikita de Monténégro ». Mais cela ne peut éveiller de sentiments désagréables qu'en Italie. « Le beau-père de l'Entente est un monsieur enragé qui prend ce qu'il peut avoir. Pourquoi ne profiterait il pas de l'embarras général pour trouver une place là-bas près de l'eau » (Naumann p. 315). Encore un mois se passe dans le silence. Alors Naumann l'interrompt le 12 juillet par cette considération curieuse et significative : « Quand l'Autriche-Hongrie remit son ultimatum à la Serbie, elle compta probablement sur le proche concours de la Bulgarie. Mais cela ne se produisit pas, et la Bulgarie resta « neutre »... Aujourd'hui le temps est peut-être venu où la Bulgarie doit se décider aussi. Cela veut dire, ou bien que la Serbie sera attaquée par les Bulgares et les Autrichiens, ou bien que l'Autriche et la Serbie, malgré leur état de guerre seront obligées de marcher ensemble contre la Bulgarie. Mais il y a encore espoir que la Bulgarie se rangera aux côtés de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie pour détruire cet Etat au profit de tous deux, si toutefois leurs forces y suffisent » (p. 328).

δ) *L'offensive germano-austro-bulgare.* — Tandis que l'opinion allemande sur les deux premières offensives

autrichiennes en Serbie, se réduit aux sentiments et aux commentaires que les communiqués officiels provoquent, elle est plus variée quant à la troisième offensive. D'abord il ne s'agit plus de cacher sa défaite, mais de fêter sa victoire. Les différents correspondants de guerre, qui ordinairement ne vont pas en première ligne, peuvent maintenant récolter des impressions à loisir. Et, puisqu'il ne s'agit plus d'une chose fâcheuse, mais au contraire d'un événement agréable, on les entend volontiers. Le plaisir est d'autant plus grand qu'il ne s'agit pas seulement d'un succès militaire ordinaire. On a d'abord la satisfaction de s'être vengé de la Serbie qu'on a voulu punir dès le commencement de la guerre, et plus encore d'avoir vengé les défaites et les déceptions subies. Mais l'événement lui-même est plus important que ces sentiments plus ou moins personnels. On reprend conscience que la Serbie ne représente pas seulement un théâtre d'opérations secondaire. Par la victoire sur elle un des succès les plus importants de toute la guerre a été obtenu ; la liaison entre l'Allemagne et la Turquie : l'Allemagne cesse d'être une forteresse cernée.

La Turquie luttant aux Dardanelles manquait de munitions. Le ministre roumain des Chemins de fer, Costanescu, refusa de les laisser passer par son pays. Il ne restait qu'une seule route : la Serbie (Schrepfer : « Weltgeschichte », p. 310). La punition, que celle-ci devait recevoir ainsi, frappa, non seulement « le petit aboyeur », mais aussi tous ceux qui l'appuyaient et soutenaient

son audace insolente (Gomoll : « Im Kampf gegen Russland und Serbien », p. 291). « Un traité fut conclu aux termes duquel l'Autriche et l'Allemagne promirent d'attaquer la Serbie par le Nord, tandis que la Bulgarie, comme le ministre des Finances Tontchew le dit le 12 janvier 1916, devait le faire par l'Est avec 4 divisions. Au dernier moment l'Autriche très embarrassée, menacée... par les Russes, courut le danger de ne pas pouvoir remplir sa promesse. Dans ce cas-là, il ne serait rien resté d'autre... aux Bulgares, qui ne pouvaient rien espérer de la neutralité, que de s'associer à l'Entente... Alors Constantinople et les Dardanelles auraient couru le danger le plus terrible et le rêve d'un front continu de l'Est jusqu'au Nil et au golfe Persique aurait été enterré. Ainsi les deux empereurs décidèrent, malgré le danger de la Strypa et du front ouest où Joffre et French préparaient leur troisième offensive, d'exécuter l'entreprise serbe, du succès de laquelle dépendait la route libre de Constantinople, c'est-à-dire les espoirs politiques et économiques les plus grands, de même que l'approvisionnement nécessaire aux Turcs en munitions... Ce fut un moment historique qui marqua notre entremise directe dans l'histoire des Balkans »... Le but était de cerner complètement et de faire prisonnière toute l'armée serbe, « un plan formidable à la manière de Hindenburg » (Egelhaaf : « Historisch-politische Jahresübersicht für », 1915, p. 144 s.). Vu l'importance de la liaison sûre avec l'Orient, les Puissances centrales

décidèrent d'attaquer la Serbie de concert avec la Bulgarie (Blume : « Der Weltkrieg bis Ende, 1916 »). Et on se mit à l'exécution du plan. Les troupes furent relevées et soigneusement équipées (Professeur Pniower : « Briefe aus dem telde », p. 784). Et les éléments serbes habitant le territoire autrichien à la frontière furent dirigés sur l'intérieur avant l'opération (Gomoll : « In Kampf gegen Russland und Serbien », p. 292). Puis on se mit à l'exécution du passage du Danube et de la Save. « Ces jours avaient la valeur des jours de bataille de premier ordre, on peut les mettre en parallèle avec les luttes... de notre front ouest » (Gomoll, p. 299). Le régiment qui atteignit le premier le territoire serbe était un régiment de Brunswick (Dammert : « Der serbische Feldzug » p. 19). Et c'est le drapeau allemand qui fut hissé le premier au Konak de Belgrade (Gomoll, p. 312).

Comment les opérations se développèrent, on peut le voir dans n'importe quel livre traitant ce sujet. Quelle est l'impression que tous ces événements ont faite sur les Allemands ? L'opinion générale est d'abord que la campagne serbe fut extraordinairement difficile. « C'est certain, la guerre ne peut pas être plus difficile qu'en Serbie » (Gomoll, p. 312). « Aucun remerciement et aucun hommage de la patrie ne suffiront pour reconnaître ce que les nôtres ont vaincu et fait en Serbie » (Ganghofer : « Bei den Heeresgruppen Hindenburg und Mackensen », p. 169). La guerre serbe fut « plus dure et plus terrible que tout ce que j'ai vu dans ces huit mois de

guerre » (Ganghofer, p. 112). En dehors de la lutte avec les Serbes, « c'est la lutte que les nôtres, étant déjà vainqueurs des Serbes, ont dû soutenir contre la boue sans fond des routes serbes, contre l'épuisement, la maladie, la pénurie, le froid, contre un territoire sans chemins, sans maisons, sans toits, contre la résistance d'une nature montagnaise qui fut créée pour être belle et non pour favoriser la guerre. » (Ganghofer, p. 112). « L'avance en Serbie est la chose la plus difficile que la guerre nous ait réservée » (Schmidtbonn : « Krieg in Serbien », p. 15). Ce sont les routes dont on se plaint le plus. « La route serbe n'est pas un moyen de communication, mais un obstacle perfide au trafic ». (Ganghofer, p. 117). « En sept heures nous faisons 12 kilomètres ; voilà la vitesse avec laquelle, en Serbie, les munitions et la nourriture suivent nos troupes » (p. 120). Le général Kœvess, lui-même, dit que le mauvais état des routes, qui surpasse de beaucoup l'état de choses même en Galicie, fait de la campagne serbe, la partie la plus difficile de la guerre jusqu'ici (Schmidtbonnn, p. 6). Le mérite des troupes en est d'autant plus grand d'avoir vaincu ces obstacles (Gomoll, p. 327). Les privations qu'elles eurent à subir en Serbie n'ont été demandées dans cette mesure à aucune troupe dans cette guerre (Schmidtbonn, p. 7). Mais autant les routes sont terribles, autant la nature est belle. Le sol était nu au temps des Turcs, les forêts ont été plantées par les Serbes (Hegeler : « Der Siegeszug durch Serbien », p. 92).

« Pas un seul de nos hommes, malgré les difficultés de la marche ne laissaient passer la magnificence et la beauté de la nature sans un mot d'étonnement ». Gommoll, p. 37). On parle du « jardin de la Serbie » (Schmidtbonn : « Krieg in Serbien », p. 31) ou bien « du paysage paradisiaque » (Dammert, p. 68). Et Hegeler résume : « Je n'ai pas trouvé un officier, pas un soldat qui, après avoir maudit ces routes terribles, n'aient ajouté : quel beau pays c'était là » (p. 145).

Comment est le soldat qui défend un tel pays ? Devant la supériorité écrasante des assaillants, un état d'âme de désespoir régnait dans les rangs serbes dès le commencement de l'offensive. La conscience qu'il était laissé à lui-même ne l'affaiblit pas, mais le fortifia. Il ne céda que pas à pas. Quand il était déjà aux anciennes frontières de son pays, il battit encore une fois les Bulgares, le 12 novembre, gagnant ainsi du temps pour la retraite. Et, bien que réduit et épuisé complètement, il parvint encore à sauver ses débris. La Serbie, « défendue par des soldats courageux, d'après le communiqué allemand du 10 décembre, sous la très bonne direction du voïvode Putnik » (Egelhaaf : « Historische politische Jahresübersicht für » 1915, p. 148) fut conquise, mais le plan de Hindenburg, d'encercler toute l'armée ne fut pas réalisé. Si défavorables que fussent les conditions dans lesquelles le soldat serbe se battit par opposition à celles de son adversaire, il avait fait tout ce qu'il pouvait et tout ce qui dépendait de lui. C'est un adversaire

tenace (Schiemann : « Die Weltlage vor Weihnachten », dans la « Deutsche Politik » du 1^{er} janvier 1916 ; Gothein, « Das Schicksal Serbiens », dans la « Hilfe » du 30 novembre 1916) qui se défend jusqu'au dernier soupir (Veltzé : « Erstürmung der Höhe von Konatice », dans « Ruhmestage der österreichisch-ungarischen Wehrmacht »). « L'ennemi a dû être chassé maison par maison ; la lutte à la baïonnette a dû être terrible » (Novak : « Hötzendorfs Lager », p. 49). Et un capitaine allemand affirme : « Ils sont sans aucun doute des adversaires courageux » (Hegeler : « Der Sigeszug durch Serbien », p. 71). « Le dernier pourvoyeur serbe fait l'impression d'un soldat discipliné ; alors même que son uniforme et ses bottes sont déchirés — alors se manifeste le sort tragique d'une armée sur la vaillance, sur la tenue sans comparaison, sur l'esprit guerrier de laquelle aucun mot excessif. Le Serbe reste soldat, même s'il est battu ; aucun des 100 martyres, que maintenant chaque homme subit, ne peut effacer l'impression d'être en face du meilleur matériel militaire » (Nowak : « Über den Lowstchen »). C'est pourquoi, « il est tragique, le sort de ce vaillant peuple de paysans, qui a vaincu dans deux guerres et qui maintenant, quand il se croyait devant la réalisation de ses rêves, s'écroule. On ne peut pas refuser l'admiration aux Serbes ; ils se battent comme des héros... Jamais encore dans cette guerre on ne s'est battu avec tant d'apreté que dans les villes et les villages serbes, dans lesquels le désespoir de leurs défenseurs fit une forteresse de

chaque maison et de chaque cabane » (Anonyme : « Donau, « Save und Isonzo », dans la « Österreichische Rundschau » du 15 novembre 1915). Et Rosen, dans son ouvrage « Der grosse Krieg », cite (t. IV, p. 203) la « Züricher Post » disant, « qu'on ne peut penser, sans un regret profond pour son sort tragique, aux exploits de l'armée serbe qui a le juste sentiment d'avoir obtenu du monde entier la plus grande estime pour les capacités et la solidité serbe », et (p. 203) « le Morgenbladet » de Kristiania parlant de l'armée serbe comme étant la plus vaillante du monde entier. « L'ennemi se défendit avec opiniâtreté. Il était debout... comme dans une rage féroce et ne cédait que forcé, pas à pas... Nous devons avouer aussi que, en face de nous, il cherchait à se soutenir en déployant toutes ses forces. Mais quel contraste il y a entre le contenu de leurs anciens chants de guerre et la réalité qui fit passer devant nos yeux ces héros... dans des vêtements déchirés (Lumpengewänder), une armée battue... Leurs visages devenus sauvages, ce qui soulignait encore l'impression de leur misère, ils s'en allèrent dans l'incertain : des soldats qui ont perdu leur pays » (Gomoll, p. 346 et suiv.).

Mais il ne s'agit pas seulement de battre le soldat. « Les armées alliées ont à vaincre tout le peuple serbe. De jeunes (halberwachsene) enfants, de faibles (altersschwache) vieillards et des femmes sont dans les rangs des soldats réguliers, luttent et meurent comme ceux-ci (Anonyme : « Österreichische Rundschau » du 15 novembre

1915). « Aujourd'hui nous avons vu les prisonniers du premier village au delà du Danube, peut être cinquante soldats, deux cents femmes et enfants. Tout ce qui avait des bras et des jambes, même des enfants de huit ans et des femmes de quatre-vingts se bat. Si cela continue ainsi on sera obligé de raser toute la Serbie et d'exterminer la population » (Pniower : « Briefe aus dem Felde », p. 783). Cette remarque amène à se demander s'il s'agit vraiment ici de francs-tireurs, ou bien simplement de la manière allemande de faire la guerre ? Les vieillards, femmes et enfants dont on parle ici ont-ils vraiment combattu, ou servent-ils seulement de prétexte aux Allemands pour justifier leur conduite ? Qui les a vu combattre de ses yeux ? « Dans l'intérieur du pays la participation de la population civile à la lutte... cesse complètement », dit Dammert (« Der serbische Feldzug », p. 14) sans nous dire ainsi quelque chose de positif. Et un officier a bien vu, parmi les cadavres des Serbes, des femmes aussi, le couteau dans leurs poings raidis par la mort. « Mais jamais dans la suite de la campagne je n'ai entendu dire ou vu que les femmes serbes aient pris activement part à la lutte » (G. : « Als Ordonnanzoffizier in Belgien, Frankreich und Serbien », p. 40). Gomoll annonce tout au contraire que, « dans le petit nombre de chaumières du village il y avait des paysannes et de vieux hommes, qui prirent soin de nos hommes et leur apportèrent tout ce qu'ils demandèrent » (« Im Kampf gegen Russland und Serbien », p. 358). Quoi qu'il en soit,

on se voit obligé, peut-être parce qu'on ne trouve pas de preuve dans le présent, de se reporter au passé pour pouvoir s'indigner de la manière serbe de faire la guerre. Schiemann rappelle la commission Carnegie qui, après les deux guerres balkaniques, avait fait son enquête sur place et dont le résultat était « favorable aux Bulgares et terriblement accablant pour les Grecs et les Serbes » (« Die letzten Etappen zum Weltkrieg », p. 167). Mais cet argument même est fort douteux. « On a l'impression que la Commission était composée trop en faveur des Bulgares et que d'ailleurs pour le choix des membres, des considérations politiques générales... furent plus décisives que la connaissance des questions balkaniques .. On jugera avec plus d'indulgence les événements des Balkans, si l'on voit tout ce qui s'est passé sur nos théâtres d'opérations... Si la recherche de la vérité est si difficile, même dans les pays d'un trafic grandement développé et même lorsqu'il s'agit du présent, combien il devait être plus difficile de fixer la violation des règles humanitaires après les guerres balkaniques » (Thumb: « Die Greuel der beiden Balkankriege », dans la « Deutsche Rundschau » du mois de janvier 1915). Les « prisonniers autrichiens libérés... disent qu'ils n'avaient pas à se plaindre de leur traitement » (G : « Als Ordonnanzoffizier », p. 62).

En tout cas, dit Dammert, on doit reconnaître que les habitants de Belgrade ont respecté jusqu'à la fin les biens allemands (« Der serbische Feldzug », p. 50). On

n'a qu'à lire un poème de Zuckermann pour voir quelle importance on donne à cette ville :

Drüben im Abendrot
Fliegen zwei Krähen, —
Wann kommt der Schmitter Tod,
Um uns zu mähen?
Es ist nicht schad!
Seh'ich nur unsere Fahnen wehen
Auf Belgrad.

(« Là-bas, dans la pourpre du soir, volent deux corbeaux. Quand la faucheuse la mort viendra-t-elle nous faucher? Je n'aurai rien à regretter, si j'ai vu nos drapeaux flotter sur Belgrade »). Le professeur Walzel, professeur à l'Ecole technique de Dresde, traitant la question de savoir si la poésie contemporaine a produit un poème qui pourrait devenir une chanson populaire, désigne ce poème, du moins pour les Autrichiens (« Kriegsdichtung », dans la « Internationale Monatschrift » du mois de septembre 1915). Aujourd'hui la ville de Belgrade est abîmée par le bombardement (Egelhaaf, p. 146). C'est une ville morte. D'ailleurs, « un mélange de sauvagerie asiatique et de mégalomanie européenne fardée » (Dammert, p. 50). « La hauteur, fière et dominante, était tout juste faite pour embrumer la tête d'un peuple avide de vie et de pouvoir » (Dammert, p. 155 et suiv).

D'ailleurs, Belgrade seul est le vrai coupable, dans l'intérieur du pays « tout le monde vivait paisiblement, personne ici n'a songé au meurtre et à la conspiration que les hommes de Belgrade ont préparée... Mais quoi

qu'ils méritent, même le plus coupable a supporté des souffrances assez terribles » (Nowak : « Hoetzen-dorfs Lager », p. 49). Les prisonniers et les réfugiés font une impression terrible, ils évoquent les scènes de l'ancien testament... Jamais on n'a vu sur des visages l'expression d'un pareil désespoir (Schmidtbonn : « Krieg in Serbien », p. 17). « Les Allemands arrêtent tous les hommes qui peuvent porter les armes et les expédient en longues colonnes par la route » (p. 70). « Jusqu'à des enfants de 14, de 12 et même de 10 ans sont parmi les prisonniers ». Schmidtbonn explique, il est vrai, que ceux-ci ont été trouvés dans les tranchées, le fusil à la main. Le droit international permettrait de les placer contre le premier arbre venu et de les fusiller. « Mais ils montrent aussi peu de peur que les hommes » (p. 16) : « Ce ne sont plus des prisonniers contents d'avoir échappé à la frayeur de la bataille. Ce sont des bêtes féroces, captivées, mais indomptées, dans les yeux desquelles brille la haine » (p. 18). La haine des bêtes féroces ? Schmidtbonn se dément lui-même : « Si l'on regarde de près dans leurs yeux on est effrayé par la misère, le désespoir et la faim qu'ils expriment » (p. 49). Et tout cela, « des paysans et des citadins... aux yeux brûlants de fièvre... et dans une torpeur animale, qui exprime l'écrasement intellectuel et corporel des hommes qui, sur cette route de souffrance, sont devenus presque fous » (Gomoll : « Im Kampf gegen Russland und Serbien », p. 340), tout cela, « c'est comme

un long serpent de boue qui se meut par saccades... Lentement cette chaîne d'hommes passe et disparaît. Ici aussi une longue suite de ceux qui vont en boitant... L'un d'eux ne peut plus continuer, je le vois tomber et disparaître dans la boue. Avant qu'on puisse lui porter secours une voiture de munitions sort de l'encombrement et les sabots des chevaux et les lourdes roues passent sur lui ». (Ganghofer: « Mit den Heeresgruppen », p. 122 s.) Seulement quand, quelque part, ils aperçoivent un cadavre de cheval, « ils se précipitent avidement... par les abîmes et la glace... En un moment le cadavre est déchiré... Le sang coule sur leurs doigts, et puis ils emportent les morceaux pour les manger ensuite... Les maux de la guerre, la faim, la misère d'un temps atroce a fait des hommes des êtres dans lesquels ne vivent plus que les instincts animaux » (Gomoll, p. 340). C'est la misère la plus grande, la misère sans paroles. « Un enfant de 14 ans, dans un fossé de la rue, est près de la mort par épuisement. On lui donne à manger, on veut l'emmener, mais sans dire un mot, il secoue la tête et se cramponne des deux mains au corps d'un vieillard... qui git près de lui, glacé » (Ganghofer, p. 143). « Mais les plus terribles sont les heures de la nuit... Pendant que nous tâtonnons, guidant les chevaux et tombant à chaque pas... encore une suite de noires figures chancelantes (des prisonniers serbes) passent... Je prépare mon revolver dans ma poche. » (Ganghofer, p. 160). Il est vrai que l'autre « chaîne

de misère de trois kilomètres qui venait de passer » non seulement n'avait pas été dangereuse, mais que sans son secours Ganghofer et sa suite n'aurait pas pu continuer son chemin. Il ne pouvait pas les remercier ne sachant pas leur langue et « avant que je puisse prendre avec mes doigts glacés, mon portefeuille sous mes deux manteaux, ces gens sont disparus dans la nuit. » (p. 156 s.) Pourtant on ne sait jamais. « Ce sont des gens mourant de faim et qui peuvent supposer que dans notre voiture, il y a de la nourriture. Et ils doivent s'apercevoir que nous ne sommes pas des Serbes, mais des ennemis de leur pays. Quelques coups de poing, sur la glace vernie, et nous sommes... là-bas dans la rivière. Mais non. Nous sommes en sûreté. Ils passent tranquillement par certaines, beaucoup d'entre nous saluent... nous ne sommes pas menacés par ces centaines d'ennemis souffrants, non pas parce qu'ils ont été rendus inoffensifs... par le désespoir, l'épuisement... la misère, mais parce que ce sont des hommes bons (gutgeartet) qui n'ont aucune méchanceté, ni dans leur cerveau, ni dans leur être. On doit, chez nous, mettre fin au conte idiot, qui fait de toute la Serbie, un pays de voleurs de moutons (Hammeldiebe), de meurtriers, de punaises et de poux » (p. 160 s.).

(c) *La Fin*. — Les alliés ont fait une erreur ; ils sont venus trop tard au secours de la Serbie. La faute subjective des généraux et des diplomates n'est pas si grande : une coalition est toujours difficile à guider sur-

tout en ce qui concerne les Balkans. Comparés à la guerre de Sept ans et aux guerres napoléoniennes, l'harmonie de l'Entente est encore respectable ; pourtant la campagne serbe a été perdue honteusement par le manque de prévoyance et de décision rapide. Mais la tâche était, dans ce cas, des plus difficiles, « de sorte que je voudrais plutôt louer la diplomatie allemande... que blâmer celle de l'adversaire » (Delbrück, professeur à l'Université de Berlin, directeur des « Preussische Jahrbücher », dans sa revue du mois de janvier 1916). Lors de la misère et de la détresse la plus complète du peuple serbe et après la défaite de son armée, quelques correspondants de guerre allemands trouvent une carte qui contient une « prière des Serbes ». (Gomoll, p. 348 s. ; Hegeler, p. 111 ; Schmidtbonn, p. 73). « Que le roi devienne bientôt tsar du grand empire serbe, de la Macédoine, de la Syrmie, du Banat, de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Slavonie, de la Dalmatie, de la Croatie et du pays des Slovènes. Toi, créateur du monde, écoute et bénis les prières de toute la race serbe, adressées à toi, qui est le plus haut, là dans le ciel, et alors la Serbie sera heureuse après cinq siècles d'esclavage. »

DEUXIÈME PARTIE

LES DOCTRINES POLITIQUES

1) Position du problème

La solution que l'Allemagne donne à la question serbe, ou plutôt yougoslave, est nécessairement différente de celle que l'Autriche lui donne. Ce sont en effet des réponses à deux problèmes différents : les relations de l'Allemagne avec la Yougoslavie, sont, *a priori* autres que celles de l'Autriche.

L'Autriche est directement intéressée à la question yougoslave. De l'existence future de la Yougoslavie ou de sa non existence dépendent l'existence de l'Autriche et les conditions de cette existence. C'est donc l'Autriche qui dépend de la solution yougoslave. Le problème autrichien se pose donc ainsi : que doit devenir l'Autriche pour pouvoir subsister ?

L'Allemagne est intéressée indirectement à la question yougoslave. Que la Yougoslavie se fasse ou non, et comment elle se fera, cela ne touche pas directement

l'Etat allemand. Celui-ci est indépendant de la Yougoslavie. Il y est intéressé seulement lorsqu'il considère la Yougoslavie comme moyen tout indirect de l'Etat allemand. La solution que l'Allemagne donnera à la question yougoslave sera donc identique aux conséquences qu'elle tirera de la forme actuelle de son Etat. L'Allemagne se demande : que doit devenir la Yougoslavie pour être le plus conforme à l'intérêt allemand ?

Si différentes que soient ces deux questions, l'allemande et l'autrichienne, dans leur forme concrète, elles traitent pourtant, en principe, de la même chose : de la question de l'Etat. Dans les différents aspects de la question yougoslave, se reflètent les différentes conceptions de l'Etat que se font les Allemands et les Autrichiens. Cela est naturel, car toute la guerre de 1914 n'est qu'une lutte pour arriver à un Etat nouveau.

Les hommes, si différents qu'ils soient les uns des autres, ont, pour cette raison même, besoin l'un de l'autre. Si chacun pouvait vivre seul, on n'aurait qu'à s'entourer d'une muraille de Chine. Mais cette solution étant contraire à la nature humaine, l'homme est obligé d'en chercher une autre. La question qu'il faut résoudre est donc celle de l'Etat, non plus en tant qu'obstacle aux relations des hommes entre eux, mais en tant qu'il facilite ces relations.

Voilà pourquoi cette guerre aura pour ultime conséquence, une intensification des relations internationales.

Ce sont les peuples qui, aujourd'hui, apprennent à se connaître. Jusqu'à présent, ce n'étaient que des individus. C'est du peuple en armes que le salut viendra ; d'une autre manière, il est vrai, qu'on ne le pense ordinairement.

Peut-être peut-on désigner toute la politique internationale d'avant-guerre comme une recherche de l'Etat nouveau. Recherche inconsciente d'elle-même, sans doute, puisqu'elle aboutit à une lutte sanglante. On a longtemps aimé à parler de cette guerre comme d'une « guerre économique ». D'autre part, on n'a pas manqué non plus de la caractériser comme une « guerre pour une conception du monde ». Il est évident que ces deux sortes d'explications sont contradictoires en elles-mêmes. Plus la guerre dure (et cela est particulièrement vrai de celle-ci), plus elle détruit de biens matériels dont les succès ne pourront jamais compenser la perte. D'autre part, la force ne peut pas imposer une idée. Aujourd'hui moins que jamais, alors que l'homme est plus conscient de lui-même qu'il ne l'était auparavant. Il succombe à la force dans la mesure précisément où il manque d'idéal. La force ne fait que provoquer la réaction contre l'idée qu'elle veut imposer, à moins qu'elle ne finisse par l'extermination de l'adversaire, ce qui, dans notre cas, est une hypothèse impossible. Dans cette guerre il ne s'agit ni de questions matérielles, ni d'une connaissance abstraite, car il s'agit de toutes deux. L'ancienne base des relations internationales n'était

plus suffisante. Elle provoqua la guerre. La tâche ne peut donc être que de trouver une base nouvelle. C'est le seul sens possible de la guerre, si toutefois on préfère parler du sens de la guerre, et non pas de sa contradiction. Voilà comment la question se pose pratiquement. Théoriquement, cela veut dire que la conception de l'Etat change. Le professeur zurichois Huber s'exprime ainsi (« Der schweizerische Staatsgedanke », dans la « Neue Zürcher Zeitung », n° 1278, 1913) : « Le principe des nationalités a rempli sa mission ; il a fait disparaître les formes d'Etat qui avaient survécu à la féodalité et à l'absolutisme. Il aura toujours sa raison d'être comme fondement de la plupart des Etats, et il continuera à agir en séparant les peuples des confédérations d'Etats dans lesquelles ceux-ci n'ont pas de place pour leur développement. »

C'est-à-dire que l'Etat national n'est plus considéré comme but, mais comme moyen. Un des paradoxes de cette guerre, c'est qu'elle est menée au nom de l'Etat national : l'érection de l'Etat national est conçu comme but en lui-même et non comme base de l'ordre futur. Tout s'oppose à cela, à commencer par les faits. Qu'on songe que des gens de différentes races se battent les uns à côté des autres contre des hommes de leur propre nationalité. Mais avant tout les conceptions nouvelles de l'Etat, exposées sous des formes naturellement différentes, par tous les belligérants, sont contraires à ce but déclaré. Sans toujours peut-être s'en rendre compte,

ils se mettent ainsi en contradiction, malgré eux, avec leur propre conception de l'Etat national.

Quelles sont ces conceptions nouvelles ?

Les alliés occidentaux parlent de la « Société des Nations ».

Les Allemands veulent ériger une « Europe Centrale » pour contrebalancer ainsi les grands systèmes d'Etats tels que la Russie, l'Angleterre, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Cette idée qui s'est répandue pendant la guerre, nous fait comprendre les tendances allemandes d'avant-guerre. L'Allemagne, tout en voulant devenir, elle aussi, un grand système, n'en méconnaissait-elle pas la loi intérieure ? Tous ces systèmes ne se sont pas faits seulement parce qu'ils ont voulu se faire. Ils se sont formés par une évolution lente et parce que les circonstances données étaient favorables à leur formation. Voilà, en somme, toute la contradiction des Allemands et ce qui fait la fatalité de leur sort. Il est vrai que leur volonté n'est pas basée simplement sur leur bon plaisir. Ils en donnent au contraire la raison : c'est justement la nécessité pour eux de faire contrepoids à d'autres grands systèmes d'Etats. Mais cette raison n'est-elle pas purement négative ? La grandeur de l'un implique-t-elle la grandeur de l'autre ? La nécessité de la grandeur peut-elle être prouvée par la constatation de sa propre petitesse ? Voilà où est la faiblesse de la conception allemande. Ils se sont orientés négativement. L'Empire allemand est jeune,

puisqu'il ne compte pas encore un demi-siècle. Au lieu de créer ou de développer positivement les conditions de ce grand Etat dont ils croient avoir besoin, les Allemands voulurent le créer par déduction : tout ce qu'ils ont fait dans ce sens *a été dominé par l'idée du contrepoids*. Ainsi, les Allemands se sont mis *a priori en opposition avec les autres peuples*. Voilà comment leur aspiration au développement, si légitime qu'elle fût en elle-même, devint l'Impérialisme. Et voilà pourquoi sa réalisation, si digne d'admiration qu'elle fût, n'a pas pu s'affirmer positivement. Une conception fondamentale négative devait forcément avoir des conséquences négatives. Tout en voulant forcer leur développement, ils ne lui ont que nui : au lieu de se faire des amis, ils se sont créés, peut-être inconsciemment, mais *systématiquement*, des ennemis. Ne pouvant pas comprendre leur erreur, ils donnèrent tort aux autres. De là chez eux ce dogme national que les étrangers haïssent l'Allemagne parce qu'ils n'admettent pas la rapidité de son développement, c'est-à-dire parce qu'elle leur est supérieure, de là cette hantise exagérée de la politique d'encerclement de l'Entente, dont ils furent, eux, les vrais initiateurs et les meilleurs conservateurs par leur manière même d'agir, de là enfin le fait que, une fois la guerre éclatée, ils se virent entourés de tout un monde d'ennemis.

Il se passa autre chose en Autriche. Puisque la guerre n'avait pas provoqué tout de suite le démembrement

de cet Etat, comme non seulement ses adversaires l'espéraient, mais comme bien des Autrichiens, eux-mêmes, le craignaient, les idées passèrent dans un autre extrême. La guerre signifiait, pour l'Autriche un rajeunissement. L'idée de « l'Autriche Nouvelle » qui jusque-là ne vivait que comme théorie pseudo-scientifique, ou comme foi personnelle, devint populaire. Et de même que la conception de « l'Europe Centrale » s'était, pour ainsi dire, cristallisée dans l'ouvrage de Frédéric Naumann, la conception de « l'Autriche-Nouvelle » se cristallisa dans la personnalité de Hermann Bahr, ou plutôt dans sa dernière formule.

Que signifient les conceptions de la « Société des Nations », de « l'Europe Centrale » et de l'Autriche Nouvelle » en tant que conceptions d'Etat ?

Aucune de ces trois conceptions n'a encore de forme précise et définitive et encore moins de réalité concrète. Pourtant, elles se distinguent déjà par les notions qu'elles impliquent.

Une différence fondamentale existe d'abord entre le principe de « la Société des Nations », d'une part et celui de « l'Europe Centrale » et de « l'Autriche Nouvelle » d'autre part.

Les alliés occidentaux proclament la Société des Nations. C'est-à-dire que les nations, ou les hommes, sont ici le but. Les Allemands veulent ériger une « Europe Centrale » et les Autrichiens une « Autriche Nouvelle », c'est-à-dire que le but est ici l'Etat.

Les Allemands et les Autrichiens peuvent objecter, il est vrai, qu'ils ne veulent ériger un Etat que pour servir à l'homme. C'est évident, car il est inimaginable que l'Etat serve à autre chose qu'à l'homme. Toutefois, ici, il ne s'agit pas de la psychologie générale, mais de la formule même de la conception. Et cette formule ne fait pas de distinction entre le but immédiat et le but absolu ; elle parle simplement de « l'Europe Centrale » voire de « l'Autriche Nouvelle ». *La conséquence pratique* sera forcément que l'Etat soit conçu comme fin, comme fin en soi et que, par conséquent, l'homme ne soit qu'un moyen, aux mains de l'Etat et qui serve à ses fins.

D'autre part, la formule de la « Société des Nations » n'exprime pas positivement qu'il s'agisse ici d'une nouvelle conception de l'Etat et non pas simplement d'une combinaison des Etats existants, c'est-à-dire d'une vieille conception. Ce n'est que négativement qu'elle l'exprime. Les trois conceptions se valent l'une l'autre, du moins dans leurs parties négatives, en exprimant en elles-mêmes, que l'Etat national ne saurait être le but, parce qu'il n'est que le moyen d'une unité plus haute. Mais la formule de la « Société des Nations » ne dit pas positivement si cette unité est conçue comme combinaison mécanique ou comme unité organique, c'est-à-dire si la Société des Nations doit se faire par la politique au vieux sens du mot, si elle doit être l'affaire des diplomates, ou bien si elle représente une connaissance nouvelle, qui est maintenant devenue le bien commun,

le facteur moteur du peuple et des peuples. Ici s'ouvre un large champ d'interprétations possibles.

Il existe une autre différence de principe entre les conceptions de « l'Europe Centrale » et de « l'Autriche Nouvelle ». Nous ne nous occuperons pas de la genèse historique de ces deux conceptions ; (elle est d'ailleurs assez compliquée : qu'on se souvienne que l'idée de « l'Europe Centrale » est née en Autriche !). Nous n'envisagerons pas non plus les conséquences pratiques de la manière dont les Allemands et les Autrichiens ont réglé leurs rapports mutuels. Il s'agit simplement ici de fixer la caractéristique de chacune de ces deux conceptions, de montrer qu'elles représentent, en tant que principes, deux problèmes différents.

La différence est la suivante : Les Allemands, en parlant de « l'Europe Centrale », posent un principe pour le mettre en pratique, c'est-à-dire *pour créer d'après lui un Etat*. Les Autrichiens, en parlant de « l'Autriche Nouvelle », ne cherchent pas à créer un Etat encore inexistant ; ce qu'ils cherchent c'est à donner une signification à l'Autriche, qui, elle, existe déjà, signification, qui, une fois fixée, pourra servir, si cela est nécessaire, à la modification de l'Etat, mais qu'il faut, pour cette raison même, commencer par trouver. La différence entre ces deux principes est la différence de la déduction à l'induction.

Tels sont les aspects de la question yougoslave, aperçue du point de vue allemand et autrichien. La

détacher de ce cadre, ce serait en fausser l'image. Comme on est obligé de parler de la question yougoslave en traitant de « l'Europe Centrale » et de « l'Autriche Nouvelle », nous sommes obligés, à notre tour, de tenir compte des diverses conceptions allemandes et autrichiennes : la question de la Serbie, voire de la Yougoslavie, n'est ici qu'un reflet de celles-là.

Reste encore à ajouter que, pratiquement, la solution allemande a plus d'importance que la solution autrichienne, étant donné la situation dominante de l'Allemagne parmi ses alliés, et étant donné que la solution autrichienne n'est admise que d'une partie des sujets autrichiens. (Les Slaves ont toujours attendu une autre solution : le démembrement de l'Autriche). Il est donc tout naturel que les conceptions allemandes, surtout la conception dominante de « l'Europe Centrale » ait éveillé, dans le monde, plus d'intérêt que les conceptions autrichiennes. Il s'agira donc encore, de montrer quelle est, parmi les autres conceptions autrichiennes, la conception dominante et qui, comme telle, représente le plus nettement la conception de « l'Autriche Nouvelle ».

II. — Les Allemands

«... Demande au Français et au Russe, demande au Serbe et à l'Italien ce que c'est que d'avoir l'ennemi dans son pays... » (Réclame pour le 8^e emprunt allemand. Frankfurter Zeitung du 29 mars 1918).

a) **Impérialisme ou ignorance ?** — Nous connaissons déjà l'opinion populaire allemande, qui ne voit

les Serbes que comme des assassins. Comment peut-elle s'expliquer ? Hœtzsch, professeur d'histoire à l'académie royale de Posen et à l'académie de guerre de Berlin, dit « *Oesterreich-Ungarn und der Krieg* », 44^e cahier de la collection « *Der deutsche Krieg* », éditée par E. Jäckh, p. 5). « Nous autres, dans l'Empire (allemand), à l'avouer franchement, connaissions très peu cet Etat (l'Autriche)... C'était comme avec un parent qu'on croit connaître et auquel, justement pour cette raison, on ne prend pas garde. » Si tel était le cas pour l'Autriche, que dire alors pour la Serbie ? On n'en voit que la surface la plus extérieure. Il n'est pas étonnant que le brave bourgeois qui, loin de trouver dans son journal une explication des événements, y voit au contraire une indignation constante, se sente révolté, lui aussi. Il est seulement étonnant que des gens qui veulent être plus que de braves bourgeois se soient laissé duper ; que des savants qui, dans leur domaine, conçoivent l'application d'une méthode rigoureuse comme une chose naturelle, aient cru pouvoir s'en passer dans ce cas particulier. Il n'est pas nécessaire de citer une fois de plus des noms illustres comme ceux de Harnack, Wilamowitz-Moellendorff et autres.

Cette lassitude de la méthode, cette adaptation au besoin du moment, va quelquefois si loin qu'on s'arrête court en se demandant s'il ne s'agit pas tout simplement d'une injustice voulue, consciente, préméditée. Waldeyer, professeur d'anatomie à l'Université de Berlin, dit (« *Die*

im Weltkriege stehenden Völker in anthropologischer Betrachtung », dans la collection « Deutsche Reden in schwerer Zeit, Berlin, 1915) : « Intellectuellement ils (les Serbes) sont, en moyenne, bien doués. Mes propres expériences faites sur un nombre relativement élevé d'étudiants serbes le confirment » (p. 16). Puis tout d'un coup, il continue (p. 17) : « Des luttes permanentes et particulièrement acharnées avec des Goths, des Huns, des Turcs... ont trempé (gestæhlt) le peuple, mais ont aussi éveillé sa brutalité et son manque de scrupules qui se sont manifestés si souvent et qui ont aussi été le prétexte extérieur de la guerre mondiale actuelle. » Il est évident que, cette fois, Waldeyer ne s'appuie plus sur une expérience personnelle pour parler. Si l'on compare ce jugement à son jugement sur les Belges, on ne pourra plus douter que le savant n'ait vendu sa science à la politique. « Le caractère du peuple (des Belges) incline à une grossièreté qui ne s'arrête pas même devant des brutalités, comme l'avait clairement démontré la conduite de la population, non seulement envers nos soldats, mais aussi envers les Allemands vivant depuis longtemps parmi eux... et se conduisant tout à fait paisiblement. Combien de duretés, que nous avons dû commettre alors, auraient pu être évitées au pays, si les habitants s'étaient montrés un peu plus prudents » (p. 18).

Dans ces conditions, il ne faut plus s'étonner qu'on trouve en Allemagne que le peuple serbe, depuis sa li-

bération accomplie par ses propres moyens, il y a maintenant cent ans, n'a pas donné la preuve qu'il soit mûr pour un gouvernement autonome. » (Dammert : « Der serbische Feldzug », p. 16). Et par conséquent il ne faut pas trop se casser la tête pour donner une solution au problème serbe. « Que furent les buts de guerre de la Serbie et du Monténégro ? Tous deux espéraient agrandir leur territoire, comme ils s'étaient enrichis, peu avant, aux dépens de la Turquie. Il en résulte qu'ils perdront aussi ce qu'ils ont conquis et probablement plus encore que cela. » (Seeck : « Katechismus des Weltkrieges », Münster 1917, p. 108). Conclusion bizarre, surtout quand elle vient d'un professeur d'histoire (à l'Université de Münster), et plus bizarre encore quand ce professeur donne à son livre le sous-titre « 39 questions contemporaines résolues « en toute sincérité et sans parti pris ».

Ne soyons pas trop impolis et accordons-lui la sincérité. Mais quant à l'impartialité nous pensons avoir des raisons de croire qu'il s'agit au contraire d'un sentiment tout à fait subjectif : d'une indignation morale, fondée ou non, mais qui, en tous cas, n'a pas la valeur d'une expérience raisonnée, mais d'une moralité offensée. Voilà le caractère de la théorie dont il s'agit ici.

Cette raison sentimentale ne peut demander qu'une seule solution : la prévention de toute future offense. Voilà pourquoi les solutions issues de cette doctrine, et qui, extérieurement, ont très souvent l'air d'un impé-

rialisme farouche, ne sont rien d'autre, au fond, que de l'ignorance. Ce n'est pas la moralité, mais la compétence de leurs auteurs qui est douteuse.

On n'a pas seulement affaire ici à une opinion vague qu'on puisse traiter de quantité négligeable. Il faut bien compter avec elle, car elle ne représente pas uniquement l'opinion de gens qui ne jouent aucun rôle dans la vie publique, mais aussi celle de gens dont la parole a du poids. Ainsi cette opinion cesse d'être une simple opinion et devient une conception qu'on peut caractériser nettement et dont les éléments sont ceux-là mêmes que nous venons de constater : (a) l'indignation morale, c'est-à-dire la manière de juger, non pas de l'individu, mais de la multitude ; (b) cette psychologie des multitudes est aussi celle des individus en tant qu'individus. La conséquence en est claire : tous ces gens, assis dans leur chambre, tracent, dans un article de revue, les frontières d'un Etat, sans trop s'inquiéter des données objectives. La pauvre Serbie n'est pour eux, pour employer une variante de Fichte, que le matériel de leur Stimmung.

C'est ainsi que pour Schiemann, professeur de l'Université de Berlin, l'absorption du Monténégro par la Serbie qui amènera celle-ci jusqu'à l'Adriatique, ne serait de nouveau qu'une semence néfaste pour l'avenir ». (« Die letzten Etappen », p. 171). C'est ainsi que le député Gothein pense que la Serbie, à vrai dire, ne sera pas nécessairement supprimée. Peu importe qu'elle

existe sous la dynastie actuelle « que personne certainement ne lui enviera », ou sous une autre. Mais, en tous cas, il faut que toutes les aspirations des Bulgares soient satisfaites. « Bien qu'il soit impossible de fixer les limites d'un Etat d'après les seules considérations ethnographiques, il est pourtant nécessaire qu'on en tienne compte le plus possible ». La Bulgarie et l'Autriche deviennent voisines. Leur frontière sera la vallée de la Morava ou bien la ligne de la ville de Knjazevac. La Serbie entrera dans une alliance douanière avec l'Autriche. Sous ces conditions, « on pourrait laisser subsister la Serbie en tant qu'Etat indépendant ». Curieuse notion de l'indépendance ! Quant au Monténégro, il devra « si toutefois on le laisse subsister, se soumettre à la suzeraineté de l'Autriche. » (« Das Schicksal Serbiens »). En quelques mots, voilà la tâche accomplie. L'idée dominante de cette conception est toujours qu'il faut empêcher toute activité future de la Serbie, incarnation d'une valeur morale inférieure. Ce ne sera pas toujours très facile, mais Samassa, directeur en chef des « Münchener Neueste Nachrichten » en montre les diverses possibilités. « La Monarchie danubienne doit considérer comme un de ses buts les plus importants la solution de la question serbe de telle sorte que, de tous temps, la possibilité d'une attaque de la part de ce voisin inquiétant soit abolie... La Nouvelle Serbie et d'importantes parties de la Vieille Serbie seront données aux Bulgares. On décidera en temps opportun si l'on doit rétablir la Serbie et le

Monténégro dans des proportions restreintes, ou faire disparaître tout à fait ces deux Etats et incorporer à la Monarchie danubienne tout ce qui n'ira pas à la Bulgarie... Mais il reste à savoir si cette solution paraît réalisable au point de vue des intérêts austro-hongrois... Les Serbo-Croates qui dès avant la guerre étaient sous la domination autrichienne, ne formaient pas une masse compacte et n'étaient pas non plus dans une situation nette et simple vis-à-vis de la Monarchie. Des Serbes habitaient la Hongrie ; des Serbes et des Croates habitaient le royaume de Croatie qui jouit d'une certaine autonomie vis-à-vis de la Hongrie, mais où divers frottements ont pu se produire. Des Serbes et des Croates habitaient aussi la Bosnie et la Dalmatie : deux pays dont la situation, en droit public, paraît encore mal définie. C'est justement cet émiettement qui en a facilité la domination. » Il serait donc nuisible à l'Autriche de les réunir, car : « On ne peut ni demander aux Serbes fraîchement annexés, ni attendre d'eux qu'ils se conduisent en sujets fidèles à l'Etat ; ni que, destinés à un réveil d'autant plus cruel que leurs rêves étaient plus chimériques, ils soient vite satisfaits de leur nouvelle situation... Ainsi, alors même qu'on annexerait les restes de la Serbie et du Monténégro, on n'aurait que la ressource de les administrer militairement, séparément, et pour une période au moins assez longue ». L'autre solution est le rétablissement de la Serbie. elle-ci est épuisée maintenant, mais plus tard « l'am-

bition politique se réveillera ». La question est donc de savoir « dans quelle mesure il est possible de restreindre ou de maintenir à l'état inoffensif la Serbie et le Monténégro politiques en fixant les clauses d'un traité. Si le chemin par lequel on doit y arriver n'est pas encore tracé jusqu'à présent, on peut pourtant déclarer comme but de guerre que tout le territoire des anciens royaumes de Serbie et du Monténégro, pour autant qu'il ne sera pas incorporé à la Bulgarie, doit se rattacher à la sphère des intérêts de l'Autriche-Hongrie, à qui il incombera alors de prendre les dispositions qu'elle croira nécessaires pour la stabilité de sa situation » (p. 59).

Voici comment le député socialiste à l'ancien Reichsrat: Renner, caractérise cette tournure: d'esprit allemand « C'est une défaite commode que de parler de la faute des individus... C'est un plaisir à bon marché d'âmes médiocres, que de condamner les pécheurs en se posant comme justes. La satisfaction d'être délivré d'un ennemi est aussi un état d'âme bien enviable. Mais il est difficile d'agir envers tout un peuple, selon la bonne qualité qu'on reconnaît aux Allemands, d'être justes aussi envers un ennemi, un peuple qui prend à cette guerre une part bien disproportionnée avec sa grandeur et sa puissance (« Oesterreichs Erwachen », p. 63). Un Suisse, professeur à l'Université de Berne et anciennement rédacteur à la « Gazette de Francfort », à qui par conséquent on ne peut attribuer aucune prévention contre les Alle-

mands, le docteur Nippold, exprime cela de la façon suivante : « Ce n'est que lorsque la mentalité allemande sera devenue autre qu'on pourra parler de nouveau d'une entente internationale. (« Der deutsche Chauvinismus », p. 2).

Même un homme qui, non seulement est « plus que neutre », mais qui préfère l'Allemagne à l'Entente, le Chinois Ku-Hung-Ming, parle « du manque de tact des diplomates allemands dans leurs relations internationales avec d'autres puissances. » Et, chose curieuse ! il se plaint de la conduite allemande dans un cas qui ressemble beaucoup au nôtre. « Le ministre Allemand, baron von Ketteler, fut tué par un accident malheureux, pendant la révolte des Boxers en Chine. Son meurtrier était un fou comme il peut s'en trouver parmi des soldats fanatiques. Comme punition pour cet acte d'un fou, les hommes d'Etat allemands s'acharnèrent à marquer au front toute la nation chinoise, par un signe ineffaçable d'humiliation, en érigeant un monument à Ketteler dans la principale rue de la capitale chinoise. » (« Der Geist der chinesischen Volkes und der Ausweg aus dem Krieg », p. 225).

b) **Le Pangermanisme.** — « Quand... un pays se trouve, comme le nôtre, dans une situation si heureuse que chaque succès y dépasse l'espérance, tandis que l'adversaire échoue dans toutes ses grandes entreprises et voit toutes ses prédictions démenties ; quand la confiance dans le gouvernement militaire est aussi bien

fondée et aussi absolue qu'elle l'est chez nous,... rien n'est plus humain, rien n'est plus compréhensible que de voir un homme de la moyenne se sentir profondément soucieux et même indigné qu'il y ait des gens qui parlent d'une guerre de longue durée et d'une paix de conciliation. A ses yeux, il est forcément timoré, bas, lâche et même c'est agir traitreusement envers la Patrie que de ne pas exiger assez... Pour lui l'opinion pangermaniste (allddeutsch) est non seulement logique et indéniable pratiquement, mais elle est un simple devoir moral... » (Walther Rathenau : « Stimmung », dans la « Gazette de Francfort », 3 août 1918, n° 213).

« Durant les dernières semaines il s'est trouvé tout un groupe d'hommes, quand déjà la victoire est en vue, pour recommander à notre peuple, par leurs paroles et leurs écrits, une politique de « mesure » (1). Je concevrais une telle politique de « mesure », qui ne serait rien autre qu'un abandon de l'occasion offerte par le sort de pourvoir aux nécessités politiques de notre peuple, comme un péché envers l'avenir allemand. (« Class : Zum deutschen Kriegsziel », p. 5).

Par ces deux caractéristiques, provenant de camps différents, on peut déjà se faire une idée de la conception dont il s'agit ici. Mais il suffit de laisser la parole à ses représentants eux-mêmes pour être sûr de ne pas se méprendre sur leur intention. L'avocat Class est

1. Tout cela a été mis entre guillemets et souligné par l'auteur lui-même.

depuis 1908 le président du parti pangermaniste. Il avait écrit un livre dont les projets « au moment de sa rédaction — commencement du mois de septembre 1914 — paraissaient encore audacieux ou irréalisables ou étrangers à notre sentiment du droit », mais qui maintenant sont devenus « des *exigences qui se comprennent d'elles-mêmes*. Cela est particulièrement vrai de ces deux propositions que je crois les plus importantes : de prendre possession *du territoire d'un Etat, jusqu'à présent étranger, sans ses anciens habitants* et de *refuser tout droit politique aux habitants de langue étrangère annexés*, si, pour des raisons particulières, la conquête du territoire vide d'hommes n'était pas possible... Je savais d'avance que la dureté impliquée par la réalisation de telles mesures serait difficilement comprise de vous autres Allemands, bons et justes à l'excès, mais l'évolution de la guerre a montré que nos ennemis traitent aussi sans ménagements les Allemands tombés entre leurs mains... Nos adversaires nous ont donné l'exemple : » (c. l., p. 6). Cette dernière constatation est une petite contradiction qui échappe à Class, qui dit lui-même qu'il concevait ses projets dès « le début du mois de septembre 1914 et alors qu'ils paraissaient encore audacieux. » C'est-à-dire sans qu'il fût soutenu par l'exemple de l'ennemi. Pourtant, il continue : « Je crois que, aujourd'hui, — convaincu par les événements, — on reconnaîtra comme tout à fait justes ces deux propositions. *Qu'elles soient réalisables, des*

spécialistes remarquables sur le terrain de la colonisation me l'ont confirmé » (C. I., p. 6).

Après avoir donné deux propositions détaillées, Class nous expose son plan en général : « *Nos adversaires doivent être vaincus et affaiblis à tel point qu'ils ne puissent plus jamais mettre notre existence en question. Il vaut mieux trop de garanties que pas assez.* C'est-à-dire que, envers les ennemis vaincus, on ne doit pas employer les mesures habituelles au ménagement et au désintéressement allemands, mais que, instruits enfin des intentions et de l'être de l'adversaire, il faut prendre uniquement comme base d'action *le bien-être et les besoins du peuple allemand* (p. 9). C'est ce que Class appelle « l'égoïsme sacré et bien-fondé qui doit aller de soi dans les rapports de peuple à peuple, mais qui est une obligation quand il s'agit de l'avenir de la patrie et de ses citoyens » (p. 10).

La conclusion logique est donc : « en discutant et fixant les conditions de paix, *la première loi pour nous doit être de supprimer toute conception cosmopolite, cette tendance apolitique de l'Allemand de se perdre parmi les étrangers, cette dangereuse « objectivité » qui profite aux étrangers* » (p. 13).

Appliquez ce point de vue à la Serbie ; voici ce qui en résulte : « La guerre a pris naissance en Serbie, les machinations des Grands-Serbes ont représenté une menace constante pour l'Autriche-Hongrie et pour la paix de l'Europe, de sorte que ce serait une erreur né-

faute que de rouvrir cette source de danger en rétablissant cet Etat. Un sort bien mérité a frappé lourdement, mortellement même, la Serbie. Que la paix mette son sceau sur le fait accompli : le pays sera partagé entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie. Si, pour la raison susdite, l'Autriche-Hongrie veut se contenter de peu, la Bulgarie sera prête à se charger du reste, et on peut s'en fier à l'énergie inflexible de ce peuple pour se rendre maître des Serbes » (p. 59).

Pratiquement, la conception pangermaniste ne se distingue donc que peu ou pas de ce que nous avons appelé l'impérialisme. La différence n'est que théorique. Tandis que cet impérialisme-là est un impérialisme par ignorance, le pangermanisme, lui, est impérialiste consciemment. Tandis que pour le premier on peut encore espérer que l'intransigeance cessera, après bien du temps peut-être, mais certainement au fur et à mesure que cette conception deviendra consciente d'elle-même et de son mauvais fondement, l'ignorance, c'est-à-dire au fur et à mesure qu'elle apprendra des faits qu'elle ignorait jusqu'alors, ici tout espoir est perdu d'avance. Car le pangermanisme se place à un tout autre point de vue : *a priori* déjà, il a décidé, comme nous l'avons vu, de ne pas écouter les autres et de ne tenir compte que de lui-même. Voici quels motifs théoriques il se donne à lui-même : « Il n'y a jamais eu et il n'y a pas de droit international ! Que nous l'ayons cru, c'était une vieille erreur allemande que la guerre a fait éclater maintenant

trop clairement » (E. F. Karl (1) : « Vereinigte Staaten von Mitteleuropa ». Berlin 1916, p. 53). « Celui-là a dès à présent raison qui, dans la vie des peuples, a le pouvoir et la volonté d'engager audacieusement toute sa force pour réaliser ses résolutions » (c. l. p. 6). « Le seul sentiment moral allemand nous ferait un devoir de posséder si possible, tout le territoire où le sang des Allemands a jamais coulé » (c. l. p. 39). « Mais nous n'avons besoin — et c'est ce que la guerre nous a récemment appris — que du pays et non pas de ses habitants » (p. 38).

Traduit en pratique voici ce que cela veut dire, par exemple pour la Belgique : « nous devons agir en libérateurs » (p. 48). On sera peut-être surpris d'entendre ce mot de libérateur, mais on se rassurera vite. En libérateurs, « non pas en faisant de nouveau un couple de ces deux tribus de peuples ennemis (les Flamands et les Wallons), mais en forçant les Wallons belges, qui ne sont que trois millions, à émigrer et à laisser faire un nouveau partage de leur pays entre les Allemands et les Flamands » (p. 48).

Le plan général consiste à créer « des Etats-Unis de l'Europe Centrale avec un des monarques alliés comme président élu » (p. 43). L'Europe Centrale, c'est ici « l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie » (p. 67).

Par ces prémisses, le sort de la Serbie est réglé d'avance. « Le martyr de la guerre mondiale (l'archiduc François Ferdinand) rêva de créer un triple empire :

1. C'est un pseudonyme.

l'Autriche, la Hongrie et les pays serbes, chacun d'eux unifié, mais tous ensemble soumis à la dynastie des Habsbourg. Ce rêve ne sera réalisable que dans le cadre de notre nouvelle Fédération d'Etats, de sorte que chacune des couronnes soit placée sur une des différentes branches de la maison des Habsbourg et que, dans le cadre de la Hongrie, à la tête de Siebenbürgen il y ait un prince élu de l'empire allemand, comme, par exemple, le prince de Wied, qui prenne soin tout à fait impartialement des nationalités représentées. La nouvelle frontière balkanique de l'Autriche-Hongrie passera dans la direction générale Orsava-Cetinje par la ligne de partage des eaux. Le reste de la Serbie sera à la Bulgarie, et l'Albanie à la Grèce, si celle-ci donne Salonique et Kavala à la Bulgarie. Autrement l'Albanie aussi sera à la Bulgarie » (p. 67).

Il n'est pas sans intérêt de signaler qu'un Anglais, naturalisé Allemand (Bavarois) depuis la guerre, fils d'un amiral anglais, Houston Stuart Chamberlain, soutient cette conception, non seulement par son nom et sa renommée d'avant-guerre, mais avant tout par ses articles de propagande écrits pendant la guerre, de telle sorte qu'il a fini par devenir un des représentants les plus connus et les plus actifs du pangermanisme. Ses tendances antisémitiques et antidémocratiques bien connues montrent clairement à quel point il est plus Allemand que les Allemands eux-mêmes. Cette première tendance le conduisit à une collision avec le professeur à l'Université de Munich, Brentano — pour ne citer que lui.

L'antidémocratisme de Chamberlain lui a fait surnommer le Reichstag « une école de dégoût ». Dernièrement il a accusé la Gazette de Francfort d'être payée par les Anglais. Class le défendit dans le procès qui suivit « (Vorwärts » du 10 août 1918). Dans ces conditions, il est naturel que tous les éléments un peu libéraux de l'Allemagne voient en lui leur ennemi et le nomment « renégat ». Chamberlain n'étant qu'un Allemand d'hier, nous ne nous occuperons pas de ses écrits de guerre, qui, d'ailleurs, ne nous apprendraient rien de nouveau sur le sujet qui nous intéresse ici. Il suffit de constater que, en récompense de son activité littéraire, il reçut un des premiers, ou peut-être même le premier de tous, la Croix de fer qui jusque-là n'était donnée qu'aux seuls combattants. Ce n'est qu'après lui que le romancier Ganghofer pour son soixantième anniversaire, et Nernst, professeur à l'Université de Berlin, inventeur de la lampe électrique Nernst, l'ont reçue aussi (Fried : « Friedenswarte » du mois d'août 1915 : « Aus meinem Kriegstagebuch »).

Dans l'article déjà cité Rathenau dit : « Ce que nous avons tort de cacher au peuple, c'est que la victoire stratégique n'est pas toujours synonyme de victoire politique. C'est quelque chose que l'homme du peuple comprend difficilement car il se demande avec raison : Pourquoi donc ce vaurien d'ennemi, toujours battu, ne s'avoue-t-il pas enfin vaincu ? Mais il faut qu'il le comprenne pour que la durée de la guerre ne lui cause

pas de déception.» Voilà en même temps, la raison pour laquelle Rathenau lui-même ne donne pas ici ses projets pour l'après-guerre. Tout ce qui importe maintenant, c'est de mener la guerre à une fin victorieuse. C'est pourquoi il faut « savoir qu'une longue suite de victoires n'aura pour conséquence la pleine victoire politique que si l'ennemi avoue, est obligé d'avouer qu'il est vaincu parce qu'il ne lui reste aucune espérance, aucune issue, aucune retraite, aucun moyen de défense... Il n'y a qu'une seule voie : toujours vaincre et attendre le moment où la conviction du général comme celle de l'homme d'Etat sera que c'en est assez » (c. l.).

c) **La volonté de puissance.** — Les derniers mots de Rathenau nous amènent à la conception de Maximilien Harden.

Nous avons vu comment Harden explique l'attentat de Sarajevo. Notre étonnement allait croissant, car, à mesure que nous lisions, nous nous voyions obligé de reconnaître qu'il n'y avait pas là de parti pris ; pour la première fois pas d'accusation *a priori* ; pour la première fois la compréhension des choses ! Et avides de savoir quelles conséquences Harden tirerait de son point de vue si particulier et par cela même d'autant plus intéressant, nous continuions de lire. Mais Harden s'interrompt brusquement. Il fait une séparation entre le futur et le présent. Pas de conclusions ! Ou plutôt il y en a, mais ce sont celles qu'on attendait le moins ; et voilà bien la manière de Harden.

« Demandez au hêtre qui lui donne le droit de pousser plus haut sa cime que le pin, le sapin, le bouleau, ne le pourraient. Amenez-les devant un tribunal qui soit présidé par un pin chétif. Le feuillage murmurerait : « Ma force est mon droit ». Nul ne peut se faire juge du droit, né avec un peuple, de vivre, de prospérer, de croître vers le ciel. Chacun serait partial. Nous ne devrions entendre personne. Et partiaux, nous le sommes tous !... Ils nous ont trompés, abusés, trahis ? Nous ne voulons pas le croire. Ni même seulement examiner à loisir si la preuve est forte ou faible, sûre comme un rocher, ou friable. Ce n'est pas de la controverse que naîtra l'esprit que Germania réclame aujourd'hui encore de ses enfants. Qui a raison ? Celui qui a la force : c'est de cela qu'il s'agit... Les actes décideront, et non pas la controverse. Où est le monde à qui l'on pourrait jamais prouver que les Britanniques, les Slaves, les Français, les Italiens, les Wallons, les Valaques sont tous des vauriens, des menteurs sans foi ?... Le peuple le moins habitué à la manière politique de penser, et par cela même le plus facile à gouverner s'entend dire chaque jour qu'il a été trompé par le cousin et les voisins ;... il passe alors sa fureur sur les faibles, et doit, pour la première fois de sa vie pure, rougir de honte. Ce n'est pas le droit de l'Allemagne qui est à prouver, c'est sa force. Il nous faut vaincre. Autrement, avec la force mourra aussi le droit » (« Krieg und Frieden », tome I, pages 1.-s.)

Voilà à peu près tout le fond de la conception de Harden. Ces mots montrent clairement en quoi elle se distingue du pangermanisme vulgaire. Harden n'identifie pas le droit à la force, mais il constate que la force seule décidera de la guerre. L'Allemagne ne doit pas triompher parce qu'elle est l'Allemagne, mais parce qu'elle est la force. La différence tient à ce que la première thèse veut faire triompher le pays ; la deuxième, ses qualités. Celui qui sera vaincu ne pourra pas faire valoir son droit qui disparaîtra avec sa défaite. Voilà ce que Harden veut dire, par opposition aux pangermanistes proprement dits. Il ne se place pas d'avance au point de vue allemand. Il est pour celui qui sera le plus fort. Et il désire que ce soit l'Allemagne. Son patriotisme est donc raisonné et fondé. Le patriotisme des pangermanistes est plutôt aveuglement que patriotisme. De là la différence dans la conduite pratique. Ceux-ci ne veulent tenir compte que de leur opinion et, pour cette raison, déclarent les ennemis, des êtres inférieurs ; Harden, au contraire, met tous les belligérants au même rang en déclarant que tous veulent la même chose : obtenir la victoire, et celui-là l'obtiendra qui sera le plus fort. Dans le premier cas la ligne de conduite ressemble trop à de la mauvaise éducation ; dans le dernier cas, elle est dictée par la psychologie. Le but des pangermanistes est la conquête ; le but de Harden est l'entente. Certes non pas dans le sens d'un compromis politique, mais basée sur l'expérience de la guerre. Et cette expérience est —

si l'on retourne la phrase de Harden, et je ne crois pas ainsi en déformer le sens — que la guerre est l'affirmation de la force et non pas du droit. Voilà pourquoi Harden, tout en n'étant pas démocrate au sens ordinaire de ce mot, c'est-à-dire au sens d'un programme de parti, est opposé aux pangermanistes qui, eux, ne sont que des conservateurs. Et voilà pourquoi les projets de Harden pour l'après-guerre ont toujours la valeur d'une direction, tandis que ceux des pangermanistes n'ont d'intérêt que dans la mesure où ils sont réalisables ; alors même que tous deux prévoient la même chose, comme c'est ici le cas : la victoire de l'Allemagne et l'édification d'une Europe Centrale au sens le plus vaste de ce mot. La Serbie entrant dans ce cadre, son sort aussi y est prévu de la manière suivante.

Harden ne donne pas de propositions concrètes, pour la même raison que Rathenau. Mais aussi parce que « ce n'est pas notre tâche de participer à la réorganisation intérieure de l'Autriche-Hongrie sous la forme... d'une fédération d'Etats nationaux ; nous ne pouvons que désirer qu'elle se fasse vite et sans peine » (« Krieg und Frieden », tome II, p. 204). Il ne donne que la solution générale, mais qui, d'après lui, sera le fondement élémentaire et essentiel du nouvel édifice. « Habsbourg même, le rocher de la pensée (Machtwillen) monarchique a reconnu maintenant, a même déclaré publiquement que la démocratie libre... est devenu nécessaire et que son avènement ne peut plus être retardé, ni par

la diplomatie (Schieberlist) ni par l'épée (Schwertgewalt) ; nécessaire, parce que seule la libre volonté de peuples tout entiers, et non pas celle d'un empereur, d'un roi, d'un chancelier, d'un cabinet, peut porter le fardeau de la responsabilité qu'entraînent les décisions du temps de paix après une guerre aussi formidable ». La guerre une fois finie de la sorte, personne ne demandera plus : « où, entre Hambourg et Trieste, Anvers et Bagdad, il y a des poteaux-frontières et de quelles couleurs ils sont. On y verra au service de l'humanité des peuples libres, paisibles et forts et qui décideront eux-mêmes de leur sort » (c. I. p. 203).

Cette conquête, telle que Harden se la représente, est donc différente, dans son principe même, de la conquête des pangermanistes. C'est pourquoi il ne suffit pas du tout de la caractériser comme n'étant qu'un « Kriegsmacher » ainsi que le « Prager Tagblatt » le faisait dès avant la guerre (du 26 IV, 1913) (Nippold « Der deutsche Chauvinismus », p. 1635). Ce journal continue : « Selon toute apparence, Harden est l'héritier direct des idées de Bismarck ; selon toute apparence, c'est de là qu'il tire sa thèse que la force seule donne le succès en politique. Mais Harden oublie seulement que le politicien le plus réaliste que l'Allemagne ait jamais eu, Bismarck, ne s'est jamais adonné à des formules aussi doctrinaires... Maximilien Harden, il est vrai, est moins « Realpolitiker » que poète politique, il cultive le geste héroïque, il ne pense pas politiquement, mais esthétiquement » (c. I.).

Est ce vraiment le manque de sens politique qui, dans ce cas, explique tout, ou au moins quelque chose ? Nous verrons bientôt qu'on reprochera la même lacune à un homme tout à fait autre que Harden et qui pourtant lui ressemble : Hermann Wendel. Ici il suffit de retenir que c'est sur la force, il est vrai, que Harden fonde tout ; mais que le sens qui donne à ce mot se distingue essentiellement du sens que les pangermanistes lui donnent. Ce n'est pas de la force physique qu'il s'agit ici, mais de la force vitale toute entière. Voilà pourquoi Harden emploie la jolie image du hêtre. N'est-ce pas plus qu'une vérité, mais la source même de toute morale, que la victoire appartient à l'homme qui a la meilleure santé ?

Notre tâche n'est pas ici d'examiner ce qui éloigne ou rapproche Harden de Nietzsche. Un seul point nous arrêtera encore. La conclusion que Harden tire de son image du hêtre ne peut pas, sans doute, être réfutée tant qu'il s'agit des arbres. Mais Harden oublie une chose : Qu'il y a une différence entre les arbres et les hommes. C'est que les hommes ne sont pas des arbres mais des hommes, c'est-à-dire que l'homme a ce que l'arbre n'a pas : la notion du droit. Certes parmi les hommes, comme parmi les arbres, il y en a de « grands » et de « petits » : le pin ne peut pas être un hêtre. C'est justement pour cette raison que l'homme fonde ses relations avec les autres hommes sur ce qu'il appelle « le droit ». Car si ces relations sont à base de force, l'homme parle de « l'injustice ». Voilà ce que le darwinisme nietzschéen de Harden a méconnu : il ne s'agit

pas ici d'une gradation mécanique de valeurs, mais avant tout d'une différence établie par la nature. Les prémisses de Harden n'étant qu'à moitié justes, sa conception toute entière ne peut pas avoir un aspect fixe. Voilà comment il est possible qu'on puisse croire sa conception impérialiste, alors qu'il ne veut lui-même être que démocrate.

d) **Le Verbalisme philosophique.** — Dans son récent ouvrage, Harden cite le mot de Frédéric le Grand : « Si les Princes veulent la guerre, ils la commencent, et après, ils font prouver par un juriste que le droit est de leur côté » (« Krieg und Friede », tome I, p. 495). Et il continue : « Dans la note de Vienne à la Serbie, note dont la dureté est sans précédent dans l'histoire, chaque phrase est une preuve que l'Autriche-Hongrie a voulu la guerre... dès ce moment, les juristes du Ballplatz travaillèrent à leur plaidoirie ». Harden lui-même conseille, comme nous l'avons vu, de renoncer maintenant à tout essai de preuve, car la seule chose qui importe en ce moment c'est, d'après lui, de vaincre.

Mais tout le monde, en Allemagne, n'est pas de son avis. L'opinion unanime dit plutôt que c'est l'Allemagne qui a été attaquée. Seulement, comment mettre cette opinion en accord avec les faits extérieurs ? Voilà la question qui préoccupe bien des gens. La poétesse Isolde Kurz compare, quelque part, l'Allemagne à un duelliste qui a été attaqué, mais qui, étant le plus habile, a frappé le premier : image qui résume bien

l'opinion allemande. C'est dans ce sens qu'elle s'est orientée, et qu'elle cherche « une preuve ».

Et c'est à ce point de vue que le professeur d'Université Max Scheler est un représentant caractéristique de l'opinion allemande contemporaine. « La vie intellectuelle allemande d'aujourd'hui possède en Max Scheler une de ses personnalités les plus originales et les plus marquantes. En tous cas la nouvelle philosophie allemande n'a guère de penseur qui puisse rivaliser avec lui, quant à la force créatrice et à l'audace, à la richesse de l'esprit et à l'abondance bouillonnante de l'être ». (Kerler : « Max Scheler und die impersonalistische lebensanschauung », Ulm, 1917, p. 1).

Scheler n'est certainement pas de ces juristes dont parle Harden, qui veulent prouver le bon droit de l'Allemagne parce qu'ils en ont reçu l'ordre. Scheler est un philosophe et, comme tel, il donne sa propre conception.

Il va sans dire que nous ne prétendons pas ici fixer la valeur de sa philosophie proprement dite. Nous ne voulons examiner que ce qu'il dit, directement ou non, de la question qui nous intéresse : le sort de la Serbie après la guerre.

Pour cela, il faut savoir d'abord pourquoi l'Allemagne fait la guerre : « Le premier et le plus sûr fondement... de notre foi en notre droit est que nous avons pris l'épée pour défendre l'existence, l'indépendance, la liberté de notre Etat et non pas pour un

« but » (1) particulier auquel il aurait suffi de renoncer pour éviter la guerre. Et cette thèse est indiscutable, que nous ayons ou non connu la note de l'Autriche à la Serbie, que cette note eût ou non impliqué la guerre avec la Serbie, que l'Autriche et nous ayons ou non prévu l'immixtion de la Russie dans une guerre serbo-autrichienne. Comment ces événements se passèrent-ils dans le détail ? C'est après une dizaine d'années peut-être que nous pourrions en demander l'explication objective aux archives. Même si nos conversations diplomatiques avaient été telles — et ç'eût été à la gloire de notre diplomatie — que nous ayons forcé moralement nos ennemis à nous attaquer à ce moment précis et non pas deux ou trois années plus tard, notre guerre n'en resterait pas moins une guerre purement défensive. » (Scheler : « Der Genius des Krieger und der deutsche Krieg », p. 220).

Quels résultats Scheler prévoit-il pour cette guerre défensive de l'Allemagne ? Il n'est pas trop optimiste. Il constate d'abord que : « le but de la politique allemande et européenne depuis des siècles déjà est... de rejeter géographiquement la Russie en Asie... et d'élever les Etats balkaniques, jusqu'à présent les bohèmes de l'Europe, au rang d'Etats tranquilles et indépendants de l'influence russe... » Mais : « nous croyons, à dire vrai, que ce but ne sera atteint en rien et que ce que

1. Guillements mis par l'auteur lui-même.

nous pouvons obtenir de mieux du côté russe, c'est la préservation des frontières allemandes actuelles, et des sacrifices modérés de la part de l'Autriche. Mais cette surveillance permanente de la Russie doit devenir, du fait de la guerre, un élément fondamental de notre conception politique. Et c'est en cela que se montre, en même temps, la valeur européenne et indirectement cosmopolite de notre mission intellectuelle et politique allemande, et celle de notre sort géographique et historique. Ce n'est que par une victoire décisive sur notre ennemi occidental et septentrional qu'on pourra arriver à la solidarité de l'Europe et à la suppression de son anarchie intérieure. Alors ce grand but pourra être, nettement envisagé dans l'avenir par les forces communes de l'Europe » (1) (c. I., p. 228).

Nous passons sous silence l'œuvre de Scheler le philosophe, mais Scheler le politicien n'est, en tous cas, qu'un faiseur de phrases. C'est son droit, (à moins que ce ne soit son tort), et celui des autres Allemands, de croire qu'on a voulu les attaquer, et d'agir selon cette croyance. Chaque action implique ses conséquences. Mais pour motiver théoriquement leur façon d'agir, il ne faut pas qu'ils confondent leur foi avec les faits, car ils ne font ainsi que s'accuser eux-mêmes au lieu de donner leurs mobiles, puisqu'ils prennent justement pour un fait ce qui n'est que leur opinion. Ils

1. Le texte est, comme toujours, traduit aussi littéralement que possible.

arrivent ainsi nécessairement non pas à une preuve, mais à un édifice de mots, comme celui dont Scheler nous donne un exemple. D'après lui, comme nous l'avons vu, l'Allemagne fait une guerre défensive puisqu'elle l'a provoquée en obligeant ses ennemis actuels à l'attaquer ; d'après lui, l'amitié de l'Allemagne pour la France et l'Angleterre doit avoir pour base l'hostilité allemande envers ces deux pays ; d'après lui, le cosmopolitisme allemand doit être prouvé par la victoire des armes allemandes. A quoi avons-nous affaire ? A des vérités ou à des contradictions ? Voilà ce qu'on ne sait pas. On n'est pas convaincu, car on oscille entre deux extrêmes. Et, c'est presque malgré soi qu'on est obligé de se dire que des mots, même réunis en longues phrases, même avec beaucoup de guillemets, même dans de gros volumes comme ceux de Scheler, ne peuvent pas remplacer la pensée vraie en elle-même. Voilà pourquoi Scheler ressemble beaucoup aux juristes-reconstructeurs de Maximilien Harden. Il est puni par les faits qu'il a voulu violenter. En 1915, il écrivit : « Celui qui espère même un démembrement de l'Empire russe en petits Etats autonomes, s'abandonne à des espérances tout à fait grossières » (c. l., p. 230).

e) **Realpolitik**. — Il est extrêmement rare que l'opinion allemande considère la question de Serbie comme une question, non seulement allemande ou autrichienne, mais aussi un peu serbe. Elle admettrait

alors que le seul accord possible, — si toutefois il est possible, — est celui qui serait véritablement un accord, celui qui contenterait, ou, du moins, s'efforceraient de contenter les deux partis. Bref, que le refus de donner satisfaction aux Serbes, qui désirent se réunir en un seul Etat, comme le dit Onicul, ramènerait l'ancien état de choses insupportable, qui a provoqué la guerre et qui la provoquerait toujours « (Der Beruf der österreichisch-ungarischen Monarchie », dans les « Süddeutsche Monatshefte », mai 1917, p. 213).

Onicul lui-même, il est vrai, est d'avis que la reconstitution de la Serbie comporterait le même danger, et il en conclut que les Serbes doivent être réunis sous le sceptre des Habsbourg. La politique officielle autrichienne semble s'orienter de plus en plus, elle aussi, dans cette direction. Cette tendance, sans cesse grandissante, de faire de l'Autriche un Etat fédératif d'Etats nationaux, et que nous examinerons en tant que conception d'Etat dans la partie intitulée « l'Autriche Nouvelle », doit forcément avoir aussi un reflet dans l'opinion allemande. « Les tribus très remuantes des Croates et des Serbes, qui ne se distinguent l'une de l'autre que par l'écriture et la religion, de même que les Slovènes, se sont groupés autour de la bannière unique yougoslave. Cette union sera-t-elle consacrée définitivement par le succès ? C'est une autre question. Pour le moment, elle existe dans toute sa force. Ce mouvement n'est pas tout à fait nouveau. Plusieurs hommes remarquables

et haut placés de la Monarchie s'occupèrent déjà, il y a bien des années, du trialisme de la Monarchie. Mais s aspirations hongroises étouffèrent tout à fait de tels projets et rendirent de plus en plus violente l'agitation serbe, jusqu'à ce que, enfin, l'explosion de Sarajevo se produisit... La guerre mondiale sortit du méfait serbe. La question yougoslave ne disparut plus dès lors du domaine de la politique intérieure de la Monarchie. On pourrait peut-être arriver à une solution en créant, par un retour à l'ancienne idée trialiste, un troisième Etat dans l'ensemble solide de l'union réelle de la Monarchie. Il embrasserait, non seulement, comme jusqu'à présent, uniquement d'après le nom, mais aussi en réalité : la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie ; de plus, les pays d'empire de même tribu : la Bosnie et l'Herzégovine, de même que les parties slovènes de la côte de Carniole, le Carso et la Styrie. Trieste cependant, étant un port indispensable à l'Autriche, il faudrait lui trouver, par rapport à celle-ci, une position semblable à celle de Fiume par rapport à la Hongrie. Une telle solution rencontrerait sans doute bien des résistances, car la Hongrie ferait naturellement des pieds et des mains pour ne pas renoncer à son influence sur la Croatie, sur les pays d'empire, et par là, à sa prépondérance dans la Monarchie. D'autre part, l'Autriche se défendrait ; elle aussi, avant de se séparer de nombre de ses Etats, surtout de ses pays côtiers. Néanmoins, il sera difficile de trouver une meilleure solution, surtout si l'on réflé-

chit que les peuples en question devront être satisfaits par la solution. Car enfin il s'agit de cela avant tout, puisque seuls les peuples contents de leur sort sont des appuis confiants de l'Etat. La position d'un Etat qui, dans des situations critiques, doit encore lutter contre « l'ennemi intérieur », est la plus terrible qui soit ». (Anonyme : « Politische Fragen in Osterreich-Ungarn », dans la « Europäische Staats-und Wirtschaftszeitung » du 13 juillet 1918).

Voilà à peu près une des solutions les plus conciliantes que les Allemands donnent à la question serbe. Pourtant il y en a une autre encore plus conciliante : elle se distingue de la première par le principe plus que par le degré. C'est la solution de Hermann Wendel. Nous la connaissons déjà : Wendel est d'avis que l'unité yougoslave doit nécessairement se faire un jour, indépendamment de l'Autriche.

Mais Wendel ajoute, comme nous l'avons vu aussi, que cette unité ne se fera pas maintenant. Il conseille aux Serbes d'y renoncer pour le moment, afin de pouvoir la réaliser plus tard quand ils ne seront plus épuisés comme ils le sont maintenant. Wendel est donc, comme Harden, pour un accord.

Pourtant Wendel et Harden sont deux extrêmes. L'accord est, chez Harden, le but dernier. Dans la conception de Wendel, l'accord n'a que la valeur d'un moyen pratique. Leurs méthodes se distinguent entièrement l'une de l'autre : Wendel a été en Serbie, il con-

naît la langue serbe: Harden, comme nous l'avons vu, n'a même jamais causé avec un Serbe. Il cherche à résoudre la question serbe psychologiquement, Wendel historiquement. La conception de Harden est hardennienne; Wendel est socialiste. A vrai dire, tandis que les autres socialistes sont contraints, ou devraient être contraints, de se débarrasser des préjugés chauvins et de chercher la vérité dans l'idée même du socialisme, Wendel a un mérite tout personnel. N'étant pas seulement homme politique, mais aussi critique d'art, il ne s'est pas borné à voir dans la question serbe une question matérielle et économique; il a cherché aussi à la comprendre dans son expression intellectuelle. Est il donc étonnant qu'on reproche à Wendel, comme on l'a reproché à Harden, de ne pas être ce que l'Allemand appelle un « Realpolitiker » ?

Grunwald, secrétaire de la fraction socialiste de l'ancien Reichstag, dit ironiquement qu'il espère que « la politique balkanique idéologique et étrange de Wendel a tout de même gardé un peu le sens de la réalité ». Il appelle Wendel un « serbophile notoire ». Pourtant Wendel est loin de donner raison aux Serbes. Pour ceux-ci, ses conclusions n'ont rien d'extraordinaire; au contraire, elles ne concordent pas même avec le minimum de leurs aspirations. Aussi Wendel s'est-il vu attaquer par les Serbes eux-mêmes. Il s'en plaint dans la « Glocke » (du 12 mai 1917; article: « Serbien und Mitteleuropa »): « Il y a des Allemands qui m'appellent un peu facétieusement un

panserbe masqué, et voilà maintenant des Serbes (il pense à Markovic, professeur à l'Université de Belgrade, rédacteur en chef de « la Serbie » de Genève) qui, très sérieusement, m'appellent un pangermaniste masqué ». Toutefois si l'on considère Wendel, non pas comme un individu isolé, mais si on le replace dans le milieu où il vit, ce qui le distingue des autres saute aux yeux : sa figure se dessine nettement sur l'arrière-plan. Ses conclusions qui, du point de vue serbe, ne sont que tout à fait insuffisantes, deviennent vastes et hardies comparées aux conclusions des autres Allemands. C'est Wendel qui, par ses écrits, s'est opposé aussi aux attaques et aux prétentions de la Bulgarie officielle contre la Serbie. Contraint de choisir entre l'amie et l'ennemie de sa patrie, il a pris parti pour le parti où il croyait voir le droit, et ce fut ici pour la Serbie. (Voir la polémique entre Wendel et Rizoff, ministre bulgare à Berlin. « Vorwärts » des 2, 8, 26 juillet, 12 août, 7 septembre 1917. Traduits en français et réunis sous le titre de « Pro Macedonia », introduction par Delest. Paris, Georges Roustan, 1918).

Comment Wendel s'est-il attiré le reproche de ne pas être un « politicien réaliste » ? C'est qu'avant tout, il ne condamne pas les Serbes d'avance. Cette objectivité paraît naturellement du parti pris à l'opinion publique allemande. Ce sont, au contraire, les Autrichiens qu'il condamne. Dans un article que Wendel a écrit sur le poète croate Preradovic qui était général

autrichien, il dit que : « Preradovic ne pouvait ôter l'uniforme de l'empereur, parce qu'il vivait de sa solde; mais, secrètement, il se sentait comme honteux d'avoir à se battre contre la liberté, contre les Italiens, qui avait la même soif de l'indépendance que son propre peuple. » Car : « en l'an 1848, les Croates se soulevèrent dans une insurrection nationale contre leurs oppresseurs magyars, mais ils eurent le sort doublement tragique d'être utilisés par la réaction comme chair à canon, puis d'être honteusement trompés par la promesse de la paix... L'absolutisme habsbourgeois écrasa du poing toute tentative de conscience nationale yougoslave » (« Neue Zeit » du 7 juin 1918). En second lieu, l'opinion allemande aime à traiter d'utopies toutes les tendances libérales. Wendel ayant des sympathies pour les Serbes, justement parce qu'il voit réalisé en eux le principe démocratique (« Neue Zeit » du 19 IV 18) n'est pour elle qu'un utopiste.

La politique de Wendel n'est donc pas une « Realpolitik » « au sens ordinaire de ce mot. Ce n'est pas une politique de « la main forte ». Elle n'attend rien de la force; elle attend tout au contraire de la conciliation. C'est là son point essentiel : elle cherche à s'adapter aux circonstances, c'est cette adaptation qui est sa caractéristique. On peut le constater nettement dans l'évolution que la conception de Wendel a subie pendant la guerre. Nous avons vu comment il a conseillé aux Serbes de ne pas poursuivre pour aujourd'hui la solution définitive

de leur question. Dans un article paru dernièrement dans la « Neue Rundschau » (août 1918, « Südslavischer Aufstieg ») il conclut, au contraire, « qu'une solution définitive et sans réticences de la question yougoslave est un devoir historique et fait partie des conditions sine qua non d'une paix durable... C'est pourquoi le don de prophétie n'est pas nécessaire pour prédire que tôt ou tard ce non sens de l'histoire disparaîtra, par le fait même que les masses yougoslaves surmonteront tous les obstacles intérieurs et extérieurs pour arriver à leur unité nationale, et selon la constellation politique : avec nous, sans nous, ou contre nous. »

L'article est très remarquable en lui-même par sa connaissance intime des faits historiques et par son esprit objectif. Il est aussi remarquable qu'il ait paru dans une des plus grandes revues allemandes. Nous ne pouvons que regretter qu'il soit ici hors de propos d'en parler plus longuement.

f) **L'Europe centrale.** — « L'Europe centrale n'est pas seulement voulue par des économistes convaincus de la nécessité d'accroître la base territoriale de la puissance allemande et par des hommes d'affaire soucieux d'étendre le domaine de leurs opérations ou désireux de se rattacher à un organisme économique plus vaste et plus vivant. Elle donne satisfaction aussi à des aspirations d'un caractère plus idéaliste. Elle plaît aux partisans d'une Grande Allemagne, qui engloberait l'Autriche dans ses limites ; aux romantiques qui rêvent de

la restauration du Saint-Empire ; aux pangermanistes, avides d'étendre l'hégémonie allemande ; aux impérialistes qui y voient la possibilité de constituer un groupement germanique équivalent aux grands groupements mondiaux anglais, américains ou slaves ; aux démocrates qui y voient un Etat supra national où s'atténueraient les antagonismes nationaux et les défiances particularistes ; aux socialistes majoritaires qui tiennent l'Europe centrale pour un acheminement vers l'Internationalisme et le libre échange. Elle n'est guère combattue que par les extrêmes de droite et de gauche, les uns au nom d'un particularisme résolument allemand ou prussien, autrichien ou magyar ; les autres, en vertu de leur hostilité irréductible à tout impérialisme et parce qu'elle est à leurs yeux une conception trop nationaliste encore et trop capitaliste. » (Henri Lichtenberger) : « L'impérialisme économique allemand », (p. 128). Sous le nom d'Europe centrale se cachent donc les conceptions les plus différentes et même les plus opposées. La solution d'une question concrète comme celle de la Serbie dépendra, par conséquent, de la conception particulière à laquelle on aura affaire.

Mais il s'agit ici de savoir si l'Europe centrale représente vraiment une conception nouvelle et spécifique, si elle se distingue des autres conceptions telles que l'impérialisme, le pangermanisme, etc. Il s'agit de savoir si la valeur de l'Europe centrale est d'être un moyen pour la réalisation de conceptions anciennes ou si elle porte

en soi une valeur propre. Son succès s'explique-t-il par cette valeur propre, ou bien a-t-elle pu être réclamée comme étant des leurs par les autres conceptions, parce qu'elle manque de valeur propre ?

Reportons-nous au livre fondamental, le « *Mittel-europa* » de Frédéric Naumann auquel, comme le dit Gürtler, professeur de statistique à l'Université de Graz : « l'Europe centrale doit, au moins pour la plus grande partie, sinon entièrement, sa position actuelle dans le cadre des problèmes de l'avenir » (« *Osterreich-Ungarn ein Schema für Mitteleuropa* », p. 3).

Naumann constate d'abord que : « les Allemands de l'Empire n'ont pas toujours songé, en parlant de la guerre, à la façon dont l'exposition de buts purement allemands agirait sur les combattants slaves et magyars. Ce fut un faux pas, par exemple, de parler d'une lutte décisive entre les Germains et les Slaves, une déviation de l'idée d'alliés qu'on peut bien comprendre, mais qui est tout de même regrettable... Ou bien, la guerre est une guerre allemande et alors nous ne devons pas nous plaindre qu'elle soit conçue comme telle à Prague et à Agram ; ou bien elle est la guerre de l'Europe centrale et alors nous avons le devoir et l'obligation de parler et d'agir en Européens centraux » (p. 19). Mais Naumann ajoute : « Nous ne demandons et ne promettons pas de pâle objectivité... Nous voulons réfléchir sur ce sujet en tant qu'Allemands, pas comme de petites gens qui ne pensent qu'à eux-mêmes et à leurs intérêts les plus

proches, mais comme membres de la plus grande nation de l'Europe centrale, nation qui est prépondérante » (p. 75).

Ces deux expressions ne représentent-elles pas une contradiction ? Pour Naumann, elles représentent au contraire une harmonie. « Nos regards étaient tournés vers l'ouest... mais nous occupions trop peu des petits centres de civilisation qui sont en voie de formation dans l'Est... Ici, la nouvelle génération de jeunes gens doit faire, après la guerre, de meilleur travail que le nôtre à nous autres vieux, pour que le type de l'homme de l'Europe centrale se forme par la synthèse de tous les éléments de l'éducation et de toutes les activités, et qu'il devienne ainsi le support d'une culture multiple et riche de contenu et qui se développera autour du Germanisme » (p. 100 s.). Que signifie ces termes : « autour du Germanisme » ? « Dominant les habitants de l'Empire allemand : Allemands, Français, Danois, Polonais, les habitants de la Hongrie : Magyars, Allemands, Roumains, Slovaques, Croates, Serbes ; et les habitants de l'Autriche : Allemands, Tchèques, Slovaques, Polonais, Yougoslaves, nous nous imaginons une notion suprême de l'Europe centrale. L'Europe centrale sera allemande dans son noyau, emploiera pour elle-même la langue mondiale et intermédiaire allemande ; mais elle doit montrer dès le premier jour sa souplesse et son esprit de conciliation à toutes les langues voisines qui sont des éléments de l'Europe centrale » (p. 100).

La conception est-elle devenue plus claire ainsi ? Une seule chose est certaine : c'est qu'il s'agit de la suprématie des Allemands sur les autres peuples. Il est vrai que Naumann, lui-même, sait fort bien que, par exemple « les Slaves d'Autriche et aussi ceux de la Hongrie, ne se promettent pas d'avance une grande joie d'une fraternisation avec les Allemands de l'Empire, ayant été le plus souvent en disputes constantes avec les Allemands de leur entourage... de sorte qu'ils considèrent ceux-ci comme leurs ennemis intérieurs et jugent d'après eux tous les Allemands » (p. 19). Et il sait encore que les Serbes d'Autriche « sont attirés par la Serbie où ils voient leur propre peuple dominer, alors qu'eux ne dominent pas en Autriche » (p. 91). Quelle est donc la solution par laquelle il veut faire disparaître ces problèmes ? « Il faut s'avouer franchement que là, comme dans tous les endroits semblables d'ailleurs de l'Europe centrale, il y aura des désirs inassouvis tant que les petits peuples voisins qui exercent une influence magnétique ne seront pas englobés... dans une grande et libre confédération de l'Europe centrale... Mais, même si un jour la tolérance nationale régnait dans l'Europe centrale, cela ne pourrait pas signifier la pure souveraineté des petits peuples. C'est dur, mais l'histoire le veut ainsi. Les petits corps politiques ont besoin d'appui. C'est pourquoi il subsistera des espérances nationales inassouvies, des amertumes qu'aucun congrès de paix et aucun président du conseil ne peuvent

transformer en délices ; pourtant l'Etat dont les petits peuples font partie a bien des raisons de ne pas les pousser au sombre désespoir. C'est ce qu'il faut apprendre dans la guerre : le degré de souplesse qu'il faut observer, entre autres choses, pour maintenir l'Etat sans lui nuire ! Partout... dans l'Europe centrale, on a un besoin pressant d'une manière paisible d'envisager des minorités paisibles. Cela doit être le véritable esprit de notre confédération d'Etats de l'Europe centrale... Il y faut avoir beaucoup plus de libéralisme objectif et sensible, au delà même des limites linguistiques » (p. 92).

Naumann parle-t-il sérieusement ? Ne fait-il pas que souligner la contradiction que nous avons constatée ? Quel est ce libéralisme qui repose sur le refus opposé aux aspirations nationales ? Et ce qui est plus inattendu encore c'est l'application qu'il fait de sa doctrine.

Dans son livre Naumann ne parle pas directement de la Serbie (p. 2) mais il en parle ailleurs et voici comment.

Il dit, quant à la Serbie et à la Bulgarie, que, dans les Balkans, il n'existe pas de frontières nettes entre les nationalités : « Mais en cas de doute, nous sommes de l'avis bulgare ». Puis : « Il faut qu'il existe une route entre Budapest et Sofia qui ne puisse pas être coupée par la Serbie ou la Roumanie. Le sort de la Serbie dépendra de la façon dont les sphères d'intérêts bulgaro-magyaro-autrichiennes seront réglées. Nous désirons ardemment que des conditions de vie supportables

soient faites au peuple serbe qui n'est pas responsable des méfaits et des violations de droit dont sa dynastie s'est rendue coupable. Nous conseillons d'ouvrir aux Serbes un pont adriatique pour leurs besoins économiques, mais le vieux jeu de rivalité entre la Serbie et la Bulgarie ne doit pas recommencer » (« Balkanfragen », dans la « Hilfe » du 14 décembre 1916). Presque deux ans plus tard (« Balkanfrage », dans la « Hilfe » du 27 juin 1918) il donne plus de précisions : « Puisqu'il n'y a pas de plan allemand définitif pour les Balkans, et puisqu'il n'y a pas, en tant qu'instructions secrètes, de directions pacifistes données au service intérieur diplomatique, il faut arriver à ce que le public allemand s'occupe beaucoup plus intensément que jusqu'à présent de la question balkanique, non pas en accumulant des nouvelles différentes, mais avec l'intention d'établir les lignes de direction de la conduite politique. Les lignes suivantes ne veulent être qu'une contribution à ce travail. » Dans le quatrième de ces paragraphes, il dit : « Il faut qu'entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie soit établie une entente sur leurs intérêts balkaniques, entente dans laquelle sera indiquée la situation future de la Serbie. Puisque les Serbes ne croient pas encore bon de faire la paix avec les puissances de l'Europe centrale, ils ne peuvent pas être admis, pour le moment, à participer à ces discussions. La pensée fondamentale de l'accord austro bulgare devrait être, selon nous, d'établir que la côte est de l'Adriatique jusqu'à la frontière septentrionale de la

Grèce, fasse partie de la sphère d'influence austro-hongroise, de sorte que la future ligne de chemin de fer Trieste-Serajevo-Skutari-Valona-Ochrida-Athènes ne puisse être à la merci d'aucune autre puissance et que, d'autre part, Salonique et Bitolja (Monastir) fassent partie de la sphère bulgare. Ce n'est que par cette délimitation que l'ancien théâtre des luttes de la péninsule balkanique pourra devenir un territoire pacifique. Il faut qu'on assure les droits des minorités et l'autonomie des nationalités confondues dans ce partage balkanique. Le reste de l'Etat serbe sera contraint à signer une paix définitive avec l'Autriche-Hongrie. »

On se demande encore en quoi la doctrine de Naumann diffère de l'impérialisme ou du pangermanisme ? Le programme extérieur est pseudo-libéral. Les solutions concrètes ne se distinguent pas de celles que nous avons déjà examinées. La conception de Naumann est elle une conception ou une pure contradiction ? Dans une conférence faite à Christiania aux étudiants norvégiens, il dit : « les puissances occidentales... essayent... de présenter les choses comme si la paix de notre continent ne pouvait que gagner à la transformation en Etats autonomes des différentes nationalités qui peuplent le territoire austro hongrois. Mais aussitôt qu'on examine la question sur la carte et en tenant compte des innombrables points de friction, on est obligé de reconnaître que l'autonomie de toutes les unités ethniques conduirait à une entière balkanisation des Etats danubiens,

c'est-à-dire à un état de choses d'où sortiraient des conflits futurs en nombre infini. La double monarchie austro-hongroise, malgré les difficultés inhérentes à sa construction, est encore le plus sûr garant de paix qui puisse exister dans l'Europe centrale. C'est pour cette paix, au centre de l'Europe, que l'Allemagne a été obligée de se placer, avec toutes ses forces, aux côtés de son alliée ». (« La cause allemande ». Soleure, 1918).

Ne répond-il pas ainsi lui-même ? Il veut la paix, non pas en résolvant, mais en forçant les questions. Une telle paix est-elle autre chose qu'une guerre déguisée ? Naumann lui-même caractérise sa conception avec la plus grande exactitude en disant que « le bâtiment de l'Europe centrale est un travail de pensées » (« Mitteleuropa », p. 179). Elle a son fondement dans l'abstrait : elle n'est qu'*Etatisme pur* : l'homme est le moyen et l'Etat le but.

Il est parfaitement compréhensible maintenant qu'elle ait pu devenir si populaire : *en tant qu'Etatisme pur, elle peut servir de forme à tout contenu.* —

Il est donc naturel qu'à côté de cette doctrine, toutes les autres théories de l'Europe centrale n'aient qu'une signification restreinte. Oncken, par exemple, professeur d'histoire à l'Université de Heidelberg, s'oppose consciemment à Naumann en exprimant sa conception de l'Europe centrale (« Das alte und das neue Mitteleuropa », Gotha, 1917). Il trouve trop chimériques « les pensées de Naumann visant à faire de l'Europe centrale

un « sur-Etat » et envisageant même un nouveau type d'homme : l'Européen central. Je repousse toutes ces idées non seulement parce qu'elles ne me semblent pas être réalisables, mais parce que je crois que leur réalisation, même si on pouvait l'imaginer, ne serait pas désirable. Les individualités des Etats et des nationalités sont trop précieuses dans leur particularité pour qu'elles doivent être transformées en faveur de notions dérivées artificiellement » (p. 96). Il se place au point de vue de « la souveraineté absolue des membres de l'Europe centrale » (p. 96). Son but est d'opposer : « aux mégalomanies qui ne peuvent s'imaginer le monde que partagé en sphères anglo-saxonne, russe et sino-japonaise, un système fondé sur la liberté individuelle et la coopération volontaire » (p. 119). Voici ce plan général traduit en pratique : « Les puissances centrales ont déjà fait savoir qu'elles... ne se refusent pas au rétablissement (des Etats balkaniques), d'autant moins qu'elles ne peuvent, en aucun cas, envisager l'éventualité de priver des peuples majeurs de leur droit d'exister comme nationalité... Il va sans dire que, non seulement, il faut exclure, de ces Etats à rétablir, les parties étrangères telles que la Dobroujia, la Macédoine, la Vieille Serbie, en faveur de la mère-patrie naturelle, mais que ce rétablissement lui-même doit se faire sous garantie... Les futurs gouverneurs de ces Etats : de la Roumanie, comme de la Serbie-Monténégro, (dont l'unification est à souhaiter pour différentes raisons,) ne

pourront regagner la confiance qu'ils ont perdue que par une conduite absolument loyale... A Belgrade on sera obligé de se ranger à une politique vraiment neutre ou amicale. La Roumanie et la Serbie-Monténégro devront être prêtes à fusionner, dans toute leur autonomie, avec le groupement guidé par les puissances centrales » (p. 116).

On ne peut caractériser cette conception autrement que comme une pure contradiction. Il n'y a là que des paroles vides de sens. Je ne sais pas si les puissances centrales, comme le dit Oncken, ont fait savoir qu'elles n'ont pas l'intention de priver les peuples de leur droit à l'existence libre, mais en tous cas, la Serbie a fait savoir que la liberté signifie pour elle la libération des puissances centrales. Ce n'est qu'une contradiction de vouloir incorporer la Serbie à l'Europe centrale en se basant sur le principe de la liberté.

g) **La conquête de l'Orient.** — Il y a bien des raisons qui obligent l'Allemagne à tourner, comme le dit Naumann, ses regards vers l'est. Il ne s'agit ici d'aucun de ces deux grands groupements qu'on peut distinguer dans l'opinion allemande : celui des conservateurs qui sont anglophobes et celui des libéraux qui sont russophobes et slavophobes. Il s'agit, au contraire, de la tendance qui cherche à donner à la politique extérieure allemande un but positif. Les civilisations latine et anglo-saxonne étant plus anciennes que celle de l'Allemagne, l'Allemagne doit renoncer d'avance à jouer

auprès d'elles le rôle de guide ou de protecteur. Mais, pour une raison analogue, elle croit pouvoir et devoir jouer ce rôle envers les civilisations naissantes de l'Est. La première tâche de la politique extérieure allemande est donc la « conquête culturelle », comme disent les Allemands, de l'Orient. Au fond naturellement, la notion de conquête et celle de civilisation s'excluent d'avance l'une l'autre. En effet, la conquête dite culturelle n'est qu'une affiche, un projet *in spe* qu'on n'a jamais expliqué plus précisément, ni même tâché d'expliquer, car la seule chose dont on parle toujours, c'est la conquête économique. On suppose probablement que celle-ci est la base de celle-là. S'il en est ainsi, tout le projet de l'Allemagne s'écroule de lui-même. Car le seul procédé qui puisse avoir du succès est le procédé inverse. La conquête culturelle est une contradiction dans les termes. Elle n'aboutira que si elle cesse d'être conquête, c'est-à-dire que la « culture » n'est pas la conséquence, mais le point de départ de la « conquête ». Si un peuple se rapproche d'un autre, au nom de la supériorité de sa civilisation, ne faut-il pas que, dans son rapprochement, il fasse preuve de cette supériorité ? En donne-t-il une preuve s'il emploie, pour arriver à ce rapprochement, des moyens de civilisations qui cachent l'intention opposée : la conquête ? Est-il étonnant que l'autre peuple s'y oppose de toutes ses forces ? Le rapprochement ne peut avoir de conséquences pratiques, c'est-à-dire utiles matériellement pour tous deux, que s'il est basé

sur la confiance. La question de la conquête culturelle de l'Orient n'est-elle pas la question de la culture allemande : avant d'enseigner à d'autres la civilisation, ne faut-il pas que les Allemands apprennent à l'enseigner ?

La conception de la conquête de l'Orient représente donc purement et simplement, s'il ne s'agit pas d'une phrase contradictoire, une conquête matérielle : soit économique, soit aussi politique. Donc, bien que, en tant que conception, elle se distingue nettement de la conception de l'Europe centrale, il est naturel que, par les conséquences pratiques, elle s'identifie souvent à cette dernière : toutes deux sont orientées vers l'Est.

Mais ce qui varie plus encore que les motifs ce sont les plans d'exécution. Les deux idées extrêmes sont d'un côté la conception que l'Allemagne n'est pas intéressée directement à la question balkanique et que, par conséquent, il faut qu'elle en confie entièrement la solution à l'Autriche (Leadmiralitätsrat Roth : « Ein deutscher Frieden », p. 9). La conquête de l'Orient serait ainsi un problème autrichien. L'autre extrême est représenté par la conception qui voudrait réaliser un grand empire mondial dont les membres principaux seraient l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie. Les variantes se meuvent dans ce cadre. On peut toutefois y distinguer deux tendances : l'une qui veut résoudre la question en se plaçant au point de vue historique, l'autre qui la résoudrait en se plaçant au point de vue géographique.

L'une conçoit la question de l'Orient en la regardant par l'intermédiaire de l'Autriche. Le rôle historique de l'Autriche, pour elle, est justement de résoudre cette question, tout en étant l'alliée de l'Allemagne. Les solutions qu'on propose, dans ce cas, sont donc plus ou moins générales : elles sont des déductions du passé pour le futur.

N'étant pas liée historiquement aux Balkans et à la Turquie, l'Allemagne ne peut faire naître de nouveaux rapports avec ces pays que par induction. Ce sont les données concrètes sur lesquelles on se base avant tout dans ce cas. C'est cette tendance qui mérite le mieux le nom de conquête de l'Orient. C'est le point de vue géographique, économique, commercial, bref, matériel, qui joue ici le rôle décisif. Il est naturel que cette conception soit la plus populaire de toutes celles qui envisagent la question des Balkans : sa caractéristique est d'être, de toutes les conceptions, celle qui est le moins une conception, parce qu'elle n'est qu'une conquête purement matérielle.

D'après le professeur Küntzel, d'une façon tout à fait générale, il est déjà certain « que le seul fondement possible pour le développement des peuples slaves d'Autriche est la suprématie de la culture allemande et l'éloignement de celle de la Russie... La Russie est pauvre de culture... L'heureux avenir des nations balkaniques proprement dites dépend, quant à leur liberté et à leur développement intellectuel et économique, de la politique

balkanique de la double alliance » (Osterreich-Ungarn in Vergangenheit und Fegenwart », p. 128). Il est vrai que d'un autre côté « par... le renoncement de la démocratie russe à Constantinople, à la domination du monde et à d'autres « enfantillages », la nécessité de l'existence de l'Autriche a disparu pour l'Europe, dans le sens ordinaire » constate Lensch, député socialiste à l'ancien Reichstag et rédacteur à la « Leipziger Volkszeitung » (« Drei Jahre Weltrevolution »). Mais, d'après lui, il n'est pas nécessaire d'expliquer que cette nouvelle situation n'exige pas un partage de l'Autriche. Tout au contraire, c'est dans sa conservation qu'est l'intérêt des peuples slaves réunis dans la double monarchie « Il ne s'agit que de leur faire comprendre cet intérêt... Il est vrai que pour cela il faut supprimer tout le système actuel, surtout le système administratif, en Autriche aussi bien qu'en Hongrie. Une démocratisation changera d'un seul coup les conditions vitales du double empire » (p. 148 s.). Mais on se demande si ce n'est pas une contradiction que Leusch propose. La démocratisation de l'Autriche peut-elle signifier autre chose que la libre disposition de ses peuples d'eux-mêmes, c'est-à-dire le partage de l'Autriche ? » Lensch se place bien au point de vue des peuples balkaniques quand il dit : « Pour les peuples balkaniques, la chute du tsarisme signifie... le commencement de leur vraie libération. Par la révolution russe, les manœuvres et les contre-manœuvres de la Russie et de l'Autriche dans les Balkans ont pris fin, de

même que par la chute précédente de la puissance turque. Ainsi le terrible état économique a cessé... qui provoquait sans cesse de nouveaux dangers de guerre et a enfin provoqué la guerre mondiale elle-même. Grâce à ce fait seulement, les peuples balkaniques auront la possibilité de développer leurs forces économiques et de procurer ainsi une base solide à leurs aspirations nationales » (p. 152). Mais ici Lensch change tout d'un coup de point de vue : « Le futur état de choses dans les Balkans peut être très nettement aperçu dès maintenant. L'Etat le plus fort et le plus résistant intérieurement, la Bulgarie, prendra la direction des Balkans. Ses intérêts seront de s'opposer à toute aspiration possible de la Russie à Constantinople, mais en même temps de chercher un appui auprès des puissances centrales pour consolider sa situation » (p. 152). Si la chute du tsarisme est un bonheur pour les peuples balkaniques, la chute de l'Autriche, qui le contre-manœuvrait, ne le serait-elle pas aussi, pour la même raison ? Quelle raison a-t-on d'appliquer un point de vue à la Russie et de ne pas l'appliquer à l'Autriche, étant donné que, d'après Lensch lui-même, leurs rapports à toutes deux avec les peuples balkaniques étaient identiques ? Le démocratisme que Lensch manifeste ici n'est-il pas plutôt un simple esprit de conquête ?

Cet esprit de conquête se manifeste également sous la forme de russophobie et d'austrophilie dans la conception du professeur Hoetzsch. Il est curieux de voir,

ici encore, sur quoi elle est bâtie. Il se demande d'abord « pourquoi l'Autriche-Hongrie existe dans le monde ; si elle poursuit un autre but que de prouver au monde l'incapacité où elle est de résoudre, dans ses Etats, le problème des nationalités » (*Osterreich-Ungarn und der Krieg* », p. 15). « En quoi consistait l'élément nouveau de la politique extérieure austro-hongroise que le comte Andrassy avait à guider ? Il n'est pas très facile de répondre à cela positivement. Ses buts étaient, comme ceux de ses successeurs, Aehrenthal et Berchtold, plutôt négatifs. Son leitmotiv était, comme il l'a exprimé lui-même, d'empêcher... l'unification de la Serbie et du Monténégro et d'abolir ainsi le danger d'une slavisation de cette moitié de la péninsule balkanique » (p. 16). Pourtant Hoetzsch ne trouve pas contradictoire de dire que « dans une guerre moderne, les choses sont tellement complexes que, au sens strict du droit international, on ne peut souvent pas décider, même avec la meilleure volonté, du côté qui a attaqué et de celui qui a été attaqué. Mais, au sens historique le plus profond, l'Autriche-Hongrie était absolument celui qui se défendait » (p. 20). « La nouvelle tâche de l'Autriche est d'être l'Etat dans lequel les Allemands et les Slaves, les Magyars et les Roumains vivront ensemble travaillant paisiblement... à la frontière de l'Europe centrale et de l'Europe orientale » (p. 28). « Car, pour ce qui est des Slaves un grand abîme les sépare en deux camps au moins ! Ils appartiennent à deux églises. Entre l'église catho-

lique et l'église orthodoxe, il y a un abîme qui ne peut être comblé par aucun panslavisme. Ce sont des différences de vie plus profondes que celles des Germains et des Latins » (p. 13). Après de tels arguments, on ne sera plus étonné de voir que par « travail paisible des Allemands et Slaves, Magyars et Roumains », Hoetzsch n'entend rien moins que la suprématie de l'élément allemand qui, « bien qu'il soit en minorité, quant au nombre, est au premier rang économiquement et au point de vue de la civilisation et qui, par conséquent, a le droit... d'être le guide..., si toutefois les regards de l'Autriche-Hongrie doivent rester tournés vers le sud-est..., car... dans la péninsule balkanique, la guerre ouvre, dans tous les cas, de nouvelles possibilités... L'Etat danubien y doit jouer un rôle essentiel, avant tout, parce qu'ainsi les intérêts et le travail commun avec l'empire allemand, vers la Turquie et l'Asie Mineure, en seront la conséquence naturelle » (p. 29 ss.).

Rohrbach estime que la nécessité pour l'Allemagne de se tourner vers l'Est est plutôt une nécessité économique et géographique qu'une nécessité historique. Il est persuadé que la guerre devait se produire et avant la déclaration de guerre (p. 118) il écrit : « Une heure où les forces de l'Allemagne et de ses adversaires seraient mieux partagées pour nous ne reviendrait que difficilement. » (« Der Krieg und die deutsche Politik » p. 118). « C'est un bonheur pour nous que, par la mort de l'archiduc François Ferdinand, l'éruption de la grande cons-

piration anti-allemande ait été provoquée trop tôt » (p. 3). Il est seulement incompréhensible alors qu'il en veuille tant à la Serbie. Il se plaint « qu'on ait envisagé le théâtre des opérations d'Orient, en Serbie, aux détroits turcs, sur l'Euphrate et au canal de Suez... comme un théâtre de second ordre où les choses se régleraient d'elles-mêmes tôt ou tard.... Aujourd'hui, alors qu'un an s'est écoulé depuis la déclaration de guerre, on ne rencontrera guère de contradictions si l'on affirme que la victoire dépend, pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, de l'art qu'elles auront d'imposer en commun la conservation et la consolidation de la Turquie, l'union avec elle et une libre action chez elle » (175). « Quand l'Autriche entra en Serbie, l'aspect oriental de l'avenir allemand était encore, pour la plus grande partie du peuple allemand et de ses guides, au-dessous de l'horizon politico-militaire. Mais maintenant, il est nettement visible à tout le monde. Nous nous rendons compte maintenant que l'on se bat pour savoir si l'Allemagne peut être chassée de ce territoire décisif, où de plus en plus se croisent les lignes politiques et économiques; où aucun des grands peuples de l'Europe ne peut rester sans influence... Entre nous et l'Orient il y a l'Autriche-Hongrie, et entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, il y a la Serbie, la Roumanie et la Bulgarie... Quand le jour de la victoire sera venu, on trouvera bien aussi les moyens et les voies pour mettre en ordre le monde balkanique » (p. 179).

Grothe, secrétaire général de la Société orientaliste de Munich, donne un plan plus précis. « Le chemin de Salonique... fut fermé à l'Autriche-Hongrie par le nouveau royaume serbe (1912-1913). Un Etat, influencé par les désirs russes, se mit devant la ligne qui est assignée géographiquement à tout développement commercial avec l'Orient, car la route Belgrade-Salonique... est plus favorable pour beaucoup de marchandises que le détour par l'Adriatique. Un Etat s'était formé là qui... était artificiel. Par conséquent, le but de l'Autriche-Hongrie doit nécessairement être l'acquisition d'une base large et intangible pour le libre développement de son travail économique et civilisateur. Tout le long de son front sud... dans la vallée de la Morava, de même qu'au voisinage des Portes de Fer, la Monarchie danubienne doit pouvoir... donner la main à la Bulgarie alliée. Heureusement, on a enfin compris cela en Autriche-Hongrie ; on a moins nettement conscience que, du côté est aussi, du côté de la Bosnie, il faut conquérir un chemin libre jusqu'à la Morava serbe, c'est-à-dire... jusqu'à la frontière bulgare. De même à l'ouest, seul un Etat albanais, protégé et soutenu par les puissances centrales, peut garantir à l'Autriche-Hongrie l'influence nécessaire... sur l'Adriatique... Un statu quo... est impossible... Même une petite Serbie et un Monténégro diminué..., à plus forte raison un Etat nouveau formé par ces deux territoires, serviront toujours de points de cristallisation aux velléités yougoslaves. La création

d'un parti yougoslave indépendant, entrant en tiers dans la confédération, au moyen d'un compromis comme le club yougoslave le demanda en mai 1916... reste plus complètement encore en dehors de toute considération... L'admission de la Serbie et du Monténégro... serait le plus terrible des maux. Dans un tel Etat yougoslave... des désirs séparatistes doivent naître... Autant j'estime la valeur de l'âme et de l'esprit des Yougoslaves que m'ont fait connaître maints voyages à Belgrade, en Dalmatie et au Monténégro..., autant leur tempérament politique, dégénéré jusqu'au fanatisme, me semble être un obstacle pour toute tendance de la politique mondiale de l'empire habsbourgeois » (*Osterreich-Ungarns Kriegsziele im Südosten* », dans « *Das grössere Deutschland* » du 30 mars 1918). Grothe conclut que « ce n'est pas une colonie qu'il veut faire de la Serbie et du Monténégro, mais qu'on pourra faire naître un Etat protégé serbo-monténégro, qui sera fortement lié à l'Autriche par un traité et gouverné par une dynastie ».

Rank pense un peu de même. Seulement il est plus bref : « L'obstacle, la politique commerciale de la Serbie qui, avant la guerre, avait fortement gêné le développement du trafic oriental, pourra, nous l'espérons, être supprimé grâce au traité de paix. » (« *Verkehrswege nach dem Orient* », dans la « *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte* » du 12 IV 18).

De même que Grothe, Wirth est d'avis que l'Albanie

doit faire partie « de l'énorme syndicat d'Etats qui s'étend de la mer du Nord à la Mésopotamie, pour maintenir libre l'Adriatique... Au nom de la justice et au nom de l'unité de l'Albanie future, nous devons revendiquer les territoires habités entièrement ou en majorité par les Skipetars et qui furent occupés autrefois, contrairement au droit, par les Serbes et les Grecs ». (Wirth. « Zukunft Albaniens » dans les « Europæische Staats-und Wirtschafts zeitung » du 20 juillet 1918). Wirth reproche à Wendel de parler des Albanais comme d'un peuple inférieur répétant ainsi l'expression de Marx et d'Engels dans la « Neue Rheinische Zeitung » de l'année 1849 (Kautsky « Serbien und Belgien », p. 34).

Pour que ce grand empire germanique puisse subsister, Dix prévoit une grande Bulgarie comme une des colonnes principales de cet édifice. « La nouvelle Bulgarie s'étendra de l'embouchure de la Morava à l'embouchure de la Marica ; elle touchera à la Mer Noire et à la Mer Egée et élargira de beaucoup ses frontières danubiennes. La Bulgarie et la Hongrie deviendront des voisins immédiats sur le Danube, et l'aspect commercial du Danube en sera simplifié essentiellement par la suppression de l'obstacle serbe... Les Balkans ne peuvent profiter pleinement de leur situation géographique qu'en servant de trait d'union entre l'Europe centrale et l'Asie Mineure. Dans ce cas seulement ils peuvent coopérer à la politique commerciale mondiale

au lieu d'en être la victime. Les pays danubiens et des Dardanelles, le pays de l'Elbe et de l'Euphrate — une confédération. Ainsi en sera-t-il, ainsi doit-il en être ».

(« Zwischen zwei Welten », p. 43 ss.). « Si dans les journaux allemands on a demandé, presque en haussant les épaules : « Que nous veut la Serbie ? » notre réponse... sera : la Serbie sera le trait d'union commercial dont on ne peut se passer entre l'Europe centrale et le proche Orient. Il est d'autant plus nécessaire de tenir sûrement en main les routes qui traversent la Serbie. Nous disons intentionnellement « les » routes qui traversent la Serbie, car l'ancienne voie Belgrade-Sofia ne peut être considérée à elle seule comme suffisante... La sécurité des routes serbes dépend naturellement pour l'Europe centrale de l'avenir politique de la Serbie. Peut-être n'est-il pas temps encore de traiter cette question dans tous ses détails, mais sur quelques points de vue décisifs, il y a déjà une clarté suffisante. D'après ce qui a été dit dans les discours de l'empereur Guillaume et du tsar Ferdinand le 18 janvier 1916 à Nis, on peut considérer comme fixé que les territoires de la vieille Serbie et de la Macédoine, qui sont aujourd'hui soumis à l'administration bulgare, le resteront définitivement. Ces territoires comprennent la Serbie de l'est jusqu'à la Morava et tout le sud, y compris les départements de Pristina et de Prizren... C'est de plus une nécessité absolue du trafic de l'Europe centrale que d'assurer la distance de Belgrade à la nouvelle fron-

tière bulgare contre toute influence étrangère, et il n'est pas douteux que la Hongrie, de son côté, ne soit prête à répondre de cette tâche » (p. 47 ss.). « L'Europe centrale doit être à même de pouvoir assurer dans toutes les circonstances le trafic avec la Macédoine, la vieille Bulgarie, Constantinople et l'Asie Mineure. Ce point de vue est surtout décisif pour le problème serbe. Les chemins qui conduisent vers l'Orient par la Save et le Danube, par les vallées de la Morava, du Vardar et de la Marica ne doivent plus être fermés au trafic de l'Europe centrale » (p. 94 s.). L'importance que Dix donne aux Balkans est si grande qu'il dit que « les puissances mondiales qui croyaient les avoir poussées ont dû reconnaître que ce sont elles qui ont été poussées à un moment donné » (p. 58). Dans « *Mittel Europa und der nahe Orient* », il expose aussi la nécessité de la création d'une grande Bulgarie. Il est vrai que bien des gens : « sont moins optimistes (que lui) sur beaucoup de points » (Braun, dans la « *Internationale Monatschrift* » du 1^{er} mai 1916). Mais Doflein affirme que, pour les Allemands et les Bulgares « le travail commun de l'administration militaire en Macédoine, rend possible que beaucoup de choses concernant les relations communes en temps de paix soient préparées dès maintenant... Les cours d'universités organisés par le gouvernement militaire allemand ne furent pas les moins utiles à la création de ponts « intellectuels » entre les peuples... ici dans les Balkans... Ils furent, pour ainsi

dire, le couronnement des résultats de l'administration commune de la Macédoine : Il est naturel qu'au commencement... il y ait eu des difficultés et des froissements entre les alliés » (« Krieg in Mazedonien »).

La plus importante des voies de commerce dans les Balkans est celle du Danube : elle est la voie naturelle. « Le grand problème du Danube nous occupe, nous autres, Allemands du Sud, particulièrement nous, Bavarois, plus que toute autre chose... Que des tendances fausses et particularistes et de petites jalousies locales ne troublent pas cette grande œuvre de laquelle dépend l'essentiel de tout notre avenir dans la péninsule balkanique et en partie aussi dans l'Orient. » Müller Meiningen : « Die Ostfragen » dans les « Wirtschaftszeitung der Zentralmächte » du 31 mai 1918). Voici d'après Knorr quelles questions soulève le problème du Danube : « Dès le début de la guerre, l'attention fut attirée sur le Danube. Dès les premiers jours de la guerre se répandit la nouvelle que des vapeurs russes et des chalands ravitaillaient sans cesse la Serbie en munitions et en vivres... Le port serbe de Radujevac... recevait ces envois. Les quantités en étaient considérables... Les transports russes... violaient sans aucun doute la neutralité... » (p. 123 s). Au cours de la lutte pour Belgrade, les combats dans la vallée du Danube commencèrent et s'achevèrent par la conquête de la ville... et de la rive serbe du Danube. De la sorte, tout secours russe fut rendu impossible et le Danube put être uti-

lisé ainsi qu'autrefois, au temps du blocus continental, comme une route bien venue pour soulager les besoins économiques des puissances centrales. On a pu voir clairement... quelle signification énorme a pour l'économie des puissances centrales le rapport de la question du Danube avec le problème des détroits. La fermeture des détroits et la saisie des blés roumains ainsi assurée, empêchèrent d'abord l'approvisionnement des marchés anglais, français et italiens grâce à l'abondance russe et roumaine, et en même temps elle détruisit l'espoir anglais d'affamer les puissances centrales » (p. 126). « Il fallut alors effectuer des travaux énormes : Presque deux millions et demi de tonnes de blé ont dû dans le plus court délai être mises en chemin de fer et transportées en Autriche-Hongrie et en Allemagne, de façon à arriver aux lieux de destination avant la fin de l'été 1916 pour couvrir la mauvaise récolte précédente des puissances centrales. Grâce à l'activité infatigable de l'organisation qui y prit part, il fut possible d'assurer la récolte juste avant que l'orage roumain n'éclatât. Puis, par la déclaration de guerre de la Roumanie, la route du Danube... fut refermée » (p. 130). « Mais, plus vite que jamais auparavant dans l'histoire, le Danube fut à nouveau libéré et il peut ainsi être de nouveau utile aux puissances centrales et à leurs alliés » (p. 130). « Que nous apprend l'histoire, que nous apprend la guerre actuelle pour l'avenir des questions du Danube, du Pont et des détroits ?...

Toute tentative en vue de mettre de l'ordre dans le chaos oriental a échoué et devait forcément échouer devant la faiblesse de la Turquie... que seule la jalousie entre puissances a maintenue artificiellement... On ne peut assurer l'ordre en Orient par aucune « garantie » de l'Europe, si solennellement qu'elle soit jurée, mais seulement par une Turquie devenue saine et forte intérieurement, et s'appuyant sur les puissances qui ont intérêt à ce que la Turquie soit forte... Mais, la base fondamentale est, pour cela, l'union indestructible de la Turquie, avec ses alliés de l'Europe centrale » (p. 144 s.). « La libre circulation sur le Danube, l'équilibre des forces dans la mer Noire et le bon ordre rétabli dans les détroits, tout cela n'est donc pour la quadruple alliance qu'une même tâche qui ne peut être divisée et qui ne peut être accomplie que d'un seul tenant. C'est le problème du libre trafic de l'Europe centrale avec l'Orient, et l'accomplissement de cette tâche... ne signifierait rien moins que la solution de la question orientale elle-même qui depuis des siècles menace la paix de l'Europe et qui l'a souvent rompue » (p. 146).

Cette esquisse implique clairement aussi le rôle fixé à la Serbie : mise entre une Turquie puissante et les Puissances Centrales, son sort est de dépendre de l'intérêt de celles-ci. C'est à cette solution qu'on peut réduire, quant à la Serbie, toute la question de la conquête de l'Orient.

h) Théorie et Pratique. — La conception opposée à celle de la conquête est celle de la paix de conciliation.

Ses porte-parole furent extrêmement rares en Allemagne. Les événements militaires ont seuls augmenté leur nombre : « L'alternative aujourd'hui n'est pas une bonne ou une mauvaise paix, dit Stillich docent à l'Académie Humboldt à Berlin, car aucune paix, à moins qu'elle n'apporte le maximum, ne pourra contenter complètement les esprits. La question décisive est : la guerre doit-elle être liquidée par une paix de conciliation et de droit aussi vite que possible, ou les peuples doivent-ils saigner longtemps encore pour arriver à une paix... de violence ?... Nous voulons une paix... garantie à la base de nouvelles relations internationales, par les peuples eux-mêmes... La force n'est pas la seule chose réelle dans l'histoire, comme les « Realpolitiker » pangermanistes le pensent. Cette guerre a démontré plus clairement que toutes les autres qu'on ne peut pas forcer et atteindre tout par la violence » (p. 59). « Pour comprendre ce que les autres peuples veulent, il faut qu'on ait pénétré, au moins un peu dans leur esprit, tel qu'il se manifeste dans leur littérature et dans leur manière de penser et d'agir » (« Deutschlands Zukunft bei einem Macht-und bei einem Rechtsfrieden », p. 17).

Quidde, député de l'ancienne Chambre bavaroise, exprime une pensée analogue. « La responsabilité de la guerre retombe, pour la plus grande partie, sur tout le système politique des dernières dizaines d'années, sur les armements... sur la méfiance toujours croissante qui en fut la

conséquence, sur la croyance fataliste que la guerre était inévitable, sur le système diplomatique mal construit. Ce qui reste de responsabilité personnelle, — et ce n'est pas peu de chose, — on en jugera plus tard. Si nous voulons décider maintenant de la question des culpabilités, nous n'arriverons jamais à la paix » (« 17 Einwände und 17 Antworten » dans « Deutschlands Zukunft » de Stillich).

Ces propositions sont évidentes en elles-mêmes. Mais ce n'est pas là la question. Il s'agit de réaliser ces propositions. La différence entre la tendance pacifiste et la tendance outrancière est celle de la théorie à la pratique. Personne ne veut la guerre pour la guerre. C'est pourquoi il est parfaitement inutile que les pacifistes condamnent la guerre : ils ne disent rien de nouveau ; tout le monde est de leur avis. Mais il ne s'agit pas ici d'une condamnation négative, il s'agit d'une tâche positive. La question qui se pose n'est pas de savoir si la guerre est bonne ou mauvaise, mais comment on peut en sortir et la rendre impossible ! La faiblesse du pacifisme est de toujours supposer qu'il a affaire à des apologistes de la guerre. Le mot de justice est un beau mot à condition de n'être pas un mot. Les adversaires disent tous deux, qu'ils agissent au nom de la justice. Il est donc impossible de résoudre la question abstraitement, car le problème est de régler les questions concrètes. Il ne s'agit pas de vouloir le bien mais de le réaliser, non pas de donner des conseils, mais d'agir. C'est là la question. Tant que le pacifisme, au lieu de condamner la

guerre en général, ne donnera pas une réponse positive aux problèmes existants, il ne changera rien à la guerre. La tendance pacifiste et la tendance outrancière se distinguent bien par la forme extérieure, mais pas du tout par le fond ; ni l'une ni l'autre ne donnent de réponse positive ; elles l'attendent des armes. Il ne s'agit pas de la justice abstraite sur laquelle tout le monde est d'accord, mais de questions concrètes sur lesquelles tout le monde est en désaccord. L'opposition entre le pacifisme et le jusqu'aboutisme est plutôt pour chacun d'eux une opposition intérieure, tous d'eux mettent en opposition la théorie et la pratique : l'un oppose la théorie à la pratique, l'autre, la pratique à la théorie. Ainsi ils se contredisent tous deux eux-mêmes. Car la théorie et la pratique ne sont pas antagonistes, elles se complètent : l'une est la conséquence de l'autre. Le problème dont il s'agit ici ne peut donc pas être résolu par la mise en opposition de la théorie et de la pratique, mais en réglant l'une pour l'autre. C'est dire que la question ne sera plus alors : guerre ou paix, mais solution des problèmes. La paix n'est pas le repos des morts, mais une évolution constante. Toute autre paix ne serait qu'une paix forcée, c'est-à-dire une guerre déguisée ou bien elle ne signifierait qu'un désintéressement du problème à résoudre. Ces résolutions sont plutôt, toutes deux, des manques de solution.

Le premier cas est celui de Kranold (« Das Selbstbestimmungsrecht der Nationen » dans les « Sozia-

listische Montatshefte» du 29 août 1915) qui propose « la conservation de l'Autriche-Hongrie, l'unification de la Serbie et du Monténégro et la garantie des droits de chaque nation dans les différents états par un traité international », et qui ainsi se contredit lui-même en proposant, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le maintien de l'Autriche-Hongrie. Quant aux Yougoslaves, ils ont clairement indiqué comment ils désirent disposer d'eux-mêmes.

Le second cas est celui du poète Hesse (« Mein Standpunkt », dans la « Friendenswarte » de juillet-août 1918) : « Même si la situation qui me fut imposée par la guerre me permettait la libre discussion politique, je n'en ferais probablement pas emploi. Non que je n'aie, moi aussi, des opinions politiques, mais parce que j'attends peu des discussions. Je crois à l'influence des pensées sans qu'on les formule. Et je ne crois pas à l'influence, des assemblées, des majorités, des compromis, des discussions politiques. Ainsi je n'espère pas que « l'esprit » en Allemagne deviendra politique, mais, tout au contraire, qu'il se fixera plus encore que jusqu'à présent, dans l'empire de l'irréel. Et qu'il renoncera aux réalisations politiques, non par résignation, mais parce qu'il connaît des jouissances plus élevées... Politiquement parlant, je serais, par mes opinions, du parti gauche, très gauche, beaucoup plus gauche qu'aucun parti ne l'a été en Allemagne. Ma manière de penser, si elle était la majorité, rendrait la guerre une fable ridicule. Mais

le nouveau mode de penser (die seelische Neu-Einstellung) dont je veux parler, on ne l'acquiert pas en lisant et on ne le communique pas en prêchant ». Ainsi Hesse retourne à ce manque d'esprit politique qui, depuis toujours, a été la caractéristique de la vie publique allemande, mais qui est peut-être doublement caractéristique aujourd'hui, alors que la guerre attire forcément l'attention sur elle : ce manque d'esprit politique n'est-il pas causé, en partie du moins, par la « situation imposée par la guerre », comme le dit Hesse, c'est-à-dire n'est-il pas explicable en partie, par l'interdiction d'exprimer des pensées libérales ?

i) **La Serbie et l'Italie.** — Les Autrichiens plus que les Allemands se sont occupés des relations italo-yougoslaves. Il est toutefois intéressant de noter un article du professeur à l'Université de Berlin, Werner, qui a paru dans la « Deutsche Politik » du 21 juin 1918. D'après lui, les rapports entre Italiens et Yougoslaves ne dépendent pas seulement de la mesure dans laquelle leurs intérêts seront satisfaits par le démembrement de l'Autriche. Il prévoit, du fait de la chute du tsarisme russe, une constellation politique nouvelle. Il croit que c'est l'Italie qui reprendra le rôle de protecteur des Yougoslaves joué jusqu'à présent par la Russie. Ce que les Allemands appelaient le panslavisme serait ainsi remplacé par un pacte d'amitié entre l'Italie et les Yougoslaves. Voici l'aperçu général du professeur Werner : Les rapports de l'Italie avec les Yougoslaves ont évolué

considérablement pendant la guerre. Le projet d'Etat yougoslave prit une forme plus nette lorsque, après la victoire de la Révolution russe en 1917, le soi-disant traité de Corfou fut publié. L'Adriatique fut déclarée « mer libre pour tous »... Le « Giornale d'Italia » (de Sonino) était contre. C'est la presse démocratique et maçonnique, guidée par le « Secolo », inspirée par la France, qui travaillait alors à une entente avec les Serbes et les Yougoslaves. Le problème yougoslave prit une tournure nouvelle après la retraite jusqu'à la Piave. Dès le début de l'année 1918, dans une partie de la presse italienne, commença une vive campagne qui demandait une entente immédiate avec les Slaves en même temps que la destruction de l'Etat austro-hongrois devait devenir le but commun des pays de l'Entente. En dehors des organes démocratiques, ce plan est approuvé par le « Corriere della Sera » et l'« Epoca » (d'Orlando). Sonino, qui est pour le traité de Londres, lui est opposé. Un troisième point de vue est celui des neutralistes, des giolittiens et des catholiques. D'après eux, l'Autriche ne peut pas être détruite. Vouloir se mettre à la tête des Yougoslaves signifierait donc une guerre permanente avec l'Autriche. Leur conclusion est de repousser un programme d'action commune avec les Yougoslaves, mais ils croient qu'il faut faire certains sacrifices en faveur des Yougoslaves, comme l'Entente le demande, elle aussi. Le mouvement favorable à une entente fut donné par le ministre président

du conseil, Orlando, qui engagea des pourparlers aussi secrètement que possible. A Londres, il se rencontre avec Trumbic. A la base de tous ces événements se trouvent trois comités. Ils ont pris pour tâche de favoriser les efforts des Yougoslaves pour se séparer de l'Autriche, et l'entente italo-slave. Il y a : 1° « le comité pour une entente avec les peuples qui sont sous la domination autrichienne », fondé par des membres libéraux du parlement italien ; 2° « le comité pour l'entente avec les Yougoslaves créé par le député réformé socialiste Canepa et qui a surtout des rapports avec des Serbes » ; 3° « le comité de l'Entente » créé après la conférence socialiste interalliée de Londres et qui a son siège à Paris avec Albert Thomas à sa tête. Pour donner extérieurement un couronnement à tout cela, le congrès des nationalités fut mis en scène à Rome, les 9 et 10 avril.

Le « Giornale d'Italia » et l'« Idea Nazionale » qui y étaient opposés, s'y sont maintenant ralliés. Il ne reste que Sonino et le Monténégro. Werner rappelle le voyage du roi Nicolas à Rome bientôt après le congrès, et l'interview du prince Pierre (« Tribuna » du 31 mai 1918) qui est « une dénégation nette du traité de Corfou ».

Ainsi on tâche d'échauffer l'enthousiasme pour les Slaves en Italie, par tous les moyens. Les combattants de la libération italienne : Mazzini et Cavour, ont déjà travaillé à une libération des Slaves. L'Italie d'aujourd'hui croit que le sort lui avait prescrit de réaliser la libération des Slaves.

« Les tendances exposées ont probablement pour but d'ouvrir les voies à une révision du traité de Londres ».

III. — Les Autrichiens

« La question serbe fut le point de départ de la guerre mondiale, non pas à la façon d'un prétexte, accessoire en soi-même, et qui met en marche une grande complexité de forces, mais par sa signification décisive pour la vie de l'Autriche-Hongrie » (Molden, « Graf Aehrenthal » Stgt. Berl. 1917, p. 408).

a) **La vieille Autriche.** — Tu, felix Austria, y a-t-il encore un pays qui ait été autant haï que toi ? « C'est ce qu'il y a de paradoxal et c'est ce qu'un étranger a peine à comprendre dans cet empire (l'Autriche), que les peuples qui s'étaient placés sous sa protection dans leur propre intérêt et dont les forces ont multiplié sa puissance, sentent de temps à autre ces liens comme une entrave et croient remplir leur devoir national, en les relâchant le plus possible ». (Fournier, « Osterreich-Ungarns Neubau unter Kaiser Franz Joseph », cité par anonyme dans le « Deutsche Rundschau » du mois de juin 1918). Le comte Czernin exprime la même pensée en termes différents : « Nous n'avons eu intérieurement aucune directive ; la politique intérieure était une flatterie sans système, tantôt à droite, tantôt à gauche, tantôt en avant, tantôt en arrière, sans but et sans fin,

« dans la seule intention d'obtenir une majorité pour le budget » (discours du 18 juillet 1918 au Herrenhaus autrichien, voir « Mittel Europa » du 30 juillet 1918: *Über das Bündnis mit Deutschland*). « La guerre a-t-elle apporté à l'Autriche le réveil annoncé à grand fracas ? Si brillamment qu'elle ait été représentée officiellement, la chose n'a pas marché. Il ressort des nouvelles privées et des nouvelles de journaux isolés, quand on lit entre les lignes, qu'en Dalmatie du Sud et en Bosnie... le conseil de guerre, l'état de siège et de nombreuses condamnations à mort ont seuls pu créer quelque sécurité à l'arrière des armées. On peut dire, en général, que c'est le territoire des Slaves grecco-orientaux où la sécurité a été la moins assurée » (Le professeur à l'Université de Bonn Knopf : « Die Völker Österreich-Ungarns » dans « Bonner vaterländische Reden und Vorträge während des Krieges ». Bonn, 1914).

Mais ne jugeons pas avant d'avoir examiné la question !

b) **Le journalisme noir et jaune.** — Si vous demandez à un Serbe ce qu'on appelle le journalisme noir et jaune, il s'étonnera que vous ne le sachiez pas. Il serait très long et très déprimant de vouloir dresser la liste de tous les torts que la presse austro-hongroise a causés à la Serbie. Ce serait d'ailleurs une tâche très ingrate, car elle n'aboutirait qu'à une seule conclusion. Le journalisme dont il s'agit ici était le digne frère de la diplomatie autrichienne : habile metteur en scène

de procès de « haute trahison », il n'a cherché qu'à empoisonner systématiquement l'opinion publique occidentale sur la Serbie, par des inventions, des exagérations, des réticences qui sont pires que des mensonges. La Serbie avait beau se défendre. Qui, parmi les Français et les Anglais, connaissait le Serbe ? et où par conséquent était la raison de ne pas croire les nouvelles de Vienne, c'est-à-dire de ne pas condamner la Serbie ? Il est vrai que toutes ces accusations ne devaient aboutir à rien finalement. La Serbie a prouvé par les faits ce qu'elle a tâché en vain de trouver par les mots. Un Anglais a dit d'elle : « No nation has been more misunderstood and more persistently maligned » (Nulle nation n'a été plus méconnue ni diffamée avec plus de persistance. Crawford Price, « Light on the Balkan Darkness », p. 9).

Peut-être se demande-t-on, toutefois, si un peu de bonne volonté n'aurait pas suffi à éviter tant de malentendus ?

La guerre éclatée, la presse noire et jaune montra plus ouvertement son hostilité envers la Serbie, sans toutefois modifier la méthode qui est sa marque caractéristique et qui consiste à prétendre ne parler que dans l'intérêt même de la Serbie. Un article paru dans la « Oesterreichische Rundschau » (du 1^{er} et du 15 juillet 1918) « Wie Pasic von unserer Diplomatie gerettet wurde », représente Pasic comme devant sa vie à l'Autriche qui l'aurait sauvé lorsque le roi Milan voulut le condamner à

mort à la suite de l'attentat de Knjezevic le 5 juillet 1899. L'article s'indigne que Pasic ne soit pas reconnaissant du service rendu.

L'historien Friedjung connu par le procès auquel il donna son nom et dans lequel, sur la foi de documents falsifiés, il avait accusé quelques personnalités serbes d'avoir secrètement travaillé à la chute de l'Autriche, dit que la Serbie appartiendra à ceux qui gagneront la guerre. Son propre avenir sera d'être, à l'avenir, unie à l'empire des Habsbourg par des liens politiques et économiques, « ce qui est, ajoute ironiquement « l'*Arbeiter Zeitung* » (du 11 déc. 1917) dans son compte rendu, le désir le plus ardent du peuple serbe. » Voici comment Friedjung se représente les avantages que la Serbie retirera de la guerre : « Au seul point de vue de la sécurité militaire de l'Empire danubien, il faut souhaiter que la Serbie soit englobée totalement ! Si elle est englobée, de petites garnisons suffiront, sur son territoire, pour y exterminer les bandes de brigands politiques. C'est ainsi qu'on devrait faire, si l'Allemagne et l'Autriche pouvaient conduire la guerre à leur gré. Mais elles ont à tenir compte de la volonté des autres puissances... Pourtant, il y a un minimum que les puissances centrales doivent exiger à tout prix. Même une Serbie autonome doit être unie aussi étroitement que possible à l'Autriche-Hongrie. On peut reconstituer son Etat, mais non pas son armée. On pourrait aussi placer le peuple Serbe en face de ce choix : ou bien la disso-

lution de l'armée, ou bien sa soumission aux commandements de l'Empereur d'Autriche et du roi de Hongrie... En échange de ce renoncement, la monarchie ferait à la Serbie un don précieux en lui permettant d'exporter librement vers le nord les produits de son sol, surtout son bétail... De cette manière est résolue aussi la question de la nécessité pour l'Empire danubien de la tête de pont Belgrade-Semendria : exigence qui s'explique par le fait, qu'autrement, il faudrait sans cesse combattre à nouveau pour le libre passage des larges fleuves frontières du sud. L'unification de la Serbie et du Monténégro ne doit être tolérée en aucun cas. Si on laisse les Petrovic à Cetinje — avec des garanties semblables à celles exigées en Serbie, — ils doivent être réduits à leurs montagnes. Le Lovcen ne peut naturellement pas leur être rendu. De tout temps, il a été bon de pousser un coin entre ses ennemis : ce serait un péché envers l'esprit saint d'une saine politique que de vouloir unifier la Serbie et le Monténégro... On dit que le traité existant entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, garantit au roi Ferdinand la Macédoine et le territoire à l'est de la Morava. Les Balkans seront organisés conformément à ce que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie décideront en commun. La carte de la péninsule des Balkans ne pourra être fixée dans ses détails qu'après le congrès de la paix : dans les grandes lignes, rien ne peut plus être modifié. » « L'Arbeiter Zeitung » ajoute : « Si ce monsieur Fried-

jung se conduit cyniquement, — et cette manière de concevoir un peuple comme un objet utile aux autres Etats, et de daigner discuter de la façon dont on pourrait le déchirer et l'opprimer, n'est que cynisme, — il donne une impression aussi ridicule que dégoûtante. M. Friedjung, le politicien connu de la violence, foulant aux pieds les Etats et les peuples, n'est qu'une image inesthétique. »

Mais le représentant le plus caractéristique de la presse noire et jaune, est le journaliste Léopold Mandl. Son livre : « Die Habsburger und die serbische Frage » n'a aucune valeur scientifique, mais c'est un document bien expressif de la méthode du journalisme dont nous parlons ici.

On y peut distinguer deux parties : l'une qui s'occupe du passé, l'autre du présent. Les faits historiques bien connus ne sauraient être démentis. Quant aux faits d'actualité, Mandl les interprète entièrement à sa manière ; de sorte que loin de prouver quelque chose il aboutit à se contredire lui-même. Il ressort clairement de la partie consacrée au passé, bien que Mandl s'efforce de mettre tous les torts du côté de la Serbie, que celle-ci a bien été la victime de la politique autrichienne. « Mais qui Mandl croit-il pouvoir duper, se demande Wendel (« Ein schwarz-gelber Annexionist » dans la « Arbeiter-Zeitung » du 12 février 1918). En Allemagne personne, et en Autriche-Hongrie, personne non plus en dehors de ceux qui sont la chair de sa chair. »

Le ton de Mandl est clairement indiqué par la question fondamentale qu'il se pose : « La Serbie, cet État de civilisation arriérée qui avant la guerre ne comptait que quatre millions d'habitants, a sacrifié un million d'hommes à cette chimère que le but unique et essentiel de son existence comme Etat était d'écraser la grande monarchie voisine, malgré les bienfaits que celle ci lui a prodigués dans tous les domaines. Dans des journaux, des proclamations, des discours publics, on ne cesse maintenant encore, de déclarer qu'on ne renoncera jamais à l'idée de réaliser l'écrasement de l'Autriche, bien que, pour le moment, cette idée pousse la Serbie à sa perte... Etant donné cet état de choses, l'Autriche-Hongrie est obligée de se poser sérieusement les questions suivantes. Comment doit-on agir dans la Serbie occupée par les troupes austro-hongroises et bulgares, afin qu'elle cesse à l'avenir d'être pour tous les Yougoslaves de la monarchie et des Etats balkaniques voisins le foyer de fermentation de la guerre et des crimes politiques ? La Serbie doit-elle être partagée entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie... ? Ou doit-elle être reconstituée dans des frontières de moindre étendue qu'avant la guerre, comme le désirent ses amis de l'Entente et de puissants groupes dans la Monarchie danubienne ? » (p. 12).

Mandl passe ensuite à l'exposé. « Les Habsbourg n'ont pas toujours pu... se fier aux Hongrois. La couronne de Saint-Etienne en accueillit d'autant mieux les Serbes

nouvellement arrivés, ce peuple de guerriers qui servit bientôt avec zèle les premiers rois hongrois de la dynastie des Habsbourg. Ferdinand I, Rudolf II, Mathias II, rendirent un éclatant hommage à la bravoure et à l'esprit de sacrifice des Serbes... Ferdinand II, vante « les services rendus à la chrétienté et surtout à la couronne hongroise » par les Serbes » (p. 16). « La rive gauche de la Save et du Danube, habitée par un million de Serbes... fut organisée militairement et devint, pendant toutes les guerres de la maison des Habsbourg, une source presque inépuisable de combattants » (p. 17). « Pour la maison des Habsbourg, les Serbes... furent de valeureux auxiliaires contre les Turcs » (p. 18). « La population de la marche militaire serbe comptant... 65.651 hommes, il s'ensuit que les Serbes et les Croates fournirent plus de la moitié de l'armée que la grande Impératrice (Marie-Thérèse) a pu opposer à ses ennemis au début de son règne » (p. 19). « Tandis que les Serbes, conduits par des officiers de leur race, luttaient courageusement contre les ennemis de la Monarchie, les agrariens hongrois parvinrent à leur imposer, s'ils continuaient à habiter le territoire magyar, la condition de serfs des aristocraties ou de l'égiste-hongroise... Il leur fallait, autrement, quitter les champs qu'ils cultivaient et les maisons qu'ils avaient bâties... La profonde indignation qui s'empara des Serbes fut encore augmentée par la propagande catholique... » (p. 19 s.). « Pour la troisième fois, Belgrade fut pris par les troupes impé-

riales. De nouveau, les Serbes saluèrent avec joie, les drapeaux impériaux et se rallièrent, comme de courageux hommes libres, à l'avant-garde des troupes autrichiennes... Par la convention de Reichenbach (1791), l'empereur Léopold II renonçait aux « frontières du prince Eugène », d'une si grande importance pour la Monarchie... Le désespoir s'empara des populations de la Serbie... Les Serbes étaient rendus au joug turc tant détesté!... Était-ce pour cela qu'ils avaient juré fidélité à l'Empereur?... Alors naquit dans le cœur des Serbes la haine des Allemands « qui n'avaient pas de parole », alors, se forma la conviction que l'Autriche était trop faible pour libérer la Serbie, parce qu'elle n'avait que des ennemis dans le monde » (p. 22). Tout ce que Mandl vient de dire ne l'empêche pas de poursuivre ainsi : (p. 31). « Les Serbes sont un peuple bien doué politiquement ; mais il ne faut attendre d'eux aucune reconnaissance pour une aide politique. » Le premier homme d'Etat serbe, Ristic, n'est pour Mandl qu'un « menteur. » Son contemporain, le comte Ignatiéw, le « père du mensonge » appelle Ristic un « padlets » (sournois) d'une force de mensonge sans pareille » (p. 32) et Karadjordje un tsigane (p. 34 s.). Toute moralité disparaît de plus en plus en Serbie. Preuve : « Dans le journal « Pravda » de Belgrade, un correspondant de Krusevac qui signe en toutes lettres, annonce que dans cette petite ville, il y a cinquante femmes qui vivent de mauvaise vie » (p. 49). « Avant de devenir roi, le prince

Pierre recruta à Genève des gens qu'il pourrait charger de voyager en Serbie pour y trouver des hommes prêts à assassiner le dernier des Obrenovic » (p. 57). « Il signe une déclaration par laquelle il se solidarise avec les conspirateurs et approuve leur acte d'avance » (p. 59). Il est vrai que « Gencic, dans l'espoir d'une récompense, se laissa persuader de rendre au roi cette déclaration compromettante » (p. 59). Pasic déclare que « en matière politique, il n'est pas nécessaire de tenir parole » (p. 67). « Les Serbes sont de tels chauvins qu'ils remplacent les idéals moraux des hommes par l'idole du nationalisme » (p. 70). Les intellectuels serbes sont « naturellement dégénérés et brutaux » (p. 72). Par des massacres en Macédoine, par le meurtre des Bulgares voyageant en chemin de fer serbe, la politique serbe a cherché à tromper le public européen sur le vrai caractère national de la Macédoine qui est toute bulgare » (p. 73). « C'est le prince Georges de Serbie qui a fourni l'argent nécessaire aux préparatifs d'un attentat contre le roi de Monténégro » (p. 77). En Serbie le meurtre est le moyen de la politique intérieure et extérieure (p. 78). « Tous les ministres de l'Intérieur du cabinet Pasic étaient des meurtriers politiques » (p. 79). « Un des deux fils du roi Pierre a été mêlé à tous les récents attentats » (p. 132). « Un Etat d'assassins, comme au temps des croisades, s'était formé en pleine Europe et voulait atteindre son but par des meurtres politiques » (p. 134). Mestrovic, le plus grand

sculpteur serbe et un des plus grands artistes qui aient jamais vécu, « excellait à des perversités érotiques et exécuta des statues qu'on ne pourrait exposer publiquement » (p. 136). Est-il encore nécessaire de continuer cette liste ? Mandl s'exclame : « l'opinion publique européenne fut la victime de la propagande raffinée des agitateurs de Belgrade » (p. 175). Après avoir cité quelques passages du livre de Mandl, laissons le lecteur en juger.

Les conclusions que Mandl tire de son exposé sont les suivantes : « Au lieu d'une unification des Yougoslaves édiflée sur les débris de la monarchie habsbourgeoise, comme le rêva la propagande panserbe,... par la chute de la Serbie et du Monténégro.., il s'est créé une situation d'où pourrait sortir l'unification définitive de tous les Serbes, Croates et Slovènes sous le sceptre des Habsbourg... » (p. 175). L'histoire serbe a « prouvé que, entre l'idée de l'Etat serbe, — groupement de tous les Yougoslaves autour de la Serbie qui serait le centre de cristallisation, — et l'idée de l'Etat autrichien, — unification des peuples et des tribus capables de se réunir pour la défense de leur individualité et de se souder par les liens d'une civilisation commune, — il ne peut y avoir de compromis et de *modus vivendi* définitif » (p. 173). « Soit que, à la place de ces deux cadavres d'Etat, le Monténégro et la Serbie, de nouvelles formations se créent après la guerre, soit que leurs différents territoires soient partagés entre les Etats voisins, il

faudra tenir compte, avant tout, en traçant les nouvelles frontières, de l'intérêt idéal de la totalité, de l'intérêt européen, puis du droit de la race yougoslave à son développement national, enfin de l'intérêt des Etats voisins » (p. 175). « La question d'Orient ayant été résolue en Europe, il ne reste plus qu'à éloigner celui qui fomentait les querelles et qui, pendant les quarante dernières années, a provoqué tous les cataclysmes à l'exception d'un seul. La Serbie a été ce trouble-fête, par ses prétentions démesurées. Elle mena trois guerres agressives contre la Turquie, trois contre la Bulgarie et une contre l'Autriche-Hongrie. Entre temps, elle ne cessait pas d'abreuver les chancelleries européennes de soupçons et de plaintes contre ses voisins. Elle plongea la Macédoine dans une mer de sang... Elle mit le feu aux Balkans et travailla ouvertement, ostensiblement même, pendant des années, à provoquer la guerre mondiale... La reconstitution de la Serbie est, par conséquent, contraire aux intérêts de l'Europe » (p. 175 s.). « Il est indiscutable que l'Autriche-Hongrie, après les énormes sacrifices qu'elle a faits pendant la guerre, doit poser... comme suprême condition de paix, que ce petit Etat barbare disparaisse de la carte, non pas pour obtenir ainsi des territoires, augmenter le chiffre de sa population, et rectifier ses frontières stratégiques, mais pour épurer un repère de meurtriers qui abusaient systématiquement des droits souverains d'un Etat dans des buts criminels... Ce n'est pas l'annexion,

ce n'est pas le partage de la Serbie qui est une condition d'existence... pour la Monarchie, mais c'est le renouvellement de la Société politique de la Serbie ; et cela ne peut être réalisé que par une autorité extérieure et une surveillance de longue durée » (p. 180 s.). La destination naturelle « de Belgrade est d'être une grande ville de commerce sous le contrôle austro-hongrois » (p. 191). « Belgrade, en tant que centre commercial, ne peut naturellement pas se passer d'un port » (p. 193). « Fiume est... le seul port qu'on puisse envisager pour les exportations serbes, maintenant et dans l'avenir » (p. 193). « Belgrade, la forteresse des assassins, des politiciens criminels et sans scrupules, la ville des meurtriers politiques et des intrigants notoires, doit être transformée en ville de commerce et de travail » (p. 193). « La Serbie du Nord qui, avant la guerre et par des traités internationaux artificiels, cherchait à détourner son trafic d'outre-mer *via* Salonique », devrait, elle aussi, « rentrer dans la sphère de l'important port hongrois-croate » (Fiume) ; en d'autres mots, la Serbie septentrionale doit être annexée par l'Autriche (p. 194). La Macédoine est donnée à la Bulgarie (p. 196). « L'unité yougoslave entrerait dans une phase pleine d'espoir, si les deux Etats serbes, dont le but déclaré a toujours été la destruction, cessaient d'exister » (p. 197).

c) **L'Autriche qui s'éveille.** — « Le professeur Hans Delbrück, observateur certainement froid et discipliné, écrivit en 1889 : « L'Autriche-Hongrie semble plus près

d'une décomposition que d'un accroissement de forces », et bien des gens dans l'Empire allemand lui donnaient raison. En France Paul Deschanel prédisait le proche démembrement de la monarchie habsbourgeoise et ses amis politiques étaient de son avis. André Chéradame, qui, malgré son activité n'a pas appris à connaître l'Autriche-Hongrie, mais qui certainement jugea bien sa patrie, exprima exactement l'opinion de ses compatriotes en disant que le conflit des différentes nationalités décomposait l'Etat et préparait son démembrement. Seton Watson, ce subtil anglais, écrivit qu'en Angleterre, il est à la mode de supputer l'écroulement de l'Autriche-Hongrie ». (Charmatz). « Österreich-Ungarns Ewachen », p. 12 ; 22^e cahier de « Der deutsche Krieg ». En Autriche même, « il y avait partout une lente désagrégation, on entendait de toutes parts des manifestations de haine et de passion latentes. Des gouvernements qui ne gouvernaient pas, des hommes d'Etat qui hésitaient et ne guidaient pas, qui tempori-saient et n'agissaient pas, qui, politiquement, ne pouvaient pas vivre, et qui, pourtant, ne voulaient pas mourir. Des parlementaires pour qui rien de saint n'existait plus ; qui avaient peur de leurs électeurs ; que la pensée de concurrents plus radicaux inquiétait ; qui, sans courage, sans tempérament, sans buts définis, songeaient plus à détruire qu'à construire : voilà les personnalités qui frappaient d'abord l'observateur étranger ou indigène. L'administration, elle aussi, était

vermoulue... Est-il étonnant qu'on ait cru l'Autriche-Hongrie un patient et qu'on se soit demandé si elle quitterait jamais sa chambre de malade » (c. I., p. 10 s.).

Mais tous ces phénomènes sont-ils vraiment les symptômes de la décadence, de la vieillesse de l'Autriche-Hongrie ?

« Le sort lui avait imposé la tâche de constituer l'Etat des Etats, l'Empire des Empires, de faire presque une douzaine de fois plus de travail que l'histoire de l'évolution des Etats nationaux n'en retrace. Qu'on se souvienne de la lenteur avec laquelle s'est faite l'évolution de l'unité allemande ; de la progression avec laquelle s'est formé le royaume d'Italie... Combien de dizaines d'années ont dû s'écouler avant que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord soient arrivés à la stabilité intérieure... Mais cela, on l'avait oublié en Autriche-Hongrie ; cela, on l'avait oublié surtout en dehors de la monarchie danubienne. Voilà pourquoi on a interprété comme maladie, ce qui n'était qu'affermissement ; comme décomposition, ce qui n'était qu'élévation... Et puis vint la guerre : surprise douloureuse en même temps que nécessité bienvenue... La monarchie habsbourgeoise qui, depuis des dizaines d'années, était en train de s'organiser pour être l'unité des pluralités, fut tout d'un coup obligée de se dresser dans une unité absolue contre un monde d'ennemis. La sécurité avec laquelle cette unité se fit : voilà pour l'Autriche-Hon-

grie l'événement grandiose !... Les temps sont maintenant accomplis pour la Monarchie habsbourgeoise » (p. 7). « Tout ce qui ternissait l'image extérieure de la Monarchie des Habsbourg loin d'être des phénomènes séniles... n'était que des maladies d'enfant, des peccadilles de jeunesse » (p. 15). « Le but est de créer une Autriche-Hongrie, moderne Etat des peuples. C'est dire que personne ne doit être lésé ou opprimé. Mais tout en tenant compte des membres individuels, on ne doit pas perdre de vue la totalité » (p. 28). Que signifie cela ? « L'Autriche-Hongrie offrit jusqu'à présent moins qu'elles ne demandaient aux nationalités individuelles. Les chimériques programmes d'avenir n'ont pu être réalisés dans le passé ; il n'y aura pas non plus à en tenir compte dans l'avenir. » (p. 24). « Vraiment la monarchie habsbourgeoise n'est aucunement responsable de la guerre mondiale » (p. 6). « Il fallait éteindre un feu, dont les étincelles menaçantes ne cessaient de s'échapper, pour protéger un Etat de cinquante millions d'habitants de nouveaux dangers et conserver à l'Europe la paix nécessaire au bien de tous ceux qui récoltent sur le champ de la culture » (p. 55).

En quoi cette Autriche nouvelle diffère-t-elle de la vieille Autriche ? La méthode n'est-elle pas exactement la même ? D'une part on affirme « que personne ne doit être opprimé », d'autre part, on parle des « programmes chimériques » et irréalisables.

Cette idée d'une Autriche rajeunie, d'une Autriche

nouvelle est l'idée qui anime les esprits pendant la guerre. Jamais peut-être auparavant, le *grand public* ne s'est aussi clairement rendu compte qu'alors du problème tout particulier que l'Etat autrichien avait à résoudre par opposition aux autres Etats. Le problème de l'Autriche-Hongrie s'appelle non pas nationalisme, mais internationalisme. Et je crois qu'on pourrait distinguer quatre solutions qui ont été données à ce problème, la réalisation de l'internationalisme : 1° en se mettant au-dessus des nationalités ; 2° en concevant l'internationalisme comme une hiérarchie des nationalités ; 3° en posant le principe de l'équivalence de toutes les nationalités ; 4° en se basant sur des données particulières, c'est-à-dire en cherchant à résoudre le problème inductivement plutôt que déductivement. Nous examinerons ces quatre formes dans les paragraphes suivants intitulés : l'Autriche catholique, l'Autriche germanique, l'Autriche socialiste et l'Autriche nouvelle. Il s'agit ici, au fond, de distinguer les diverses classes sociales qui déterminent les différentes conceptions.

Chacune de ces conceptions reflète le caractère de la classe à laquelle elle appartient. La première est celle des dirigeants autrichiens, dont les prérogatives reposent sur le catholicisme. La seconde est celle des gens qui exercent effectivement le pouvoir ; elle représente la prédominance de l'élément allemand. « Le peuple allemand a constitué dès le début jusqu'à maintenant l'Etat par excellence en Autriche ». (« Frankfurter Zeitung », 289

du 18-10-18). Le troisième est celle des gens qui se sentent opprimés par cet ordre de choses parce qu'ils appartiennent à une classe sociale ou à une nationalité moins favorisée. La quatrième conception est celle des esprits indépendants.

Tandis que les conceptions allemandes sont, comme nous l'avons vu, des conceptions abstraites qui se proposent d'arriver à une forme concrète, les conceptions autrichiennes sont les conséquences directes de l'état des choses en Autriche.

d) **L'Autriche Catholique.** — C'est dans un recueil d'articles divers intitulé : « Austria Nova » (Vienne et Leipzig 1916) et édité par la rédaction de la revue : « Das neue Osterreich » que la conception de l'Autriche catholique a trouvé son expression la plus intense. Voici comment les différents auteurs s'expriment :

Le prince Ferdinand Zdenko Lobkowitz, membre de la Chambre des seigneurs autrichiens, dit dans l'avant-propos du recueil en question : « cet ouvrage-ci servira surtout de guide à ceux qui voient le monde selon la conception chrétienne et qui veulent travailler à réaliser l'idée sublime d'un Etat autrichien qui doit être un sûr garant de la justice pour tous ses peuples » (p. V). Et le comte Louis Crenneville continue (dans l'article : Unser Reichsgedanke p. 5) : « La notion de nationalité doit prendre une signification plus profonde que dans les Etats nationaux ; elle doit pénétrer au delà de la forme linguistique jusqu'aux fonds géo-

graphiques immuables de toute formation d'Etat naturelle... Elles (les nations) doivent saisir cette vérité que leur nationalité est liée à l'Etat dans lequel elles vivent et qu'elle ne peut exister et croître qu'en lui. » Appliquez cela à l'Autriche, il en résulte d'après Crenneville, que « pour notre existence d'Etat, c'est une question vitale... que de s'opposer efficacement au constant danger russe. Cela ne peut être que si nous faisons tout pour amener les Slaves de l'Etat à l'Eglise chrétienne occidentale » (p. 12). « La condition de notre existence est d'être l'avant-garde de la civilisation chrétienne occidentale et c'est par conséquent, en même temps, la tâche que notre Etat doit remplir » (p. 13). « Parmi toutes les religions seule l'Eglise catholique possède une autorité au-dessus des intérêts laïques et mondiaux, au-dessus de toute nationalité et qui garantit la pureté et l'unité de la foi et de la morale. Ainsi elle garde celles-ci... de la fusion avec des intérêts mondiaux. L'autorité laïque qui participe à la direction des autres confessions produit tôt ou tard en chacune d'elles la fusion des intérêts politiques et avant tout nationaux avec les questions de doctrine... Le catholicisme unit intérieurement les peuples de l'Autriche Hongrie .. Notre politique a aussi besoin de l'influence unifiante du catholicisme dans les questions extérieures qui intéressent notre Etat. Là, il n'y a que des Eglises nationales et d'Etat et celles-ci ne sont que des instruments de division dans les rapports politiques

auxquels elles participent... Si l'on se place au point de vue purement politique l'esprit de notre monarchie est essentiellement catholique » (p. 17). Il est inutile d'insister sur la valeur propre de cette conception. Après avoir défini le catholicisme comme étant au-dessus des intérêts politiques et même nationaux, Crenneville veut en faire un moyen politique.

Cette doctrine apporte-t-elle quelque chose de nouveau au point de vue pratique? « Le principe des nationalités, dit l'écrivain Richard von Kralik « Die Kulturmission Oesterreichs unter den Völkern Europas », a régné depuis la Révolution Française dans sa manière païenne et anti-civilisatrice et dominé tout le xix^e siècle. Il toucha à son apogée après 1859. Napoléon III le fit alors proclamer comme sagesse suprême dans des brochures et des articles de journaux » (p. 24). « L'Autriche est l'Etat qui unifie les nations... Elle était, en union avec la papauté, non seulement la plus haute organisation politique, mais encore la seule ayant une pleine valeur. A côté de cet empire central, les autres empires secondaires : la France, l'Angleterre, l'Espagne, etc., ne firent qu'une politique de second ordre, étroite, nationale au sens restreint du mot, et non pas une politique mondiale proprement dite, bien qu'elles eussent des tendances et des succès impérialistes... L'Autriche a de commun avec l'Allemagne le principe fédératif. (Comme si l'Allemagne n'était pas un Etat national !) L'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie sont les deux organisations

politiques et culturelles d'ordre supérieur. Elles sont bien au-dessus des autres Etats nationaux, commerciaux, coloniaux : Etats brigands, Etats de phrases, Etats d'esclaves, Etats de mensonges. » (p. 28 s.).

La conséquence politique qui résulte et de cette conception et de la guerre est la suivante : « De la mer du Nord jusqu'à l'Adriatique, et du Rhin, par Constantinople, jusqu'au golfe Persique, avec la sphère alliée des Balkans et de la Méditerranée occidentale, sur ce vaste terrain, les deux puissances centrales (l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie) non seulement réaliseraient pour leurs peuples une économie mondiale prospère, ... mais serviraient, appuyées sur leur invincible puissance militaire, l'ordre du monde chrétien. Elles seraient l'avant-garde du principe de l'autorité par opposition au jacobinisme révolutionnaire des francs-maçons latins et de leurs amis alliés qui sous le masque d'une « lutte contre le barbare militarisme allemand » luttent de nouveau « contre l'idéal de civilisation du moyen âge (chrétien) depuis longtemps dépassé ». L'Autriche, avec ses peuples... des Latins, des Germains et des Slaves, porteurs de la civilisation de l'Europe chrétienne occidentale, forme, à travers les Balkans, un pont naturel jusqu'à l'Orient » (le professeur d'Université Franz Kordac : « Das Nationalitätsprinzip und die Österreichisch-ungarische Monarchie »).

Cette théorie a une double caractéristique. Elle s'élève contre le principe des nationalités que Kordac appelle

« un service moderne des dieux » (p. 33) et veut le remplacer par un internationalisme qu'elle fait identique au catholicisme. Ne s'est-elle pas condamnée elle-même, par là, au point de vue historique ? « L'idée internationale, dit Naumann dans son « Mitteleuropa » (p. 170 s.), fut d'abord religieuse, héritage de l'empire romain continuant à vivre dans le christianisme... Puis l'idée internationale devint une pensée philosophique... Puis le commerce anglais s'en empara et la répandit dans le reste du monde... Enfin elle fut reprise par la social-démocratie ».

e) **L'Autriche germanique.** — La conception dont il s'agit ici est une par le fond : elle vise à la prédominance de l'élément allemand en Autriche. Mais elle nous apparaît sous des formes extérieures différentes : c'est toute une gradation, depuis un esprit superficiellement tolérant envers les nations non germaniques jusqu'au pangermanisme proprement dit. Cette conception est tout naturellement la plus populaire parmi les Allemands d'Autriche étant donné qu'elle est la conception tangible par excellence.

Le *Spectator Austriacus* commence par dire (« Zum Umbau Oesterreichs » dans « das Neue Oesterreich » du mois de septembre 1917) que « la constitution autrichienne est incomplète et arriérée, qu'elle est la source de beaucoup de heurts et de malentendus... Sur le vaste terrain des droits des différentes nations, rien n'a été réglé, à très-peu d'exceptions près... C'est de cette grande lacune

dans la constitution qu'est sorti le « problème autrichien » que l'on peut désigner plus précisément comme le problème des peuples autrichiens... La grande idée de l'Etat autrichien est celle de l'Etat supranational, de l'Etat des peuples composé harmonieusement et qui est l'arbitre de la civilisation entre l'Ouest et l'Est. » (p. 15). C'est pourquoi le mot d'ordre doit être : « les peuples libres dans l'Etat libre » (p. 7).

Le point de départ de l'article de *Spectator Austriae* est dans les déclarations des Tchèques, Polonais et Yougoslaves à la réouverture du Reichsrat en 1917. Ils ne demandent pas « l'autonomie au sens de la libre disposition, de libre administration d'eux-mêmes, mais ils veulent se gouverner eux-mêmes ; il n'est pas question de leur indépendance comme peuples, mais comme Etats. C'est ce fait qui oblige à prendre position en principe vis-à-vis d'eux ».

L'auteur se demande jusqu'à quel point il est juste de se baser sur l'exemple de l'Allemagne fédéraliste, pour souhaiter une Autriche fédéraliste comme certains Slaves le font. Et il trouve que cette conception est contradictoire. L'Allemagne n'est pas une fédération d'Etat, mais un Etat fédératif. C'est-à-dire que les Etats allemands n'ont pas de tendance séparatiste l'un envers l'autre, mais tendance, au contraire, à s'unir de plus en plus étroitement. Donc « il est simplement factice ou contradictoire que des peuples, volontairement unis depuis des siècles..., doivent se séparer maintenant en

Etats autonomes pour assurer — la puissance de l'Autriche nouvelle » (p. 13).

Par contre, la division dualiste de l'Autriche est naturelle. Toute l'histoire la confirme. Sa constitution actuelle en fait seule les défauts. Elle fut fixée trop en hâte (par Beust en 1867). Toute la question est donc de la corriger.

D'autre part, non seulement on ne doit pas s'abstenir de fixer clairement et nettement les droits des différents peuples, mais on doit, au contraire, placer, au centre de la constitution, la notion du peuple ayant sa propre langue, à côté de l'idée de l'Etat centralisé (p. 15).

Passant de l'abstrait au concret, l'auteur continue :
» la question yougoslave est pour l'Etat et pour l'Empire d'une signification primordiale, car sa solution satisfaisante peut nous gagner les cœurs des peuples balkaniques. Elle peut être résolue dans et par la monarchie habsbourgeoise, mais pas par la seule moitié autrichienne de l'Empire... Le travail de sape des panserbes est détruit militairement, il doit l'être politiquement aussi, du fait que l'Autriche-Hongrie créera dans le sud-ouest un état de choses satisfaisant... A l'idée de l'Etat croate qui s'offre maintenant, s'opposent de graves considérations, des obstacles insurmontables... Ce serait un acte irresponsable que de vouloir disloquer, pour l'amour d'une doctrine subjective... et archaïque (la nationaliste) une monarchie organiquement développée en une collection de petits Etats nationaux... Ni

l'Autriche ni la Hongrie ne peuvent se passer d'un accès en propre à la mer... Les intérêts adriatiques et balkaniques, comme ceux du libre Danube sont des intérêts vitaux pour l'Autriche-Hongrie... Comme autre circonstance aggravante s'ajoute les différences politiques et culturelles extraordinairement grandes entre les différentes tribus... La possibilité d'un Etat yougoslave est donc une question d'avenir et d'avenir lointain. S'il est possible, il ne l'est qu'en liaison étroite avec l'Autriche-Hongrie.

Pour le moment, il ne reste que l'issue de l'autonomie nationale... La libre disposition d'eux-mêmes, ne peut d'ailleurs pas être synonyme pour les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie, d'unification politique, car on doit absolument tenir compte des intérêts vitaux de l'Autriche-Hongrie (L'Etat yougoslave et l'Etat autrichien sont donc incompatibles, d'après *Spectator Austriacus* lui-même. Ne se met-il pas, par conséquent, en contradiction directe avec lui-même, en disant que l'Etat yougoslave ne peut exister qu'en liaison étroite avec l'Autriche ?) D'ailleurs les pays de la monarchie dans lesquels habitent les Yougoslaves ont, dans leur individualité, des fonctions et des tâches tout à fait différentes à remplir » (p. 20 et suiv.)

La conclusion de tous ces prémisses est « l'autonomie des peuples, organisée d'après les pays de la couronne ».

Voici ce que cela signifie : « malgré les énormes difficultés mentionnées, on devrait essayer, là du moins où

l'unification complète des Yougoslaves est possible, de la leur accorder aussi... sur le terrain infiniment vaste de la civilisation nationale... (sous la direction croate)... Car l'opinion que l'unité extérieure et politique de l'Etat est nécessaire et indispensable à l'unité et au développement d'un peuple n'est qu'un dogme matérialiste franc maçon .. L'esprit du temps vise à l'unification... à la fraternisation des peuples... Si le dualisme peut être une forme d'Etat à toute épreuve pour un grand Empire, pourquoi ne pourrait-il pas être appliqué à une société culturelle qui serait ainsi son reflet !... En tous cas, cette solution aurait pour les Yougoslaves... l'avantage de sauvegarder complètement leur caractère richement nuancé d'après les différents pays. Un Slovène, un provincial croate, un Serbe de l'Est, etc. représentent autant de types individuels dignes de subsister. » (p. 21).

L'unification et la fraternisation des peuples dont parle *Spectator Austriacus*, la réalisera-t-on selon l'ancienne devise autrichienne : « *divide et impera* » ? On se demande en quoi la nouvelle Autriche dont il est question ici se distingue de la vieille !

La doctrine opposée à celle-ci et qui demande, non pas le morcellement des Yougoslaves, mais leur unité, est celle du trialisme. L'idée du trialisme eut un sort assez curieux. Approuvée ou rejetée, elle constituait déjà un problème de l'avant-guerre. On dit que l'Archiduc François Ferdinand en était le propagateur. Par sa mort, l'idée du trialisme fut enterrée, elle aussi. L'Autriche

victorieuse dans les Balkans grâce à l'Allemagne, il ne s'agissait plus d'égaliser les Yougoslaves aux Allemands et aux Hongrois. La différence de droits entre les Allemands, peuple dominateur, et les Yougoslaves, peuple dominé, s'était accentuée par la victoire sur la Serbie seul représentant indépendant de l'idée Yougoslave. La différence était dès maintenant celle du vainqueur et du vaincu. On n'a plus entendu parler de trialisme pendant la guerre. La seule chose qu'il importait de savoir était la façon de tirer le maximum de profit de la victoire allemande, de consolider le mieux possible cette victoire : soit matériellement, soit psychologiquement ; soit en annexant des territoires serbes, soit au contraire, en donnant quelque semblant de liberté aux Yougoslaves autrichiens, ce qui permettrait à l'Autriche de reprendre pour son propre compte le rôle de la Serbie, de devenir le point d'attraction de tous les Yougoslaves. La question des trialismes est devenue la question yougoslave, et la question yougoslave pour les Allemands *vainqueurs* est forcément celle de la suprématie de l'élément allemand. Ainsi le trialisme, conception basée sur l'égalité des peuples en droit, est devenue son propre contraire.

Cette évolution est bien marquée chez Theodor v. Sossnosky « On a d'abord accordé peu d'attention au trialisme, on en a souri comme d'une chimère née du cerveau surchauffé d'exaltés yougoslaves. Mais quand une idée a derrière elle sept millions de partisans passionnés, on n'en vient pas à bout avec un sourire.

(« Die Politik im Habsburger Reiche », t. II, p. 395/7, cité par M. Andler dans l'ouvrage inédit : « Le Pan-germanisme austro-hongrois », livre 3^e). Plus tard, pendant la guerre, cette orientation positive a disparu pour être remplacée par une simple négation. « La majorité des Yougoslaves... vivent en effet à l'intérieur de la Monarchie, et non dans le royaume de Serbie. Or, la Monarchie doit subsister, c'est l'intérêt de l'Europe qui l'exige... Il faut donc que la Serbie, pour mettre fin au feu qui couve éternellement dans les Balkans, disparaisse de la carte. Non que l'Autriche-Hongrie convoite des territoires Serbes..., mais simplement parce qu'elle veut enfin avoir la paix ». (« Deutschland und das Mittelmeer », 6 Abhandlungen am der Sammlung « Der Weltkrieg » München-Gladbach, 1916, p. 77/89, cité par M. Andler).

Mais l'idée de l'Autriche trialiste, dont les succès militaires avaient fait l'idée de l'Autriche conquérante, passe de nouveau, par la force des armes, dans l'autre extrême. L'empereur Charles veut créer non seulement une Autriche trialiste, mais, comme il le dit dans son manifeste du 16 octobre 1918, une Autriche, Etat fédératif. On aurait eu tort de croire que là s'arrêterait l'évolution. En tous cas le Vorwaerts (18 oct. 1918) avait pleinement raison quand il envisageait le démembrement de l'Autriche.

Voilà l'autre caractère du problème yougoslave vu sous la face austro-allemande. Ne pouvant dépendre des

Allemands et des Autrichiens eux-mêmes, toutes les solutions que ceux-ci lui donnent n'ont d'autre valeur que celle d'*opinions* soumises à la fortune de la guerre. Voilà pourquoi nous avons parlé de la Yougoslavie dans la première partie de ce travail.

Seul, le professeur de géographie à l'Université de Graz, Sieger, entrevoit le problème dans sa réalité. Il est d'avis, comme nous l'avons vu, que la Yougoslavie n'est pas seulement une question extérieure à l'Etat autrichien, mais aussi une question intérieure. Pour résoudre la question yougoslave, il faut avant tout que l'Etat lui-même évolue intérieurement.

Quel sera donc cette évolution ?

Où est la base solide de la nouvelle orientation ? Extérieurement « l'image change comme un caléidoscope ». Ce sont les conditions géographiques qui importent. Sieger en voit la preuve dans le fait que « nos adversaires qui, depuis des années, s'occupent sérieusement de la question yougoslave, les Anglais avant tout, dans leur esprit de prévoyance, partent, eux aussi, des conditions géographiques. » Les Yougoslaves veulent séparer les Allemands d'Autriche et l'Empire allemand de l'Europe orientale. Pour l'Angleterre un tel Etat a l'avantage de la faiblesse. L'Italie pourrait remplacer l'Etat yougoslave dans ce rôle. Mais cela supposerait une Italie puissante. La première solution est donc préférable pour l'Entente, car une Italie faible d'un côté de l'Adriatique et un faible Etat slave de l'autre

ne seront nécessairement que des instruments entre ses mains. C'est pourquoi, afin d'empêcher cela, l'Autriche doit absolument être maîtresse de Valona et des autres point stratégiques de la côte, ce qui n'empêcherait pas la Serbie de recevoir une issue vers la mer. Trieste et Fiume doivent naturellement rester autrichiens. Mais puisque la périphérie de Fiume est purement croate, cette ville ne peut être assurée à la Hongrie que par une Croatie satisfaite, étroitement unie à la Hongrie, englobée en elle comme jusqu'à présent. Pour que les Croates reçoivent satisfaction on pourrait supprimer les frontières qui les séparent de la Dalmatie.

L'état de choses que l'Autriche, elle, rencontre sur le chemin de l'Adriatique est plus compliqué encore. Les Slovènes peuplent la basse Styrie jusqu'à l'Istrie du Nord et les environs de Trieste; les Croates l'Istrie du Sud, les Italiens Trieste. De plus, il y a des îlots de langue allemande. Or les Allemands, seuls possèdent la notion de l'Etat. Si Trieste doit véritablement rester le port de l'Empire, il faut que l'élément allemand soit soutenu. Le gouvernement n'a rien fait dans ce sens. La tendance de cette ville à devenir slovène est plus dangereuse que l'irrédentisme italien. Mais Trieste ne doit être ni un port yougoslave, ni un port italien. Elle doit se rattacher étroitement à l'Empire. Pour atteindre ce but, Sieger propose de renforcer l'élément allemand en l'aidant dans ses entreprises commerciales et industrielles et en créant à Trieste une école navale allemande. Jus-

qu'ici il n'y a existé que des écoles italiennes et slaves.

Pour éviter le danger qu'une barrière yougoslave serait pour l'Autriche, et pour ne pas pourtant rompre l'unité géographique du peuple croate, on a proposé d'unir la Croatie et la Slavonie à la Dalmatie et de les soumettre ainsi à un condominium de l'Autriche et de la Hongrie. Mais Sieger voit à ce projet une double impossibilité. C'est d'abord que les Hongrois s'y opposeraient : « appuyés sur des considérations historiques douteuses, mais énergiquement défendues », ils demandent que ces Etats soient soumis uniquement à la Hongrie. Mais, même si les Hongrois consentaient formellement, pratiquement ils n'accompliraient aucun des travaux nécessaires ; ils agiraient comme en Bosnie-Herzégovine où ils ont toujours su ajourner l'établissement des lignes de chemin de fer auquel ils s'étaient engagés. La question essentielle est donc que les Hongrois se mettent complètement d'accord avec les Allemands d'Autriche. La question yougoslave est essentiellement une question hongroise ; la question tchèque, une question autrichienne. « L'entente mutuelle n'en est que plus facile ». Pratiquement, cela signifie que les Allemands doivent demander aux Hongrois de garantir le respect des droits de leurs colonies et de leurs îlots linguistiques, d'aider à l'établissement des écoles, de leur donner la liberté d'immigrer et de coloniser et peut-être même de leur céder Fiume, puisque tous les autres ports de la Dalmatie seront hongrois. Sieger invita le gouvernement autri-

chien à commencer enfin à agir dans ce sens et à rompre catégoriquement avec les Slaves (Sieger « *Deutschösterreich und die südslavische Frage* » dans les « *Grenzboten* » du 7 juillet 1918).

Ainsi Sieger en arrive à conclure que ce sont les Allemands et les Hongrois qui doivent dominer en Autriche. Que nous dit-il de nouveau en cela ? On est un peu déçu de voir que « l'évolution intérieure » de l'Etat autrichien dont il parle aboutit tout simplement à l'accroissement de l'état actuel de l'Autriche.

Ce point de vue contradictoire en lui-même et qui, en promettant des nouveautés, veut conserver le vieil état de choses n'est pas particulier à Sieger : c'est un impérialisme, masqué par des paroles libérales et prêché par d'autres encore. Le feld-maréchal-lieutenant Wannisch par exemple dit (« *Osterreich-Ungarn nach dem Kriege* », p. 32) : « Les Allemands d'Autriche doivent se montrer dignes de leur position extraordinaire en cessant de s'opposer, comme auparavant, aux demandes, tout à fait justifiées par notre Constitution, des autres nationalités ». Et il continue (p. 35) : « Ne serait-ce que pour simplifier les relations, la langue allemande doit être employée obligatoirement dans les rapports intérieurs des peuples de la Monarchie. » Cette phrase permet de prévoir la doctrine entière de Wannisch. En effet, quant à la Serbie, elle est pour lui « un élément de menace constante pour la paix et il n'y a pas ombre de doute que ce pays reconstitué, même sous une forme res-

treinte ne devienne... le foyer des agitations suspectes et l'initiateur des désordres dans les Balkans. Dans l'intérêt de la paix... il sera donc nécessaire d'organiser la partie qui n'échoiera pas à la Bulgarie, sous une forme qui lui permette de prospérer en tous sens en restant soumise au contrôle de la Monarchie, de sorte que son évolution se fasse dans le calme » (p. 63 s.). Les frontières tracées par Wannisch sont les suivantes : « Depuis Brza Palanka, situé sur le Danube, le long de la ligne de partage des eaux septentrionale du Timok, au sommet de la montagne Golubinje jusqu'au dessous du point de rencontre de le Morava bulgare et serbe, puis le long de ce dernier fleuve jusque dans la contrée de Trstenik et de là à travers la montagne jusqu'à l'ancienne frontière du Sandchak. » Le Monténégro peut être reconstitué, à l'exception du Lovcen et de la côte qui feront partie de la Dalmatie. Ayant tracé ces frontières, Wannisch se permet encore cette ironie qu'il prend au sérieux : « L'autonomie complète de ces deux Etats ne serait restreinte... qu'en ce que la Monarchie dirigerait la politique extérieure. La dynastie du Monténégro peut subsister. Celle de Serbie doit disparaître puisque là au contraire, la constitution est à changer, l'armée à réorganiser, le corps d'officiers à purifier ».

Ces sentiments du soldat autrichien sont ainsi traduits par un industriel anonyme : « Allemands ou Slaves, peu importe, Autrichiens avant tout ! » Le peuple slave est pacifique dans sa généralité, ses révoltes viennent

des individus. « Que l'Etat mette fin aux agissements de ces gens !... Je me souviens encore du temps... où tout Tchèque était fier de pouvoir parler allemand... Maintenant le Slave ne se contente plus de chuchoter comme autrefois, il crie à voix haute et distincte dans son idiome, lorsqu'il passe dans les rues de Vienne pour que tout Allemand sache que ce sont des Slaves... Mais ce système ne peut plus durer. La guerre nous crie : Halte-là !... A présent, pendant la guerre, il sera facile de voir dans quel camp sont les patriotes, dans quel camp les traîtres... Qu'on compare le dévouement des Allemands à celui des Slaves... Quand il n'y aura plus de radicaux slaves, les radicaux allemands cesseront d'eux-mêmes. La prépondérance des Allemands en Autriche est nécessaire. Il ne faut pas que personne chez nous soit brutalisé. Il faut construire une Autriche nouvelle. Le rôle dirigeant revient dans l'Etat aux Allemands d'Autriche .. Si cependant les peuples Slaves de la Monarchie, malgré les expériences de la guerre, préféreraient s'en tenir à l'avenir au système du chantage sans égard à l'existence de l'Etat, il faudra bien en venir à faire table rase : aut aut. Il faudra alors qu'une main de fer intervienne pour mettre ordre à tout cela, il faudra n'avoir plus d'égards pour des peuples qui font passer leurs aspirations nationales et égoïstes avant le bien de l'Etat » (Anonyme : « Politisch-wirtschaftliche Zukunft Deutschlands und Oesterreich Ungarns nach dem Kriege » p. 44 s., p. 63 s, cité par M. Andler : « le

Pangermanisme austro-hongrois », livre 4^e, § XIV).

C'est presque un soulagement que de passer de cet impérialisme déguisé à l'impérialisme déclaré : on sait du moins dès les premiers mots à qui on a affaire. Un politicien autrichien, qui prend le pseudonyme de Munin, l'explique dans le 3^e cahier des « Tat-Flugschriften », intitulé « Österreich nach dem Kriege. »

La caractéristique de la doctrine de Munin est, tout en voulant une Autriche puissante qui soit guidée par les Allemands, de se dresser, pour cette raison même, contre les pangermanistes qui veulent partager l'Autriche pour réunir l'élément allemand à l'Allemagne. Munin aboutit ainsi à vouloir soumettre à l'Allemagne, non seulement la partie allemande de l'Autriche, mais l'Etat tout entier. Il est donc contre les pangermanistes, au nom même de l'Allemagne. Par là, il suit en quelque sorte l'idée indiquée par Bismarck.

Voici comment Munin justifie son point de vue. « Les pangermanistes autrichiens n'ont plus de programme aujourd'hui ; le commencement de la guerre mondiale a mis fin à leur politique... Car le fond sur lequel leur programme était basé était le démembrement de l'Autriche, ou mieux, l'espoir du démembrement de cette Autriche en laquelle ils n'auraient pu, avant la guerre, trouver de ressource pour sauver le peuple allemand menacé. Rien ne serait plus absurde que de reprocher quelque chose aux pangermanistes. Tout au contraire on devrait les appeler une nécessité germano-autri-

chienne des dernières années ; si ce parti n'avait pas existé, il aurait fallu le créer. Il exprimait la conscience de douze millions d'Allemands en Autriche, la confession franche d'un parti pris de rester Allemand envers et contre tous ! » (p. 1) Car « pour les Allemands d'Autriche il n'y avait à choisir qu'entre se perdre dans une Autriche slave ou rester Allemand en Allemagne » (p. 2). C'est pourquoi Munin dit : « du moment que mes lignes ne visent pas à ridiculiser la pensée pangermaniste ou à la traîner dans la boue... l'unique but de ma critique est de prouver qu'à l'avenir une politique pangermaniste est impossible en Autriche » (p. 3). Cela est juste abstractement d'abord, car le démembrement de l'Autriche n'aura pour conséquence que l'isolement de l'Allemagne. L'existence de l'Autriche est donc imposée à l'Allemagne par son propre intérêt. Mais la politique pangermaniste est impossible aussi pour une raison concrète : c'est que la politique autrichienne a changé. « Peu de jours... après la déclaration de guerre de la Russie, de la France et de l'Angleterre, on a pu lire en caractères flamboyants que l'Allemagne et l'Autriche entreprenaient une lutte commune contre l'agressif monde slave armé par la Russie. En ces jours, le sort des Allemands d'Autriche se décida : l'Autriche se transforma et de Saül devint Paul : après avoir voulu lutter pour le monde slave, elle combat maintenant pour le monde germanique... Le vrai but de la lutte... est avant tout aujourd'hui une Europe Centrale pan-allemande »

(p. 3 s. s.). « Pour nous autres Allemands d'Autriche il n'y a aujourd'hui, qu'une seule question brûlante : qu'adviendra-t-il de nous maintenant ? Il ne peut y avoir de malentendu : l'Allemagne veut et a besoin d'une Autriche puissante. Tel doit être le fond de notre nouveau programme allemand, et dans cette volonté de l'Allemagne de conserver l'Autriche est impliqué aussi tout son avenir. L'Allemagne veut une Autriche, mais une Autriche allemande, et ce sera son affaire que de contribuer énergiquement après la guerre à la transformation de la vieille Autriche en une Autriche nouvelle, c'est-à-dire en une Autriche germanique... Donc on ne peut plus parler raisonnablement d'une politique pan-germaniste au sens de celle qui a existé » (p. 6).

Munin se retourne ensuite contre le gouvernement autrichien et se demande si celui-ci ne comprend vraiment pas que dans cette guerre, il ne s'agit nullement de la conservation des nationalités autrichiennes, ni même de la sauvegarde de la couronne des Habsbourg, mais tout simplement de la lutte du germanisme contre le slavisme. C'est dans ce sens-là que l'Allemagne doit profiter de son hégémonie militaire. Comme l'année 1870 a créé une Allemagne unie, l'année 1914 doit créer une Autriche germanique. L'Autriche a été depuis la bataille de Sadowa un Etat sacrifié à la dynastie. La politique a été personnelle et égoïste. Toute idée directrice morale ou nationale lui a fait défaut. Mais une conception de l'Etat ainsi subordonné à la dynastie est

devenue impossible à notre époque radicalement nationaliste. La seule solution possible, c'est une Europe centrale, sous l'égide de l'Allemagne (p. 8 et s.).

Pour atteindre ce but, Munin propose d'adopter le programme de Linz de Georg Schönerer qui « déclara publiquement lorsque la dernière réforme du système électoral pour le Reichrat acquit force de loi en Autriche, qu'il renonçait à son programme puisque, par cette réforme, la possibilité d'une majorité allemande au parlement était anéantie pour toujours et que par là même « le programme de Linz n'était pas réalisable » (p. 16). Ce programme qui fut aussi signé, entre autres, par H. Friedjung et V. Adler veut faire de la langue allemande la langue d'Etat et, en ce qui regarde le territoire yougoslave veut incorporer définitivement à la Hongrie le royaume de Dalmatie, la Bosnie et l'Herzégovine et mener à bien « une politique orientale vigoureuse et consciente de ses fins, soucieuse notamment de sauvegarder les intérêts autrichiens sur le bas Danube et dans les Balkans » (Andler : « Le pangermanisme » livre 1^{er}).

Munin est d'avis que : « la grande guerre allemande doit nous ramener au programme de Linz, ce « programme d'Etat » des Allemands d'Autriche, du moins dans ses points essentiels... Nous partageons, par conséquent, l'Autriche-Hongrie en quatre parties, qui (comme la Bavière, etc., dans l'Empire allemand) doivent être considérées comme Etats confédérés : 1° les anciens

pays confédérés allemands avec l'Istrie (Trieste) ; 2° la Croatie, la Slavonie, la Bosnie et l'Herzégovine, la Dalmatie et la Serbie ; 3° la Hongrie dans ses limites actuelles (moins la Croatie Slavonie) ; 4° la Galicie orientale et la Bukovine avec la Podolie » (p. 17).

C'est le point 2 qui nous intéresse ici. Voici les détails donnés par Munin : « L'Unification des pays serbo-croates en un Etat confédéré autrichien ayant une administration et des finances autonomes, sera absolument nécessaire, une fois l'annexion de la Serbie accomplie... On ne peut songer là, pour le moment du moins, à une alliance sincère, analogue à la confiance absolue d'un ami envers un autre auquel il suppose les mêmes sentiments de fidélité et de sincérité. Pourtant nos rapports avec cet Etat doivent être ceux d'Etats confédérés et il ne doit pas exister là de dictature militaire... Après notre Etat allemand, c'est celui-ci qui est le plus important pour nous autres Allemands, parce que c'est là que l'intolérance nationale a été poussée le plus loin... Nous pourrions alors assister tranquillement aux luttes intestines des Yougoslaves à l'intérieur de leurs propres frontières... Pour être tout à fait en sûreté, je propose... l'échange des recrues militaires avec l'Allemagne. Un séjour de trois ans en Poméranie ou en Bavière calmera jusqu'au fanatique Yougoslave le plus exalté et le convaincra que la force et la ruse sont impuissantes contre le germanisme. Ce serait la germanisation dont j'ai parlé : elle n'est pas un acte de violence, mais une pénétration

inconsciente des idées germaniques. La création de cet Etat aurait pour nous de grands avantages : la concentration des Yougoslaves et par là la suppression de leur influence sur notre gouvernement germano-autrichien, la séparation effective des Yougoslaves habitant notre Etat confédéré (en Carniole, en Styrie du Sud, en Carinthie et en Istrie...) En outre, par une politique de colonisation allemande... on doit tâcher de regagner les territoires purement allemands qui nous ont été enlevés les années passées » (p. 20 et s.)

Cette doctrine est assez claire pour rendre tout commentaire inutile. Nous nous bornons donc simplement à la faire suivre d'une critique que le professeur Foerster en fait dans « Das österreichische Problem » « Il est... curieux que l'auteur (Munin)... tout en voulant envisager une situation nouvelle, ne puisse se dégager de la naïveté pangermaniste et que, par conséquent, il se confonde lui-même par toutes sortes de contradictions et d'impossibilités. Il est partisan de l'Autriche, mais d'« une Autriche germanique » De quel droit ? Comment un politicien peut-il être utopiste au point de croire que tous les autres peuples autrichiens..., les Tchèques, les Polonais et les Yougoslaves se laisseront imposer une « Autriche germanique » ? (p. 6) « Les pangermanistes doivent changer de ton s'ils désirent continuer à vivre dans un Etat, où ils coudoient d'autres nationalités... sans soulever contre eux-mêmes les plus laides passions... Ils n'y arriveront que s'ils se débarrassent

de leurs vernis de civilisation allemand et de tout ce jargon pangermaniste, avec son mépris des peuples slaves, laid et généralisateur. Ils doivent aussi concevoir que les torts actuels des Slaves... envers les Allemands ne font que refléter la politique égoïste et égocentriste et les allures de maître que certains cercles allemands ont affecté durant les dernières dizaines d'années du siècle passé » (p. 7). « Il était à prévoir... que les agissements passés des Schœnerer et consorts devaient laisser un héritage néfaste et qu'ils devaient ébranler la conscience autrichienne dans les autres nationalités » (p. 40).

Et pourtant, les événements ont créé une Autriche germanique, et justement à la manière qu'envisageaient les pangermanistes contre lesquels Munin s'était élevé : par le démembrement de l'Autriche. « Qu'est-ce que cette Autriche allemande ? » se demande le socialiste docteur Karl Renner (dans le « Vorwärts » du 26 oct. 1918) qui fait suivre son nom de son nouveau titre de « membre du Comité exécutif de l'Assemblée nationale de l'Autriche allemande ». « Un jour, nous autres, Allemands de la Double-Monarchie, n'avons eu d'autre choix que de prendre nous-mêmes le pouvoir public. » Renner en donne trois raisons : 1° Puisque « les fonctionnaires slaves se mirent ouvertement à la disposition des comités nationaux slaves et qu'ils constituèrent effectivement ainsi des Etats slaves, il ne nous resta, à nous autres Allemands... qu'à ériger notre Etat à nous... ; 2° La direction de l'Etat autrichien était... un

patrimoine habsbourgeois, plutôt qu'un bien du peuple allemand. La couche dominante des Allemands en jouissait tout autant qu'un cheval de son harnachement d'argent. Les masses du peuple allemand n'en avaient que les mauvais côtés... C'est ce qui a obligé les Allemands d'Autriche à séparer leur Etat de cet Etat de nationalités différentes... 3° Les Tchèques, qui ont isolé le territoire allemand, l'exposant ainsi à la famine... ont déclaré ne pas vouloir discuter avec le Gouvernement de Vienne... Nous devons secourir ceux des nôtres qui ont faim... Les Tchèques peuvent refuser toute discussion avec un Gouvernement dynastique, mais ils ne peuvent pas opposer le même refus à un peuple qui habite tout autour et au milieu d'eux... L'Autriche allemande devait forcément devenir un Etat autonome. » L'avenir nous montrera si son sort doit être celui que les pangermanistes ne sont plus seuls à envisager maintenant, c'est à-dire si elle se réunira ou non à l'Empire allemand (voir Renner, article cité, « Frankfurter Zeitung » du 27 oct. 1918).

Ce qui est certain, c'est que, désormais, la question yougoslave n'a plus aucun rapport avec le problème autrichien, car toute combinaison dans laquelle la Yougoslavie pourrait entrer avec d'autres nations, telle que le vague projet de confédération danubienne, aurait pour base le libre consentement et serait donc établie selon des principes entièrement différents de ceux de l'Autriche.

f) **L'Autriche socialiste.** — Les Allemands et les

Hongrois étaient les peuples dominants en Autriche-Hongrie. C'est contre cette suprématie d'un peuple sur un autre que s'élèvent les socialistes autrichiens. L'Autriche nouvelle signifie pour eux : l'érection d'une Autriche où toutes les nationalités seraient égales entre elles. « Depuis A jusqu'à Z, le programme social-démocrate est l'organisation fédérative de l'Autriche-Hongrie », dit Wendel (dans le « Vorwärts » du 19 oct. 1918). Et Renner avait dit : « Pourquoi la Monarchie ne deviendrait-elle pas un peuple unifié de peuples, un abri commun pour les petits, afin qu'ils puissent subsister à côté des grands, chacun à sa façon, tous égaux sous une dynastie plusieurs fois séculaire et désormais strictement parlementaire? » (« Grundlagen und Entelekeungsziwie der osterreichisch-ungarischen Monarchie », 1906, p. 233 ss., cité par M. Andler, « Le pangermanisme », livre IV). Ainsi, la social-démocratie autrichienne voulait-elle, en principe du moins, autre chose que la Serbie : la libération de la nation yougoslave opprimée en Autriche ? Dans un discours prononcé le 31 juillet 1914, à la Skupstina à Nis, le socialiste serbe Lapcevic dit que la conduite de l'Autriche envers la Serbie avait été dure et injuste, mais que personne ne l'avait critiquée aussi bien et aussi énergiquement que les social-démocrates autrichiens : V. Adler au Reichsrat, W. Ellenbogen dans les délégations. Et il ajouta que, aujourd'hui, la social-démocratie autrichienne est contre la politique de l'Autriche

et contre la guerre qu'elle a déclarée à la Serbie (Grünberg, « Die Internationale und der Weltkrieg », p. 210).

Regardons les choses d'un peu plus près. Voici comment Renner explique dans son livre « Österreichs Erwachen » le point de vue des socialistes autrichiens. « Son rôle (à l'Autriche-Hongrie) intérieur est de donner au grand nombre de petites nations et de fractions de nations morcelées, qui ne peuvent pas former par elles-mêmes un grand Etat, les avantages d'un vaste territoire économique commun et de puissants moyens de protection commune, dans un temps où le sort des petits Etats est misérable et où, même pour les grands Etats, les frontières économiques sont devenues trop étroites » (p. 3). » Nationalement, nous sommes dix peuples qui tous se sont éveillés l'un après l'autre à la conscience politique et qui demandent leur part du pouvoir d'Etat. Mais où est l'expression juridique de ce fait ? Nous ne nous appelons pas « Etats-Unis danubiens », nous nous appelons Autriche-Hongrie. Nous avons trouvé, il y a déjà longtemps la loi économique, sociale et culturelle de notre vie commune, mais pas la loi politique. La tâche des générations qui, après la guerre, décideront du sort de l'Autriche, sera d'adapter l'Etat aux faits nouveaux... La cause de tous les maux est dans la constitution actuelle « (p. 7 s.). Après ce plan général, Renner passe à un exposé plus détaillé. Il veut d'abord que les Balkans soient aux peuples balkaniques (p. 43). Quant à l'Autriche : « En effet, elle n'est pas intéressée

aux Balkans... l'Empire ne peut rien désirer de mieux... qu'une constitution libre, fédérative... des Balkans qui s'appuie au nord-ouest sur nous, et à l'est sur une Turquie efficacement renouvelée. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les Balkans, la Turquie seraient quatre centres de puissances se suivant sans interruption et pleines d'avenir » (p. 45). « Le seul moyen d'éviter les dangers, c'est, pour les petits peuples, leur union en libres fédérations. Mais de ce fait, le principe des nationalités en lui-même, est nié dans son premier axiome : autant de nations... autant d'Etats souverains... Les conditions matérielles de l'Etat sont en contradiction avec les conditions idéales... L'Etat serbe, reconstitué si vite et si glorieusement en sera rendu plein de confusion intérieurement et extérieurement. Au fond, c'est le conflit tragique du nouveau drame de Kosovo » (p. 66). « Le mélange des peuples de la Monarchie danubienne conserve et libère les peuples ; celui de la Russie les opprime et les affaiblit. La Monarchie danubienne se développera, si elle triomphe de cette crise (la guerre), en un Etat fédératif de nationalités ; elle prendra donc dès à présent cette direction qui est prescrite dans l'avenir aux Etats occidentaux » (p. 112). « Nous sommes un Etat international, et nous le resterons... Nous devons par conséquent avoir une constitution internationale et devons être consciemment gouvernés internationalement. International, cela veut dire : chaque nation règle ses affaires nationales particulières à part ; tous s'oc-

cupent en commun des tâches économiques et de la protection de leur collectivité » (p. 7).

Il nous est facile de relever dans cette doctrine toute une suite d'inexactitudes extérieures et une contradiction intérieure fondamentale. On peut se demander avec beaucoup de raison, s'il est vrai que l'Autriche représente une unité économique, sociale et culturelle et qu'il ne lui manque que la formule juridique de cette unité ? Cela n'est-il pas, au contraire, une hypothèse personnelle à Renner et en contradiction avec les faits ? Renner dit ensuite que l'Autriche se désintéresse des Balkans, mais ne flatte-t-il pas en même temps l'impérialisme des Européens centraux en envisageant les « quatre centres de puissance pleins d'avenir » : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, les Balkans et la Turquie ? Il y a un autre point douteux : c'est l'hypothèse de Renner que le principe des nationalités consiste en ce dogme : autant de nations, autant d'Etats souverains. Le principe des nationalités ne s'oppose pas à une confédération de nations, il suppose seulement que cette confédération se fera par la libre disposition de la nation d'elle-même. Il élève le facteur moral au-dessus du facteur économique, par opposition à Renner, c'est à-dire à la doctrine marxiste que Renner se borne à répéter. Il n'y a pas ombre de doute que, du point de vue économique, la Serbie aurait eu avantage à s'allier à l'Autriche. Le fait qu'elle ne l'a pas fait ne prouve-t-il pas qu'il y a eu des raisons plus puissantes que les raisons économiques ? Renner n'a-t-il

donc pas tort de parler d'une contradiction intérieure de la Serbie, d'une opposition entre ses conditions matérielles et ses conditions idéales? Cette contradiction intérieure de la Serbie n'était-elle pas plutôt une conséquence logique? L'opposition n'était-elle pas tout simplement l'opposition entre l'Etat serbe et l'Etat autrichien?

Mais même si on laisse de côté toutes ces objections, il reste encore, dans la doctrine de Renner, une contradiction intérieure. Comme *Spectator Austriacus*, il dérive tous les maux de l'Autriche de sa Constitution actuelle. Et comme lui, il se promet la disparition de ces maux par un changement de Constitution. Mais, tandis que *Spectator Austriacus* insiste sur le dualisme, Renner voudrait une Autriche où tous les peuples seraient égaux l'un à l'autre. En principe, tout est pour le mieux : la logique de Renner, abstraction faite de la réalité, est indiscutable. Une Autriche qui aurait permis à ses peuples une libre évolution nationale, en même temps qu'elle leur aurait donné l'avantage de faire partie d'un grand Empire, leur permettant ainsi de se développer économiquement comme ils ne l'auraient jamais pu en restant tous isolés les uns des autres, une telle Autriche n'aurait-elle pas été mieux qu'un Etat sain et solide, un véritable modèle pour les autres Etats, comme Renner le pense? Ce qui est incompréhensible, c'est que Renner n'ait pas vu la contradiction qui existait entre l'Autriche et la réalisation de sa théorie. Le moindre changement

dans la Constitution aurait provoqué des luttes politiques acharnées. Une transformation de la Constitution, aussi radicale que Renner la désire, supposait aussi un changement radical de l'Autriche ; supposait qu'on aurait brisé la résistance des nationalités, des classes et des individus, jusque-là privilégiés et entre les mains desquels était placé le pouvoir. Cela était-il possible ? Tout est possible. Mais, dans ce cas on aurait rompu avec toutes les traditions séculaires de l'Autriche ; on aurait rompu avec toute cette machinerie qui s'était lentement formée, qui fonctionnait d'après sa propre loi, et qui, jusque-là, s'appelait l'Etat autrichien. Une fois cela supprimé, que serait-il resté de l'Autriche ? N'est-ce pas tout simplement une contradiction de la part de Renner que de baptiser ce processus : « le réveil de l'Autriche ? » Ce réveil n'était-il pas plutôt une suppression de tout ce qui faisait l'Autriche, l'abolition d'un système pour le remplacer par un autre différent dans son principe.

En tous cas, les événements ont donné tort à Renner : il ne s'agissait pas du réveil, mais bien de l'effondrement de l'Autriche.

Dans la « Friedenswarte » des mois août-septembre 1917, un Hongrois Diner-Dénes, trace dans un article (Die « Lösung der Balkanfrage ») le plan d'une nouvelle confédération qui remplacerait l'Autriche. Cet Etat serait une confédération comprenant les Balkans et, non pas l'Autriche-Hongrie, mais l'Autriche et la Hongrie. « Cette confédération... ainsi conçue, ferait non pas un con-

trepoids politique à la Russie, mais un pendant... Alors l'Europe devra de nouveau s'incliner devant la vieille devise « ex oriente lux ». L'Europe orientale organisée en deux groupes prendrait l'initiative... non pas d'une Europe centrale, organisée pour la guerre, mais de l'Europe totale organisée pacifiquement ».

Utopie ou non, cette doctrine montre en tous cas que Diner-Dénes était plus clairvoyant que Renner, au moins dans la partie négative de sa conception. Elle reconnaît que l'Etat idéal auquel tout le monde aspire ne saurait être l'Autriche.

g) **L'Autriche Nouvelle.** — Si différentes que toutes les doctrines précédentes soient l'une de l'autre, elles ont pourtant un caractère commun : elles sont toutes des programmes. Celle que nous traiterons ici se distingue des autres parce qu'elle est ce que l'Allemand appelle un *Erlebnis*, une expérience personnelle et individuelle.

Extérieurement, d'après ses résultats, elle ne se distingue pas toujours de bien des théories que nous connaissons déjà, mais elle s'en distingue par sa constitution intérieure ; loin d'être une construction logique elle est un aveu. C'est pourquoi elle éclaire le fond psychologique des autres conceptions. L'homme dont il s'agit ici ne s'est pas facilité la besogne. Il a voulu résoudre le problème et non pas le voiler. La raison d'être de l'Autriche n'était pas pour lui en dehors d'elle. Il ne l'a cherchée ni dans le catholicisme, ni dans le germanisme,

ni dans le socialisme, mais dans l'Autriche elle-même, et cela pendant toute sa vie. Quelle tragédie, s'il a cherché ainsi quelque chose qui n'existe pas !

Cette contradiction n'est-elle pas l'explication dernière de Hermann Bahr, cet impressionniste, cet écrivain en tous genres, ce politicien, cet orateur, ce représentant typique de l'homme autrichien ? Naumann veut créer le type nouveau de l'Européen central et H. Bahr part du type autrichien déjà existant. Schnitzler appelle ce type le « mélancolique léger ». Dans la littérature allemande, la littérature viennoise a un caractère nettement spécial. En quoi consiste cet « austriacisme ? » Quelle est la pensée intérieure de l'Autriche, « de cette terre inconnue, de ce continent qui n'est pas encore découvert et pour lequel aucun Sven Hedin ne s'est trouvé » (p. 30). Voilà comment la question se pose pour Bahr et à quoi il entreprend de répondre dans son livre « Schwarzwelb ».

Pourquoi si tard, demandera-t-on peut-être ? Pourquoi Bahr ne l'a-t-il pas expliqué auparavant ? C'est parce que seule la guerre a provoqué ce qu'il appelle « le miracle autrichien ». Jusque-là l'Autriche n'existait que par sa foi, maintenant c'est une réalité objective. « De toutes les surprises que cette guerre nous a causées, la plus grande c'est que cette l'Autriche, qu'on a si souvent dite morte, on la voit vivante encore et plus vivante que jamais. De tous les lieux communs en usage avant

la guerre, le plus sot était celui de « l'effondrement de l'Autriche... Et cela on l'a lu dans de gros volumes; il y avait des cartes sur lesquelles l'Autriche était déjà partagée; l'un répétait ce que l'autre disait si bien que les Autrichiens eux-mêmes commençaient à le croire? Et maintenant?» (p. 30).

Une année après seulement, nous répétons la question de Bahr : Et maintenant?

Comment expliquer cette erreur d'une vie entière? Extérieurement l'évolution de Bahr va de l'irrédentisme allemand national au catholicisme autrichien international. Mais la caractéristique de cette évolution est que le stade postérieur ne nie pas le stade antérieur, mais qu'il l'embrasse. Le catholicisme vers lequel penche Bahr n'a rien de commun avec la conception catholique que nous connaissons déjà. Loin de représenter une opposition aux doctrines germaniques et socialiste, elle les contient elle-même. La question est maintenant de savoir si cette totalité est vraiment une totalité organique ou bien un amas d'éléments qui se repoussent mutuellement. Bahr lui-même répond : « A chaque phrase... je m'interromps moi-même..., jusqu'à ce que, à force de vouloir corriger, je finisse par reconnaître que je n'améliore rien, parce que l'erreur n'est pas dans mes mots, mais dans l'audace de l'entreprise. Vouloir exprimer par des paroles périssables l'Autriche, ma patrie inexprimable, le secret éternel !... Quelle folie

que de vouloir exprimer ce qu'est l'Autriche ! Quel enfantillage que de vouloir raconter la musique ! » (p. 175). La question qui se pose d'elle-même est celle-ci : pourquoi Bahr entreprend-il ce qu'il reconnaît lui-même impossible ? Il passe sur cette première contradiction sous ce prétexte : « Je n'écris pas sur l'Autriche, je veux me soulager par des lettres d'amour à l'Autriche ! » (p. 175).

A cette première contradiction, qui est celle de Bahr, s'en ajoute une autre, qui est celle de l'Autriche. « L'Autriche ne s'est pas encore révélée ; elle vit cachée. Cette phrase contient deux énigmes. Si l'Autriche vit cachée, de quoi vit elle, et par quoi est-elle cachée ? Elle vit par ses communes. Et cette vie est cachée par l'Etat » (p. 53). Voilà comment Bahr définit l'Autriche. Il s'efforce de démontrer la contradiction qui existe entre l'Autriche en tant qu'Etat qui n'est qu'une fiction et l'Autriche réelle qui est représentée par ses communes. « La commune autrichienne est sur le sol autrichien, mais, tout à fait individuelle, elle vit de sa propre vie, disposant d'elle-même, guidée par sa propre volonté souveraine » (p. 54). « Notre organisation communale date du comte Stadion, qui était né avec une intuition autrichienne magnifique » (p. 55). « Chaque commune autrichienne croit avoir le meilleur maire, et en effet, c'est presque partout le meilleur citoyen dont la commune dispose » (p. 53). « On comprend maintenant ce que le collègue de Stadion, Alexandre Bach, a voulu

dire en parlant d'une Autriche dont le fondement serait la commune et dont la tête serait l'empereur : « maire suprême de tous les maires » (p. 56). « Stadion a posé par sa commune les fondations d'une Autriche réelle, mais, sur ces fondations, rien n'a été bâti. L'Autriche a été bâtie à côté, et sans aucun fondement » (p. 56).

« Le plan de Stadion est une loi modèle : il donne une forme à la réalité. Si cela avait été fait de bas en haut, nous aurions maintenant une Autriche naturelle et nous pourrions vivre. Mais, ce courage en face de la vérité n'ose pas se manifester au delà de la commune. Il ne fait qu'un essai modeste dans les pays, et personne ne peut dire s'il a réussi ou non, car personne en Autriche ne sait quelle est la situation juridique des « pays ». Un royaume de Bohême, un archiduché d'Ems, un comté de Triol existent ils encore, ou sont ils seulement des noms ? S'il y a un royaume de Bohême, il doit y avoir pense-t-on, un roi de Bohême. Y en a-t-il un ? Naturellement oui : l'empereur. L'empereur est roi de Bohême, comme il est roi de Hongrie. Vraiment ? Exactement de même ? Non, pas exactement. Il est roi de Bohême, autrement qu'il n'est roi de Hongrie. Sinon nous n'aurions plus de dualisme, mais déjà un trialisme, et les Hongrois s'en garderaient bien... » Les questions se suivent : « Le Statthalter de Prague représente-t-il l'empereur ou le roi ? Il représente plus vraisemblablement l'empereur, mais cela n'est pas certain non plus. Où donc est le roi de Bohême ? Parmi les

titres de l'empereur d'Autriche ? Et la Bohême ne serait un royaume que d'après ce titre ? Non... le royaume de Bohême est une réalité et chacun de nos « pays » est une réalité. Ils existent toujours, mais on leur en veut d'exister, de sorte qu'ils commencent à n'exister qu'avec un sentiment de honte... Qui leur en veut ?... L'Etat. Ici tout d'un coup, l'Etat intervient. Dans les communes, il ne se fait pas voir. Il ne fait son apparition que dans les « pays ». D'où sort-il tout d'un coup ? Et que veut-il ? On ne le sait pas exactement. Car ce que nous appelons aujourd'hui Etat a miné secrètement l'Autriche. Au temps de la grandeur autrichienne, il était inconnu. On employait alors ce mot au pluriel ; les Etats impériaux-royaux, disait-on sous l'empereur François, et ce n'était qu'une appellation solennelle des « pays ». Le singulier fut adopté dans les chancelleries, on le sent encore... Le fonctionnaire a cru que la lettre rend vivant... Un décret, un ukase, et le fonctionnaire ne doutait pas que l'Etat ne fût créé. Que le fonctionnaire ait fait erreur, que la chancellerie n'ait pas produit une Autriche de même qu'aucune Autriche n'est sortie de la commune, que toutes deux soient bloquées, voilà notre problème. Si « l'Etat » inorganique, factice, irréel, inventé de toutes pièces, créé officiellement avait été réalisé, nous aurions une Autriche anormale, et nous pourrions mourir. Mais... nous ne pouvons ni vivre, ni mourir. Une réalité vivante a été amalgamée à une absurdité logique, une plante fut assimilée à une pensée. Ce qui

en advint est étrange... C'est Brünhilde avec un homunculus en guise de Siegfried ! » (p. 53 s.s). « La constitution baroque de l'Autriche n'a pas encore été harmonisée ; elle n'a pas encore trouvé son expression !... chaque fois qu'elle essaie de parler, elle le fait sur un ton faux, car elle parle une langue étrangère » (p. 72). « L'Allemand savait plus de l'Irlande ou du Portugal que de son voisin muet de Dalmatie ou de Bohême » (p. 208). La conclusion que Bahr tire de tout cela est « qu'il n'y a d'autre politique autrichienne que celle de la confiance absolue en l'Autriche, de la justice inflexible envers tous ses peuples et de la volonté résolue de faire de l'Autriche leur patrie commune, leur patrie du corps et de l'âme » (p. 101).

Comment justifie-t-il cette conclusion ? C'est que l'amour de l'Autriche n'est pas le patriotisme au sens ordinaire de ce mot : il est au contraire une sorte d'internationalisme, d'universalisme. « Nous avons créé le modèle de l'Europe » (p. 21). « L'Autrichien, à quelque nation qu'il appartienne, est, dans ses exemplaires les plus réussis, assez rares d'ailleurs, un concept, le premier essai en quelque sorte de l'Européen... Ailleurs l'Européen n'existe que comme idée, comme désir, comme intention, chez des romantiques, chez ceux qui sont déçus par leur propre peuple, qui sont bannis intellectuellement de leur propre pays, ou, dans les meilleurs cas, comme entreprises privées... comme chez Stendhal, Turgéniew, Chopin. En Autriche seulement,

il a toujours existé tout un cercle d'hommes qui..., sortis du sol..., vivent pourtant... intellectuellement au-dessus de leur Etat, même au-dessus d'eux-mêmes... Cette étrange vie, double intérieurement, est difficile à décrire » (p. 114 s.). Mais il semble que Bahr soit le premier à sentir l'illogisme de sa logique, le premier à s'étonner des conclusions tirées de ses prémisses, car il s'écrie : « Nous n'aurions jamais pensé devenir des maîtres... pour l'Europe » (p. 113).

Et, en effet, plus on passe aux questions concrètes, plus la contradiction et la confusion deviennent sensibles et frappantes.

Généralisant son expérience personnelle qui d'irrédentiste allemand l'a fait patriote autrichien, il dit : « De même que le germanisme s'appauvissait sans la nuance autrichienne, le Slavisme ne peut pas non plus se passer du trait autrichien dans son visage. Les Slaves doivent à leur nation d'être Autrichiens comme nous le devons à la nôtre. Sur ce fond profond repose le secret de l'Autriche : toutes ces nations en ont besoin pour que la nature de chacune puisse se manifester complètement » (p. 39). « L'Autriche est un besoin non seulement de l'Europe ; elle est un besoin national pour chacune de ses nations ; non seulement pour celles de leurs parties vivant en Autriche, mais aussi pour le bloc national lui-même » (p. 41). C'est ainsi que Bahr se rapproche du programme socialiste autrichien. « Si, de nouveau, nous laissons passer l'occasion offerte par ce

moment immense, le plus grand qui nous eût été donné depuis la guerre contre les Turcs, pour assurer enfin à toutes les nations de l'Autriche leurs droits fondamentaux, de sorte qu'aucune d'entre-elles ne soit plus obligée de mendier chaque jour l'unité de sa vie, nous serions indignes de l'avoir vécu... Aucune nation ne doit plus être l'arbitre du droit de l'autre qui doit être garanti juridiquement... Grâce à l'éternelle querelle : qui doit gouverner l'Autriche, on a fini par ne plus gouverner du tout... Ce qu'on appelle vie politique dans les autres pays, nous ne le connaissons en Autriche, que lorsque les conditions préliminaires auront été remplies ; quand les droits nationaux de tous les peuples autrichiens seront garantis ; quand aucun ne revendiquera plus rien et n'aura plus non plus rien à redouter ; enfin quand l'Autriche... elle-même apparaîtra » (p. 44).

Tout en parlant d'une Autriche dont le but est de réaliser l'égalité des nationalités, Bahr dit : « maintenant seulement chacun des peuples autrichiens sait où est sa place : aux côtés de l'Allemagne » (p. 9). L'Allemagne a besoin « d'une Autriche qui unisse les Hongrois et les Slaves et qui soit de volonté allemande » (p. 44). « Ce n'est que depuis la guerre que toutes les nations autrichiennes se sont décidées pour l'Alliance germano-autrichienne » (p. 45). « Ce par quoi un Etat s'est créé est aussi ce qui le conserve... C'était une erreur de la part de nos libéraux de croire qu'un Empire puisse être mis à la retraite. L'Autriche a commencé sa

marche vers le Sud-Est, et ce mouvement reste sa loi..., car l'Autriche est le Drang allemand vers l'Orient. Une Autriche qui cesserait de pousser ne serait plus l'Autriche... La loi de l'Autriche est de pousser, de pousser à l'allemande, le long de son fleuve. Il n'y avait d'Autriche que sur le chemin de sa deuxième mer » (p. 47). Et le but ?

« Une nouvelle apparition se précise dans les vapeurs sanglantes des mêlées... un monde lumineux du travail commun, une fédération (Werkbund) puissante, exercée et paisible, unissant intellectuellement, moralement et économiquement... l'Empire allemand, l'Autriche-Hongrie, les Balkans, la Turquie, la Perse et la Chine » (p. 21). Sommes-nous en présence d'un projet à la Naumann élargi ! Non, car Naumann veut que l'Allemagne soit le guide. Or, « l'erreur de Naumann est de croire que le peuple allemand puisse faire un pas, sans se mettre au-dessus de lui-même. Et le succès de Naumann vient de là : car les Allemands aimeraient mieux que tout s'agrandir sans rien perdre de leur étroitesse... Mais peut-être l'histoire nous a-t-elle laissés dans l'ombre pendant une génération pour nous épargner, jusqu'à ce que l'Europe ait besoin de l'Autriche... Nous sommes-là maintenant, semble-t-il. La partie malsaine des nationalistes se croira trahie... si l'Autriche demande à être le guide. L'idéaliste qui veut le but par n'importe quels moyens sera d'accord avec l'Autriche, pourvu qu'il reconnaisse qu'elle est

sur le chemin de la puissance mondaine allemande »
(p. 214 s. s.).

Comment mettre d'accord cet impérialisme germanique bouffi et farouche, avec les intentions plutôt socialistes énoncées plus haut ? Bahr se reprend lui même : « En disant que la place de l'Autriche est aux côtés de l'Allemagne..., je provoque ma propre opposition : non, nous ne sommes pas un pays accessoire, et qui s'ajoute à un autre pays... La place de l'Allemagne est aux côtés de l'Autriche, et la place de l'Autriche est aux côtés de l'Allemagne... Ce n'est pas une demande, un souhait, un programme..., c'est la constatation de la réalité elle-même. de la réalité historique, géographique, intellectuelle... Celui qui voudrait séparer l'Autriche de l'Allemagne, comme aussi celui qui voudrait englober l'Autriche dans l'Allemagne, celui-là veut une chose à laquelle s'opposent l'histoire, l'esprit, la nature » (p. 176 s.). La caractéristique de cette explication est de ne rien expliquer. Mais la suivante est pire encore, car elle rend énigmatique ce qu'elle veut éclaircir. « Je parle à mon corps défendant en disant que les autres peuples devraient être de volonté allemande. Pourtant je ne veux pas dire qu'ils doivent renoncer à leur volonté pour suivre celle de l'Allemagne. Je ne parle pas ici au point de vue politique, mais intellectuel. . Ces peuples... doivent avoir le même avis et la même volonté que l'Allemagne pour pouvoir s'exprimer eux-mêmes complètement » (p. 177). Pangermanisme dérobé ? Pourtant

Bahr insiste sur la différence entre l'Autrichien et l'Allemand. « Nous demandons l'homme tout entier ; nos voisins (les Allemands) s'enquièrent de son utilité ; nous demandons ce qu'il est ; nos voisins demandent ce que l'Etat, la nation, la patrie obtiendront de lui et par lui... Qui a raison d'eux ou de nous ?... Au dernier jour, la valeur humaine seule restera une valeur, et, s'il s'agit d'un misérable, je crains bien qu'en dépit de ses actes, il ne reste un misérable » (p. 116). « Qu'auriez-vous de plus Allemands, si vous réussissiez vraiment à faire de l'Autrichien votre doublure intellectuelle ou même politique ?... Une beauté serait perdue pour le monde. Ma consolation, c'est que vous ne réussirez jamais, jamais » (p. 125). C'est presque une menace ! Alors, quels sont ses désirs ? « Qui rétablira l'Europe si ce n'est nous ? Nous sommes les mieux préparés. Seule la force allemande appuyée sur l'esprit catholique pourra le faire » (p. 216).

Que dire de tout cela ? Il nous semble qu'on peut contresigner les paroles que Pernerstorffer, député socialiste à l'ancien Reichsrat et rédacteur à « l'Arbeiter Zeitung » de Vienne, adresse à Bahr : « Tu voulais tout connaître et tout faire... et, si ce qu'on dit de ton nouveau catholicisme est vrai, rien ne doit nous surprendre de ta part » (p. 179). « Dans tous tes revirements, tu es resté un impressionniste. Tu es absolument soumis aux impressions du jour » (p. 188). Est-ce l'individualité de Bahr qu'on caractérise ainsi ? Pernerstorffer ajoute : « Tu es fanati-

quement Autrichien, d'âme et de corps. Moi je suis Autrichien par la tête ; dans mon cœur, je suis et reste Allemand » (p. 205). N'est-ce pas là l'explication dernière ? Pendant toute sa vie, Bahr a poursuivi quelque chose qui n'existait pas. Son Autriche, l'Autriche nouvelle était une chimère, et, chaque fois qu'il voulait l'embrasser, il tendait les bras dans le vide. Qui s'étonne encore de la confusion, de l'instabilité, de l'incohérence de sa conception ? Schnitzler avait raison de parler du mélancolique léger, car cette légèreté autrichienne n'exprimait pas la joie ; elle était, comme dit Bahr, « la légèreté d'une profondeur muette » (p. 78). La vie n'était pas une souffrance positive, mais une vaine recherche : l'Autriche ne pouvait « ni vivre, ni mourir », elle « wurstelte fort ». Le pressentiment que tout cela était artificiel et vain, « voilà ce qu'était cette mélancolie. Il n'y avait pas d'Autriche nouvelle, car il n'y avait que l'Autriche vieille, très vieille et lasse d'elle-même qui vient de mourir.

Vu et admis à soutenance

le 26 mars 1919

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

A. CROISSET

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur

de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

- ANDLER. — *Collection de Documents sur le Pangermanisme : Le pangermanisme austro-hongrois* (ouvrage inédit).
- ANONYME. — *Donau, Save und Isonzo*, dans la *Oesterreichische Rundschau* du 15 novembre 1915.
- *Politische Fragen in Oesterreich-Ungarn*, dans l'*Europäische Staats-und Wirtschaftszeitung* du 13 juillet 1918.
- Sur le livre de FOURNIER : *Oesterreich-Ungarns Neubau unter Kaiser Franz Joseph I* dans la *Deutsche Rundschau* du mois de juin 1918.
- *Unsere Kulturarbeit in Montenegro* dans la *Oesterreichische Rundschau* du 15 mars 1917.
- *Yougoslavische Probleme* dans la *Oesterreichische Rundschau* du 15 octobre 1917.
- *Zur Verständigung Ungarns mit Kroatien*, Budapest-Zagreb, 1916.
- AUSTRIA NOVA, édité par la réaction du *Das neue Oesterreich*, Wien-Leipzig, 1916.
- BAERENREITHER. — *Bosnien und die Herzegovina in der vor-ottomanischen Zeit*, dans l'*Oesterreichische Rundschau* du 18 janvier 1918.
- BAHR. — *Mobilmachung in Oesterreich* dans *Der grosse Krieg*, édité par JÆCKH. Gotha, 1916.
- *Schwarzgelb*, dans la *Sammlung von Schriften zur Zeitgeschichte*. Berlin, 1917.
- BIZISTE. — *Wiener Stimmungen aus der Kriegszeit*. Wien-Leipzig, 1916.

- BLUME. — *Der Weltkrieg bis Ende 1916 in Umrissen*, dans les *Schützengrabücher*, n° 50.
- BRAUN. — Sur le livre de DIX: *Bulgariens wirtschaftliche Zukunft*, dans la *Internationale Monatsschrift* du 1^{er} mai 1916.
- BRENTANO. — *Briefwechsel zwischen den Herren Guyot und Bellet und Herrn Lujo Brentano*, dans la *Internationale Monatsschrift*, du 15 novembre 1917.
- BRETHOLZ. — *Serbiens Zukunft in französischer Beleuchtung*, dans *Das grössere Deutschland* du 19 février 1916.
- BRÜCKNER. — *Der Krieg und die Slawen* dans la *Internationale Monatsschrift*, du 15 décembre 1914.
- *Die Slawen und der Weltkrieg*. Tübingen, 1916.
- BURGESS. — *Der europäische Krieg*. Leipzig, 1915.
- CHARMATZ. — *Österreich-Ungarns Erwachen*, dans *Der deutsche Krieg* de JÄCKH, 1915.
- *Die südslavische Frage*, dans *Mittel-Europa* du 2 avril 1918.
- CHLUMECKY. — *Jugoslavische Probleme*, dans la *Österreichische Rundschau* du 15 septembre 1917.
- CLASS. — *Zum deutschen Kriegsziel*. München, 1917.
- CLEINOW. — *Österreich-ungarische Kriegszielpolitik*, dans les *Grenzboten* du 8 février 1918.
- CZEDIK. — *Zur Geschichte der k. k. österreichischen Ministerien*, tome I; Teschen, Wien, Leipzig, 1917.
- CZERNIN. — *Über das Bündnis mit Deutschland*, dans *Mittel-Europa* du 30 juillet 1918.
- DAMMERT. — *Der serbische Feldzug*. Leipzig, 1916.
- DANZER. — *Das österreichische Problem* dans les *Süddeutsche Monatshefte* du mois de mai 1917.
- DAVIDSOHN. — *Überspannung und Niedergang des Nationalitätsprinzips*, dans la *Europäische Staats- und Wirtschaftszeitung* du 11 mai 1916.
- DELBRÜCK. — *Deutschlands politische Korrespondenz*, dans les *Preussische Jahrbücher* du mois de janvier 1916.

- DIETRICH. — *Die mittelalterlichen and die modernen Balkanstaaten*, dans la *Internationale Monatsschrift* du 1^{er} novembre 1913.
- DINER-DÉNES. — *Die Lösung der Balkanfrage*, dans la *Friedenswarte*, août-septembre 1917.
- DIX. — *Mitteleuropa und der neue Osten* dans la *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte* du 31 mai 1918.
- *Zwischen zwei Welten*. Dresden, 1917.
- DOPLEIN. — *Kriegsverwaltung in Mazedonien*, dans les *Süd-deutsche Monatshefte* du mois de juin 1918.
- EGELHAUF. — *Historisch-politische Jahresübersicht für 1914*. Stuttgart, 1915.
- *Historisch-politische Jahresübersicht für 1915*. Stuttgart, 1916.
- ENGL. — *1914, Ein Tagebuch*. Berlin, Brannschweig, Hamburg, 1915.
- FISCHER. — *Bei Kriegsausbruch in Sarajevo*, dans *Der grosse Krieg* de LECKH. Gotha, 1916.
- FOERSTER. — *Das österreichische Problem*. Wien, 1916.
- FRIED. — *Aus meinem Kriegstagebuch* dans la *Friedenswarte*, août 1915.
- *Aus meinem Kriegstagebuch* dans la *Friedenswarte*, février 1916.
- G. — *Als Ordonnanzoffizier in Belgien, Frankreich und Serbien*. München, 1916.
- GANGHOFER. — *Bei den Heeresgruppen Hindenburg und Mackensen*. Stuttgart, 1916.
- GAETCKE. — *Der grosse Raubkrieg und die Interessen der neutralen Mächte*. Karlsruhe, 1916.
- GERBA. — *Serbiens Verlangen nach Vereinigung mit Österreich*, dans la *Oesterreichische Rundschau* du 1^{er} février 1918.
- GESEMANN. — *Aus einem serbischen Tagebuche*, dans la *Neue Rundschau*, juin et juillet 1918.

- GHEORGOW. — *Makedoniens Helden*, dans la *Zukunft* du 14 octobre 1916.
- *Mazedonien und der Weltkrieg*, dans la *Europäische Staats-und Wirtschaftszeitung* du 31 juillet 1916.
- *Die Rolle Bulgariens im Weltkriege*, dans la *Europäische Staats-und Wirtschaftszeitung*, du 27 mai 1916.
- GOMOLL. — *Im Kampf gegen Russland und Serbien*. Leipzig, 1916.
- GOPCEVIC. — *König Nikola von Montenegro und seine Politik*, dans les *Grenzböten*, du 9 février 1916.
- *Serbien und Österreich vor einem Jahrhundert*, dans les *Grenzböten* du 22 décembre 1915.
- GOHEIN. — *Das Schicksal Serbiens*, dans la *Hilfe* du 30 novembre 1916.
- GROTHE. — *Österreich-Ungarns Kriegsziel im Südosten*, dans *Das grössere Deutschland* du 30 mars 1918.
- GRUNBERG. — *Die Internationale und der Weltkrieg*. Leipzig, 1916.
- GRUNWALD. — *Zum Frieden mit Rumänien*, dans la *Neue Zeit* du 7 juin 1918.
- GURTNER. — *Österreich-Ungarn, ein Schema für Mittel-Europa*, Graz, Leipzig, 1916.
- HALLER. — *Deutschland und der Weltkrieg*, dans les *Süd-deutsche Monatshefte*, du mois de novembre 1915.
- HARDEN. — *Adler and Löwe*, dans la *Zukunft* du 16 septembre 1916.
- *Hahnenschrei: Traumspiel*, dans la *Zukunft* du 8 décembre 1917.
- *Nach 2 Jahren*, dans la *Zukunft* du 5 août 1916.
- *Die Sternennage*, dans la *Zukunft* du 16 octobre 1915.
- *Krieg und Frieden*. Berlin, 1918.
- HARNACK. — *Adolf Harnack und die Engländer*, dans la *Internationale Monatsschrift*, du 1^{er} octobre 1914.
- HEGELER. — *Der Siegestug durch Serbien*. Berlin, 1916.
- HERCZEG. — *Von Serajevo bis Lodz*. München, 1916.

- HERRE. — *Geschichtliche Schlaglichter auf den Weltkrieg*. Bielefeld und Leipzig, 1916.
- *Weltpolitik und Weltkatastrophe*. Berlin, 1916.
- HESSE. — *Mein Standpunkt*, dans la *Friedenswarte*, juillet-août 1918.
- HOEN. — *Osterreich-Ungarns Kraftleistung im Weltkriege*, dans les *Süddeutsche Monatshefte*, du mois de mai 1917.
- HOETZSCH. — *Der Krieg und die grosse Politik*, t. I. Leipzig, 1917.
- *Osterreich-Ungarn und der Krieg*, 44^e cahier du *Der deutsche Krieg* de JÆCKH.
- HOFER. — *Die Keime des grossen Kriege*s. Zürich, 1917.
- IRINYI. — *Wie Pasic von unserer Diplomatie gerettet wurde* dans la *Osterreichische Rundschau* du 1^{er} juillet 1918.
- JÆCKH. — *Der europäische Krieg*, dans *Das grössere Deutschland* du 8 août 1918.
- KARL. — *Vereingte Staaten von Mitteleuropa*. Berlin, 1916.
- KENDE. — *Der Kampf um die Adria*, dans la *Europäische Staats und Wirtschaftszeitung* du 27. mai 1911.
- *Montenegro*, dans la *Hilfe* du 3 février 1916.
- KERLER. — *Max Scheler und die impersonalistische Lebensanschauung*. Ulm, 1917.
- KNOPF. — *Die Völker Osterreich-Ungarns*, dans *Bonner Vaterländische Reden und Vorträge während des Kriege*s. Bonn, 1914.
- KNORR. — *Die Donau und die Meerengenfrage*. Weimar, 1917.
- KOSCH. — *Die innere Bedrohung des österreichischen Staates und ihre Abwehr*, dans *Deutschlands Erneuerung* du mois juin 1917.
- KÖSTER. — *Mit den Bulgaren*. München, 1916.
- KRANOLD. — *Das Selbstbestimmungsrecht der Nationen*, dans les *Sozialistische Monatshefte* du 29 août 1917.

- KREK. — *Die Habsburger Monarchie und die südslavische Frage*, dans les *Süddeutsche Monatshefte* du mois de mai 1917.
- KRETSCHMAYR. — *Kaiser Franz Iosef*, dans la *Osterreichische Rundschau* du 1^{er} décembre 1916.
- KU HUNG-MING. — *Der Geist des chinesischen Volkes*. Iéna, 1918.
- KUNTZEL. — *Zum geschichtlichen Verständnis der grossen Krieger*. Berlin, 1916.
- L. — *Bulgarien und Griechenland*, dans *Das grössere Deutschland* du 8 juillet 1916.
- LENSCH. — *Drei Jahre Weltrevolution*. Berlin, 1917.
- LICHTENBERGER ET PETIT. — *L'impérialisme économique allemand*. Paris, 1918.
- LUKAS. — *Osterreich-Ungarns Anteil an der Balkanhalbinsel*, dans *Europäische Staats- und Wirtschaftszeitung* du 8 juillet 1916.
- MANDL. — *Serbien im Jahre 1915*, dans la *Osterreichische Rundschau* du 1^{er} septembre 1915.
- MEINECKE. — *Die deutsche Erhebung von 1914*. Stuttgart und Berlin, 1915.
- MICHAELIS. — *Montenegro*, dans la *Woche* du 5 mai 1917.
— *Montenegro (Cetinje)*, dans la *Woche* du 19 mai 1917.
- MILOBAR. — *Das südslavische Problem, ein kroatisches Problem*, dans la *Osterreichische Rundschau* du 1^{er} novembre 1917.
- MOLDEN. — *Graf Aehrenthal*. Stuttgart. Berlin, 1917.
- MORATH. — *Tage des Krieger*, tome I. Berlin, 1916.
- MULLER-MEININGEN. — *Diplomatie und Weltkrieg*. Berlin 1917.
— *Die Ostfragen*, dans la *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte* du 31 mai 1918.
- MUNIN. — *Osterreich nach dem Kriege*. Iéna, 1915.
- NAUMANN. — *Balkanfragen* dans la *Hilfe* du 14 décembre 1916 et du 27 juin 1918.

- NAUMANN. — *Bulgarien und Mitteleuropa* dans la *Hilfe* du 20 et 27 juillet et du 3 août 1916.
- *La cause allemande*. Soleure, 1918.
- *Mitteleuropa*. Berlin, 1915.
- *Selbstbestimmung der Völker*, dans la *Hilfe* du 24 janvier 1918.
- und BAUMER : *Kriegs-und Heimatchronik*, tome I. Berlin, 1916.
- NAGEL. — *Wie Triest an Österreich kam*, dans les *Grenzboten* du 14 juin 1918.
- NIPPOLD. — *Der deutsche Chauvinismus*. Bern, 1917.
- NOWAK. — *Hatzendorfs Lager*. Berlin, 1916.
- *Über den Lowtschen*. Berlin, 1917.
- NUSE. — *Das grössere Bulgarien* dans *Das grössere Deutschland*, du 15 septembre 1917.
- OHLER. — *Bosnien im Kriege*, dans *Das neue Deutschland* du 1^{er} octobre 1917.
- ONCHEN. — *Das alte und das neue Mitteleuropa*. Gotha, 1917.
- *Deutschland vor dem Ausbruch des Krieges* dans *Der grosse Krieg* de JÆCKH. Gotha, 1916.
- ONICUL. — *Der Bernf der österreich-ungarischen Monarchie* dans les *Süddeutsche Monatshefte* du mois de mai 1917.
- PFLUGK-HARTUNG. — *Die Mittelmächte und der Viererverband*. Berlin, 1916.
- PHILIPP. — *Das Balkanproblem*, dans *Das grössere Deutschland* du 20 octobre 1917.
- PISTOR. — *Die Volkswirtschaft Österreich-Ungarns*. Berlin, 1915.
- PURLITZ. — *Deutscher Geschichtskalender : Der europäische Krieg*. Leipzig.
- QUIDDE. — *17 Einwände und 17 Antworten* dans *Deutschlands Zukunft*, par STILICH.
- RANK. — *Verkehrswege nach dem Orient* dans la *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte* du 12 avril 1918.
- RENNER. — *Österreichs Erneuerung*. Wien.

- ROHRBACH. — *Die serbische Untat und die politische Lage*, dans
Das grässere Deutschland du 11 juillet 1914.
- *Der Krieg und die deutsche Politik*. Weimar, 1915.
- ROTH. — *Ein deutscher Frieden*. Berlin, 1917.
- ROSEN. — *Der grosse Krieg, ein Anekdotenbuch*. Stuttgart.
- SAMASSA. — *Die Probleme des Balkans*, dans *Der Krieg*, édité
par D. SCHÆFER. Leipzig et Vienne, 1917.
- SCHELER. — *Der Genius des Krieges und der deutsche Krieg*.
Leipzig, 1915.
- SCHIRMANN. — *Die letzten Etappen zum Weltkrieg*. Berlin,
1915.
- *Die Weltlage vor Weihnachten*, dans la *Deutsche
Politik* du 1^{er} janvier 1916.
- SCHMIDTBONN. — *Krieg in Serbien*. Berlin, 1916.
- SCHREPPFER. — *Weltgeschichte von 1840 bis 1916*. Nürnberg,
1917.
- SEECK. — *Katechismus der Weltkrieses*. Münster, 1917.
- SIEGER. — *Deutschösterreich und die südslavische Frage*, dans
les *Grenzboten* du 7 juin 1918.
- *Die südslavische Frage in Österreich-Ungarn*, dans
les *Grenzboten* du 19 avril 1918.
- *Der Umfang der slavischen Bewegung in Österreich*,
dans la *Deutsche Politik* du 11 janvier 1918.
- SLAVICUS. — *Österreich-Ungarn und die südslavische Frage*.
Bern, 1917.
- SPECTATOR AUSTRIACUS. — *Zum Umbau Österreichs*, dans *Das
neue Österreich* du mois de septembre 1917.
- STILLICH. — *Deutschlands Zukunft bei einem Macht- und bei
einem Rechtsfrieden*. Leipzig, 1918.
- STRATZ. — *Serbien*, dans la *Woche* du 23 octobre 1915.
- THUMB. — *Die Greuel der beiden Balkankriege*, dans la
Deutsche Rundschau du mois de janvier 1915.
- ÜBERSBERGER. — *Die Rolle Serbiens*, dans *Deutschland und
der Weltkrieg*, édité par HINTZE, MEINECKE, ONCKEN,
SCHUMACHER, tome I^{er}. Leipzig-Berlin, 1916.

- ÜBERSBERGER. — *Russland und der Krieg*, dans *Zum geschichtlichen Verständnis des grossen Krieges*. Berlin, 1916.
- VELTZÉ. — *Ruhmestage der österreichisch-ungarischen Wehrmacht*, 1^{er} cahier. Vienne, 1916.
- VELTZÉ ET STEFAN. — *Unter Habsburgs Banner*. Berlin, Vienne, 1917.
- *Wie es unser Krieg geworden ist*, dans la *Osterreichische Rundschau* du 15 octobre 1916.
- WALDEYER. — *Die im Weltkriege stehenden Völker in anthropologischer Betrachtung*, dans *Deutsche Reden in schwerer Zeit*. Berlin, 1915.
- WALDMANN. — *Die Einschränkung der italienischen Kriegsziele der Südslaven*, dans *Mittel-Europa* du 16 avril 1918.
- WALZEL. — *Kriegsdichtung*, dans la *Internationale Monatschrift* du 14 septembre 1915.
- WANNISCH. — *Osterreich-Ungarn nach dem Kriege*. Stuttgart, 1917.
- WEBER. — *Vor dem Kriege*, dans *Der grosse Krieg* de JECKH.
- WENDEL. — *Serbien und Mitteleuropa*, dans la *Glocke* du 12 mai 1917.
- *Compte rendu sur deux livres*, dans la *Neue Zeit* du 19 avril 1918.
- *Peter Preradowitsch*, dans la *Neue Zeit* du 7 juin 1918.
- *Südslavischer Aufstieg* dans la *Neue Rundschau* du mois d'août 1918.
- WENDEL. — *Südosteuropäische Fragen*. Berlin, 1918.
- WENDEL et RIZOFF. — *Pro Macedonia*, traduit par DELEST, Paris, 1918.
- WEISBACH. — *Italien und das südslavische Problem*, dans la *Deutsche Politik* du 21 juin 1918.
- WICHTL. — *Kramarsch, der wahre Anstifter des Weltkrieges*, dans *Das grössere Deutschland* du 12 mai 1917.
- WILAMOWITZ-MÖLLENDORFF. — *Die Balkanvölker*, dans la *Neue Rundschau* du mois de janvier 1918.

WINKLER. — *Wir von der Südfront*. Wien, 1916.

WINTERNITZ. — *Bulgariens Stellung vor und nach dem Kriege*, dans la *Europäische Staats-und Wirtschafts-zeitung* du 4 mai 1916.

WIRTH. — *Albanien*, dans *Das grössere Deutschland* du 10 juin 1916.

— *Die Zukunft Albaniens*, dans la *Europäische Staats-und Wirtschafts-zeitung* du 20 juillet 1918.

WOINOVICH. — *Osterreich-Ungarn und seine Gegner*, dans la *Osterreichische Rundschau* du 15 juillet 1917.

WOLFF. — *Vollendete Tatsachen*. Berlin, 1918.

Briefe aus dem Felde, 1914/15, édité par PNIOWER, SCHUSTER, STERNFELD, DILLINGER, OSTROWSKI. Oldenburg, 1916.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE	
LES OPINIONS	
1. <i>Généralités</i>	17
2. <i>Les Serbes</i> :	20
a) Le peuple d'assassins	21
b) Le peuple romantique	26
c) Caractéristique étrangère	29
d) Les Serbes vus de près	30
3. <i>Serbes et Bulgares</i> :	33
a) Le problème de la nationalité	33
α) Le point de vue physiologique	34
β) Le point de vue historique	35
γ) Le point de vue réel	37
b) Le problème pratique	39
α) Le point de vue objectif	40
β) Le point de vue bulgare	42
γ) Le point de vue allemand	45
4. <i>La Serbie et l'Autriche</i>	46
a) L'origine du conflit	46
α) La Serbie provocatrice	47
β) La Serbie, vassale russe	51
γ) La Serbie entre le marteau et l'enclume	52
δ) La Yougoslavie	59
ε) Sarajevo	74
b) Les jugements	90
α) Les accusations <i>a priori</i>	90
β) Les accusations concrètes	92

γ) Le compte rendu des faits.....	96
A) Les mobiles nationaux.....	96
B) La complicité de la Serbie.....	100
Les milieux officiels serbes.....	100
La Narodna Odbrana.....	102
Les personnalités.....	105
δ) Les juges et les accusés.....	106
c) La campagne serbo-autrichienne.....	114
α) Prélude.....	115
β) La première phase.....	116
γ) La trêve.....	124
δ) L'offensive austro-germano-bulgare.....	127
ε) La fin.....	140

DEUXIÈME PARTIE

LES DOCTRINES POLITIQUES

1. <i>Position du problème</i>	143
2. <i>Les Allemands</i>	152
a) Impérialisme ou ignorance.....	152
b) Le pangermanisme.....	160
c) La volonté de puissance.....	168
d) Le verbalisme philosophique.....	174
e) Realpolitik.....	178
f) L'Europe Centrale.....	185
g) La conquête de l'Orient.....	195
h) Théorie et pratique.....	211
i) La Serbie et l'Italie.....	216
3. <i>Les Autrichiens</i>	219
a) La vieille Autriche.....	219
b) Le journalisme noir et jaune.....	220
c) L'Autriche qui s'éveille.....	231
d) L'Autriche catholique.....	236
e) L'Autriche germanique.....	240
f) L'Autriche socialiste.....	260
g) L'Autriche nouvelle.....	267
BIBLIOGRAPHIE.....	281

ERRATA

Quelques caractères d'imprimerie ayant fait défaut, les noms yougoslaves ont dû être imprimés sans leurs accents, de même que l'Oe et l'Ue allemands. Il faut donc lire : *Oesterreich, Ueberspannung, Uebersberger*, etc.

Page	21	Leipsig	au lieu de	Leipzig
—	22	leit motiv	—	leit-motiv
—	24	politis-che	—	politi-sche
—	28	Runds-chau	—	Rund-schau
		docentà,	—	docent à
—	35	tartares (...)	—	tartares » (...)
—	36	Monatschrift	—	Monatsschrift
—	44	(In	—	(« Im
—	49	Erhebung », v. 1914	—	Erhebung v. 1914 »,
—		déchainée (...)	—	déchainée » (...)
—	51	un russe	—	un Russe
		(Russland and	—	(Russland und
—	57	Politik » anno 1914	—	Politik anno 1914 »
—	58	Fis-cher	—	Fi-scher
—	69	Osterreichische	—	Oesterreichische
—	58	Kriesausbruch	—	Kriegsausbruch
—		Ungars	—	Ungarns
—	74	but d'exprimer	—	but est d'exprimer
—	77	Aehrental	—	Aehrenthal
—	78	Rundch	—	Rundsch.
—		unddie	—	und die
—	79	Das neue Deutschland	—	« Das neue Deutschland »
—	82	comme page 36		
—	84	—		
—	86	Krieg de Jäckh »	—	Krieg » de Jäckh
—	89	Deutschland	—	Deutschland
		Karls-gymnasiam	—	Karls-gymnasium
—	91	publique.	—	publique. »
—	94	germains	—	Germaines
		latins	—	Latins
—	111	Deuts-cher	—	Deu-tscher
		Aristogliton	—	Aristogiton
—	115	Krieg de Jäckh »	—	Krieg » de Jäckh
—	126	Mandldit	—	Mandl dit
—	129	für », 1915	—	für 1915 »

Page 130	Ende, 1916,	au lieu de	Ende 1916
	telde	—	Felde
	Brunswick	—	Brunswick
— 132	étonnement » Gomoll	—	étonnement ». (Gomoll
	Historische	—	Historisch —
	Jahresüberncht für » 1915	—	Jahresübersich für 1915 »
— 133	Sigeszug	—	Siegeszug
— 134	Donau, « Save	—	Donau, Save
	Runds-chau	—	Rund-schau
— 135	Serbien «	—	Serbien »
— 137	comme page 36		
— 134	Zeit,	—	Zeit »,
— 136	l'absorption	—	« l'absorption
-- 161	« Class :	—	Class : «
— 166	soutienne	—	soutient
— 167	« (Vorwaerts »	—	(« Vorwaerts »
— 172	de la caractériser	—	de le caractériser
— 173	hebensanschauung	—	Lebensanschauung
— 183	Vorwärts	—	Vorwaerts
— 184	« Realpolitik » « au	—	« Realpolitik » au
— 186	Lichtenberger): «... », (p.	—	Lichtenberger : «... », p.
— 187	Ungarn ein	—	Ungarn, ein
— 194	Dobroujia	—	Dobroudja
-- 197	Le admiralitätsrat	—	L'admiralitätsrat
	deuts-cher	—	deu-tscher
— 199	Fegenwart	—	Gegenwart
	Leusch	—	Lensch
— 209	dans les « Wirtschaftszeitung	au lieu de	dans la « Wirt-
	schaftszeitung.		schaftszeitung.
Page 219	le « Deutsche	au lieu de	la « Deutsche
— 232	(Charmatz).	—	(Charmatz :
	Krieg).	—	Krieg »).
— 239	Osterreichisch —	—	oesterreichisch —
— 243	des trialismes	—	du trialisme
	Theodorv.	—	Theodor v.
— 246	Abhsandlungen am.	—	Abhandlungen aus
— 261	Entelckeungsiwie	—	Entwicklungsziele.
— 266	(Die «... »)	—	(« Die... »)
— 282	Delbruck	—	Delbrueck
— 283	Friedeenwarte	—	Friedenswarte
— 284	Grunberg	—	Grünberg
	Gurtler	—	Gürtler
— 286	Kuntzel	—	Küntzel
	Muller-Meiningen	—	Müller-Meiningen
— 287	Nuse	—	Nüse
	Ohler	—	Oehler
	Baumer	—	Bäumer
— 288	Ubersberger	—	Uebersberger

